

Étude territorialisée sur les pratiques culturelles des habitant.e.s et usager.e.s dans les quartiers de la zone centrale du canal de la Région de Bruxelles-Capitale

Périmètre de l'étude :

Molenbeek Historique, quartier Nord, quartier Maritime, Vieux Laeken-Est, Gare de l'Ouest

Rapport ethnographique

Rédaction : Elsa Mescoli

Chercheur.e.s : Elsa Mescoli, Alice Clarebout, Axel Gossiaux, Marco Martiniello

Supervision : Marco Martiniello

Financement de l'étude : Perspective Brussels

Table des matières

Introduction	5
1. Retour réflexif sur la méthodologie employée	5
1.1 Méthodes, acteur(e)s, résultats.....	5
<i>Interactions, positionnalités et rôles</i>	7
<i>Les lieux de culte et les salles privées</i>	13
<i>L'urgence sanitaire liée au Covid-19, et la culture</i>	14
1.2 Les données audio-visuelles	20
1.3 Les cartes	21
2. L'offre culturelle dans les quartiers de la zone centrale du canal de la Région de Bruxelles-Capitale 22	
2.1 Typologie(s) des pratiques	22
2.2 Les publics	23
<i>Un public mixte</i>	23
<i>Les publics visés spécifiquement</i>	34
<i>Les publics du quartier</i>	43
<i>Les contenus des activités culturelles de la zone</i>	49
<i>La co-construction des contenus</i>	63
<i>L'émergence de conflits ou tensions au niveau de la réception des contenus</i>	69
<i>Modalités de communication</i>	74
<i>Le rapport aux institutions</i>	79
2.3 Les institutions culturelles et les quartiers	88
<i>La spécificité (et le prix) des activités proposées</i>	88
<i>Rencontrer les intérêts et les besoins du quartier</i>	92
<i>La valorisation de l'histoire du quartier et de la diversité de ses habitants</i>	100
<i>Collaborations dans les quartiers (et en dehors)</i>	107
2.4 Les caractéristiques de l'environnement.....	114
<i>Les infrastructures et services</i>	114
<i>Atouts et contraintes</i>	120
<i>Changement démographique des quartiers</i>	125
<i>De la « gentrification »</i>	130
<i>L'environnement</i>	135
<i>Les pratiques culturelles (et l'art) dans l'espace public</i>	140
<i>L'après attentats</i>	143

3. La participation culturelle dans les quartiers de la zone centrale du canal de la Région de Bruxelles-Capitale	147
3.1 Profils, histoires et motivations des participant.e.s.....	147
<i>Motivation diverses</i>	148
<i>Lien avec des intérêts personnels entretenus aussi à la maison ou dans le milieu du travail</i>	152
<i>Les pratiques culturelles comme « espace pour soi »</i>	155
<i>Les pratiques culturelles pour apprendre ou essayer des activités</i>	160
<i>Se « reconnaître » dans le produit artistique et culturel</i>	163
<i>Les activités en dehors du quartier</i>	165
<i>L'importance de la continuité (les « noyaux durs »)</i>	168
<i>La « fluctuation » de la participation</i>	172
3.2 Les opinions sur les activités.....	175
3.3 Rapport au quartier	186
<i>Les services, les infrastructures et l'environnement</i>	186
<i>Le quartier comme espace partagé : s'engager dans le quartier</i>	191
<i>Le rapport aux institutions dans le cadre de l'engagement citoyen</i>	194
<i>Les changements des quartiers (démographie, prix, travail)</i>	195
<i>La création d'un lien au quartier par la mémoire du passé et les pratiques du présent</i>	201
4. Discussion	206
4.1 La portée sociale des pratiques culturelles.....	206
<i>Les pratiques culturelles comme moyen et pas comme fin en soi</i>	206
<i>Le rôle « préventif » des pratiques culturelles</i>	207
<i>Bien être individuel et collectif</i>	208
4.2 La dimension créative	209
4.3 La « non-participation »	210
<i>Quels publics et profils</i>	210
<i>Les modalités de « recrutement »</i>	213
<i>La (non) présence de personnes d'origine étrangère dans l'organisation et le management des activités</i>	216
5. Conclusions	218
6. Liste des annexes	221
Remerciements	221

Introduction

Le présent rapport constitue l'analyse des matériaux collectés au cours d'une ethnographie menée dans la zone centrale du canal de la Région de Bruxelles-Capitale. Les chapitres suivant cette introduction incluent, tout d'abord, la présentation réflexive de la méthodologie adoptée. Ensuite, le rapport est structuré en trois macro parties, dont la première est consacrée à l'offre culturelle présente dans la zone étudiée. Dans cette partie, sont étudiés les matériaux collectés auprès des personnes ressources, et notamment la description des initiatives qu'ils/elles proposent, ainsi que leurs opinions concernant divers enjeux des quartiers tels qu'ils/elles les perçoivent ou tels qu'ils sont soulevés par les habitant.e.s. Une deuxième partie porte sur la participation culturelle et repose sur l'analyse des données récoltées auprès des usager.e.s, incluant la narration des activités fréquentées par les individus et la description de leurs motivations principales et avis, ainsi que de leur rapport au quartier concerné. Dans la troisième partie, seront proposées des réflexions plus générales issues de l'étude transversale de ces matériaux. Il s'agit donc d'une systématisation des matériaux présentés précédemment, à laquelle suivra une conclusion synthétique générale de ce rapport. Chaque section contribue à l'analyse globale de manière significative, mais peut fonctionner également de manière autonome, permettant ainsi, aussi, une lecture plus ciblée. Pour cette raison, certains éléments peuvent se retrouver à plusieurs endroits du rapport, bien qu'en mettant en avant les aspects plus spécifiquement liés à la section en question. L'analyse se nourrit de la parole de nos interlocuteur.e.s, que nous visons à restituer en présentant plusieurs extraits d'entretiens et observations. Cette démarche permet de porter un regard proche des dynamiques du terrain, tout en s'en distanciant pour objectiver et interpréter les données récoltées. Les extraits font partie intégrante du texte et sont au cœur des raisonnements développés. Ils peuvent également être omis dans la lecture si l'on veut procéder plus rapidement (pour cette raison ils sont décalés dans le texte), car les constats dont ils sont porteurs sont aussi repris dans les commentaires qui les précèdent ou suivent.

1. Retour réflexif sur la méthodologie employée

1.1 Méthodes, acteur(e)s, résultats

L'étude de l'offre et de la participation culturelle dans la zone étudiée s'est basée sur une série d'outils de recherche qualitative, incluant : l'exploration des quartiers, des entretiens semi-directifs avec des personnes ressources (les responsables des institutions culturelles¹ impliquées dans l'étude), des observations participantes des activités organisées, des entretiens semi-directifs avec des usagers, la collecte de données visuelles (photos et vidéos réalisées par les chercheur.e.s² ou reçues de la part des participant.e.s, et des cartes complétées par les usagers interviewé.e.s). 21 activités d'observation participante ont été menées au sein des activités organisées par les institutions culturelles contactées (ateliers divers, représentations théâtrales, cours, événements divers au sein des institutions et dans l'espace public, etc.), ainsi que 20 activités d'exploration des quartiers. Au total, 34 personnes ressources ont été interviewées et 19 usager.e.s ont été impliqué.e.s dans des entretiens formels ou des discussions

¹ Par l'emploi de ce terme nous faisons référence de manière indistincte et compréhensive à tout type d'organisme (institution, association, lieu privé) proposant des activités culturelles dans la zone d'étude. Nous précisons davantage le type d'organisme lorsque cet élément est relevant pour l'analyse.

² Nous adoptons une écriture inclusive dans ce rapport, sauf lorsque cette approche rend la phrase concernée particulièrement laborieuse.

relativement structurées, tandis que d'autres ont été interrogés de manière informelle, lors des observations. Globalement, nous pouvons compter environ 150 participant.e.s à la phase qualitative de la recherche, incluant toute personne avec laquelle les chercheur.e.s ont pu échanger, formellement ou informellement, récoltant ainsi des informations et données mobilisées dans la présente analyse. Les matériaux visuels font également partie de ces données. Ces activités de terrain ont été menées par une chercheuse principale (Elsa Mescoli), un doctorant (Axel Gossiaux) et une étudiante (Alice Clarebout) en support pour l'étude des pratiques culturelles dans le Quartier Nord et le quartier Gare de l'Ouest, et un superviseur (Marco Martiniello).

Nos interlocuteur.e.s ont été anonymisé.e.s comme suit : concernant les personnes ressources, nous avons établi un code numérique progressif sur base de la date de l'entretien réalisé, et ils/elles ne seront mentionné.e.s que par ce code et la date, bien que nous avons eu leur accord à être enregistré.e.s et que certains éléments de ce rapport pourraient amener à les identifier³, au vu de leur rôle de représentant.e d'institutions culturelles connues sur le territoire. Nous préférons néanmoins adopter cette démarche, pour se conformer à certaines normes éthiques œuvrant au sein de toute recherche qualitative. Concernant les usager.e.s, nous utilisons des noms d'emprunt et certaines informations biographiques non essentielles à l'analyse ne sont pas mentionnées.

La combinaison d'outils méthodologiques différents mais complémentaires a permis de faire face de manière appropriée aux enjeux soulevés par chaque rencontre ethnographique. Les entretiens semi-directifs enregistrés ont été estimés (et se sont avérés) opportuns pour interroger les responsables des institutions culturelles œuvrant sur le territoire considéré, car ils sont assez familiers à ce type de démarche et car ils occupent en quelque sorte le rôle de représentants officiels d'une partie de l'offre culturelle dans la zone. De même, cet outil a été utilisé avec des usager.e.s fortement engagé.e.s, non seulement comme participant.e.s aux activités proposées dans la zone, mais aussi, dans plusieurs cas, comme promoteurs de certaines activités culturelles de plus petite ampleur dans les quartiers. Pour ces raisons, il a été possible de convenir et réaliser des entretiens plus structurés, au sein desquels il a également été demandé aux interviewés de compléter une carte décrivant visuellement leurs activités culturelles. En parallèle, les observations participantes ont permis de collecter des données additionnelles concernant la participation culturelle d'un panel plus diversifié d'usager.e.s, allant des plus aux moins réguliers. Au sein de ces observations, ainsi que des explorations des lieux, les chercheur.e.s ont pu réaliser ou collecter des photos et vidéos dont les contenus sont intégrés ou supportent la présente analyse.

A la suite du travail de terrain, les résultats préliminaires de l'étude ont été présentés et discutés avec des habitant.e.s et personnes ressources (qui n'avaient pas été rencontré.e.s précédemment) au sein de trois workshops organisés respectivement à Laeken, à Molenbeek et dans une école secondaire située dans le périmètre de l'étude. Au total, environ 45 personnes ont participé. Les discussions portaient principalement sur certains chiffres concernant la participation récoltés via l'enquête quantitative, ainsi que sur : la définition d' « initiative culturelle » pour les habitant.e.s et les associations œuvrant dans la zone ; les modalités de communication ; les contenus et les conflits et tensions éventuels ; les recommandations issues de l'étude. Les discussions réalisées ont confirmé les constats amenés par

³ Néanmoins, conformément à ce souci d'anonymat, nous omettons les noms et données permettant d'identifier les institutions ou activités culturelles mentionnées.

l'étude, mais elles ont également permis d'apporter certaines précisions et nuances qui seront intégrées dans l'analyse.

Les sections suivantes de ce chapitre détailleront certains enjeux spécifiques soulevés dans ce cadre méthodologique global.

Interactions, positionnalités et rôles

Toute relation ethnographique établie par une observation ou un entretien comporte le développement d'interactions entre chercheur et participant, qui se basent sur des positionnalités et des rôles réciproques, engagés ou assignés. Cela veut dire que dans toute relation ethnographique, à la fois les chercheur.e.s et les participant.e.s amènent une partie de leurs vécus et expériences, et projettent également sur l'autre des représentations et attentes. C'est au sein de cette relation que toute connaissance scientifique se co-construit, avec l'apport des multiples voix qui y prennent part. Certains éléments qui se sont manifestés au sein des relations ethnographiques développées dans le cadre de cette étude, ont facilité le travail du chercheur ou généré le besoin d'explications supplémentaires, constituant dans tous les cas des points intéressants pour la réflexion.

Dans le cadre des relations ethnographiques établies avec les personnes ressources, nous avons constaté un intérêt important pour la recherche en cours ainsi que des attentes par rapport aux résultats attendus :

« vos conclusions m'intéressent énormément, [...] c'est pour nous aider dans notre travail » (RP32, entretien, 23/4/2020).

En effet, plusieurs de nos interlocuteur.e.s sont engagé.e.s dans la réalisation de « diagnostics » des quartiers au sein desquels ils travaillent, ainsi que des méthodes différenciées d'analyse de leurs activités, visant à identifier les succès et les échecs, et à améliorer l'offre par rapport aux besoins constatés. Cet intérêt et ces attentes ont permis d'établir un climat collaboratif, non seulement par rapport au temps consacré par les personnes ressources aux chercheur.e.s lors des entretiens, mais aussi au vu de la disponibilité montrée à ouvrir les portes de plusieurs ateliers et activités à un observateur externe :

« vous venez à [nom de l'initiative culturelle], c'est très intéressant, d'un point de vue anthropologique, de voir tous les publics, vous vous asseyez, sur un fauteuil, avec un carnet [et vous notez] » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Il s'agit ici d'un côté d'accepter une éventuelle perturbation de ces activités due à la présence d'une personne non connue par les autres participant.e.s, et d'un autre côté de faire face à des craintes éventuelles quant au regard que cette personne – un scientifique devant rédiger un rapport commandité par une institution publique, de plus – pourrait porter sur ces activités. L'approche positive et encourageante des personnes ressources a permis la bonne réussite de l'ethnographie, aussi parce que chaque personne ressource fournissait également aux chercheur.e.s des contacts à interroger ultérieurement, tant des collaborateur.e.s ou usager.e.s de leur organisation, que des membres d'autres institutions culturelles, qu'ils jugeaient « incontournables » pour la recherche (RP8, entretien, 12/12/2019). Dans la plupart des cas, la demande envoyée suite à cette recommandation, a été accueillie positivement, sauf si la personne concernée ne se sentait plus impliquée directement par les enjeux visés dans le cadre de l'étude :

« [j]’ai quitté tous mes mandats dans les associations de [nom du quartier] en mai 2019 et suis régulièrement absent [nom du quartier]. Je vous invite à prendre contact avec [nom d’une autre personne ressource] » (email, 10/3/2020).

Certain.e.s de nos interlocuteur.e.s nous invitent par ailleurs à contacter aussi des non-participant.e.s, des personnes par exemple qui ne souhaitent pas se retrouver dans des environnements multiculturels,

« qui disent moi je n’y vais pas parce que je ne me mélange pas à ces gens » (RP12, entretien, 16/1/2020).

Au travers de cette suggestion, nous arrivons donc non seulement à établir un contact additionnel, mais aussi nous collectons déjà une information importante concernant un aspect visé par notre recherche, notamment, ici, les raisons de la non-participation.

Le bon déroulement de l’entretien lui-même avec une personne ressource repose, tout d’abord, sur la confiance par rapport à l’expertise et l’éthique du/de la chercheur.e, garantie également par l’affiliation à un centre de recherche universitaire reconnu. Ce bon déroulement repose aussi sur la convergence d’intérêts, établie par des facteurs personnels ainsi que par le fait d’opérer, en tant que chercheur ou responsable d’initiatives diverses, dans un domaine commun, celui de la culture. Ce partage amène aussi à questionner la notion de culture elle-même, afin de poser les bases de la discussion, d’autant plus que cette notion est perçue comme abstraite et aux contenus hétérogènes. Par ailleurs, définir la culture peut également générer des attentes par rapport à l’entretien en cours, ainsi qu’orienter la discussion et, de ce fait, questionner la démarche de recherche elle-même. A titre d’exemple, il est intéressant de considérer la réaction d’un de nos interlocuteur.e.s par rapport à l’inclusion (ou pas) de la dimension religieuse dans notre approche de la culture⁴. En effet, arrivée à la fin de notre entretien, cette personne, qui considère que « dans la culture il y a d’office la religion », affirme :

« bizarrement, [...] je me disais que vous alliez certainement venir avec [la question de] la religion, et ce n’est pas venu, c’est bizarre, [...] quand on parle de Molenbeek, il y a d’office la religion [qui sort comme sujet], [...] je me disais dans votre interview, [...] il y aura certainement le sujet de la religion, je trouve ça bien, que vous n’ayez pas parlé de religion, parce que quand on parle de Molenbeek, il y a d’office la religion qui va avec, c’est inévitable, et ce n’est pas venu de votre part ! » (RP34, entretien, 28/4/2020).

Notre interlocuteur était donc surpris de ne pas être interrogé par rapport aux aspects religieux éventuellement actifs dans les pratiques dont nous discutons, non seulement parce qu’il estime que la religion fait potentiellement partie de la culture de tout individu, mais aussi parce qu’il a souvent fait l’expérience de l’association systématique entre le quartier au sein duquel il opère (Molenbeek historique) et les questions liées à l’Islam. Par ailleurs, cette association lui semble émerger dans la manière dont la dimension religieuse est abordée dans le questionnaire élaboré dans le cadre de l’approche quantitative de cette étude :

⁴ Nous avons adopté une approche large, permettant d’inclure dans la notion de « culture » (mais aussi d’art) toute pratique engageant une création, allant des pratiques plus communément et institutionnellement associées à l’art et à la culture (le théâtre, la musique) jusqu’à d’autres à l’apparence plus éloignées de ce terme (la couture, la menuiserie, la cuisine).

« j'ai reçu l'enquête [...], au fur et à mesure des pages, il y avait des parties sur la religion, et en fait c'était mis à la fin, au début ça parlait un peu de tout [...], et à la fin il parlait de religion, est-ce que les [usager.e.s] accordaient du temps ou de l'importance à la religion, c'est pour ça que j'ai trouvé spécial que vous n'en parliez pas » (RP34, entretien, 28/4/2020).

Les contenus spécifiques des questions abordées et visées par l'étude sont donc négociés avec nos interlocuteur.e.s. En outre, il a été importants dans certaines occasions de préciser les attentes institutionnelles concernant cette étude⁵, mais également de clarifier que la discussion ne devait pas être conditionnée par ces attentes et se ferait dans un espace d'expression ouvert à tout commentaire ou remarque que nos interlocuteur.e.s auraient estimés utiles, au-delà de leur rôle institutionnel – dépendant également de subsides publics. Ces précisions, faites de manières explicites ou implicites, nous ont également permis de récolter l'opinion de nos interlocuteur.e.s (souvent critique) sur le fonctionnement politico-institutionnel actuel en ce qui concerne la gestion des questions liées à la culture dans la région. Nos interlocuteur.e.s ont notamment pointé du doigt⁶ la prédominance d'une approche quantitative contre-productive, entraînant une demande excessive au niveau de la justification des activités menées. Cet aspect génère un sentiment de suspicion, de stigmatisation et une dynamique concurrentielle parmi les associations notamment, lesquelles finissent par se questionner sur (ou perdre) le sens de leur travail (RP14, entretien, 23/1/2020).

Il est également intéressant de remarquer que le positionnement de Perspective Brussels est également interrogé par certain.e.s de nos interlocuteur.e.s, qui associent cette institution régionale aux volontés politiques de gentrification :

« Perspective avait déjà tout un parcours fait... par exemple à [nom du quartier], et on risque aussi avec toute l'expansion du bâtiment, que dans ces nouvelles visions de la région, il y a de moins en moins de place pour certaines populations démunies. [...] on est en train d'attirer une population qui va de façon naturelle faire évacuer une autre population, ça c'est un peu l'enjeu de tout ce qui est en train de se faire à Bruxelles. [...] il faut aussi voir du point de vue financier... des communes ils ont aussi besoin de personnes qui payent les impôts, et donc ils ont aussi besoin d'un certain capital. S'il y a des logements d'un certain standing, il y a aussi des personnes... » (RP3, entretien, 20/11/2019).

Ces démarches peuvent être décrites par certain.e.s de nos interlocuteur.e.s comme des « stratégies » politiques, auxquelles Perspective Brussels (et notre recherche, par conséquent) pourrait être associée. Cette méfiance semble venir de la perception d'un manque d'intérêt institutionnel visant le terrain et, plus particulièrement, les activités culturelles :

« Ah, donc les politiques et les gens dans leurs bureaux s'intéressent à nous ? » (notes de terrain, 21/2/2020).

Certain.e.s expriment en effet un mécontentement concernant la gestion des politiques de la ville de Bruxelles. Néanmoins, le changement d'approche qui pourrait dériver de la mise en place de cette

⁵ Nous présentions notamment la volonté du Bureau Bruxellois de la Planification d'intégrer une série de réflexions sur les enjeux culturels œuvrant dans la zone dans les futures actions de planification urbaine.

⁶ Ces éléments et d'autres seront analysés de manière plus détaillée dans une ultérieure section consacrée au rapport de nos interlocuteur.e.s avec les institutions locales et les pouvoirs subsidiants.

recherche, est accueilli positivement, après la perplexité initiale, comme le témoignent les extraits suivants :

« Je suis bien content qu'on vienne nous demander notre avis et celui des habitants, pour une fois » (notes de terrain, 4/3/2020).

« C'est chouette de s'intéresser aux pratiques culturelles de ces quartiers. Ils sont riches vous savez ? Il y a tellement de potentiel. Et la culture, l'art, c'est comme ça qu'on peut s'exprimer. » (notes de terrain, 13/12/2019).

« Et donc votre travail c'est de venir voir ce qu'on fait nous [...] ? On a de la chance ! » (notes de terrain, 17/12/2019).

L'importance de connaître l'opinion des habitant.e.s est due, selon nos interlocuteur.e.s responsables des institutions culturelles de la zone, au fait que les transformations du quartier sont non seulement visibles pour tous, mais impactent également le quotidien des individus, lorsque la planification urbaine et la négociation politique se traduit dans une action concrète sur le terrain :

« Ils [les habitants] vont vite voir les constructions qui sont un peu autour du canal, il y a ce projet de coulée verte jusqu'au centre de Bruxelles, le déplacement de [nom initiative culturelle], il y a toute une série de choses. Ça manque un peu de concertation populaire. J'entends bien qu'il y a des gens qui réfléchissent dans les bureaux, j'entends bien qu'il y a des accords politiques, des sous qui vont être libérés pour faire toute une série de choses, mais ça manque de nouveau de l'avis des gens » (RP9, entretien, 17/12/2019).

La recherche en cours permet ainsi de valoriser cette opinion, ce qui contribue à redéfinir le rôle de Perspective Brussels aussi, qui pourrait se faire porte-parole des intérêts des quartiers :

« Perspective a un rôle à jouer [dans la valorisation du patrimoine du quartier et des besoins actuels] parce qu'il pilote aussi les PAD, le nouveau plan d'aménagement directeur pour des zones [...] »⁷ (RP33, entretien, 31/3/2020).

L'expertise et la positionnalité des chercheur.e.s jouent un rôle crucial pour créer un espace qui permet l'expression libre des opinions, sans porter ainsi atteinte au bon déroulement de l'entretien. Les chercheur.e.s peuvent également être amenés à exprimer leur propre opinion au sein de la discussion, au-delà d'une démarche d'enquête scientifique qui se veut, par définition, objective⁸, cela permet l'émergence d'éléments supplémentaires utiles à l'étude. Comme nous le verrons dans une section successive, certains contenus, parmi lesquels la nudité, suscitent des réactions divergentes – parfois conflictuelles – parmi les différents publics. En se positionnant par rapport à un exemple de cette dynamique, la chercheuse suscite la réaction suivante :

« même vous, vous avez été choquée ?! [...] c'est bien que vous le dites, parce que vous n'êtes pas marocaine, vous n'êtes pas voilée, ça passe plus facilement » (RP23, entretien, 21/2/2020).

⁷ <https://perspective.brussels/fr/actualites/le-plan-damenagement-directeur-loj>, consulté le 10/4/2020.

⁸ Ou plutôt objectivante : toute démarche de recherche qualitative implique la subjectivité du chercheur, lequel néanmoins, par une approche réflexive portée aux outils qu'il mobilise sur le terrain, arrive à identifier les éléments subjectifs ayant influencé le déroulement de celui-ci, ce qui n'empêche pas d'objectiver et analyser les enjeux observés.

Cet extrait montre que selon cette personne, lorsque des femmes marocaines musulmanes réagissent négativement par rapport à la nudité exhibée lors d'initiatives culturelle, leur opinion n'est pas considérée de manière appropriée et est également, souvent, objet d'une sorte de sanction, car souvent cela détermine l'accusation d'intolérance, de fermeture d'esprit, etc. La question de la représentation de la diversité et de l'approche à la culture que cela engendre est central à notre réflexion, et cet élément, émergé dans cette relation ethnographique spécifique, contribue à l'appréhender. Les chercheur.e.s jouent également un rôle dans la légitimation des opinions de leurs interlocuteur.e.s, chacune essentielle à une analyse holistique de l'objet d'étude, en dépit du fait qu'elle puisse être considérée « juste une impression » (RP34, entretien, 28/4/2020).

Concernant les relations ethnographiques développées avec les usager.e.s, la création d'un environnement rassurant pour l'entretien est un élément essentiel pour établir la confiance et permettre ainsi l'échange et le partage d'informations. Ce processus passe par la mise en avant, de la part des chercheur.e.s, de certains aspects de leur propre vécu, certaines caractéristiques personnelles, qui permettent d'établir un lien, bien que souvent, mais pas toujours, temporaire, avec ses interlocuteur.e.s. Ceci est particulièrement important lorsque les chercheur.e.s interrogent un individu qui n'est engagé dans aucune fonction en quelque sorte publique et à propos de son quotidien. L'environnement de confiance s'établit au fur et à mesure de l'entretien ou de la conversation informelle, et pour ce faire les chercheur.e.s sont ouvert.e.s aux questions de leurs interlocuteur.e.s et y répondent, même lorsque cela touche à leur vie privée et sort du cadre professionnel qui a amené au contact avec les personnes en question. Ci-dessous, un exemple de ce processus :

« Quand on s'est vues, tu m'as fait les bisous à la marocaine, je me suis dit : soit elle a des connaissances avec des méditerranéens... j'ai pas dit mariée, j'imaginai pas ! C'est bien, c'est bien ! » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

La création de ce lien libère en quelque sorte la parole et pose les bases de contacts futurs :

« je parle beaucoup ! [...] maintenant que je te connais, la prochaine fois tu viendras chez moi ! [...] quand tu veux ! Tu as un problème [...], tu me téléphones ! [...] je vais t'inviter » à la prochaine fête [...] organisée par le [nom de l'association] » (Houria, notes de terrain 15/1/2020).

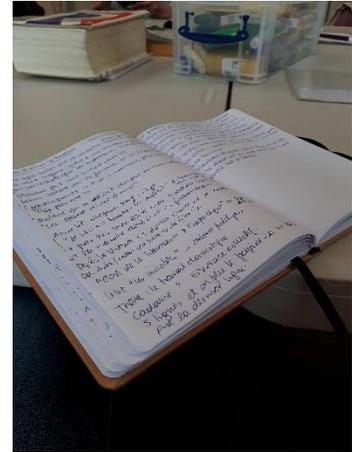
En effet, si la relation établie est positive, le vécu de la démarche d'enquête de la part du participant le sera aussi. Comme dit cette même personne à la fin de l'entretien informel réalisé en se promenant et dinant dans le quartier :

« j'ai bien fait de sortir, ça m'a fait du bien ! » (Houria, notes de terrain 15/1/2020).

La nature de la relation ethnographique établie passe également par la participation à l'activité observée de la part des chercheur.e.s. Cela a été plusieurs fois le cas dans le cadre de cette étude, par exemple en aidant les participant.e.s d'un atelier menuiserie, en cuisinant, en chantant dans un atelier de discussion, en élaborant des textes dans des ateliers d'écriture, etc., tout en discutant, lors de ces activités, des projets concernés avec les participant.e.s. Cette démarche permet aussi aux chercheur.e.s de se mimétiser, en quelque sorte, dans l'environnement observé. Mais son rôle ne passe pas nécessairement, et à tout moment, inaperçu. Même en discutant avec des usager.e.s, la question des intentions politiques qui pourraient être « cachées » derrière cette recherche peut produire, conséquemment, une attitude dubitative de nos interlocuteur.e.s quant à notre présence au sein de l'activité. L'affirmation suivante par une participante à un atelier d'écriture le montre :

« le politique ne résout pas les problèmes économiques de la population, et s'occupe alors plutôt de culture ??! A quoi cela sert ? » (Juliette, notes de terrain, 20/12/2019).

Le fait que le/la chercheuse clarifie son positionnement et continue la participation active à l'atelier, aussi en relativisant son rôle, permet de rétablir une ambiance positive. Cela a été le cas par exemple avec l'élaboration par la chercheuse d'un texte lors d'un exercice d'écriture proposée par l'animatrice, au pair des autres participants. La lecture de ce texte, au moment de la restitution de l'exercice de la part de tous les participant.e.s, ainsi que les réactions positives de ces dernier.e.s à l'implication de la chercheuse dans l'exercice, permettent d'estomper les tensions et de rétablir un environnement ouvert à l'échange.



Dans le cadre de la relation ethnographique établie avec les usager.e.s, nos interlocuteur.e.s se préoccupent aussi de la validité des informations qu'ils nous fournissent :

« c'était intéressant [pour ta recherche] ? On s'en sort ou on s'en sort pas ? [...] dis-moi, comment tu me trouves, je suis bête ou... ? » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

En acceptant de discuter avec les chercheu.e.s, les usager.e.s s'engagent à amener leur contribution à l'étude en cours, et sentent, de cela, une responsabilité :

« je vais vous faire connaître le quartier [...] ! Je fais le guide ! [...] tu n'as jamais vu ça de plus près ? Tu as vu ça ? » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

Outre ce qu'ils montrent aux chercheu.e.s au sein des associations ou en se promenant dans les quartiers, et les endroits qu'ils invitent à visiter, plusieurs usager.e.s proposent aussi d'autres contacts potentiels, des personnes qu'ils estiment intéressantes à interviewer et des lieux à observer :

« je pense aux écoles de devoir, ça c'est une manière d'approcher la population, [...] souvent [une activité culturelle] se perd dans un lieu qui sert aussi à autre chose, ou qui peut être un lieu aussi où on affiche des informations pour la population [...], [comme le] service population de la commune, [...] d'aller passer du temps et voir qui rentre et qui regarde quoi, [...] qui s'arrête s'il y a un panneau d'info, ça prend du temps mais c'est parfois intéressant de voir quel type de personne... ou de poser des questions au personnel » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

Cette démarche transforme les usager.e.s aussi en personnes ressources, outre le fait que certain.e.s parmi eux sont également responsables, comme nous l'avons déjà mentionné, de projets, initiatives citoyennes, petites associations, etc. Il y a en fait non seulement la volonté d'amener une contribution positive à la recherche, mais aussi le souhait que les résultats obtenus soient bénéfiques pour tous et plus particulièrement pour des groupes davantage défavorisés, dans l'objectif de :

« faire avancer la roue de ma société. [...] ce genre d'enquête, ça m'épanouit. [...] je connais un peu la problématique de l'intérieur, [...] ma communauté d'origine marocaine n'a pas encore décollé, depuis 1960 » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

L'engagement est ainsi double, en mettant son expérience personnelle à disposition de l'étude, mais aussi en ouvrant le chemin aux chercheu.e.s à d'autres entrées possibles pour la collecte de données.

Les lieux de culte et les salles privées

Dans le cadre de la démarche ethnographique menée, il a été également envisagé d'explorer certains lieux qui n'ont pas une vocation culturelle explicite – dans le sens que leurs activités principales sont différentes de la proposition d'activités culturelles – mais qui peuvent néanmoins accueillir des événements culturels divers. Il s'agit plus particulièrement des lieux de culte, au sein desquels l'activité principale est la prière, et les salles des fêtes, destinées à l'organisation d'événements privés. L'accès à ces lieux s'est avéré néanmoins difficile, ce qui constitue une donnée intéressante en soi. Les chercheur.e.s ont essayé, par contact téléphonique, mail ou en personne, d'interroger les responsables de ces lieux pour discuter des événements culturels qui s'y déroulent. Cela n'a pas été possible, ou du moins pas de manière approfondie, sauf dans un cas (voir plus bas), non pas en raison d'un manque de volonté de la part de ces interlocuteur.e.s, mais tout d'abord pour des raisons qui limitent leur disponibilité. En effet, la plupart des responsables de ces lieux ont une occupation professionnelle ailleurs et leur emploi du temps ne leur permet pas d'être impliqués dans une démarche de recherche qui vise une activité secondaire pour eux. Ce



facteur provoque une absence de réponse à la sollicitation des chercheur.e.s, ou alors les personnes interpellées déclinent l'invitation à participer à la recherche. C'est le cas par exemple d'un responsable d'une salle de fête qui, contacté par téléphone, affirmait être dans ce lieu seulement les mardis et les jeudis de 17 heures à 19 heures, « pour faire visiter la salle » aux potentiels locataires. Le reste de la semaine, il travaillait ailleurs et il n'avait « pas le temps » de recevoir des chercheur.e.s. Concernant les activités qui se déroulent dans cet endroit, il expliquait également qu'il s'agit d'« événements marocains » au sein desquels les femmes occupent des espaces et les hommes d'autres, et qu'une fois loué, il le quitte. Il n'assiste donc pas aux événements.

Par conséquent, les responsables des salles privées estimaient ne pas pouvoir fournir des informations utiles à la recherche, n'étant pas véritablement au courant des contenus culturels spécifiques présents dans les fêtes tenues dans leurs locaux :

« [j]e loue un local, je ne sais pas ce que les gens y font, des fiançailles... » (contact téléphonique, 3/3/2020).

Lors de nos rencontres avec certain.e.s usager.e.s, notamment d'origine marocaine et résidant dans la zone concernée par l'étude, nous avons tenté d'obtenir des informations et une possibilité de contact concernant l'une ou l'autre de ces salles. Bien que la plupart de ces personnes aient organisé, à un moment ou l'autre, un événement (fiançailles ou mariage) dans une salle de fête privée, elles l'ont fait en dehors de la zone d'étude et donc du quartier qu'elles habitent, pour des raisons diverses (connaissance ou préférence de salles situées ailleurs, à Anderlecht par exemple). Aussi concernant les lieux des cultes, certains étaient mentionnés par nos interlocuteur.e.s, mais sans qu'il y ait un lien qui puisse être exploité pour accéder à ces endroits, souvent peu fréquentés par les personnes rencontrées.

Lors de notre recherche nous avons néanmoins pu entrer en contact avec un lieu de culte musulman qui, comme c'est le cas pour toutes les mosquées belges, est aussi une ASBL. Cet endroit a néanmoins réorienté ses activités principales de la prière vers d'autres actions, ce qui a influencé, probablement, la

disponibilité de recevoir les chercheur.e.s et de s'engager dans l'étude. Dans cette association, les activités culturelles proposées incluent des cours de langue arabe et de religion islamique pour adultes et enfants, des séminaires, des conférences, des cours de mémorisation du Coran, une librairie etc. La régularité plus particulièrement des séminaires et conférence dépend des moyens matériels, financiers et de personnel de l'association, qui sont relativement faibles, car l'association ne dispose pas de subsides pour les réaliser, mais seulement un support institutionnel d'un projet de soutien scolaire (RP18, entretien, 3/2/2020). Au-delà de ces informations générales, cette rencontre a permis de collecter une série d'autres données provenant donc de ce profil d'interlocuteur, qui sont intégrées aux matériaux de terrain analysés dans les sections suivantes de ce rapport.

L'urgence sanitaire liée au Covid-19, et la culture

Le confinement strict de la population en Belgique initié le 18 mars 2020 pour lutter contre la diffusion du Covid-19 n'a pas entravé la bonne réussite de l'ethnographie, qui était déjà avancée à ce moment-là, mais a eu un impact sur certaines activités. Notamment, certains rendez-vous planifiés ont été annulés et surtout, aucune activité culturelle n'a plus pu avoir lieu, ce qui a empêché de continuer les observations participantes et entrer en contact avec d'autres usager.e.s. Par conséquent, les méthodologies employées ont été adaptées au nouveau contexte, afin de collecter des données supplémentaires et compléter la démarche ethnographique. Plus particulièrement, les chercheur.e.s ont organisé des entretiens par vidéoconférence avec les personnes ressources qui étaient disponibles et favorables à cette modalité de discussion. D'autres, par contre, n'ont pas pu accorder du temps aux chercheur.e.s, aussi en raison d'autres priorités émergeant de la situation, qui impacte particulièrement le secteur de la culture et ses travailleur.e.s⁹. Le courriel suivant, reçu en réponse à une demande d'entretien en ligne adressée à une association, est un exemple de l'émergence de priorités contingentes à la situation :

« J'ai envoyé le mail à la coordinatrice de notre lieu, mais sans trop succès, car on a beaucoup de réunions d'urgence avec tout ce qu'il se passe. Je crains que ce ne soit vraiment pas la bonne période... » (email, 18/3/2020).

Dans ces cas, les chercheur.e.s., interpellés aussi par l'opportunité de mener une démarche d'enquête dans une situation si particulière, ont respecté ce positionnement (par ailleurs, tout refus de participer à une étude est en effet légitime, ainsi que toute volonté d'interrompre la participation, suivant les normes éthiques de la recherche). Prendre en compte cet aspect a permis aussi de s'orienter vers des matériaux disponibles en ligne qui ont été intégrés dans l'analyse (des documentaires, des pages Facebook, des sites internet). En outre, les participant.e.s à l'étude qui avaient été déjà rencontrés ont été sollicité.e.s à nouveau afin de recevoir un court retour par rapport à la situation présente. Plus précisément, nous avons envoyé un courriel demandant si certaines activités avaient été maintenues et dans quelles formes, si le public sollicitait l'institution culturelle pendant le confinement, et quels plans de réouverture étaient envisagés. Nous avons reçu plusieurs réponses, lesquelles témoignent tout d'abord de la volonté de l'institution culturelle en question de maintenir un lien avec son public, en continuant à offrir certains activités et services, bien que dans des formes alternatives (ce qui permet d'ailleurs au moins à certain.e.s travailleur.e.s du secteur de poursuivre leur travail). Cette volonté a influencé chez les responsables et

⁹ Voir notamment la carte blanche publiée le 11/5/2020, <https://plus.lesoir.be/300162/article/2020-05-11/carte-blanche-la-culture-est-vivante-grace-des-milliers-de-travailleuses>, consulté le 22/5/2020.

animateur.e.s des institutions culturelles la nécessité d' « abord[er] le confinement avec imagination » (RP8, email, 14/5/2020). Il est aussi intéressant de remarquer que le contenu des ateliers commençait à prendre en compte la situation et les préoccupations des participant.e.s avant la mise en place de mesures préventives par le gouvernement :

« Dès le début du mois de mars, les textes produits lors de l'atelier [d'écriture] [...] ont fait quelques références au COVID. La participante la plus âgée m'a demandé de pouvoir s'asseoir à bonne distance des autres, et les embrassades n'ont plus été de mise. Mais les fidèles participants ont été au rendez-vous jusqu'à l'annonce du confinement » (animatrice d'atelier, email, 22/5/2020).

Lorsque les activités culturelles en présentiel se sont arrêtées, ainsi que les rassemblements, certaines initiatives ont été continuées par internet, causant une intensification « de la présence en ligne, principalement sur Facebook » (RP33, email, 22/5/2020) de certaines institutions culturelles. Par exemple un atelier d'écriture, la projection en ligne de documentaires, pièces de théâtre, conférences, workshops, en prévoyant aussi la possibilité d'en débattre en live, des cours en ligne (théâtre et dessin pour enfants, par exemple), des concerts, des tutoriels et instructions enregistrés, « des capsules vidéo proposant des activités, des kits pour réaliser des ateliers à la maison » (responsable atelier, email, 21/5/2020).

Parmi ces initiatives en ligne, certaines sont consacrées de manière plus particulière à la situation du confinement elle-même, visant le recueil des expériences des individus :

« une exposition virtuelle participative où chacun peut déposer la photo de ses objets et son témoignage. [...] un second projet autour du travail en confinement, [...] [avec le souci] de collecter des informations pour documenter cette période de notre histoire » (RP8, email, 14/5/2020).

Dans ce cas, le public est donc invité à témoigner son expérience du confinement par des images d'objets et un texte écrit qui en explique le contenu et l'importance pour l'individu. Dans un autre cas, la situation d'urgence sanitaire a également influencé la mise en place d'une activité nouvelle, notamment la reconversion d'ateliers de couture ou autre, en ateliers de fabrications de masques avec les habitant.e.s du quartier (RP27, email, 15/5/2020), distribués aussi avec les colis alimentaires (RP31, email, 19/5/2020).

Comme l'affirme un de nos interlocuteurs, l'accueil du public de ces initiatives transformées ou nouvelles a été positif et a permis de garder un lien avec les individus, bien que davantage de visibilité aurait été nécessaire :

« Ces projets ont été bien accueillis par le public mais mériteraient plus de visibilité. Nous sommes noyés d'initiatives et nous perdons un peu dans la masse des propositions. Nous avons gardé le lien avec nos publics grâce à notre newsletter et notre Facebook. Notre site internet étant en restructuration, il nous a malheureusement fait défaut » (RP8, email, 14/5/2020).

En effet, la possibilité de mettre en place des initiatives en ligne est fortement conditionnée par l'utilisation et le bon fonctionnement de plusieurs dispositifs, ainsi que par la familiarité des animateurs à ceux-ci :

« [j]'aurais aimé organiser [...] durant le confinement [...] une rencontre virtuelle mais j'ai beaucoup chipoté techniquement et notre partenaire média semblait absent. Cela n'a donc pas pu être fait » (animatrice d'atelier, email, 22/5/2020).

Dans un autre cas, la possibilité d'organiser des visites virtuelles a fait l'objet de discussions parmi les membres d'une association, sans arriver à un consensus en termes de logistique et de contenu :

« tant d'un point de vue technico-pratique (outil à mettre en place et rentabilité ?) que psychologique, ([nom de l'association] vise une vraie rencontre et un partage que ne permet pas une visite virtuelle sur un smartphone...) » (RP33, email, 22/5/2020).

Aussi, l'accès du public aux outils informatiques n'est pas égal, il varie en fonction des profils, ainsi qu'à la familiarité avec certains programmes :

« A ce moment [du confinement], je les ai tous contactés pour savoir s'ils désiraient continuer l'atelier, en leur proposant soit de le faire via un blog, soit par échanges d'e-mails. Ils ont choisi les e-mails car certains ne maîtrisent pas suffisamment internet pour écrire dans un blog. [...] A la demande d'une participante qui avait du mal à suivre l'atelier par mails (trop de mails échangés), j'ai créé un blog pour entamer un nouvel atelier [...]. Cette fois, il était accessible à toute personne maîtrisant suffisamment internet, sur l'ensemble du territoire francophone. Ce blog compte actuellement 9 membres, dont 2 que je connais personnellement. Mais seules deux personnes [...] y sont réellement actives. Dans quelques jours, j'y donnerai les derniers exercices mais je ne fermerai pas le blog afin que les gens qui y arrivent – par hasard ou pas – puissent faire les exercices également » (email, 22/5/2020).

Ces aménagements progressifs et adaptés aux demandes des participant.e.s ont permis de continuer certaines activités en cours, et dans ce cas de « mener à bout l'atelier » (email, 22/5/2020) et aussi de l'élargir à des nouveaux participant.e.s. Dans d'autres cas, l'arrêt forcé des initiatives a causé la déception des participants, surtout ceux qui s'étaient investis dans un projet duquel ils n'ont pas pu voir les résultats (les jeunes, par exemple, RP15, entretien, 20/5/2020) Bien que le nombre de personnes impliquées ne soit pas élevé, les responsables semblent estimer important de continuer à offrir une possibilité d'engagement, à la fois pour les publics et les responsables des activités :

« Nous avons décidé de mettre ce système [de capsules vidéo] en place pour permettre de poursuivre à rémunérer nos profs de [discipline artistique] qui sont très souvent dans une situation sociale très précaire. Malgré cela, nous avons proposé un bon à valoir pour les membres, car bien souvent, ils sont aussi issus d'un milieu social assez populaire » (RP26, email, 25/5/2020).

Dans certains cas, les initiatives mises en place n'ont pas eu « beaucoup de succès », c'est-à-dire que très peu de personnes s'y sont engagées, par exemple concernant les cours en ligne pour enfant :

« Beaucoup d'enfants manquent d'ordinateurs, de temps (car ils ont beaucoup de devoirs pour l'école) ou d'envie (car ils sont déjà beaucoup en ligne) » (RP27, email, 15/5/2020).

Le problème de la disponibilité d'ordinateurs est soulevé par d'autres interlocuteur.e.s aussi, certain.e.s y ayant répondu en récupérant et distribuant du matériel :

« nous avons [...] eu beaucoup d'appels concernant le manque d'ordinateurs au sein de nombreuses familles [du quartier] (via des écoles des devoirs, l'école communale ou encore le CPAS). Nous avons donc pris contact avec une association de reconditionnement d'ordinateurs [...]. En 'tirant ce fil', nous avons pu avoir à prêter 50 ordinateurs que nous avons distribués à ces différentes familles que l'on a [aussi] accompagnées par une aide pédagogique pour leur utilisation » (RP31, email, 19/5/2020).

En effet, nos interlocuteur.e.s sont souvent témoins des difficultés quotidiennes vécues par certain.e.s membres de leur public, difficultés qui peuvent s'accroître – ou des nouvelles peuvent émerger – dans la situation de confinement. La volonté des responsables qui nous ont répondu a été tout d'abord de garder le contact régulier (par téléphone, appels vidéos ou vidéoconférences, ou en personne quand possible) avec ce public qui était en demande d'exprimer les difficultés rencontrées. Il s'agissait « des familles étant les plus isolées ou en précarité sociale », des membres desquelles, souvent des femmes et des jeunes, expriment non seulement le manque pour l'expérience réelle (RP15, entretien, 20/5/2020) des initiatives auxquelles ils/elles participaient, mais aussi « parlent de réelles difficultés dans le vécu intra-familial quotidien et confiné » (RP17, email, 26/5/2020). Néanmoins, ce contact régulier, ne s'est établi qu'avec une petite minorité des publics des institutions culturelles. Ensuite, la volonté des responsables a été aussi de faire face aux difficultés que certain.e.s usager.e.s rencontrent au quotidien dans la situation de confinement, et ce par les activités et services offerts. Etant donné que la majorité des institutions culturelles contactées étaient aussi engagées socialement, leurs membres se sont également attelés pour répondre à certains besoins de base, par exemple en continuant la distribution de colis alimentaires et le relais des relatives informations, et en se mobilisant pour continuer et renforcer la mise en réseau avec les autres opérateurs et organismes institutionnels du territoire :

« [n]ous avons tenté, au vu du contexte particulier, de réinventer nos actions et nos pratiques ne croyant pas au télétravail dans le travail social. Nous avons premièrement activé le réseau associatif que nous coordonnons [...] afin d'actualiser sur notre site web une rubrique spéciale regroupant toutes les informations sur les services encore ouverts, leurs horaires, les aménagements particuliers. L'objectif étant de mettre à disposition un espace ressources, tant pour les travailleurs que pour les habitants. Cela nous a permis de rester en contact avec les travailleurs toujours sur le terrain et de créer des synergies. [...] Nous avons ensuite créé des affiches et flyers [...] regroupant tous les numéros essentiels (violence familiale, soutien psychologique, colis alimentaire, etc.). Nous avons été les accrocher un peu partout dans [nom du quartier], ce qui nous a d'ailleurs permis de renforcer cette présence, ce soutien auprès des travailleurs de première ligne souvent esseulés. Tous les jeudis matin, nous allons faire le tour des associations et structures sociale du quartier (ONE, CPAS, Planning Familiale, Colis alimentaire, accueil petite enfance, [...]) toujours dans un même objectif de soutien aux travailleurs de terrain et de création de partenariats » (RP31, email, 19/5/2020).

La volonté est d'aller à l'encontre des publics tout comme des autres opérateurs actifs dans les quartiers. D'autres types d'initiatives ont pu être maintenues ou rétablies partiellement en plein air, par exemple des « ateliers mobiles [de réparation de vélo] au parc » à partir de fin mai (RP12, email, 13/5/2020), suite à la demande de plusieurs usager.e.s intéressé.e.s aussi à avoir accès au matériel qui est à leur disposition au sein des ateliers en question, ou alors de bénéficier de ce service « à domicile » (RP12, email, 13/5/2020) et de réaliser des créations chez soi, à l'aide de matériel de récupération par exemple, et de tutoriels développés et fournis par les associations (RP15, entretien, 20/5/2020). Certaines rencontres, individuelles ou en petits groupes en plein air (des promenades dans la nature), ont pu être maintenues ou rapidement rétablies, surtout impliquant les jeunes, avec des autorisations spéciales. L'activité culturelle pratiquée depuis sa maison peut d'ailleurs faire l'objet d'une initiative collective, comme dans le cas d'événements musicaux :

« Cela fait maintenant 5 semaines que nous organisons des concerts aux fenêtres de différents quartiers [...]. Le but du projet est de rompre l'isolement de certains quartiers/habitants qui, déjà

en temps normal, ce sentiment est exclu de par leur condition économique, sociale, géographique ; sentiment renforcé par ces temps de crise. La deuxième volonté du projet est de faire vivre un milieu culturel en crise en réinventant des actions, projets et pratiques permettant d'être toujours présent et porteurs de solidarité, de propositions positives » (RP31, email, 19/5/2020).

La dimension sociale de l'offre culturelle dans la zone, que nous analyserons plus en détail dans d'autres sections de ce rapport, est présente également (et davantage peut-être) dans ce moment particulier. Aussi, en conformité avec l'évolution des mesures de confinement et déconfinement, certains espaces publics ont pu être partiellement rouverts :

« [nous avons mis en place] une permanence pour accueillir des familles/enfants sur le terrain de notre projet de quartier [...] : les ASBL du quartier contactent les familles qui ont besoin de sortir et réservent du temps sur le terrain. Après leur passage tout est désinfecté. Les enfants peuvent y jouer dehors » (RP27, email, 15/5/2020).

Concernant la reprise des activités dans les formes qu'elles avaient avant le confinement, cela se fera dans certaines institutions culturelles déjà à la fin du mois de mai, en mettant en place « des règles strictes pour assurer la sécurité de nos visiteurs et de notre staff » (email, 14/5/2020) et en évitant des activités qui prévoient des assemblages (telles que les visites guidées des musées). Dans tous les cas, les programmes des institutions culturelles sont réaménagés constamment, en s'alignant « sur les directives gouvernementales » (email, 14/5/2020) :

« Un atelier d'écriture [...] est planifié cet été, avec très peu de participants et en tenant compte des mesures de sécurité et d'hygiène indispensables. Pour les autres activités, je préfère attendre encore un peu avant de prendre des décisions » (email, 14/5/2020).

Il semblerait aussi y avoir une demande d'activités supplémentaire pendant l'été, au vu de la probable impossibilité de se déplacer (RP27, email, 15/5/2020). Par ailleurs, un retour sur l'expérience du confinement une fois sortis de la situation est aussi envisagé par certains animateur.e.s :

« Plus tard, je proposerai sans doute à ces personnes que nous nous réunissions pour approfondir le sujet [du confinement] : qu'est-ce que ce confinement a bouleversé dans nos vies ? Comment avons-nous vécu ces diverses privations de liberté ? Quelles ont été les suites en termes de libertés ? Etc. De ces rencontres, j'aimerais qu'il reste une trace matérielle plus ou moins durable : une expo, un événement, une publication... » (email, 22/5/2020).

Outre cela, certains responsables envisagent un « retour à la normale » (RP27, email, 15/5/2020) dans le futur, bien qu'il y ait un « flou » qui entoure la date d'une possible reprise des activités (RP27, email, 15/5/2020 ; RP17, email, 26/5/2020), et la perception d'un « chaos » concernant la situation et les développements futurs (RP15, entretien, 20/5/2020). D'autres réfléchissent aussi à des changements structurels non seulement dans le but de répondre aux exigences contextuelles, qui pourraient d'ailleurs se reproduire dans le futur¹⁰, mais aussi parce que la situation actuelle peut avoir amené certains à « repenser nos outils, [...] nos actions... » et à développer un « travail en perspective » (email, 14/5/2020) :

« J'aimerais néanmoins me former mieux à l'utilisation d'internet et de différents programmes ou logiciels pour mener toujours au moins un projet en ligne. Cela me permettra peut-être aussi de

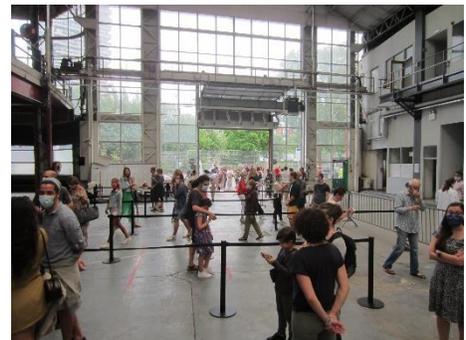
¹⁰ Par exemple en renforçant les outils numériques à disposition.

toucher un public qui ne peut ou ne veut se déplacer, pour des raisons diverses » (email, 22/5/2020).

Si certain.e.s voient dans ce processus une opportunité positive, par exemple pour développer aussi des outils qui soient utiles pour les usager.e.s aussi dans leur contexte de vie familial, d'autres craignent la perte de contact physique dans des espaces publics et/ou partagés :

« [c]e sera un défi pratique et humain pour notre ASBL qui axe tout sur la rencontre. Nous sommes en contact avec Visit.Brussels pour l'élaboration d'un vade-mecum de bonnes pratiques pour le secteur des visites guidées à moyen terme (paiement à l'avance de la visite, port du masque pour les visiteurs, protection pour le guide, nombre réduit de participants, etc.). Cela n'ira évidemment pas sans quelques difficultés pratiques, technologiques et financières... » (RP33, email, 22/5/2020).

La crainte est également que les mesures à mettre en place pour une réouverture conditionnée des activités puissent provoquer une sorte de « paranoïa » et compromettre la valeur des initiatives culturelles proposées (RP15, entretien, 20/5/2020). En outre, il pourrait y avoir la nécessité de repenser certaines activités non pas en raison d'opportunités de réflexion positives, mais pour tenir en compte de l'impact négatif de la situation sur les participant.e.s. Le confinement pourrait en effet avoir provoqué des difficultés spécifiques, tels que les problèmes au niveau du sommeil, de l'alimentation, de la sociabilité, des questions scolaires et du bien-être psychologique des jeunes, par exemple (RP15, entretien, 20/5/2020), qui pourraient mettre à mal la participation aux projets habituels.



La situation d'urgence a donc impacté négativement le secteur culturel, en termes de mise à l'arrêt de la plupart des initiatives, avec des conséquences sur les travailleur.e.s et le public, influençant également la possibilité de répondre aux besoins (non seulement culturels) de ce dernier. Néanmoins, les informations que nous avons obtenues de la part de nos interlocuteur.e.s nous permettent d'identifier une démarche positive entreprise par plusieurs intervenant.e.s afin de maintenir un lien avec la réalité des quartiers et leurs habitants, ainsi qu'une dynamique culturelle active et réinventée. Nous amenons d'ailleurs une dernière communication que nous recevons pendant la rédaction de ce rapport, lorsque les mesures de déconfinement progressif sont de plus en plus effectives, et les activités reprennent :

« [à l'institution culturelle], nous avons cherché les brèches de la distanciation, les failles du repli et de l'isolement. Nous nous sommes glissés entre les mailles serrées des masques "protecteurs", avons investi les espaces reclus, ces lieux communs où l'on s'évite et qui nous éloignent les uns des autres : un home pour personnes âgées, une file silencieuse dans l'attente d'un colis alimentaire, les balcons de deux cités de logements sociaux... Des artistes se sont posés là. Ils ont chanté, dansé, partagé des histoires et ils continuent à le faire, désormais, chaque semaine. C'est BASTA CORONA ! [...] Après ces mois, longs et difficiles, c'est avec grand plaisir que nous relançons notre saison d'ateliers tout en prenant soin de vous. Des mesures de sécurité seront mises en place pour que chacun se sente bien » (email, 11/6/2020).

Cette communication témoigne du vécu de la situation, et des modalités créatives d'y faire face, ainsi que d'une grande volonté de reprise. Les institutions culturelles mettent en œuvre des stratégies pour répondre aux émergences contextuelles tout en continuant à porter leurs valeurs et, dans la mesure du possible, les modalités habituelles de les développer.

Par ailleurs, certaines associations ont pu bénéficier des financements mis à disposition dans la situation d'urgence sanitaire pour le secteur culturel et l'aide aux populations, afin de mettre en place des projets circonscrits et ponctuels mais qui ont également eu un impact positif sur le rapport, plus en général, entre les habitant.e.s et les associations et institutions :

« en Covid, nous avons fait un appel à dons et avons répondu à l'appel sur l'urgence de la Fondation Roi Baudouin [...]. Chez certaines populations, il y a une méfiance par rapport aux institutions, et aussi des tensions [par exemple] à l'école entre parents et professeurs. [...] [grâce aux] kits de confinement distribués aux enfants, on a créé une dynamique qui a apaisé les relations entre les parents et les enseignants, il y a une confiance qui s'est établie et qui va refléter dans le fonctionnement de l'institution scolaire » (workshop 1, notes de terrain, 23/9/2020).

Nous précisons que ces informations ne sont contenues que dans cette section du rapport, car elles ne constituent qu'une petite partie des données collectées. La grande majorité de l'ethnographie a été menée avant les mesures de confinement, et la présente étude ne visait pas cette situation spécifique mais le fonctionnement culturel dans les quartiers considérés tel qu'il était avant cette crise sanitaire. Or, comme nous pouvions aussi le lire dans les extraits de communications mentionnés plus haut, le secteur culturel s'interroge sur quand et comment les activités pourront reprendre complètement, et continue d'imaginer des formes nouvelles de pratiques culturelles qui pourraient être structurellement intégrées dans ce fonctionnement. En dépit de ces incertitudes et d'éventuels changements qui pourraient survenir au sein de l'offre culturelle de la zone étudiée, comme ailleurs, nous comptons sur le fait que notre analyse soit utile aux réflexions en cours (entamées avant la situation de crise) et futures, au sein du secteur culturel et de celui de la planification urbaine.

1.2 Les données audio-visuelles

Comme nous l'avons déjà mentionné, cette étude prend également en compte une série d'images et enregistrements audiovisuels réalisés par les chercheur.e.s. Ces matériaux ont des fonctions multiples. Ils permettent tout d'abord de replonger dans la situation ethnographique, en y identifiant à nouveaux les éléments présents et notés par écrits, ou ceux qui ont échappés à une première observation. Ensuite, ces matériaux pourraient permettre, lorsque se présenteront des occasions pour discuter les résultats de cette étude, d'illustrer par d'autres canaux que l'écriture et l'oral, les situations observées, de manière à accompagner le verbal par le visuel, au travers d'images, ainsi que par le sonore, en reproposant les contenus de certaines activités, comme des scènes de théâtre, ou de la musique et des chants lors d'ateliers ou d'événements divers. Les matériaux audio-visuels qui nous ont été fournis par nos interlocuteur.e.s ont la même fonction. Ceci a eu lieu par email, ou lors de nos entretiens, par exemple lorsque des DVD nous ont été consignés, mais aussi quand nous interlocuteur.e.s nous montraient ces matériaux depuis les dossiers de l'institution culturelle en question, disponibles via leur ordinateur. D'ailleurs, certains entretiens, à un moment donné, ont été orientés par cette démarche :

« Je peux te montrer plein de photos » (RP17, entretien, 29/1/2020).

Dans ce cas, la personne interviewée, ayant répondu à une série de questions, se propose d'illustrer davantage ses propos en parcourant les photos qu'elle ou ses collaborateurs ont pris pendant les événements organisés auprès de l'atelier ou l'institution concernés. Ces matériaux sont précieux dans la mesure où ils permettent de visualiser, souvent, la globalité du processus créatif, depuis les phases initiales de sa mise en place jusqu'au résultat final. En outre, ils permettent aux chercheur.e.s de prendre en compte aussi visuellement des situations dans lesquelles ils n'étaient pas personnellement présent.e.s, ce qui contribue à enrichir l'analyse.

Certains parmi ces matériaux seront également présents dans ce rapport, pour illustrer des propos analytiques ou témoignages.

1.3 Les cartes

Pareillement, l'emploi de cartes visuelles lors des entretiens¹¹ avec les usager.e.s a été envisagé afin d'enrichir la typologie de données collectées. Il s'agissait de proposer des plans des quartiers, dans lesquels la personne interviewée pouvait noter les lieux culturels fréquentés. Plus particulièrement, les cartes permettent la visualisation des déplacements dans le quartier en fonction des intérêts culturels (au sens large, car plusieurs fois les usager.e.s indiquent aussi des lieux où ils/elles font des achats spécifiques, ou encore des endroits visités, seul.e.s ou accompagné.e.s, pour dîner ou boire un verre). La lecture de ces cartes s'est faite par la suite sur base des notes écrites par l'interviewé.e lui/elle-même ou par le/la chercheur.e lors de l'entretien, ainsi que sur base du descriptif oral enregistré lors de la compilation de la carte. Il est intéressant de souligner néanmoins que la réalisation de cartes n'a pas été possible au sein de tous les entretiens menés avec des usager.e.s. En effet, si pour certains la tâche était facile, étant familiers non seulement au quartier, mais aussi à sa représentation spatiale, pour d'autres cet exercice n'était pas réalisable. Plusieurs fois les chercheur.e.s, en proposant la compilation de la carte, ont cherché à identifier sur la carte ensemble avec l'usager.e les rues qu'il/elle mentionnait, avec beaucoup d'hésitations et sans y parvenir¹² :

« de coté de [nom du quartier]... [...] [Elle hésite et lit les noms des rues] [station de métro]... ce côté-là je crois. [...] [Nom de la rue]... c'est un peu plus loin. Ou [la carte] est mal faite, ou elle est à l'envers. [...] Mais qu'est-ce que c'est que ça. [Le rue où se situe sa maison] je ne la vois pas ici ! [...] le hammam, où est-ce qu'il est ? Je ne vois pas le hammam ici ! » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020)

Cette difficulté à visualiser le quartier sur un plan, n'implique pas un manque de connaissance de cet endroit. En effet, les personnes n'ayant pas réussi à compléter la carte, ont en revanche guidé les chercheur.e.s dans le quartier lors des déplacements effectués ensembles. Dans un cas, l'une d'elle a

¹¹ Il n'était pas possible d'employer cet outil lors des observations participantes, en raison du plus grand nombre de personnes présentes, et du fait que l'attention des usager.e.s (et des chercheur.e.s) était portée sur l'activité en cours.

¹² D'un côté, ne voulant pas influencer excessivement la démarche, et d'un autre côté, car tous les noms des rues ne sont pas indiqués dans chaque carte, dans laquelle il a été décidé d'inclure seulement le nom des rues principales et certains points de repères « neutres » : la place communale, la station de métro, un parc (mais pas des lieux de cultes, par exemple, ni aucune institution culturelle).

également dessiné sa propre carte sur une feuille blanche, alors que le plan proposé ne lui permettait pas de s’y retrouver.

Quand les usager.e.s arrivaient à se repérer sur la carte, cela suscitait de l’approbation par rapport à l’outil proposé, ainsi que de la satisfaction d’avoir accompli la tâche demandée :

« Rue [nom de la rue], c’est là la [nom de l’association] ! Tu vois, c’est bien fait [la carte] » (Houria, notes de terrain 15/1/2020).

Souvent, afin de trouver les endroits recherchés, la personne interviewée observait la carte en se rappelant des itinéraires parcourus physiquement dans le quartier :

« Quand on a quitté la [nom de la rue], on se retourne aux [nom d’une autre rue]... » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020)

« on prend la [nom de la rue] et on va tout droit à [nom de l’institution culturelle] » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020)

« nous on est ici, [...] vous descendez... » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

Sur une carte compilée, la densité des informations visuelles contenues témoigne de l’engagement culturel, du moins en termes de la variété des activités auxquelles il/elle participe. Cependant, la présence d’un plus petit nombre d’informations, ne signifie pas nécessairement un temps mineur consacré aux activités culturelles, mais plutôt le fait que les activités fréquentées se situent dans des endroits récurrents, plus particulièrement lorsque l’usager.e y occupe également un rôle spécifique :

« j’ai une activité culturelle au [nom de l’association], [nom du lieu], ici, [...] je suis administrateur mais en même temps bénévole, [...] en tant qu’administrateur j’y vais souvent » (Mourad, entretien, 4/2/2020)

Les descriptifs des cartes, c’est-à-dire les mots des usager.e.s enregistrés lors de la compilation, ont été partiellement retranscrits, ainsi à pouvoir revenir sur ces contenus lors de l’analyse globale des données.

Des exemples de cartes compilés par les usager.e.s sont annexés à ce rapport.

2. L’offre culturelle dans les quartiers de la zone centrale du canal de la Région de Bruxelles-Capitale

2.1 Typologie(s) des pratiques

Le nombre et types d’activités culturelles proposées dans la zone étudiée sont abondants. En effet, nos interlocuter.e.s, à la fois parmi les personnes ressources et les usager.e.s, ont mentionné une pluralité d’initiatives qu’ils/elles promeuvent, auxquels ils/elles participent, ou qu’ils/elles connaissent. Nous avons regroupé ces informations dans un tableau¹³ qui ne se veut pas exhaustif, car il ne reprend pas la totalité des pratiques culturelles de la zone. Il donne néanmoins un aperçu assez représentatif de l’environnement

¹³ En annexe à ce rapport.

culturel en question. Dans ce tableau, les initiatives sont répertoriées par leur nom d'abord, et le nom de l'organisme qui les propose. Le profil du public majoritairement concerné est ensuite précisé, en termes :

- d'âge : enfants, jeunes, adultes et/ou seniors
- de genre : hommes, femmes, mixte
- de lieu de résidence : quartier ; mixte ; extérieur

Nous prenons aussi en compte le type d'activité, notamment s'il s'agit de :

- ateliers créatifs ou autres activités récréative
- musées, expositions ou visites guidées
- théâtre ou salles de spectacles
- cinéma ou ciné-débat)
- cours artistiques et sportifs (formation, incluant les conférences)

Nous indiquons aussi la catégorie de l'institution organisatrice, à savoir :

- une association (ASBL, organisme d'éducation permanente ou autre)
- un organisme institutionnel
- un lieu de culte
- un organisme privé

Enfin, nous notons le quartier où se déroule l'activité, parmi les quartiers concernés par l'étude. Le but de ce tableau, réalisé via un fichier Excel, est de disposer d'un outil qui permet de filtrer les différentes entrées possibles, afin par exemple d'identifier toutes les initiatives destinées à un certain profil de public, ou toutes les initiatives associées à une certaine catégorie d'institution organisatrice, ou toutes les initiatives mentionnées concernant un quartier spécifique, etc., et de comparer ces données. Ce tableau se veut un outil dans le sens qu'il peut être consulté selon le besoin, sans qu'une analyse des plusieurs comparaisons possibles ne soit produite dans ce rapport. Nous pouvons néanmoins mentionner que l'offre culturelle dans la zone étudiée est riche et diversifiée, touchant peut-être majoritairement femmes et enfants (étant les publics plus souvent visés), et tendant à inclure de manière spécifique les résidents des quartiers où les activités se déroulent. Outre ces éléments généraux, la variété des propositions culturelles et donc la difficulté à les cataloguer de manière stricte (ce qui nuance aussi nos considérations générales, qui viennent aussi de l'analyse globale des données ethnographiques), se manifeste de manière évidente dans ce tableau.

2.2 Les publics

Un public mixte

Plusieurs responsables de l'organisation d'activités culturelles dans la zone étudiée déclarent avoir un « public très large », mesuré par exemple par le nombre d'abonnés aux pages de l'organisme en question sur les réseaux sociaux (RP19, entretien, 18/2/2020) outre que par la présence constatée aux initiatives. La mixité des publics envisagée au sein des activités culturelles est décrite comme un élément positif, reflétant aussi les caractéristiques de la ville de Bruxelles elle-même :

« un public sain c'est un public mixte. [...] le public dans la salle est aussi diversifié que les passagers d'un tram bruxellois » (RP19, entretien, 18/2/2020).

Cette mixité repose sur plusieurs critères, d'ordre culturel et social. Tout d'abord, sur base des données collectées auprès des institutions culturelles de la zone, nous prenons en compte le lieu de résidence des participants. La volonté de plusieurs organismes est de promouvoir la participation des habitant.e.s des quartiers au sein desquels les activités se déroulent, et une série d'actions sont mise en place pour ce faire, comme nous le verrons plus en détail dans d'autres sections de ce rapport. Néanmoins, la participation des habitant.e.s d'un quartier aux activités proposées par une institution culturelle qui s'y situe, n'est pas systématique. La connaissance même de cette institution par les résident.e.s n'est pas non plus systématique :

« Il y en a qui nous connaissent, qui ne nous connaissent pas, il y en a du quartier, il y en a d'ailleurs, [...] c'est bien, je crois. [...] Il y en a qui viennent de la rue¹⁴, il y en a qui ne viennent pas de la rue. Finalement on ne peut pas forcer les gens non plus. On peut simplement dire [...] c'est gratuit, presque gratuit, mais pas de venir, c'est à eux de le faire. [...] You can bring a horse to the water but you cannot make it drink » (RP19, entretien, 18/2/2020).

Le lieu de résidence de plusieurs participant.e.s se situe ailleurs que les quartiers considérés. Les raisons qui influencent ces déplacements sont diversifiées, incluant l'intérêt spécifique pour l'activité proposée (le contenu, l'approche, la méthodologie), la connaissance préalable des participants, la connaissance du quartier lorsque les individus y habitaient auparavant, etc. Lors de nos entretiens et observations nous avons constatés que les communes ou quartiers de provenance en dehors de la zone souvent mentionnés sont Anderlecht, Jette, Forest, Uccle, Woluwe, Schaerbeek, Ixelles, Berchem, Neder-over-Heembeek, Saint-Gilles, Vilvoorde, pour n'en citer que certains. Il nous est également arrivé de rencontrer des participant.e.s résidant dans d'autres villes que Bruxelles, par exemple Louvain, Mons, Jodoigne, Tervuren, Brabant flamand et Brabant wallon, Anvers, Gand, Liège, Namur, Tournai. Les touristes étrangers, quant à eux, sont moins représentés que d'autres publics au sein des activités explorées dans le cadre de cette étude. Se rendre ailleurs que dans le centre-ville ou des sites culturels plus connus, ne se fait que pour ces touristes qui ont un intérêt particulier à « sortir des sentiers battus » et de mener des visites « un peu plus originale, un peu plus dans le cru » (RP33, entretien, 31/3/2020). Ce n'est, pour l'heure, pas la norme. Certaines institutions culturelles de la zone d'étude souhaitent intensifier cette participation, promouvant en particulier la spécificité des contenus culturels qu'ils proposent et qui ne se trouverait pas ailleurs. Cela concerne par exemple les musées d'art contemporains récemment ouverts, ou alors des itinéraires touristiques alternatifs. L'intérêt envers ces contenus crée l'opportunité pour les touristes de découvrir aussi la zone au sein de laquelle l'activité est proposée, ainsi que les infrastructures qui l'accueillent, élargissant ainsi leur champ de visite :



« tiens, on va aller voir un théâtre à [nom de la commune] » (RP11, entretien, 10/1/2020).

¹⁴ Du quartier. Il peut aussi s'agir de personnes qui n'y résident pas mais travaillent dans les alentours.

Certain.e.s personnes provenant de pays limitrophes, tels que la France, le Luxembourg, l'Allemagne ou la Hollande, se rendent néanmoins à des événements qu'ils connaissent de renommée (par exemple une brocante annuelle) et qui se déroulent dans un des quartier concernés.

La mixité en termes de provenance se produit de manière spontanée, lorsque certains individus décident de manière autonome de fréquenter une activité. Ceci peut être le cas aussi quand une institution culturelle se déplace d'un quartier extérieur à un autre intérieur à la zone d'étude, amenant avec soi « le public d'antan » dans un nouveau contexte, dans lequel ce public entrera en contact, idéalement, avec les habitant.e.s de la zone qui découvriront l'institution dans son nouvel emplacement, et d'autres personnes intéressées qui auront eu l'information par des recherches sur le net. Néanmoins, les déplacements pourraient aussi amener au renouvellement du public :

« le premier public qu'on a c'est ceux qui ont connu [nom de l'institution culturelle] et qui nous ont recherché [lorsqu'on a déménagé], mais avant de le ré-fidéliser, il faut longtemps, parce qu'ils nous ont perdus... chaque fois qu'on bouge, [...] on perd des gens » (RP25, entretien, 4/3/2020).

Dans d'autres cas, des collaborations sont mises en place pour créer cette mixité, en impliquant des institutions (les écoles¹⁵ par exemple) ou associations diverses situées en dehors des quartiers en question. Ces collaborations permettent d'ouvrir certaines activités aux résident.e.s d'autres quartiers, générant d'ailleurs dans certains cas une sorte de « jalousie » lorsque ces publics découvrent une offre culturelle qu'ils n'ont pas dans leur zone de résidence :

« on a fait une découverte, on en a entendu parler, ou on est tombés dessus par internet, pourquoi il n'y a pas ça dans ma commune ? » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Ces collaborations visent aussi à inciter le déplacement des habitant.e.s de la zone vers l'extérieur afin de participer à des activités culturelles :

« ils [l'association partenaire] sont venus avec ils [des familles de Woluwé chez nous voir ce spectacle, ensuite l'inverse] pour essayer qu'il y ait des changements de commune » (RP17, entretien, 29/1/2020).

Néanmoins, la volonté est aussi de ne pas trop perturber l'environnement en quelque sorte « protégé » qui se crée pour le public du quartier, plus particulièrement quand il s'agit d'activités au sein desquelles cet élément est un facteur clef pour assurer la possibilité de participation (notamment les initiatives concernant la petite enfance et les mamans) :

« on n'a pas tellement envie que ça devienne trop gros [pour que les familles qui fréquentent habituellement les lieux ne se sentent] perdues, noyées, [...] on donne beaucoup d'importance à la chaleur de l'accueil [plutôt que devenir] une usine à production culturelle » (RP17, entretien, 29/1/2020).

En effet la mixité en termes de provenance est plus ou moins importante selon la nature de l'événement. Les habitant.e.s du quartier sont majoritairement présents au sein d'activités régulières (exception faite pour ceux/celles qui, provenant d'ailleurs, se sont inscrites pour toute la durée de l'activité), et un public plus mixte est plus présent lors d'initiatives ponctuelles et de plus grande envergure (qui touchent à

¹⁵ Les écoles situées en dehors de la zone d'étude peuvent être sollicités par les responsables de l'offre culturelle de cette zone, ou les contacter par leurs soins, ayant pris connaissance des activités qu'ils proposent.

plusieurs centaines de participants et parfois un territoire plus étendu que celui au sein duquel se trouve l'institution culturelle) :

« On a donc des activités ponctuelles dont le but c'est un but de cohésion sociale, où [se rencontrent] des gens de diverses origines » (RP3, entretien, 20/11/2019)

D'autres activités ponctuelles, telles que les initiatives de « team buildings » organisées par des entreprises et institutions situées dans les quartiers concernés, réunissent des personnes de provenance diversifiée, pour lesquels la participation est souvent tout à fait aléatoire et limitée à l'initiative à laquelle ils sont invités.



Un autre critère qui influence la mixité du public est la langue de l'initiative et de ses participant.e.s. Certaines institutions contactées sont bicommunautaires au niveau de leur statut et sources de financement, et proposent des initiatives au sein desquelles tout d'abord la priorité est donnée au contenu artistique du projet, indépendamment de la langue majoritaire au sein de l'activité :

« on fait des activités artistiques. [...] ça peut être avec des esquimaux ou des francophones ou des pygmées... ce qui compte c'est l'activité artistique, [...] le contenu artistique du projet » (RP19, entretien 18/2/2020).

Ce facteur, en principe, influence la participation d'un panel diversifié de profils linguistiques. Néanmoins, certains pouvoirs subsidiaires peuvent demander une plus grande attention aux artistes et aux publics de la communauté linguistique à laquelle ces institutions appartiennent :

« [...] en fait dans le contrat cadre de la Communauté française il est écrit qu'on doit donner la priorité aux artistes issus de la communauté francophone, [...] c'est un critère de sélection linguistique » (RP19, entretien 18/2/2020).

Un exemple parallèle est celui des parents dont les enfants fréquentent des écoles francophones, lesquels aimeraient que leurs enfants pratiquent le néerlandais via des activités culturelles proposées par une association néerlandophone, mais ils ne peuvent pas, pour des raisons pédagogiques et d'accès, conditionnées par le pouvoir subsidiaire concerné :

« si c'est un cours de théâtre et tu ne parles pas bien néerlandais, ça devient un cours de néerlandais. Ça pourrait, mais ça demande une autre façon de donner des cours. [...] on pourrait investir dans plus de cours [de ce type], mais je ne suis pas sûr si faire ça, le chef plus haut du VGC... parce que c'est de l'argent flamand. [...] pour ces enfants on dit toujours, il faut peut-être demander à [institution culturelle francophone du même quartier], mais il n'y a pas la même culture que le VGC a avec le centre, ça n'existe pas du côté francophone, [...] il n'y a pas toujours un équivalent » (RP27, entretien, 9/3/2020).

Il semblerait néanmoins que ce critère de sélection ne soit pas opératoire dans tous les contextes, ou qu'il puisse être négocié à certaines occasions :

« [...] à la bibliothèque flamande, [...] de temps en temps ils font des conférences, ils invitent des grands, parmi des chercheu.e.s, des médecins, [...] ils parlent français quand ils viennent » (Houria, usagère, notes de terrain, 15/1/2020).

Or, le mélange des publics francophone et néerlandophone ne semble pas évident dans tout contexte, mais plutôt le résultat d'un travail spécifiquement visé, défini communautaire aussi pour sa vocation à mettre ensemble des activités et publics (néerlandophones et francophones) :

« qui souvent ne se croisent pas, [...] tandis que si tu viens à [nom de l'activité], tu entends parler en néerlandais, [...] en français, en anglais, en arabe. [...] il y a la curiosité, il y a un échange linguistique » (RP12, entretien, 16/1/2020)

La mixité linguistique concerne aussi la présence éventuelle et peu habituelle de touristes, qui est certainement influencée par la ou les langues dans lesquelles l'activité est proposée. Aussi, la participation de plusieurs membres d'une communauté d'origine étrangère, pourrait orienter non pas la langue de l'activité proposée, mais certains des échanges qui y ont lieu :

« à [nom de l'activité] tu as de tout, du néerlandophone [expert], [...] au marocain qui ne parle pas français et qui se fait traduire par [nom d'un autre usager] qui est réfugié, l'autre qui est plus inséré, de deuxième génération, qui a fait l'université, au français, la française, l'italien... [...] c'est un exemple de ce qui peut se passer au [nom de l'institution culturelle] et ailleurs » (RP12, entretien, 16/1/2020)

En effet, l'origine migratoire des participant.e.s est un autre élément mentionné par nos interlocuteur.e.s pour définir la mixité des publics, cette diversité dépend de plusieurs facteurs. Par exemple, une ou plusieurs communautés d'origine étrangère seront représentées lorsque l'activité proposée vise de manière spécifique les habitant.e.s d'un quartier (ou une zone du quartier) où ces mêmes communautés sont présentes, comme dans l'atelier considéré dans l'extrait suivant :

« il y a une coréenne, des albanais, des flamands, des belgo-belges, des marocains, toutes les nationalités je ne connais pas, il y en a qui sont algériennes, peut-être, c'est très mélangé, et ils s'entendent bien. Ils habitent le quartier, ils habitent rue [nom de la rue], ils habitent à côté » (Jacinthe, usagère, entretien, 24/1/2020).

« il y a des choses qui sont liées à la socio-démographie du quartier, [...] si on prend la jeunesse, la jeunesse qu'on a le plus souvent ce sont des jeunes d'origine maghrébine ou africaine » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Néanmoins, le fait de mettre ensemble personnes d'origine différentes dans une activité au nom du fait qu'ils partagent le même environnement de vie, n'est pas le seul facteur qui fait qu'une dynamique positive de groupe se crée, car agit aussi d'

« une régularité, de la création d'un cadre de confiance, que les gens se voient, se dévisagent, commencent à se comprendre, à s'écouter. [...] ça doit s'inscrire dans le temps. [...] les gens sont en contact, ça ne veut pas dire qu'après, spontanément, ils font des choses ensemble, [...] mais en tout cas c'est très important pour la vie du quartier en général ensuite, la vision d'un voisin par rapport à son voisin » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Tout aussi long peut être aussi le processus de déconstruction des représentations et stéréotypes réciproques, qui peuvent d'ailleurs subsister, en dépit du partage d'une activité :

« ça change peut-être pas le point de vue des gens, les aprioris profonds qu'ils ont, [...] ils commencent à me dire des énormités de discrimination, tout en disant ah oui mon voisin machin il est trop sympa, [...] il y a une sorte de dissonance cognitive parfois des gens par rapport à ce qu'ils vivent vraiment et les points de vue qu'ils ont sur la société qui les entoure » (RP32, 23/4/2020)

Les profils des participant.e.s à des activités culturelles qui s'y rendent via la médiation d'écoles ou d'autres institutions et associations (par exemple les maisons de quartier, en s'appuyant également sur l'outil « article 27 » qui permet une réduction des tarifs d'entrée¹⁶) reflètent aussi la composition démographique des quartiers concernés :

« c'est principalement des gens issus de la migration, c'est des belges mais [d'origine immigrée], c'est un mélange un peu plus multiculturel. Les grands-parents étaient peut-être marocains, maintenant les parents sont belges, ça reste, pas un ghetto mais... [...] ce quartier [...] il y a des vieux Bruxellois, [...] là en face, puis il y a beaucoup de familles que ce soit africaines, ou Afrique du nord, il y a beaucoup de ça, et ça se ressent dans les écoles, les écoles pas loin qui viennent, c'est beaucoup de mélanges, et ces enfants-là sont super contents. [...] les maisons de quartier c'est ça aussi, il y a de tout » (RP25, entretien, 4/3/2020).

Par ailleurs la démographie des zones de l'étude s'est modifiée au cours des années, et cela se reflète dans la proposition d'activités en lien avec le profil et les besoins des résidents :

« quand j'avais commencé à [nom de l'association] [...] mon public c'était beaucoup de femmes [...] belgo-belges entre guillemets, des hommes aussi, beaucoup de mariages mixtes, des femmes mariées à un algérien, à un marocain, [...] ils avaient constaté l'énorme fracture qu'il y avait encore en besoin d'alphabétisation de la population belgo-belge. [...] Maintenant dans un cours alpha, [...] on n'y retrouvera pas la population belgo-belge par exemple » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Au-delà de la composition démographique et culturelle d'un environnement, le contenu de l'activité peut faire en sorte qu'il y ait une plus grande présence de personnes d'origine étrangère, particulièrement de provenance de certains pays auxquels ce contenu peut être associé :

« [...] ça dépend de la musique, si je fais de l'électro-dabke il y aura beaucoup de Palestiniens, des Syriens, des Irakiens, si on fait de la digital cumbia il y aura beaucoup de Latinos... » (RP19, entretien, 18/2/2020).

Ce processus est dû aussi au fait que les contenus culturels des activités « ne conviennent pas nécessairement à tout le monde » et la mixité du public pourrait rester seulement un idéal non atteint (RP14, entretien, 23/1/2020). Il est donc important de « s'adapter » aux différents publics,

« ne pas focaliser sur un type de public [...] [et] trouver le juste milieu entre les passionnés [...] et les gens qui sont moins intéressés et qui cherchent autre chose » (RP8, entretien, 12/12/2019)

Il est question aussi de proposer des contenus diversifiés et une logistique inclusive, de manière à

¹⁶ Voir <https://article27.be/bruxelles/>, consulté le 25/5/2020.

« agir sur la dynamique collective [...] avec une approche interculturelle, c'est incontournable, ça demande de [...] penser les choses spatialement, temporellement, tenir compte des spécificités de chacun pour que ça fonctionne » (RP32, entretien, 23/4/2020)

La participation semblerait d'autant plus mixte lorsque les contenus sont « non occidentaux » (RP19, entretien, 18/2/2020), selon certain.e.s parmi nos interlocuteur.e.s. Il est aussi mis en avant le fait que les personnes d'origine étrangères seraient plus ou moins intéressées par un type spécifique d'activité si elles y portent un intérêt particulier, mais aussi celle-ci est déjà répandue dans le pays de provenance :

« il y en a pour lesquelles ça fait partie des traditions, [...] une dame roumaine avec ses enfants, qui vit en Belgique, et qui me disait : en Roumanie les [lieux culturels] sont pleins ! Le dimanche on ne va pas comme ça, sans avoir réservé, ou alors il n'y aura plus de place ! [...] elle était étonnée que ce soit vide. [...] il y avait un monsieur qui travaillait à l'ambassade [...] slovaque, il vient avec sa fille, [...] parce qu'il y a des traditions des pays de l'est où c'est un peu plus ancrée » (RP25, entretien, 4/3/2020)

Lorsqu'on estime qu'un contenu pourrait intéresser davantage les membres d'une communauté culturelle spécifique¹⁷, entrer en contact avec les ambassades ou d'autres institutions représentant cette communauté, peut être un moyen utile pour relayer l'information relative à un événement par exemple, et solliciter une plus grande participation.

Lorsque certains contenus diversifiés sont proposés régulièrement au fil du temps, dans le cadre du projet global de l'institution culturelle elle-même, un public mixte en termes culturels se consolide autour de cette institution, qui devient ainsi un lieu

« réussi en termes de perméabilité des publics entre eux, [...] j'ai l'impression que c'est un peu un lieu carrefour où différents groupes, avec leurs spécificités, se sont appropriés ces espaces et temps possibles dans un tel lieu culturel. Ça ne veut pas dire qu'il y a un mixage absolu des gens entre eux, [...] mais par les conditions qu'ils ont créées, il y a ce brassage, cette perméabilité qui est possible, les gens se rencontrent, se croisent, se re-rencontrent, [...] il y a davantage de chances qu'un lien se crée, quelles que soient les différences entre les gens » (RP32, entretien, 23/4/2020).

La mixité des publics est définie aussi en termes de classe sociale et capital culturel, entendant qu'une certaine aisance économique va souvent de pair avec la tendance à s'engager dans des activités culturelles :

« Il y a une mixité sociale, une mixité d'intérêts. [...] on a aussi plusieurs parents artistes qui fréquentent notre lieu de rencontre [...], ou nos ateliers et stages [...], parce qu'il y a une proposition avec un média artistique qui est là. [...] on a certains parents qui travaillent, ou à temps partiels, ou des grands-parents qui accompagnent les enfants [...] ». (RP17, entretien, 29/1/2020).

¹⁷ Ce n'est pas notre intention d'essentialiser ces processus, nous nous limitons ici à reporter les avis collectés et les démarches constatées sur le terrain, tout en étant conscient des nuances qu'il faudrait apporter à ces discours, étant donné la diversité inhérente à chaque « communauté » et « culture », et le rôle de l'agentivité individuelle dans la négociation de normes et valeurs en principe partagées collectivement.

« j'ai eu des grands-parents, qui sont venus avec leurs petits-enfants, c'était visiblement des personnes de la bonne bourgeoisie, [...] les grands-parents avaient un rapport de connaissance, par contre ils étaient complètement perdus avec les tablettes, et donc les deux ont joué ensemble » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Dans ces cas, nous remarquons que la mixité sociale s'associe aussi à la mixité générationnelle. Par ailleurs, cette dernière peut également être sollicitée par le contenu proposé, s'adaptant à plusieurs âges :

« [o]n croit que [nom de l'activité] c'est seulement pour les tous petits, mais on essaie de faire des spectacles qui s'adaptent, des plus petits aux plus grands, même les adultes ne s'ennuient pas. Il y a peut-être certains spectacles où les adultes diront, oui c'est gentil, mais en général les adultes ont leur contentement, [...] des spectacles où le langage est plus complexe, les enfants ne comprennent pas tout mais assistent à quelque chose » (RP25, entretien, 4/3/2020).

Parents et grands-parents deviendraient ainsi participant.e.s non intentionnel.le.s de certaines activités, car ils s'y rendent à la base pour « occuper » les enfants et finissent par devenir des « habitués » (RP25, entretien, 4/3/2020). Il y a donc une transmission intergénérationnelle de l'intérêt pour l'activité culturelle, qui agit dans un sens (des enfants aux parents et grands-parents) et dans le sens inverse (quand c'est les grands-parents qui ont initié la transmission). Les différentes générations de participant.e.s peuvent également avoir un intérêt spécifique, selon la génération, pour le contenu proposé, ce qui fait qu'ils font l'expérience de ces contenus soit ensemble, par hasard, soit par groupes distincts :

« il y a beaucoup de jeunes qui viennent, [...] comme ce sont des [nom du contenu artistique], les références de tous les artistes bien souvent sont aussi assez jeunes, [...] ça parle facilement à ce public. Mais on a tout à fait des groupes de seniors aussi qui viennent pour une autre curiosité, [...] parce qu'ils ne connaissent pas et qu'ils veulent découvrir » (RP4, entretien, 4/12/2019)

Il est également intéressant de remarquer qu'avec les publics considérés comme plus familiers à l'offre culturelle proposée, définis par certain.e.s comme les « usual suspects » (RP33, entretien, 31/3/2020), plusieurs responsables d'activités culturelles n'estiment pas nécessaire une activité de médiation ou tout autre accompagnement au sein de l'activité concernée¹⁸, tandis que cette intervention viserait plutôt d'autres catégories sociales :

« tous les publics sont les bienvenus, mais [...] quand je prends le temps de travailler ici, je veux que ça sert plus à des personnes qui pensent que c'est pas pour eux. Si j'étais à temps plein ici, je ferais pour tout le monde [conférences et médiation], [...] c'est aussi pour ma dynamique à moi, j'ai envie de risquer des choses » (RP10, entretien, 18/12/2019)

La volonté est ainsi, personnelle et professionnelle, celle d'inclure un public qui n'est pas, au départ, selon les organisateurs, familier avec le contenu culturel proposé :

¹⁸ Sauf s'il s'agit d'une initiative qui prévoit cet accompagnement pour tout public, comme par exemple une visite guidée.

« [dans nos activités] on accueille avec beaucoup de plaisir des gens qui ont les moyens et des gens qui n'ont pas du tout les moyens, c'est tout à fait mixte ici à ce niveau-là, mais on a un quota [...] où on accepte toute une série de personnes sans inscription, sans argent, autrement on serait pris d'assaut par nos amis jeunes couples flamands, les parents qui trouvent ça génial de venir ici à ce prix-là !¹⁹ [...] ça pourrait devenir un problème. [...] on pourrait se faire déborder facilement » (RP6, entretien, 11/12/2019).



La médiation servirait donc à ouvrir un contenu culturel à un plus large public :

« le contenu, même si c'est pas spécialement grand public, on essaie toujours qu'il soit présenté et que la médiation permette que ce soit le plus accessible possible, ouvert à tout le monde. C'est comme s'il n'y avait pas de public cible, le public cible c'est le plus large possible » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Ne pas prêter une plus grande attention à des publics moins familiers à certains codes culturels et modalités organisationnelles (par exemple les règles imposées pour pouvoir effectuer une inscription à une activité), générerait une exclusion supplémentaire. Certains publics plus familiers à ces codes culturels, comme par exemple :

« le public qu'on appelle les *genfrification* [EN], qui habite par exemple le long du canal, dans les nouvelles habitations » (RP3, entretien, 20/11/2019),

seraient également plus proactifs dans l'engagement collectif, de manière générale, au sein du quartier, ayant ainsi un accès facilité aux interpellations politiques, par exemple. Ceci amène, encore une fois, la volonté d'outiller aussi d'autres profils d'individus :

« [...] il y a plein d'habitants différents, il y a des habitants qui sont plus dans une logique collective, ils ont déjà les codes pour pouvoir interpellier les pouvoirs politiques locaux, [...] comme plusieurs comités de quartier, et [...] nous on va chercher les habitants qui n'ont pas spécialement les codes et on réfléchit à les avoir ensemble pour qu'ils puissent être aussi entendus. L'idée c'est que tous ces groupes différents puissent aussi se rencontrer et se donner les différentes réalités de chacun » (RP31, entretien, 23/3/2020).

L'intervention spécifique sert ainsi à fournir des possibilités de participation aussi à ces publics, notamment parmi les habitant.e.s du quartier, pour lesquels une série d'autres préoccupations et priorités quotidiennes empêchent ou rendent difficile l'engagement dans des activités collectives, dont par ailleurs ils connaissent moins le fonctionnement et les codes. Ils s'agit de personnes

« qui sont dans des graves conditions d'inégalité, par exemple les habitants des logements sociaux, ou qui ont vraiment des difficultés à joindre les deux bouts du mois, [...] du coup c'est très difficile de s'investir dans du collectif » (RP31, entretien, 23/3/2020).

Solliciter la création de ces possibilités de participation peut non seulement amortir en partie les inégalités, mais aussi contribuer à redéfinir les rôles de chacun à l'intérieur des espaces collectifs touchés par l'action (socio-)culturelle menée :

¹⁹ Par exemple, 35 euros pour une semaine de stage.

« je trouve génial qu'un délégué d'immeuble qui ne parle pas bien français soit représentant de tout son immeuble parce que c'est lui qui a été choisi, c'est lui qui donne toujours un coup de main à ses voisins, et donc il y a autre chose qui est valorisée. Lui qui n'a peut-être pas d'emploi, qui ne se sent pas toujours trouver une place dans la société comme la société se définit, le fait d'être représentant de son immeuble, il y a un truc qui se passe » (RP30, entretien, 23/3/2020).

Les activités cherchant à favoriser une mixité sociale et créant des espaces de participations pour les publics qui en sont exclus, et de rencontre avec d'autres publics, redonnent « une dignité et [...] et certaines responsabilités » à des individus souvent catégorisés par la société comme « inactifs », parce qu'ils sont au chômage, par exemple, ou à la retraite, ou parce qu'ils bénéficient d'un revenu d'intégration sociale (RP31, entretien, 23/3/2020). Ces activités se veulent

« un espace d'ouverture, pour la cohésion sociale, [...] parce qu'on se rend compte que ça crée des liens, des liens sociaux qui se développent dans [nom de l'activité] mais aussi après sur le quartier » (RP9, entretien, 17/12/2019).



Il s'agit donc de provoquer des espaces de rencontre, car « le public n'aime pas forcément se mélanger » (RP9, entretien, 17/12/2019).

Cependant, dans certains lieux cette mixité sociale se fait de manière spontanée et ne semble pas nécessiter d'action particulière, du moment que les critères d'accès et le service offert sont les mêmes pour tous²⁰. Par exemple, cela arrive au sein de certains restaurants sociaux :

« Le [nom du restaurant] c'est vraiment des gens qui habitent là, j'ai déjà vu des gens qui venaient en pantoufles, [...] des gens qui reviennent retrouver leur famille, qui habitaient jadis à [nom de la commune], des gens de [nom de l'institution culturelle], des gens comme moi, mais aussi des mesdames bijoux, des dames âgées très élégantes, c'est un mélange, c'est étonnant, et moi j'aime bien » (David, usager, entretien, 27/1/2020).

La diversité sociale touche aussi à la diversité de statut, notamment concernant les migrant.e.s résidant dans la zone. Des personnes en situation d'irrégularité de séjour²¹ participent à plusieurs initiatives. Elles ont ainsi la possibilité d'accéder non seulement à des espaces culturels, en dépit des difficultés quotidiennes qu'ils/elles vivent, mais aussi à des réseaux de support qui pourraient les aider dans la gestion de ces difficultés :

« nous avons aussi certains sans-papiers qui viennent chez nous [dont un] me demande un coup de main pour ses documents, parce qu'il a ses papiers en [autre pays européen] » (RP12, entretien, 16/1/2020).

²⁰ Néanmoins, la différence en capacité économique fait en sorte que le prix payé n'a pas le même impact sur chacun des participants.

²¹ Il s'agit d'individus qui n'ont pas obtenu un permis de séjour, ou alors dont le permis est expiré ou pas valable en Belgique.

La participation culturelle s'avère ainsi essentielle pour des personnes qui n'ont souvent accès à aucun autre service²² et qui ont des relations et activités très limitées. Se rendre dans une institution culturelle constitue pour certaines d'entre elles « la seule bouffée d'oxygène » (RP5, entretien, 5/12/2019).

Concernant le genre, comme nous l'avons mentionné plus haut, certaines activités sont consacrées davantage à des femmes, auxquelles on veut fournir un espace de rencontre intime et privilégié, ou qui, par intérêt pour une activité spécifique (effet aussi d'un habitus incorporée), deviennent naturellement majoritaires au sein de certaines activités (la cuisine et la couture, principalement). De même pour les hommes, certaines activités manuelles comme la menuiserie, ou celles centrées sur la réparation d'objets, pourraient attirer un plus grand nombre de participants masculins, bien que ce public n'y soit pas exclusif. Par contre, il est plus difficile de constater une grande participation d'hommes au-delà d'une motivation spécifique, dans des activités culturelles plus larges, auxquels ils se rendent seuls ou pour accompagner des enfants :

« On a des pères qui fréquentent, on a eu un grand-père, d'une communauté marocaine, qui venait avec ses petits-enfants, [...] à tour de rôle il était avec l'un, avec l'autre, mais c'est pas la majorité. [...] pour les pères en tout cas le média créatif est une force, par rapport à d'autres lieux de rencontre [...]. [...] quand c'est trop libre, [...] alors ils ne savent plus trop comment prendre place. Tandis que quand il y a la peinture ou surtout les arts plastiques, ou la musique, alors ils y trouvent plus facilement une manière de pouvoir interagir » (RP17, entretien, 29/1/2020).

Dans des activités pour familles, surtout pendant le weekend, les couples accompagnant leurs enfants peuvent être plus nombreux (RP17, entretien, 29/1/2020). Néanmoins, selon certain.e.s de nos interlocuteur.e.s, des facteurs culturels liés à l'origine des communautés majoritairement représentées dans un quartier, produirait le fait que la mixité de genre au sein des activités ne se produirait pas de manière naturelle mais doit être, si on veut l'atteindre, sollicitée de manière spécifique :

« [...] on est à [nom de la commune], [...] il y a la séparation entre hommes et femmes qui fait partie de la culture d'une des communautés majoritaires de la commune. [...] nos ateliers sont mixtes [...] la mixité de genre est une de nos valeurs » (RP12, entretien, 16/1/2020)

La question de produire une mixité culturelle au sein de groupe homogènes en termes de genre peut également être une préoccupation des responsables des activités, bien qu'aucune action spécifique ne soit mise en place, à part une communication d'ouverture à toute femme, et que les effets ne soient pas nécessairement ceux espérés, en raison d'autres facteurs :

« Les origines sont mélangées, mais ça change aussi de chaque activité. Le fitness par exemple il y a beaucoup de femmes blanches, peut-être parce que c'est le soir aussi, en semaine. Le documentaire, qui est le jeudi matin, attire des personnes d'origine maghrébine et des personnes âgées ou à la retraite » (RP27, entretien, 9/3/2020).

L'horaire de l'activité, de manière générale, a un effet sur la composition du public, comme l'extrait suivant l'illustre aussi :

« [...] l'activité le vendredi soir après le boulot, c'est souvent des gens avec des revenus moyens, c'est une activité gratuite mais si tu veux manger tu paies quand même dans le resto ici, et tu dois

²² Les personnes en séjour irrégulier en Belgique bénéficient seulement de l'Aide Médicale Urgente. Les actions de la société civile au sens large sont ainsi fondamentales pour assurer des possibilités concrètes de vie sur le territoire.

pouvoir te libérer le soir. [...] l'activité pour les bébés c'est plus divers, parce que c'est le samedi matin, avec les enfants, et c'est gratuit, et on fait beaucoup de promo spécifique » (RP27, entretien, 9/3/2020).

De manière générale, nous pouvons conclure cette section en s'attardant sur le fait que la mixité du public est souvent non seulement souhaitée et adressée par des actions spécifiques. En fait, créer les conditions pour que cette mixité se réalise constitue un « défi », un processus qui n'est pas facile et qui prend du temps, mais qui permet de « secouer » les participant.e.s, de les faire sortir de leurs zones de confort, « les sentiers battus », et lorsque, dans

« des espace-temps de possible rencontre [...] ces gens se retrouvent autour d'une même chose, croquent une pomme... alors là il commence à se passer quelque chose d'intéressant » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Ce défi est aussi décrit comme l'enjeu du vivre ensemble contemporain (RP20, entretien, 18/2/2020), et concerne non seulement les personnes issues de la migration d'un côté et ceux qui ne le sont pas de l'autre, mais aussi les individus associés à l'un ou l'autre de ces deux macro-groupes, pour des raisons culturelles, sociales, de genre, etc. Il peut en fait arriver qu'en dépit de la volonté des organisateur.e.s et des actions mises en place,

« les gens ne se mélangent pas, cette tranche d'âge-là en tout cas [les jeunes], non, il y a des phénomènes de xénophobie interne assez importants entre groupes. [...] je parle pas des homosexuels, tout ce qui tourne autour du genre » (RP6, entretien, 11/12/2019).

Or, pour que tout profil de public puisse, potentiellement et s'il le désire, avoir accès à ces espace-temps de rencontre et trouver sa place dans le panorama culturel d'un environnement, il faut également, selon nos interlocuteur.e.s, que certaines actions répondent aux besoins de publics spécifiques, comme nous l'avons par ailleurs déjà mentionné brièvement concernant l'accompagnement de certains publics moins familier à l'offre culturelle contextuelle, ainsi que concernant les possibilités d'accès à cet offre. Nous analyserons ces questions plus en détail dans la section suivante.

Les publics visés spécifiquement

L'offre culturelle de la zone étudiée inclut aussi, outre des initiatives qui visent un public large et mixte, des contenus différenciés qui sont adressés de manière spécifique ou qui sont réservés à des groupes de population, plus particulièrement à certaines catégories d'âge, de genre et sociales. La mise en place d'activités visant des publics spécifiques permet aussi aux individus qui n'ont pas l'habitude ou l'intérêt prioritaire de fréquenter ces lieux,

« d'appivoiser une institution culturelle et de la voir de l'intérieur, et de sortir de son cadre [l'environnement de vie quotidien]. [...] ça permet de voir autre chose et c'est aussi [...] une autre façon de faire participer » (RP8, entretien, 12/12/2019)

Avant d'analyser ces initiatives et plus particulièrement leurs objectifs, il est important de souligner le fait que les données que nous avons collectées ne nous permettent pas d'affirmer que certaines activités visent aussi des groupes culturels de manière spécifique, par exemple les personnes d'origine marocaine et de religion musulmane, qui sont par ailleurs démographiquement largement représentées dans la zone

d'étude et qui peuvent être majoritaires au sein de certaines activités. En fait, bien que certains contenus des initiatives présentes soient en lien avec ces deux éléments culturels, l'intérêt qu'ils suscitent est plus large et la volonté des organisateurs n'est pas nécessairement de satisfaire des besoins particuliers mais d'inclure dans la programmation un panel de thématiques variées et de toucher à l'interculturalité, c'est-à-dire de proposer des contenus associés à des cultures diverses amenées par les populations présentes dans un territoire. L'effet obtenu est un processus souhaité des initiatives interculturelles, notamment le fait que différentes cultures et les personnes qui s'y reconnaissent dialoguent entre elles dans un espace partagé, ainsi que le fait d'amener une connaissance de cultures autres que celles desquelles chacun est plus familier. La citation suivante est tirée d'un entretien avec une usagère qui se reconnaît dans une culture « d'origine belge » :

« à [nom de l'institution culturelle] le public, n'est pas très belge finalement, les spectacles aussi, [...] c'est toujours la population de cette origine [marocaine] qui est avertie et qui vient, mais il y a quand même un bon mélange, mais à ce moment-là je trouve qu'on est souvent en minorité. C'est le contraire qui se passe. Mais d'un autre côté je trouve que c'est très bien, parce que pour nous, on est dans un autre monde, une autre façon de voir les choses [...] » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

Ces initiatives permettent donc de renverser, bien que dans des espace-temps circonscrits, les hiérarchies culturelles présentes dans la société qui définissent les majorités/minorités. Ce processus, idéalement, pourrait amener les individus à questionner ces mêmes hiérarchies et à relativiser leur propre positionnement en leur sein.

Pour revenir aux activités visant spécialement certains publics, plusieurs sont dédiées aux enfants, des plus petits aux adolescents prioritairement, jusqu'aux jeunes adultes. Etant donné les spécificités de ces publics, en termes d'intérêts et besoins logistiques, un travail distinct de programmation est mis en place. L'expérience d'un contenu artistique par exemple, passe par différentes méthodologies en fonction de l'âge, notamment dans le cadre d'une exposition :

« [...] souvent c'est des installations qui sont pensées pour que les petits puissent interagir. [...] on appelle ça, dans le milieu de la petite enfance, des 'installations' [...] qu'on met à hauteur des bébés. [...] On essaie de créer une scénographie [...] et puis on anime » (RP17, entretien, 29/1/2020).

L'approche pédagogique développée avec les enfants met ensemble une certaine structuration de l'activité avec une place laissée à « la liberté de mouvement et de changer de média », dans le cadre d'une offre culturelle qui est souvent « inter-langagier[e] au niveau culturel », et au sein de laquelle de plus en plus les disciplines se mélangent » (RP17, entretien, 29/1/2020). Nos observations confirment l'intention de créer un environnement où l'action des enfants est libre mais reste à l'intérieur d'un schéma préfixé, pensé à l'avance et rediscuté régulièrement après la fin de l'activité. L'action et l'expression des enfants sont encadrées par des routines (des moments de jeux libre s'alternent par exemple aux moments consacrés à des activités spécifiques, souvent introduits par des rituels) ainsi que par des règles de fonctionnement et gestion de l'espace. Les parents, lorsqu'ils sont présents à l'activité (les femmes surtout), sont invité.e.s à collaborer activement afin que cet encadrement soit opérationnel :

« les mamans, on a besoin de vous pour que ça se passe bien ! [...] ça s'agite un peu trop ! [...] maman a envie de regarder [le livre] avec toi, montre à maman » (éducatrice, notes de terrain, 29/1/2020).

La créations d'espaces consacrés aux enfants, répond à des besoins relevés et à la demande au sein d'un environnement qui n'offre pas, d'un point de vue institutionnel, un accueil suffisant (par exemple au niveau des crèches) et de qualité appropriée (plus largement dans le domaine scolaire mais en ce qui concerne les moyens de socialisation avant l'école obligatoire, RP6, 11/12/2019), selon certaines parmi les personnes interviewées. Les médias artistiques et culturels²³ interviennent dans les espaces créés pour répondre à cette demande, en tant qu'outils qui permettent de s'approprier cet espace, d'y trouver sa place, et d'instaurer ainsi aussi des relations qui ouvrent d'autres portes, qui favorisent l'accès à d'autres services dont ils pourraient avoir besoin (par exemple de suivi thérapeutique en psychomotricité des enfants), rien qu'en y orientant les personnes.

Outre les enfants, plusieurs initiatives développées dans les quartiers visent de manière spécifique les jeunes, en essayant de proposer des contenus et modalités de participation qui puissent favoriser l'engagement et la continuité de celui-ci. Parmi ces initiatives figurent des projets impliquant une série de partenaires du tissu associatif local. Les promoteurs de ces projets soulignent l'importance, davantage dans ce cas que pour les enfants, de laisser une certaine autonomie de création aux jeunes participant.e.s :



« tous les jeunes font les activités eux-mêmes, de manière indépendante » (animateur, notes de terrain, 19/11/2020).

Permettre aux jeunes d'assumer la responsabilité du développement d'un projet les amène, pendant et plus particulièrement lorsqu'ils voient les résultats finaux, à manifester la satisfaction par rapport à leur travail :

« on voit [...] ce que ça fait pour les jeunes cette grande fierté, quand ils arrivent à jouer [être sur scène] avec leurs parents, c'est une évolution de dingue en quelques mois » (RP11, entretien, 10/1/2020)

Pour les jeunes, le regard que les parents portent sur eux est important, surtout lorsqu'au départ le contexte familial est dubitatif par rapport à l'engagement dans des activités culturelles dont on ne voit pas immédiatement l'utilité, ou envers lesquelles ils peuvent y avoir des aprioris. Le travail de médiation, la création d'un environnement de confiance et le fait de montrer le résultat de ces projets aux parents, permet à ces derniers de voir

« comment ça transforme leur enfant, [...] ça réactualise la relation enfant-parent [...], tout en entendant leur enfant porter un point de vue aussi sur quelque chose. Mais c'était pas gagné, avec certaines jeunes filles parfois, [...] ça demande des moyens, [...] des collègues qui

²³ Nous adoptons l'expression « média(s) artistique(s) », dans sa forme française, car elle utilisée par les acteur.e.s du terrain pour décrire des outils créatifs et souligner la fonction de « médiation » de l'art. Nous distinguons ainsi de la forme latine « medium/media » dans sa signification originare de moyen de communication.

raccompagnent les jeunes filles jusque chez elles, [...] ça fait partie de l'activité aussi ! Mais maintenant ça va, une fois qu'on a la confiance des parents ! » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Les jeunes entrent ainsi dans un processus qui peut également les amener à devenir ensuite les accompagnants de nouveaux/elles participant.e.s, car ils finissent par

« s'impliqu[er] dans des projets culturels à [nom de la commune], tout en gagnant un peu d'argent de poche. [...] On veut créer une indépendance, il est important que le jeune soit actif dans quelque chose qui le passionne » (animateur, notes de terrain, 19/11/2020).

Ce processus crée un système d'entraide parmi les participant.e.s du projet, et les fait rentrer des réseaux qui pourraient faciliter leur engagement professionnel dans le futur, mais aussi la gestion des questions quotidiennes, incluant le rapport aux institutions et aux administrations, et ce dans le cadre d'un « système [...] qui casse les gens », et les jeunes plus particulièrement (RP11, entretien, 10/1/2020). Les jeunes deviennent ainsi des acteurs sociaux « visibles et actifs ». Ils développent des événements culturels (à la fois les contenus, leur mise en scène, et l'organisation logistique) sur base d'idées propres, et entreprennent parfois des démarches semi-professionnelles :

« Il y en a qui ont voulu se lancer dans la cuisine, [...] des jeunes pas du tout sensibles aux produits de qualité dans leur assiette, [...] maintenant ces jeunes font du catering aux spectacles des artistes professionnels le soir » (RP6, entretien, 11/12/2019)

L'encadrement mis en place par l'institution culturelle consiste ici dans le fait de donner des conseils « sur mesure », de proposer un coaching en lien avec l'idée proposée. Cette démarche permet aussi la valorisation de jeunes artistes issus des quartiers en question, dans un espace « convivial » promouvant le partage du capital et de l'expérience culturels diversifiés des participants (animateur, notes de terrain, 19/11/2020). Les contenus sont multiples, et tentent de répondre aux intérêts principaux que les jeunes peuvent manifester, ainsi qu'à la préférence de certains médias (les outils informatiques pour certain.e.s).

Ces projets collaboratifs sont décrits comme bénéfiques pour ce public spécifique, car ils servent d'un côté à l' « éveiller [...] à la culture [...] qui n'est pas une évidence pour les jeunes. [...] on les fait goûter à différentes sortes d'art » ; et d'autre côté ils leurs permettent de « créer ensemble » (RP15, notes de terrain, 19/11/2020). D'autant plus que les espaces pour ce faire dans les quartiers concernés ne sont pas suffisants pour répondre aux besoins et à la demande de ces publics. Néanmoins, la mise en place de ces projets ne se fait pas sans difficultés, et dans certains cas ils n'aboutissent pas, lorsque par exemple les jeunes ou les partenaires se désengagent du projet :

« ce n'est pas des projets faciles, ce sont des jeunes qui de temps en temps retombent dans la rue, [...] mais on tient bon. On a plusieurs [projets] transversaux par rapport à eux, entre nous et la police par exemple, [...] de vrais soucis de préjugés de part et d'autre » (RP6, entretien, 11/12/2019)

« [...] c'était important pour nous d'avoir un éducateur [engagé dans le cadre du projet culturel en question] qui puisse nous aider, [...] je ne veux pas qu'un jeune réussisse son [projet culturel] mais rate son année, parce qu'il y a quand même une priorité » (RP11, entretien, 10/1/2020).

Les difficultés rencontrées nécessitent donc un travail élargi aussi à d'autres acteurs sociaux de l'environnement en question, ce qui fait que les projets avec les jeunes ont une portée large sur cet

environnement, ainsi que sur le développement individuel, engageant une sorte de « mission d'émancipation » :

« ici c'est vraiment un laboratoire de comment on vit ensemble, [...] les cultures sont en arrière-plan, [...] avec des vraies bagarres, des pleurs, du sang, des ambulances... c'est hard. Etant donné que certains n'ont pas le degré de socialisation suffisant pour bien s'adresser, [...] s'imposent plutôt par leur force de caractère, leur force physique tout court, leur intelligence naturelle, les mots sont parfois beaucoup trop peu nombreux » (RP6, entretien, 11/12/2019)

Ces difficultés sont liées aussi aux profils spécifiques des jeunes concernés, lesquels cumulent des aspects propres à tous les appartenant.e.s à cette catégorie d'âge, souvent en quête identitaire et à la recherche d'intérêts propres, à d'autres éléments qui émergent en raison de la précarité de leur environnement de vie. Il s'agit, souvent, de

« jeunes qui sont dans les rues, qui n'avaient rien à foutre, qui attendaient je ne sais pas quoi, [...] à la limite de partir en Syrie [...] des borderline, qui n'ont plus de formation, les parents ne savent pas ce qu'ils font, [...] la vente de drogue un peu plus loin [...]. Ce n'est pas des jeunes faciles, du tout, [...] il y en a beaucoup qui ne savent pas parler, ou très mal, ils parlent mal aux gens. Ils n'ont pas les codes parfois. Parfois ils les ont, et alors ils sont extraordinaires, magnifiques, ils font pleurer tellement... c'est pas possible, ces grands bruts, ils ont cette sensibilité là aussi. [...] deux mois après on a appris qu'ils revendaient de la drogue. Et puis maintenant ils reviennent » (RP6, entretien, 11/12/2019).

« [...] c'est important qu'on offre un accompagnement. Si un jeune raconte qu'à trois heures du matin son père est rentré bourré et a tapé sa mère, on ne peut pas lui dire [...] on s'en fout de ton histoire, ça devient le sujet dont on parle, mais du coup ça va plus loin que l'atelier » (RP11, entretien, 10/1/2020).

La participation de ces jeunes est donc variable et influencée par ces multiples éléments, desquels dépend aussi la possibilité d'accomplir un projet. L'investissement nécessaire pour obtenir des résultats jugés positifs par tous les acteurs impliqués, est important, tout d'abord pour les jeunes eux-mêmes :



« des jeunes [...] ont travaillé comme des bêtes pendant un an, ils étaient 35 au début, 15 sont restés sur scène, pour te dire l'effort qui c'est » (RP6, entretien, 11/12/2019).

Ensuite, il est nécessaire de mobiliser des ressources spécifiques pour les projets avec les jeunes, ce qui n'est pas toujours possible de le faire pour les associations, qui seraient amené à réorienter en partie leur action et se restructurer :

« avec les parents, c'est facile, tu organises quelque chose, il y a des heures, et ils viennent à l'heure pour les cours de leurs enfants, et les ados, dans le projet en janvier ne sont pas venus à l'heure, ils fument dans les cours quand il y a des petits enfants, [...] ça prend plus de temps parce que tu dois... et on veut faire ça mais on doit trouver un moyen, peut-être quelqu'un qui fait uniquement les activités ados. [...] il y a beaucoup d'ados qui sont perdus, [nom de l'association]

ne peut pas faire ça, on veut faire ça, mais on ne sait pas encore bien comment, parce que ça va peut-être transformer notre centre un peu » (RP27, entretien, 9/3/2020)

Lors de notre ethnographie nous avons pu collecter, via la narration de certains éducateurs, l'exemple d'un projet qui a échoué, lequel avait pour objectif d'accompagner des jeunes « pas vraiment fans de musée au départ » à se rapprocher de cette institution culturelle et à travailler « sur le rôle et le fonctionnement d'un musée, l'offre pour les jeunes, la communication, l'organisation d'activités et de différents événements », comme on peut le lire sur la page web consacrée à l'initiative. Le nom du projet reflète aussi la volonté d'engager un public culturellement diversifié mais partageant la même appartenance nationale, « on est multiples mais belges ! [...] on est tous de la même tribu, belge ! » (notes de terrain, 19/11/2020). La volonté est aussi « d'apprendre [à ces jeunes] à connaître leur histoire, l'histoire belge, car ils sont nés ici » (notes de terrain, 19/11/2020). Parmi les activités proposées dans le cadre de ce projet, un « escape game » à l'intérieur du musée en question. Il s'agissait d'une démarche visant non seulement à impliquer les jeunes dans la promotion culturelle, mais aussi à les « responsabiliser », et ce dans un environnement dans lequel ils se sentent bien accueillis et peuvent s'exprimer (contrairement à ce qui leur arrive souvent dans le cadre des institutions scolaires, notes de terrain, 19/11/2020). En fait, le projet prévoyait des espaces de discussion destinés à récolter des idées auprès des jeunes « pour attirer les jeunes », pour mettre en place une programmation et une modalité de se rapprocher au musée qui répondent à leurs intérêts. Le projet (ou en tout cas la collaboration entre les partenaires) s'est arrêté abruptement²⁴.

La collaboration entre les écoles et les institutions culturelles, avec la création de dossiers pédagogiques spécifiques²⁵, peut jouer positivement dans la mise en place de projets adressés aux jeunes (tout comme aux enfants) et dans la continuation de ceux-ci, s'il y a volonté de part et d'autre. Les institutions culturelles d'un côté répondent à des besoins quotidiens, tels que le support à la scolarisation, car nombreuses associations que nous avons rencontrées organisent des activités de soutien scolaire. D'un autre côté, elles fournissent aussi en souvent en parallèle des moyens de « découverte de certains aspects de la vie artistique » (RP15, entretien, 23/1/2020), se positionnant, par conséquent,

« [...] en tant qu'outil, pour la population de [nom de la commune], d'éveil culturel, d'accès à la créativité, [...] à l'expression [...], on s'adresse aux enfants qui fréquentent aussi les écoles ici [...], et parmi ceux-ci, les plus précarisés, en ayant un souci d'accès à la culture, où la barrière de l'argent ne constitue plus un frein » (RP6, entretien, 11/12/2019).

Au sein des groupes ciblés par ces activités, une attention particulière est portée donc aux situations plus précaires et aux publics plus vulnérables. Certaines formes d'art urbain, en outre, de par leur histoire, leur contenu, ou les langages et outils qu'elles adoptent, semblent « parler » davantage aux jeunes qui vivent dans des conditions socio-économiques précaires :

« notre public à nous a été un peu toujours le même au niveau socio-économique [même quand les activités se déroulaient dans un quartier plus aisé], [...] toujours une population [...] socialement défavorisée, [...] ça s'est accentué ici, la pauvreté dans le nord est encore plus

²⁴ Voir section sur la collaboration dans les quartiers. Le projet s'est clôturé après deux ans de son début, alors que la durée initialement prévue était de quatre ans.

²⁵ La préparation des dossiers pédagogiques nécessite un travail spécifique et important, ainsi qu'une attention particulière aux contenus des activités et aux besoins du public, afin de créer des outils de médiation appropriés.

présente ». Entre 250-300 jeunes par semaine, plus de 40 heures de cours par semaine (RP26, entretien, 4/3/2020).

Non seulement les enfants et jeunes, mais aussi les adultes en situation précarisée constituent un groupe cible de certaines actions culturelles, lesquelles sont souvent mises en place par la médiation des institutions communales, du tissu associatif et/ou du CPAS :

« j'ai aussi développé [...] le milieu de la santé mentale. J'ai organisé ici une réunion avec plusieurs acteurs communaux et para communaux qui sont en lien avec des maisons de quartier. La toxicomanie, la pauvreté, tout ce qui est le domaine de la précarité, et ça commence à prendre. [...] je trouve que c'est un public qui a besoin d'aide aussi [les toxicomanes], donc, comme on est dans la cohésion sociale, j'ai pris pour parti d'aller vers tout le monde » (RP10, entretien, 18/12/2019).



La participation à ces initiatives est souvent possible grâce aux tickets et inscriptions « article 27 », étant ce projet défini comme un support et outil fondamental. Les actions visant des publics spécifiques, plutôt que les initiatives proposées pour les publics qui ont un accès autonome aux activités culturelles, se font dans des moments distincts de la journée, de manière à favoriser la participation, répondant aux besoins de ces publics différents :

« [...] ce qui se fait en soirée, souvent on sous-traite, c'est vraiment des ateliers classiques, de consommation normale. [...] En journée par contre on cherche à trouver des publics plus fragiles, des adultes qui sont seuls, ont besoin de pouvoir se retrouver ensemble et pouvoir créer un projet ensemble » (RP6, entretien, 11/12/2019)

L'attention particulière aux publics fragilisés est amenée par la volonté d'assurer un accès à des individus « qui ne sont pas consommateurs de culture », avec l'objectif de

« les amener à découvrir des espaces temps où ils peuvent ouvrir leur horizon, expérimenter des nouvelles choses, sortir de certains chemins tracés et limitant peut-être » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Parmi les adultes, les personnes âgées et isolées sont aussi des publics cibles de certaines initiatives culturelles, par exemple celles mises en place par les maisons de quartier, mais aussi par les associations, les restaurants sociaux, ou les maisons de repos, entre autres. La volonté est d'un côté de contrer l'isolement et de l'autre, de permettre l'exercice de l'autonomie individuelle.

Les activités réservées aux femmes²⁶ d'âges variés sont décrites comme des actions de « discrimination positive » par certain.e.s de nos interlocuteur.e.s, visant la création d'espaces dédiés qui permettent aux personnes concernées de nourrir leurs intérêts ou de répondre à certains besoins. Certains de ces besoins sont spécifiques aux femmes résident.e.s dans les quartiers visés par cette étude, influencés par l'environnement socio-culturel dans lequel elles vivent, ainsi que d'autres formes d'inégalités :

²⁶ Il est important de noter qu'au-delà de ces initiatives réservées, dans plusieurs activités ouvertes à tout public les femmes sont majoritaires, selon nombreux/ses parmi nos interviewé.e.s.

« [...] l'idée est de viser un public spécifiquement féminin, parce que c'est un public défavorisé en relation à [contenu de l'atelier] à Bruxelles, et plus précisément à [nom de la commune]. [...] à Bruxelles la population de femmes [pratiquant le contenu de l'atelier] est la moitié des hommes, [...] à [nom de la commune, l'écart] est encore plus grand, [...] la question est celle de la présence du corps dans l'espace public et la visibilité [...]. Et puis c'est aussi une question d'autonomie, [...] et d'accès à la ville. [...] il y a des disparités, on cherche à agir pour compenser » (RP12, entretien, 16/1/2020).

Les contenus proposés aux femmes sont diversifiés, touchant à plusieurs matières artistiques et sportives mais aussi à des sujets plus transversaux, tels que l'alphabétisation et l'apprentissage des langues. Ces cours se joignent à des initiatives d'ordre différent. L'objectif est de doter les femmes d'outils nécessaires à surmonter les difficultés auxquelles elles font face au quotidien, qui peuvent être également liées, lorsqu'il s'agit de personnes migrantes ou d'origine étrangère, à leur vécu migratoire ou de quête identitaire (RP23, entretien, 21/2/2020), souvent accompagné par des expériences de discrimination intersectionnelles (croisant les appartenances sociales, de genre, culturelle, etc.). Pour certain.e.s des organisateur.e.s de ces activités, le but est aussi de produire, plus particulièrement chez ces femmes et leur entourage, un « changement de mentalité », un processus qui est long et nécessite des aménagements spécifiques afin de respecter le vécu des femmes concernées et leurs avis :

« Ce qui m'intéressait [...] c'est de ne pas frustrer la personne, de ne pas juger la personne, [...] parce que la société condamne déjà assez, stigmatise déjà assez. Il fallait qu'on gagne la confiance, [...] même cette ignorance [qu'elle constatait] il fallait la respecter. Ce sont des deuxièmes générations qui ont été en décrochage scolaire, majoritairement les jeunes dames, parce que très vite il y avait la tradition qui poussait à se marier. [...] Ça a pris des années, puis on a gagné la confiance, on sait qui on est, on sait qu'il faut impérativement respecter ces personnes, [...] qui ont un droit et qui ont des devoirs, [...] il faut donner toutes les chances à ces personnes mais il faut aussi leur donner un espace bien-être pour qu'elles se sentent exister, écoutées, respectées » (RP23, entretien, 21/2/2020)

Le fait de mettre en avant, comme objectif des activités proposées, le « changement de mentalité » des femmes pourrait être lu comme une volonté « civilisatrice » et « émancipatrice » contraire à une approche relativiste portée aux diversités culturelles. En outre, notre approche nous amène à intégrer dans la réflexion des éléments qui influencent les « mentalités » de chacun à plusieurs niveaux : au niveau micro et méso (les facteurs individuels et relatifs aux groupes socio-culturels, dans un contexte donné), et le niveau macro (les dynamiques politiques et économiques globales qui créent non seulement des inégalités d'accès aux biens et services mais aussi des hiérarchies entre les cultures). Néanmoins, nous ne pensons pas que cette volonté soit propre à la personne ici interviewée, et nous reportons et analysons ces expériences comme des tentatives d'améliorer le vécu des femmes :

« je travaille sur le changement des mentalités. Changer les mentalités, ça ne veut pas dire effacer la personne. [...] au travers de l'évolution de chacun au niveau identitaire mais aussi environnemental, [...] on va vers l'enrichissement de la personne, [...] renforcer l'identité, donner la valeur à la personne, [...] un travail de fond » (RP23, entretien, 21/2/2020).

Selon le dire des responsables des activités, mais aussi de certaines femmes usagères elles-mêmes, cet effet d'amélioration du quotidien des femmes engagées dans des activités culturelles est présent auprès d'un public qui est

« un public fragilisé, parce que les femmes sont parfois limitées dans leur temps, dans leurs moyens, dans leur liberté, dans leurs idées, ils ne sont pas encore elles-mêmes prêtes. [...] ce sont des femmes qui sont au quotidien [...] dans l'effort, ce sont des citoyens responsables. L'effort à s'intéresser à l'éducation de leurs enfants, aux relations [...], à s'impliquer dans la société, à apporter leur brique, à se rapprocher de l'art » (RP23, documentaire visionné le 24/4/2020).

« on fonctionne avec un public qui est peu scolarisé, [...] c'est des femmes en général qui n'ont pas d'expérience professionnelle, [...] difficile de faire reconnaître ses compétences si on n'a pas de diplômes, [...] parfois pour commencer [...] elles peuvent devenir bénévoles chez nous, pour acquérir une certaine expérience » (RP5, entretien, 5/12/2019).

Les femmes d'origine étrangère, du fait qu'elles vivent des difficultés multiples, peuvent apparaître comme un public cible de ces initiatives, aussi parce qu'elles sont largement majoritaires au sein de certaines activités. Comme nous l'avons mentionné plus haut, cet élément n'est pas, selon nous, la conséquence d'une volonté spécifique de consacrer des activités à des groupes culturels spécifiques, mais est le reflet de la composition démographique de l'environnement au sein duquel l'initiative est mise en place, et démontre un besoin majeur auprès de certaines catégories de femmes plutôt que d'autres²⁷. Nous constatons qu'une certaine homogénéité culturelle, religieuse et de langue au sein de certaines initiatives, permet aux femmes issues de la migration une liberté d'expression qui pourrait être limitée dans d'autres contextes, par peur d'être sanctionnées pour ses avis et pratiques, qui ne seraient pas jugés commun à la majorité de la population et conformes aux normes et valeurs de celle-ci. Les acteurs du terrain considèrent ainsi comme positif l'existence de ces lieux, qui constituent des « espaces rares où les femmes ont une possibilité d'expression » et qu'il est donc important de maintenir en dépit de l'exclusivité qu'ils créent (RP20, entretien, 18/2/2020). Ces lieux, en outre, permettent aux femmes de créer des relations qui facilitent l'accès à l'information et aux services, et ainsi de « se renforcer pour dépasser ces contraintes en attendant un monde idéal », ce qui est essentiel, surtout concernant les femmes d'origine étrangère,

« pour leur santé mentale et physique... c'est peut-être leur seule sortie de la semaine quand elles viennent ici. [...] l'ASBL a été créée surtout pour répondre aux besoins des publics fragilisés et plus précaires, donc on ne peut pas laisser tomber ce public pour créer de la mixité. [...] et puis la [nom de l'association] est ouverte à tout le monde, c'est-à-dire qu'une femme [provenant de la commune en question] belgo-belge qui veut venir au cours de sport, [...] à la peinture, elle est la bienvenue, donc c'est un choix qu'elle pose si elle vient ou elle ne vient pas » (RP5, entretien, 5/12/2019).

L'importance de l'existence de ces espaces est aussi liée au fait que, comme nous l'avons pu observer à plusieurs reprises, des femmes associées à d'autres appartenances culturelles que celles majoritairement représentées et n'ayant pas un vécu migratoire, sont aussi présentes. L'échange entre toutes les participant.e.s est visible et effectif, se déroulant dans un environnement accueillant, bienveillant et sécurisé.

²⁷ Pour faire un exemple évident, le besoin en cours de langue française et de langue néerlandaise pour étrangers concernent les migrants ou personnes d'origine étrangère principalement, et ces activités peuvent également rentrer dans le cadre des initiatives régionales visant l'intégration des primo-arrivants.

En mettant en place des espaces réservés à certains groupes de population, telles que les femmes, les organisateurs de ces activités créent aussi les conditions pour que ces publics soient impliqués de manière active dans la vie du quartier, ce qui fait que ces activités vont au-delà de la simple « consommation de culture » (RP12, entretien, 16/1/2020). Les conditions d'accès à ces espaces sont modulées en fonction des ressources économiques, de temps²⁸, etc., et conditions de départ des femmes, afin de permettre la participation à un plus grand nombre possible, compte tenu des moyens de l'association et des financements reçus. Concernant les hommes, seulement dans un cas nous avons constaté le développement d'une initiative qui leur est spécialement dédiée (RP3, entretien, 20/11/2019). Ce public est décrit comme moins actif, en dépit de la grande présence d'initiatives visant un public mixte en termes, aussi, de genre, ce qui fait que de manière générale, un engagement supplémentaire de leur part est sollicité par les institutions culturelles. Cependant, l'organisation d'une offre culturelle réservée ne semble pas être envisagée en tant qu'outil de mobilisation de ce public. Bien que nous n'ayons pas de données concernant les motivations de ce constat, nous pouvons supposer que cette démarche n'est pas envisagée car la situation de départ n'est pas celle d'une potentielle inégalité ou difficulté d'accès à l'offre culturelle, mais plutôt un manque d'intérêt ou de temps. Ces contraintes devraient trouver une réponse dans une offre culturelle diversifiée en termes de contenus et horaires (mais peut-être pas suffisamment adaptée ?) et ne pas nécessiter d'intervention spécifique.

Les publics du quartier

Nos interlocuteur.e.s au sein des institutions culturelles de la zone étudiée, manifestent souvent un intérêt particulier à impliquer les publics du quartier dans leurs actions. Certaines institutions ont d'ailleurs une vocation spécifique, depuis leur création, à engager les publics du quartier. Cette intention dérive d'une série de raisons et constats, ainsi que d'un cadre institutionnel qui impose en quelque sorte cette démarche²⁹. Elle se concrétise par des modalités diverses, qui seront détaillées dans une section consacrée au rapport au quartier des institutions culturelles considérées.

Les publics locaux ne sont pas toujours majoritaires au sein des activités proposées, comme nous l'avons déjà mentionné. Au vu des caractéristiques sociodémographiques des quartiers en question, lorsque les responsables des institutions parlent de publics locaux, ils/elles entendent souvent des personnes issues de la migration, ainsi que des nouveaux migrants :

« le public du quartier, [...] la majorité, quand on dit du quartier, sont des personnes d'origine [...] maghrébine, [...] la population Rom, pakistanaise aussi, [...] et des turques » (RP3, entretien, 20/11/2019).

²⁸ Les initiatives visant les femmes (et mamans) se déroulent principalement en journée, pour répondre au fait que la plupart des personnes qui sont dans le besoin et en demande de ces activités ne travaillent pas, et peuvent se libérer de leurs tâches familiales seulement, pour la plupart des cas, en horaire scolaire. Cette organisation exclut de la participation les femmes qui travaillent pendant la journée, mais est le résultat d'un choix intentionnel des promoteur.e.s, visant à toucher prioritairement un public plus défavorisé.

²⁹ Notamment via le décret sur les centres culturels de 2013, voir http://www.galilex.cfwb.be/document/pdf/39745_001.pdf, consulté le 29/5/2020.

« on a des femmes syriennes, [...] palestiniennes, congolaises, subsahariennes, pakistanaises, indiennes, musulmanes chinoises, [...] c'est des minorités mais on voit que le public devient de plus en plus mixte [...] au niveau des origines » (RP5, entretien, 5/12/2019)

Dans la plupart des cas, ils/elles estiment aussi que ces publics nécessitent des actions spécifiques afin d'être impliqués dans des initiatives culturelles, car ils ne s'y engageraient pas de manière autonome :

« [...] on essaie aussi d'avoir les gens du quartier, alors on doit les sensibiliser, on doit faire du porte à porte » (RP23, entretien, 21/2/2020)

La collaboration avec les associations qui œuvrent dans le domaine social sur le territoire en question est un moyen très répandu parmi nos interlocuteur.e.s pour impliquer des participant.e.s du quartier. Par la médiation de ces associations, qui s'engagent par exemple dans des projets culturels avec les publics de leurs actions sociales, les institutions culturelles de la zone se font connaître :

« Ça permet qu'ils franchissent les portes [de l'institution culturelle], même si au départ ce n'est qu'[un projet], et de casser une barrière, parce que [...] il peut y avoir un frein, [...] que ce soit pour les publics plus défavorisés, parce que [domaine artistique] peut sembler plus élitiste, alors qu'ici c'est pas du tout le cas la manière dont c'est présenté, mais on ne peut pas le savoir avant d'y être, et donc pour y être il faut franchir la porte. Et donc ça c'est un beau moyen pour qu'ils s'approprient » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Grâce à cette médiation, certains domaines artistiques considérés en dehors de la portée du public local, voir excluant, peuvent susciter un regard différent, qui va modifier les a priori, représentations et imaginaires autour de certaines disciplines :

« on a essayé de partager le plus possible cet outil [...] qui est plus réservé malheureusement à une population qu'on appelle les bobos, les bourgeois bohèmes, [...]. C'est clair que quand on parle de [cette discipline artistique], des personnes d'origine marocaine, c'est pas le rêve des parents de voir leurs enfants faire [cette discipline], [...] l'image [de cette discipline] reste pas très positive pour toute une série de populations. [...] il faut d'abord qu'ils comprennent qu'on l'utilise juste comme moyen d'épanouissement. On ne veut pas pousser les jeunes à faire [cette discipline], ce qu'on veut c'est leur permettre de faire du mouvement, de s'exprimer, de se faire plaisir » (RP29, entretien, 16/3/2020).

Investir la culture par d'autres objectifs plus larges et transversaux, ainsi que promouvoir la rencontre de disciplines différentes, parmi lesquelles certaines sont plus appréciées que d'autres, dans un espace commun, peut aussi favoriser ce changement de regard :

« [...] le sport c'est un vrai acteur social dans le quartier ici, [...] sport et culture mélangée c'est vraiment gagnant et les résultats sont positifs » (RP4, entretien, 4/12/2019).

« il y a une vraie demande, pour occuper le temps libre des gamins. Mais ça passe plus facilement par le sport que par le théâtre par exemple » (RP21, RP22, entretien, 21/02/2020).



« [c]’était vraiment un développement superbe. Mais on a réussi à faire [ce projet] parce qu’un animateur de [sport] a compris le lien qu’on pouvait faire avec [la pratique artistique] [...] et il y a eu à un moment la création par les adolescents d’un numéro de [sport et pratique artistique] » (RP29, entretien, 16/3/2020)

Certains événements annuels organisés dans chaque quartier et impliquant des associations et institutions culturelles diverses sur le territoire sont des occasions pour faire connaître l’offre culturelle de la zone. Les publics locaux sont ainsi perçus comme des publics à informer et familiariser autour des contenus culturels proposés, en constatant la non-participation et en supposant un manque de capital culturel :

« Tout l’enjeu de [nom de l’initiative culturelle] qu’on développe avec détermination à [nom de la commune], c’est de faire une vraie médiation, [...] pour le 85% des cas, avec des publics qui n’ont jamais été dans des [institutions culturelles]. Donc la chose culturelle, le sujet [...], l’environnement [en lien avec l’institution culturelle] c’est complètement absent. [...] c’est pas évident du premier regard, mais on a des notions qui sont données » (RP10, entretien, 18/12/2019).

« je pense vraiment qu’il y a un manque d’éducation culturelle des gens quoi. Les gens n’ont pas l’habitude. S’ils n’ont jamais été voir une pièce de théâtre, ils se diront pas : ah chouette une pièce de théâtre gratuite, on va y aller » (RP21, RP22, entretien, 21/02/2020).

Il faut néanmoins souligner que ces constats sont faits au départ de ce que les responsables des institutions culturelles observent ou estiment chez les habitant.e.s du quartier par rapport à des contenus culturels très contextuels (l’offre « occidentale », différente notamment de l’environnement culturel de départ de personnes issues de la migration), et ne prennent pas toujours en compte un capital culturel éventuellement présent, mais allant vers d’autres univers de référence. Aussi, le travail de familiarisation avec les contenus culturels proposés peut échouer par rapport à certaines catégories culturelles, de genre ou autre :

« on a essayé de toucher le public rom, et on n’arrive pas à les avoir. Je pense qu’on n’est pas les seuls, [...] parfois on avait du personnel, par exemple de nettoyage, qui était rom, donc on essayait à travers elle d’attirer cette communauté, mais c’est pas encore gagné. [...] si on pouvait aussi avoir plus de personnes d’autres origines [que l’origine marocaine], [...] à tous les niveaux, [...] de genre, d’origine » (RP5, entretien, 5/12/2019)

Dans d’autres cas, l’engagement et l’enthousiasme concernant un projet spécifique, peut ne pas aboutir à un investissement successif régulier de la part des personnes concernés, ici des jeunes :

« [après la fin du projet] il n’y en a aucun qui a continué, [...] [alors que] tout le processus c’est bien passé, [...] des jeunes très enthousiastes. Et on a fait une exposition [de photos] dans un petit centre culturel ici, une présentation du [projet] [...], tout le monde était très content, et une semaine après, l’exposition était saccagée on ne sait pas par qui, et ce sont ces mêmes jeunes qui se sont excités les uns les autres en disant, t’as vu la gueule que tu as, et mon papa m’a dit, [...] et donc ils ont renié complètement tout le travail qu’ils avaient fait, alors qu’on croyait qu’on avait réussi [...] à monter au sommet du mont blanc, [...] et bien, on n’était pas encore arrivés, et toute la construction s’est cassée. [...] mais les adolescents en général sont un public difficile, et là les garçons, était un peu compliqué aussi » (RP29, entretien, 16/3/2020)

Les publics locaux se composent aussi de personnes vivant dans des situations précaires, car les quartiers sont décrits comme populaires, bien qu'un processus de gentrification (amenant principalement des jeunes couples flamands de classe moyenne), diversifient davantage la population :

« le lien au public défavorisé [...] est géographiquement présent dans le quartier. [...] dans certains milieux plus favorisés on amène plus naturellement les enfants à des activités culturelles, parfois là, la famille fait ce travail-là, ici c'est moins souvent le cas, aussi pour des raisons de coûts, c'est un budget pour une famille de 4,5,6 [personnes] d'aller [à l'institution culturelle], d'avoir des pratiques culturelles » (RP4, entretien, 4/12/2019).

L'intention est donc aussi de rendre compte de la réalité quotidienne et du vécu de ces publics en les impliquant dans les projets,

« et ça permet aussi de rentrer en contact avec une partie de la population qui ne viendrait sans doute jamais ici, sans ce projet-là. [...] il y a une initiation [à l'art] parfois indirecte » (RP10, entretien, 18/12/2019).

L'enjeu est également de saisir ces occasions pour informer les participant.e.s des lieux culturels qu'ils/elles ont à disposition dans la zone ou plus largement, à Bruxelles et ses alentours. Passer par le biais des jeunes pour diffuser ces informations semble un chemin possible :

« si on arrive à leur ouvrir [aux jeunes] les portes, que ça leur plaît, ils ont peut-être un petit moins d'a priori parce qu'ils sont plus jeunes, et ensuite ils en parlent [...] à leurs frères, à leurs sœurs, à leurs parents. [...] les jeunes permettent d'élargir et de toucher un public qui est pas [...] le plus classique [de l'institution culturelle] » (RP4, entretien, 4/12/2019).

L'idée qui sous-tend cette volonté d'engager les publics des quartiers en question dans des activités culturelles est aussi que ces initiatives permettent aux personnes impliquées de sortir, bien que temporairement, de leurs préoccupations quotidiennes :

« la pratique artistique, théâtre, peinture, [...] danse, création de costumes, pour respirer un peu, sortir la tête hors de l'eau, se distraire, pour sortir d'un quotidien qui les écrase » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Il est intéressant de remarquer que certaines des institutions culturelles contactées sont historiquement situées dans les quartiers en question, et les responsables sont aussi très familiers de ces contextes. Cela crée une proximité immédiate et une connaissance des problématiques vécues, même si une distinction de classe et de rôles est évidente parmi les différentes personnes concernées :

« j'habite ici au bas de la rue, je suis au cœur du quartier, je connais mes voisins, je sais qui ils sont, grecs, turcs, albanais, marocains, je les connais, je vois comment ça se passe pour eux. Et il y a beaucoup de poids de la société sur leurs épaules, [...] de manque de liberté finalement, [...] et donc beaucoup de soumission par rapport au pouvoir, et nous on représente ça. Moi je suis directeur d'un centre culturel, il y a des gens qui viennent me trouver, qui me disent : monsieur le directeur, est-ce que vous pourriez aider mon mari à avoir son permis de conduire ?! [...] il y a ce rapport entre des classes dominantes et des classes dominées très présent » (RP20, Maison de la création, entretien, 18/2/2020).

D'autres institutions sont arrivées dans la zone plus ou moins récemment. Ce processus, amène aussi à questionner un imaginaire souvent négatif autour de ces quartiers « au-delà du canal », lequel constitue « une fracture dans la ville » (RP29, entretien, 16/3/2020), une barrière symbolique. La nécessité d'une familiarisation réciproque entre les responsables et les différents publics engagés émerge :

« [...] nous on est les nouveaux, donc c'est à nous de s'intégrer dans ce tissu urbain » (RP4, entretien, 4/12/2019).

« c'est drôle parce que nous étions les étrangers dans ce quartier, qui est un quartier très arabo-musulman. Et maintenant on est chez nous » (RP29, entretien, 16/3/2020).

« la population proche du canal ne faisait pas partie de nos habitués, et symboliquement, traverser le canal restait une audace, [...] on allait assez rarement de l'autre côté du canal, et en s'installant on a découvert une nouvelle population [...], avec laquelle on s'est petit à petit bien entendus. On n'a pas toujours été bien accueillis par les jeunes adolescents, qui étaient quand-même pas toujours très sympas³⁰. [...] mais petit à petit, [l'institution culturelle] c'est implantée dans le quartier ici, [...] et de plus en plus les enfants du quartier viennent suivre des activités » (RP29, entretien, 16/3/2020).

Les enfants des écoles de la zone sont aussi décrits comme souvent en difficulté au niveau de leur vie quotidienne et leurs relations. Les initiatives culturelles proposées sembleraient amener une approche différente de celles mises en place dans les institutions éducatives, ce qui favoriserait la participation :

« [...] J'ai eu une classe qui est venue, [...] avec beaucoup d'enfants en souffrance, l'institutrice m'avait dit, [...] il y en a trois qui sont très difficiles, même rester assis ce sera difficile, [...] ils sont arrivés, ça s'est bien passé » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Dans ce cas comme pour d'autres, les contenus proposés ont été choisis en fonction de la composition culturelle diversifiée du groupe, plus particulièrement le responsable de cette initiative a développé une thématique qu'il estimait pouvoir déclencher un débat, notamment au départ d'un « voyage » à travers les cultures. Ce choix s'est avéré approprié car chacun a pu apporter une contribution concrète à la discussion :

« ils l'ont fait, ils m'ont expliqué des choses, ils m'ont appris à écrire [...], donc ça se passe très bien » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Il s'agit aussi de valoriser le vécu ainsi que l'imaginaire des enfants du quartier, lesquels sont porteur.e.s d'expériences complexes, par exemple les enfants de migrants récemment arrivés de la Syrie ou d'autres pays vivant des conflits à l'époque contemporaine :

« parfois il y en a qui ont vécu la guerre, on va pas gratter trop loin, mais ça permet de situer les choses. [...] parfois ils partent dans des narrations, des histoires... [...] c'est tout leur imaginaire qui commence. [...] Et on est partis [avec la discussion] » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Au départ de cette accroche basée sur des éléments familiers qui favorisent le déclenchement de la discussion et de l'imagination, et développée sur base d'une approche pédagogique centrée sur la

³⁰ Les locaux de l'institution ont été vandalisés plusieurs fois.

contribution de l'enfant³¹, d'autres sujets peuvent aussi être traités. Reste pour chacun la possibilité d'exprimer son avis et de relier à son expérience vécue et des faits concrets, mais aussi d'en apprendre plus, ce qui peut également favoriser la continuation du projet dans le cadre scolaire :

« ils se sont dit, tient, on a appris quelque chose et on veut en savoir plus. [...] ils sont fiers parce que non seulement ils ont appris quelque chose, mais au-delà de l'apprentissage ils ont créé quelque chose, [...] ça les valorise beaucoup » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Des méthodologies ludiques favorisent la participation des enfants et le fait qu'ils puissent « prendre du plaisir » au sein de l'activité (RP10, entretien, 18/12/2019). De manière générale, nous constatons la tendance à vouloir élaborer des méthodes pour rapprocher des contenus artistiques qui soient distincts (et plus efficaces) des approches pédagogiques scolaires :

« l'idée a été d'inventer une sorte d'université des arts pour tous. [...] on a mobilisé tous nos réseaux d'artistes, [...] on va essayer de créer un espace où on peut apprendre le violon, la guitare [...] mais sans être une académie ou une école, une autre approche de la création artistique » (RP20, entretien, 18/2/2020).

L'implication des publics du quartier peut aussi aller au-delà de la « simple » participation à des initiatives culturelles. Ils peuvent s'engager dans l'élaboration de contenus, plus particulièrement en lien avec les quartiers eux-mêmes et leur histoire. C'est le cas de certaines initiatives proposant des visites du territoire en question, voulant toucher aussi à ses habitant.e.s, en tant que guides, spectateur.e.s et narrateur.e.s en même temps, de manière à solliciter leur participation et valoriser leur environnement de vie :

« les habitants étant en demande, c'est un quartier très populaire, [...] c'est un endroit qui est en bout de rue, fin de l'espace, et donc [...] ils se sont sentis un petit peu isolés, oubliés, [...] il y a aussi [...] un lieu qui est classé mais qui est complètement laissé à l'abandon, et eux ils étaient choqués pour ça, [...] ils ont voulu alerter les pouvoirs publics par rapport à ça. [...] l'initiative est aussi citoyenne, [...] il y a un double contenu, il y a le contenu du vécu des habitants et de ce qui se passe dans leur quartier, et la petite touche de contextuel et patrimonial qui était notre rôle » (RP33, entretien, 31/3/2020)

Chez les habitant.e.s du quartier, il y a souvent, selon nos interlocuteur.e.s, la perception que les problématiques qu'ils/elles vivent sont liées aussi aux caractéristiques de la zone et ne sont pas considérées et traitées avec des réponses adéquates. Entrer en relation avec des institutions culturelles et leurs activités peut être un moyen pour acter la participation citoyenne, pour s'exprimer à propos de cette perception et réclamer des actions de la part des institutions. L'extrait suivant concerne une habitante qui

« venait de se rendre compte qu'il y avait une [initiative culturelle] à 500 mètres de chez elle, [...], elle se questionnait, [...] pourquoi [nom du quartier] était mis à côté, pourquoi il était déserté par les pouvoirs publics et par la volonté politique. [...] de là est venue une sorte d'état des lieux du quartier. [...] de là sont partis plein de questionnements et de pistes d'action » (RP31, entretien, 23/3/2020).

³¹ Notre interlocuteur fait référence ici à Rancière, J. (2014). *Le maître ignorant: cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Fayard : « moi je me mets un peu en retrait, et après quand ils veulent des informations, je leur donne, mais c'est eux qui s'amuse, c'est pas moi qui les force » (RP10, entretien, 18/12/2019)

Les institutions culturelles, ainsi que les associations actives dans le domaine social et qui collaborent avec ces institutions, créent des occasions pour les habitant.e.s de « se mobiliser » (RP31, entretien, 23/3/2020), de s'investir dans le quartier. Néanmoins, ce lien entre la participation culturelle et l'engagement citoyen n'est pas nécessairement saisi ou prioritaire pour les habitant.e.s du quartier, dans le sens que la gestion de certaines questions plus pressantes et quotidiennes peut les amener à ne pas faire attention à ces possibilités, ou alors à ne pas pouvoir s'y engager :

« [i]ci on est dans un quartier pauvre et populaire, je crois que les activités sportives et culturelles c'est pas la priorité des gens en fait. Je sais qu'en ce moment, [...] pour les habitants c'est dur, [...] je crois que les habitants sont préoccupés par ça. Après il y a quand même quelques initiatives, des choses qui sont faites pour les habitants par les habitants. Mais on trouve qu'on pourrait aller beaucoup plus loin. [...] Parfois [...] les habitants du quartier ne viennent pas. [...] Je crois qu'ils sont submergés ou plutôt immergés dans leur quotidien, et le côté culturel éducationnel et sportif ça paraît inutile pour eux » (RP21, RP22, entretien, 21/02/2020).

Ou alors, l'engagement peut également s'estomper lorsque ces priorités, silencieuses à un moment donné, se refont entendre, ou pour toute autre raison. Certaines institutions culturelles s'engagent ainsi à soutenir de manière structurelle les initiatives qui permettent de renouveler l'implication des publics des quartiers :

« cette action de cohésion sociale, de rassemblement. [...] c'est important de la soutenir, de la mettre en place, parce que parfois il y a des fêtes qui sont mises en place de manière bénévole par les habitants, et donc elles tiennent trois, quatre ans et puis, faute d'énergie des leaders, ça s'arrête » (RP29, entretien, 16/3/2020).

La volonté est de voir une consolidation de l'engagement culturel et citoyen, qui irait ensemble avec l'épanouissement individuel :

« si je me sens à l'aise [dans une activité] je gagne en liberté, et si je gagne en liberté, je m'épanouis, et si je m'épanouis je peux m'exprimer plus librement, je peux trouver ma place autrement, je peux m'apaiser aussi » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Ces éléments et les autres présentés dans cette section démontrent que les institutions contactées développent toutes un véritable « travail » visant les publics des quartiers, desquels ils essaient aussi de saisir les caractéristiques, problématiques et intérêts principaux, bien que parfois il leur soit difficile de s'écarter d'une vision de la culture basée sur des référentiels (et des formes d'engagement) qui, pour toute une série de raisons, ne sont pas nécessairement partagés (et investies) par ces mêmes publics.

Les contenus des activités culturelles de la zone

Les contenus des activités culturelles proposées dans les quartiers étudiés sont multiples et diversifiés. Il n'est pas possible de les décrire de façon complète et détaillée. L'objectif de cette section est de mettre en évidence le fonctionnement de certaines de ces initiatives, les motivations qui influencent certains choix de contenu, et les effets sur les participant.e.s. Nous pouvons mener cette analyse en organisant ces contenus en fonction des types d'activités dans lesquels ils sont développés, tels que nous les avons distingués dans la typologie présentée plus haut et annexée à ce rapport, c'est-à-dire :

- les ateliers créatifs ou autres activités récréative
- les musées, expositions ou visites guidées
- les ateliers de théâtre et les salles de spectacles
- les ciné-débats
- les cours (ou activités plus spécifiquement éducatives)

Certains contenus sont transversaux à ces domaines, et doivent être lus comme tels, mais nous maintenons cette organisation pour une majeure facilité de lecture et pour une présentation plus claire de l'analyse.

Dans le cadre des **ateliers créatifs**, le choix des contenus répond aux intérêts des participant.e.s, surtout lorsqu'il s'agit de travailler avec des groupes considérés comme à risque d'abandon du projet entamé, tels que les jeunes. Le cinéma et la photographie sont des

« médias qui les convainquent directement, en se prenant pour une vraie star et en prenant des photos de soi dans le studio avec les collègues » (RP6, entretien, 11/12/2019).

Cette accroche initiale est la base pour un engagement ultérieur, par exemple de la part de ces jeunes qui « qui ne connaissaient rien mais qui étaient juste motivés par l'image », et qui ensuite continuent une formation officielle ou s'engagent dans une activité professionnelle dans le domaine dont ils ont fait l'expérience via l'atelier (RP6, entretien, 11/12/2019) :

« le but étant de leur ouvrir à plein de perspectives et plein de types de métiers, [...] des métiers qu'ils n'ont peut-être pas l'occasion de découvrir via leur réseau familial, donc le but [...] est de les intéresser aux études et à cette suite, [...] nous on présente tous les métiers liés à l'art de manière très large » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Pour les jeunes, comme nous l'avons déjà dit, ces ateliers ont pour objectif de permettre à chacun « de trouver soi-même sa propre autonomie, et de développer le plus de cordes à son arc » (RP6, entretien, 11/12/2019). Dans ce processus, la dimension pédagogique repose sur l'expertise de l'artiste/animateur.e lui/elle-même, aussi parce que cette personne peut également fonctionner comme modèle pour les participant.e.s :

« c'est vraiment en travaillant avec des gens passionnés de leur discipline qu'on parvient à partager cette passion, c'est moins des enseignants que des personnes qui parviennent à attraper ses jeunes de quartier. [...] c'est un partage de passion, les enfants s'ils ont envie de se projeter dans ces personnes-là » (RP29, entretien, 16/3/2020).

Parmi d'autres contenus, la cuisine est une pratique récurrente et appréciée au sein des ateliers dédiés aux femmes, conséquence certainement aussi du fait qu'il s'agit d'une pratique genrée. Cela signifie que l'exercice de cette pratique est socialement attribué aux femmes à travers les temps et les cultures, bien qu'avec des nuances et différences parfois substantielles. Ce processus crée l'incorporation d'une norme, et influence les comportements :



« [sur] les hobbies. [...] elles, c'était la cuisine, la cuisine, la cuisine ! Elles nous ont raconté toutes les recettes de cuisine. [...] en dehors de la cuisine ? Je fais des gâteaux ! C'était très amusant ! » (Jacinthe, usagère, entretien, 24/1/2020)

Conscient.e.s de cela, il nous semble néanmoins intéressant d'analyser les dynamiques qui se créent autour de ce contenu lors des ateliers. Nous verrons notamment dans la partie consacrée aux expériences des usager.e.s comment ce contenu, étant familier aux femmes que nous avons eu l'occasion de rencontrer, notamment parce qu'il s'agit d'une pratique quotidienne pour elle, fait l'objet d'intérêt, d'échanges et discussions, et permet à chacune d'amener et partager ses connaissances et traditions. Aussi, la gastronomie peut être retravaillée pour y associer des contenus spécifiques qui nuancent la portée genrée de cette pratique, du moins dans l'intention des organisateur.e.s :

« on voulait aussi sortir un peu de ce stéréotype, femme ça veut dire cuisine, on cuisine toute la journée, on cuisine à la maison, on cuisine ici ! [...] donc on a travaillé beaucoup sur la cuisine saine, on a invité une diététicienne qui a fait des ateliers avec les mamans [...] et les enfants sur l'alimentation [...]. [...] aussi ateliers de cuisine du monde, chaque fois on découvre un pays différent, sa culture et sa cuisine, pour sortir de juste [...] cuisiner pour cuisiner, qu'il y ait un objectif. [...] on voulait mettre plus de contenu, de réflexion là-dessus » (RP5, entretien, 5/12/2019)

Au-delà de ces aspects spécifiques, la convivialité liée à la préparation (et à la consommation) de nourriture est en général un élément créateur de relations, et ce indépendamment du genre des participant.e.s, car elle permet « le partage des imaginaires et leurs différences » (RP20, entretien, 18/2/2020). Pour cette raison, les repas sont souvent aussi organisés occasionnellement ou régulièrement dans le cadre d'autres ateliers, généralement en engageant les participant.e.s dans la préparation.

« avant-hier j'ai mangé à [nom de l'association], le midi, parce qu'ils ont fait un repas le mercredi, tous les mercredi ils ont [nom de l'atelier], [...] entre eux, les gens du quartier, là ils sont mélangés comme culture, c'est pas mal, ils discutent un peu de tout. Maintenant ils ont un projet [...] et alors ils font des repas pour gagner un peu d'argent. J'ai été à Spaghetti, il y avait un repas il y a un mois. Et maintenant c'était les quiches » (Jacinthe, usagère, entretien, 24/1/2020).

La préparation des repas a ici, comme dans d'autres occasions aussi, également le but de permettre la



récolte de fonds pour des activités futures du groupe participant à l'atelier. Il est intéressant de remarquer aussi que la participation à des ateliers peut être le début d'un processus plus large, impliquant aussi une professionnalisation des participant.e.s autour d'une pratique. Pour les femmes, cela amène aussi à nuancer l'aspect genré des contenus de certaines activités au sein desquelles elles sont plus nombreuses. Concernant la couture par exemple, comme pour la cuisine, cette professionnalisation passe par l'organisation de plusieurs cours

de niveaux différents, avec des expert.e.s internes ou invité.e.s, visant à faire « apprendre quelque chose » de plus par rapport aux connaissances initiales (RP5, entretien, 5/12/2019). Le résultat peut être aussi l'engagement des femmes d'abord dans des activités de bénévolat, et puis dans un emploi encadré par exemple par des contrats en article 60, et ce parfois au sein de l'institution culturelle auprès de laquelle les ateliers étaient organisés :

« c'est un apprentissage, et être dans un cadre rassurant, [...] ça peut aider, pour dire je suis capable, je peux le faire. On veut que [nom de l'association] soit un lieu d'expérimentation des choses, pas juste qu'elles viennent apprendre et partir, mais qu'elles vivent des expériences positives, qu'elles créent des solidarités, qu'elles élargissent leur réseau, qu'elles apprennent des expériences des autres participantes mais aussi des membres de l'équipe, il y a un lien de confiance qui se crée » (RP5, entretien, 5/12/2019).

Outre les contenus plus familiers aux participants, et qui répondent aux intérêts de ceux-ci, l'idée des institutions culturelles est aussi de « faire goûter », « de faire expérimenter » (RP15, entretien, 23/1/2020) d'autres pratiques, en mettant en place de modalités adaptées à la découverte d'un contenu nouveau. Par exemple, la durée de l'activité peut être, pour une première fois, plus courte, de manière à ne pas perdre l'attention des participant.e.s, tout en leur permettant de faire l'expérience proposée. La dimension de « l'éveil » est mentionnée par plusieurs de nos interlocuteur.e.s, notamment par rapport aux jeunes, soulignant l'importance pour chacun aussi de sortir de son cadre de référence habituel pour essayer d'autres contenus. Ce processus nécessite aussi de travailler sur les stéréotypes éventuellement existant autour d'une pratique ou de certains contenus, avant de pouvoir en entamer l'expérience (RP15, entretien, 23/1/2020). Ce travail est facilité par les médias artistiques eux-mêmes :

« on traite tous les thèmes de société³², [...] l'outil [artistique] permet de faire un travail beaucoup plus profond, plus interactif, [...] d'avoir des déclics, quand on veut changer de vision, [...] après six mois [...] leur champ de vision est beaucoup plus large, sans ce travail artistique par des spécialistes, ça prendra plus de temps. Je gagne du temps avec la matière, l'art me fait gagner beaucoup de temps. Et puis ça sort du classique, parce qu'on peut faire des débats et apporter des spécialistes, mais il faut une certaine originalité » (RP23, entretien, 21/2/2020).

La dimension créative et de réalisation concrète d'un objet ou tout autre contenu est aussi fondamentale au sein de la plupart, voir la totalité, des ateliers étudiés, qui ont un « sujet » commun, le fait de

« réapprendre à faire, être productif de ses propres mains, de son propre cerveau, décoder les choses, [...] c'est presque de la magie pure, [...] [les participant.e.s] sont complètement passionnés par ça » (RP6, entretien, 11/12/2019).

L'enjeu est de créer un espace qui permet l'expression de la créativité de chacun, sans poser des contraintes à ce processus (par des canevas artistiques ou des canons esthétiques figés) :

« c'est l'audace artistique, c'est aider chacune et chacun à se connecter à sa propre créativité. [...] [ailleurs] on place dans des canevas qui sont trop rigides, qui peuvent presque parfois devenir dogmatiques par rapport à une certaine approche, alors qu'en fait c'est de l'ordre de l'intuition, du plaisir, et puis ça peut donner lieu à des disciplines, à une pratique plus appuyée, on apprend et on construit, mais le truc à saisir, c'est s'autoriser à se connecter à quelque chose » (RP20, entretien, 18/2/2020).

La dimension créative, de fabrication, ancrée dans l'imaginaire, permet aussi de sortir de la mobilisation exclusive du langage verbal, et offre la possibilité aux individus de « faire de choses », ce qui constitue une

³² Par exemple, manger sainement.

« composante extrêmement puissante pour l'épanouissement individuel et collectif » (RP20, entretien, 18/2/2020).

D'autres facteurs font en sorte que les ateliers ne sont pas simplement des endroits au sein desquels on nourrit un intérêt culturel, mais constituent également des espaces où d'autres dynamiques se mettent en place. D'un point de vue croisant le développement individuel et collectif, chaque atelier peut également fonctionner comme

« un lieu d'ancrage identitaire et artistique où il est possible de se former, de se professionnaliser en rejoignant et en développant des projets. [...] il y a un espace, et c'est leur [aux participant.e.s] donner la possibilité d'évoluer au sein de cet espace, en partant de la base où il y a un lien fort entre eux » (RP26, entretien, 4/3/2020).

Au sein des ateliers des personnes qui souvent ne se connaissent pas avant, et qui appartiennent à des classes sociales et traditions différentes, se rencontrent et cela permet de créer des liens entre les participant.e.s et fait émerger des relations d'échanges et d'entraide, « [...] on est vraiment une bonne équipe ici » (Julien, entretien, 11/3/2020). Il s'agit d'un « gain relationnel » qui aide aussi à estomper les stéréotypes et préjugés réciproques (RP32, entretien, 23/4/2020). Il est ainsi important aussi de documenter l'expérience collective et de chacun, vécue au sein du groupe qui se crée lors de la mise en place d'un atelier, et ce à la fois pour les participant.e.s eux/elles-mêmes, que pour les futurs usager.e.s et animateur.e.s :

« on va peut-être vivre avec un groupe pendant un an [...], on va travailler pendant longtemps peut-être avec 10 jeunes, ou 15 habitants, ou que 5 habitants, mais il y a quand même le souci à un moment donné d'avoir un impact, un rayonnement qui puisse perdurer, d'avoir [...] de la durabilité [...]. Au départ de ce que les gens ont à dire, de ce qu'ils ont vécu, c'est de laisser des traces qui puissent à un moment soit être simplement testimoniales, créer de l'empathie, [...] une communion d'intérêt. [...] c'est pour aussi outiller d'autres travailleurs sociaux, d'autres animateurs [...] autant sur le contenu, le logement, le harcèlement, la discrimination, autant [...] en termes d'échange d'expériences, [...] s'outiller autant sur la forme que sur le contenu » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Les ateliers fonctionnent davantage donc si leurs objectifs sont multiples. Comme nous l'avons mentionné déjà, les conceptions de « culture » et « art » qui sont à la base de ces initiatives sont larges et orientées, dans le sens que les contenus culturels et artistiques sont diversifiés et proposés comme outils pour atteindre d'autres buts que de « former des artistes » (RP29, entretien, 16/3/2020)³³ :

« tout le temps, il y a toujours eu un bout d'atelier créatif, [...] pas comme apprendre une technique artistique mais comme moyen d'expression de ce que les gens [...] vivent. [...] à aujourd'hui, dans la plupart de nos activités, qu'elles soient collectives, individuelles, il y aura toujours ce souci à un moment donné d'avoir la culture comme outil d'émancipation, comme outil d'expression, comme outil de citoyenneté » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Les contenus proposés combinent la réponse aux intérêts du public avec la philosophie et les objectifs des associations organisatrices. Les pratiques culturelles sont des moyens pour atteindre ces objectifs

³³ Bien que, comme nous l'avons vu, la participation à un atelier peut, pour certain.e.s, amener à une professionnalisation graduelle dans le domaine concerné.

(incluant la création de liens sociaux et le renforcement de la cohésion, la sensibilisation autour de certains thèmes, des buts pédagogiques, etc.) et ne sont pas considérées comme ayant une fin en soi. L'interdisciplinarité des ateliers est aussi un élément jugé intéressant pour atteindre ces objectifs, pour autant qu'elle ait du sens à la fois pour les artistes et les publics engagés :

« il y a des liens [entre différentes discipline de l'art urbain], mais c'est des liens qui doivent [...] être naturels et garder quelque chose de très spontané [...] c'est quelque chose qui vient de quelque part, et pas quelque chose d'artificiel. [...] [autrement] plus personne ne s'y retrouve, [l'interdisciplinarité] c'est fait de manière un peu maladroit parfois » (RP26, entretien, 4/3/2020).

L'interdisciplinarité organisée de manière appropriée permet véritablement d'entrer en contact et d'apprendre des codes, langages et contenus qui ont des éléments en commun tout comme des divergences.

La possibilité que ces contenus culturels soient développés à la fois en français et en néerlandais « de façon souple », en alternant et combinant les langues en fonction des ressources du public, est un facteur qui permet la participation d'un plus grand nombre de personnes et favorise la mixité, ainsi que le développement d'un environnement au sein duquel chacun trouve sa place et la possibilité de s'exprimer. Néanmoins, cela nécessite des moyens, en termes de personnel, qui ne sont pas toujours disponibles, par exemples des animateurs « qui sont parfaitement bilingues » (RP6, entretien, 11/12/2019).

Un autre élément impactant la bonne réussite et l'appréciation des ateliers est leur temporalité. Parmi les exemples collectés, les possibilités sont diversifiées et cherchent, encore une fois, à répondre aux besoins constatés au sein des publics, tout en tenant compte des moyens de l'institution culturelle. L'horaire des activités, le jour, la fréquence sont modulés conséquemment. Nous avons déjà mentionné le fait qu'organiser des activités en semaine et pendant l'horaire scolaire facilite la participation des femmes, ainsi que des personnes au chômage ou des retraités. Cet élément peut influencer le choix, par certain.e.s organisateur.e.s, d'élaborer une programmation « alternative » par rapport aux normes habituelles du secteur culturel, par exemple mettant en place le vernissage d'une exposition en pleine matinée, offrant un petit déjeuner plutôt qu'un verre et un apéritif (notes de terrain, 23/1/2020). Par contre, les personnes engagées dans des activités professionnelles, ainsi que les enfants et jeunes scolarisés, fréquentent plutôt des activités en dehors des horaires de bureau/scolaires.

Les caractéristiques du lieu dans lequel ils sont développés jouent aussi un rôle sur le fonctionnement des ateliers. La connaissance préalable de l'endroit, l'accueil, la disponibilité d'espaces adaptés impactent favorablement les participant.e.s. Aussi, certains ateliers peuvent être organisés au sein des écoles, impliquant ainsi leur public sans engager un déplacement. Ou alors, nous avons constaté que plusieurs écoles des quartiers se familiarisent avec certaines associations, et investissent ces espaces dans le cadre de projets culturels spécifiques que les responsables de ces lieux proposent et adaptent aux besoins :

« c'est un point important, l'ouverture, [...] dans le projet pédagogique [de l'école] il y a un point, l'ouverture vers l'extérieur. Mais concrètement c'est les professeurs qui de leur côté font en sorte... [...] on fait beaucoup de projets, [...] on fait du théâtre, on va au théâtre, on fait plein de sorties, on va dans les musées, on n'arrête pas, [...] c'est une école qui bouge beaucoup. [La contrainte] c'est l'argent » (Mourad Bendella, Athenée Serge Crux, entretien, 28/4/2020)

Ce processus d'investissement de l'environnement local dépend de l'approche pédagogique de l'école en question ainsi que la volonté de s'engager (de la part des professeurs et dirigeants) dans le quartier et, de manière toute autant importante, des moyens financiers disponibles³⁴.

De manière générale, il est considéré important d'évaluer les activités, c'est-à-dire de prendre en compte l'opinion des participant.e.s et animateur.e.s concernant leur déroulement, afin d'apporter des modifications si besoin pour le futur. Néanmoins, cela nécessite de mettre en place une méthodologie d'évaluation structurée (sauf si les responsables estiment suffisant le retour non systématique fourni par les personnes concernées), et donc de disposer de ressources financières et en personnel pour le faire. Il s'agit pour certains d'une véritable étude du terrain, avant et après les activités, permettant d'identifier des adaptations potentielles :

« il apparaît que parfois il y a des activités qui pourraient être un peu plus adaptées au départ justement d'un diagnostic [...] » (RP14, entretien, 23/1/2020)

« [l'offre culturelle proposée] c'est en écho de ce qu'on a pu recueillir, on a déterminé des priorités et certains objectifs » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Il s'agit aussi de mettre en place des espaces participatifs tout au long de la programmation, c'est-à-dire des projets qui impliquent constamment les habitant.e.s, de manière à ce que l'offre culturelle ne soit

« jamais coupé[e] de la réalité du quartier, [...] il y a toujours un lien » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Cette modalité permet aussi de faire des choix organisationnels qui satisfont, idéalement, une plus grande variété de personnes, en gardant ainsi

« des balises, [...] pour que les choix qu'on fait soient guidés par le plus grand commun dénominateur » (RP16, entretien, 24/1/2020).

Les ateliers intergénérationnels sont aussi organisés avec l'objectif de rencontrer les besoins et les intérêts de plusieurs participant.e.s, adultes et enfants par exemple, qui trouvent au sein de l'activité proposée des espaces et contenus adaptés à chacun.

Parmi les activités récréatives, nous trouvons également toute une série d'**événements ponctuels**, soirées et autres occasions de rencontre autour d'une thématique choisie, soit réitérée soit redéfinie chaque fois. Ces événements tournent autour de la découverte de différents pays et cultures, par exemple, ou alors ils touchent des questions de société, et dans tous les cas ils impliquent aussi des contenus artistiques en lien avec ou permettant d'adresser ces thématiques. Les sujets proposés, même lorsqu'ils sont associés à des cultures spécifiques, sont reformulés de manière à élargir l'accessibilité aux contenus à plusieurs profils de public :



³⁴ Souvent les écoles prennent en charge une partie des activités proposées, mais demandent également une contribution aux familles, contribution qui devient importante lorsqu'il s'agit de projets de plus longue durée et impliquant des déplacements plus distants (ce qui implique aussi la nécessité de convaincre les parents à laisser leurs enfants y participer).

« nous avons fait le festival des moutons, [...] c'est en lien avec beaucoup de choses, [...] c'est le rapport de l'être humain avec l'animal, dans son assiette, mais aussi domestique, mais aussi végétan, végétarien, halal, non halal [...] on a fait un travail artistique avec ça » (RP23, entretien, 21/2/2020)

En outre, plusieurs membres du public sont impliqués dans la préparation de ces événements, au niveau de leur contenu et des aspects logistiques, ce qui permet aux participants de s'approprier l'initiative au fur et à mesure de son organisation :

« qu'est-ce que c'est [nom de l'événement] et comment on peut y mettre une dimension qui fasse sens, [...] la création des bols dans lesquels on va [manger], les animations qui vont se dérouler, [...] c'est tous ces enjeux-là qui nous accompagnent au quotidien » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Quasi toujours, ces événements ponctuels impliquent aussi le partage de nourriture, qui peut être l'élément qui déclenche l'intérêt et la connaissance d'autres contenus culturels :

« [...] certains viennent pour manger le couscous mais ils découvrent quelque chose. Et souvent l'artiste est proche du public [dans l'espace], [...] ils mangent avec nous, ils sont proches, et ils font découvrir que leurs chants parlent de l'amour, de la guerre, des réfugiés... » (RP23, entretien, 21/2/2020).

Au sein de ces événements, l'approche à l'art et la culture est large et inclusif, ce qui permet à chacun de s'approprier l'activité proposée et y trouver sa place :

« c'est pas que [...] faire une fête, c'est donner du sens à cette fête. [...] on est loin de la conception de culture comme loisir en fait [...] qui est un marqueur social, [...] culture plutôt comme pratique, outil d'expression collective, outil de participation. [...] culture qui se rapproche à ce qui était l'éducation populaire, et donc l'éducation permanente » (RP30, entretien, 23/3/2020)

Cette conception de la culture, dans laquelle est aussi centrale la dimension de l'échange, en fait un moyen d'expression accessible à tout un chacun, « un outil de visibilité citoyenne et d'émancipation [plutôt que] de consommation » (RP31, entretien, 23/3/2020).

Il s'agit aussi d'une critique des formes plus institutionnalisées de culture qui

« [ne sont] pas représentative de la population aujourd'hui à Bruxelles. C'est une culture très élitiste. La culture a tout intérêt à être à l'image de ce qu'est la ville, sinon la ville composera son avenir sans la population, et ce serait dommage » (comédien et régisseur, documentaire visionné le 28/4/2020).



Les événements culturels ponctuels proposés par plusieurs organisations sont ainsi des prétextes pour déclencher des processus de participation, allant jusqu'à la mobilisation autour de causes communes (RP31, entretien, 23/3/2020), ou à la récolte de fonds pour des dons (Jacinthe, usagère, entretien, 24/1/2020).

Les **expositions**, à l'intérieur de musées ou d'autres institutions culturelles, présentent des contenus du moins de l'ordre de deux dimensions distinctes. En effet, certaines expositions visent la valorisation de l'histoire (au sens large, incluant aussi, comme nous le verrons, celle des quartiers dans lesquels les institutions se situent) ; d'autres expositions proposent des sujets ou artistes plus contemporains. Souvent

le choix des expositions ne se fait pas sur base de la demande du public, car il s'agit d'une programmation élaborée par les institutions culturelles de manière autonome. Les thèmes et les artistes impliqués dans les expositions sont choisis sur base de plusieurs facteurs (intérêt et connaissance du domaine, disponibilité des œuvres, adaptabilité à l'infrastructure, ressources financières, etc.) et sont diversifiés (sujets de société et problématiques sociales, histoires personnelles, etc.), afin de rencontrer, potentiellement, plusieurs goûts artistiques. Cela dit, la création des musées eux-mêmes peut avoir été déclenchée par un collectif d'individus ayant un intérêt commun envers la forme d'art ou la discipline concernée, avec la volonté d'institutionnaliser cet intérêt venant d'un premier public. Aussi, dans le cadre de la mise en place de visites guidées en collaboration avec des associations de terrain, certains contenus peuvent être réorientés ou modifiés et enrichis, en répondant ainsi aux attentes que ces associations ont ou dont elles se font le porte-parole au nom de leurs publics. La programmation établie par les institutions culturelles se fait souvent avec l'objectif

« de faire découvrir chaque fois une branche ou un domaine de l'art [...] qu'on n'a pas encore présenté. [...] Il y a de temps en temps des artistes belges, [...] ce n'est pas à chaque exposition, mais c'est régulier, en plus des artistes internationaux. [...] [le choix] se fait aussi en fonction du réseau, du réseau des artistes » (RP4, entretien, 4/12/2019)

Il y a aussi l'intention donc de mettre en avant des artistes locaux, afin de faire connaître leur travail. La narration de l'histoire de certaines pratiques et la valorisation du passé de l'environnement local (bruxellois ou du quartier en question) reposent aussi, en principe, sur l'implication des personnes résidant dans cet environnement, bien que l'engagement de la population dans cette démarche peut être variable, dépendant aussi des changements démographiques du lieu :

« [...] le musée a été créé comme un écomusée, [...] où ce sont les habitants qui s'exposent, qui exposent leur savoir-faire, mais ça n'a jamais fonctionné, puisque la population a changé ici » (RP8, entretien, 12/12/2019).

Au sein des musées, les visites se font de manière individuelle ou en groupe, accompagnées par une activité de médiation qui est pensée et développée en fonction des spécificités des publics concernés. La médiation est ici conçue non pas comme le moyen d'imposer des contenus, dont tous devraient donc potentiellement faire l'expérience, mais plutôt comme un moyen de créer des possibilités de réappropriation de ces contenus, d'y interagir et d'exprimer un avis, qu'il soit une appréciation ou pas, et ce de la part de ceux qui, pour une raison ou une autre, s'intéressent ou se retrouvent face à ces contenus. Il s'agit donc de créer des expériences artistiques interactives et prenant en compte le public, ses ressources, ses intérêts et ses exigences.

Les outils numériques mobilisés au sein de certains musées ou expositions, constituent un support possible de cette médiation, ils permettent par ailleurs d'orienter la visite selon ses propres intérêts :

« si j'ai un intérêt particulier [...], il suffit de cliquer. C'est comme une tablette domestique, très intuitif. [...] l'intérêt c'est de susciter la curiosité. [...] à chaque fois on change d'atmosphère, on change d'univers, on change de discipline. [...] on peut voyager dans l'œuvre [...] à travers cette première approche » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Cet outil peut être utilisé de manière autonome par le/la visiteur.e, mais aussi en groupe, en prévoyant des moments de discussion collective, d'échange qui permet de vivre l'exposition de manière interactive et de partager les expériences et opinions, en apprenant aussi des autres (RP10, entretien, 18/12/2019).

Cet outil permet aussi la modulation des contenus en fonction des ressources, par exemple linguistiques, des publics, qui ont une liberté de lecture et de parole dans la langue qu'ils souhaitent.

Les outils numériques sont mobilisés à la fois avec des contenus artistiques plus classiques, et avec des formes contemporaines d'art, notamment l'art urbain. Les artistes de ce domaine, leur travail étant ancré dans la ville – souvent engageant socialement et politiquement l'espace public – et dans le temps présent, rendent leur contenu

« accessible aussi de manière digitale très rapidement, c'est un moyen qu'ils exploitent et qu'ils utilisent, [...] c'est assez récurrent » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Dans certaines institutions culturelles, quand les contenus présentés par les artistes présentent sont « un peu pointu[s] », les responsables mettent en place des espaces d'échange :

« on demande à l'artiste de participer à l'exposition, en étant disponible pour pouvoir assurer lui aussi une médiation de son travail » (RP10, 18/12/2019).

Le contenu est ainsi, à nouveau, rapproché via la discussion et la participation active à l'expérience culturelle. L'aménagement de l'espace de l'exposition de manière à susciter l'intérêt favorise aussi l'accessibilité du contenu, par exemple pour les enfants :

« il y a plein de manières de le faire différentes, [...] des espaces où les installations sont assez immersives, il faut la vivre, on rentre dans l'espace et on a un lieu qui est complètement occupé, ça permet d'avoir un bon accès avec les enfants, parce qu'ils se retrouvent avec quelque chose qui peut être très ludique. [...] aussi tout le travail de médiation avec des cartelles, des vidéos dans l'espace, [...] ça permet de créer un sentiment assez direct » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Nous avons aussi constaté que certaines expositions sont placées dans des lieux de passage au sein des institutions culturelles, elles n'occupent pas des espaces consacrés aux visites mais s'offrent à la vue de personnes qui se rendent dans ces institutions pour d'autres raisons (fréquenter un atelier, par exemple). Ici, à exclusion des éventuels tableaux explicatifs, il n'y a souvent aucun accompagnement à la visite, et l'expérience de ces contenus se fait de manière autonome, ou ne se fait pas³⁵.



Outre la proposition d'expositions qui permettent de faire visionner des contenus familiers ou d'expérimenter certains contenus nouveaux, les musées font également un travail de documentation, notamment autour des expositions temporaires :

« les expos sont les artistes qui viennent sur place, qui s'installent, et donc elles sont éphémères, [...] donc il y a un très grand travail de documentation qu'on essaie de faire pour avoir une trace de ce qui a été créé au musée, [...] on fait des captations 3D de l'espace, [...] on recrée une petite maison de poupées virtuelle dans laquelle on peut se balader par exemple, [...] mais donc matériellement on garde très peu de traces » (RP4, entretien, 4/12/2019).

³⁵ Comme nous le verrons dans une autre section, certains contenus qui sont placés dans des lieux qu'on ne fait pas le choix d'aller visiter mais qu'on doit traverser pour d'autres raisons, peuvent générer des conflits et tensions.

Plusieurs musées dont nous avons interviewé les responsables sont également impliqués dans des projets sociaux, non seulement par des collaborations avec des associations du terrain pour engager des publics locaux, souvent défavorisés, mais aussi parce qu'ils incluent dans leur programmation des contenus élaborés avec des associations. C'est le cas d'un organisme qui a proposé une exposition préparée avec

« un centre d'art [travaillant] avec des artistes qui ont une déficience mentale » (guide, notes de terrain, 19/12/2020)

L'intention est non seulement d'offrir ce contenu au public, mais aussi de valoriser la création artistique en tant qu'exigence fondamentale pour des personnes qui sont sans droit de parole, ou pas écoutées, et qui expriment, au travers d'un art qui n'est pas influencé par une école culturelle spécifique, leur façon d'exister. Les œuvres exposent l'intimité de personnes, et leur liberté d'expression (guide, notes de terrain 19/12/2019)

Les **visites** guidées dans les quartiers visent la narration de « choses un peu différentes » par rapport aux contenus des visites touristiques plus traditionnelles. Cela permet de développer « toute une autre perspective du lieu », à la fois par ses habitants et des personnes venant de l'extérieur (RP33, entretien, 31/3/2020). Les interactions qui se font au sein de ces visites, par exemple avec les résidents sollicités « en toquant à leur porte », visent aussi la valorisation de ces environnements, souvent précarisés (RP33, entretien, 31/3/2020) :

« c'est peut-être un peu bourgeois comme idée, mais c'est important de montrer que leur vécu se fait dans un lieu qui a une histoire, une valeur patrimoniale. [...] c'est toujours le principe des visites en ville, il y a toujours des gens qui habitent et des gens qui visitent » (RP33, entretien, 31/3/2020)

L'enjeu est également celui de permettre de « faire des rencontres » entre visiteur.e.s et habitant.e.s, et aussi d'encourager les habitant.e.s à proposer eux-mêmes des sites d'intérêts (guide, notes de terrain, 23/1/2020). Dans ce cas aussi, l'engagement est également social, du moins dans certains des projets développés.

Dans les visites guidées du territoire, comme pour d'autres activités et contenus, l'aspect linguistique joue un rôle, dans le sens qu'il y a la possibilité de se rapprocher aux contenus proposés seulement si la langue utilisée en permet la compréhension de la part des publics. Bien que dans ce cas il soit plus difficile d'offrir un panel largement diversifié de langue « ça demande aussi un aspect logistique » (RP33, entretien, 31/3/2020).

L'**offre théâtrale** inclut à la fois des spectacles proposés par des artistes, et des pièces réalisées au sein de projets développés avec plusieurs catégories de population, plus particulièrement les jeunes. Les thèmes traités « de manière artistique » sont souvent des sujets de société, avec l'objectif, chez les responsables de cette offre théâtrale, de « faire passer des messages » (RP11, entretien, 10/1/2020) et de stimuler la discussion. Le théâtre, et plus particulièrement les pièces humoristiques, est conçu comme « une forme d'expression qui est plus accessible à tout le monde » et qui génère une série d'émotions :

« il peut y avoir des émotions, des pleurs, [...] on les fait voyager [le public], c'est un peu comme des montagnes russes, un ascenseur émotionnel, c'est vraiment des sujets graves qu'on peut traiter et avec cette touche [l'humour] qui fait qu'on y va un peu différemment » (RP11, entretien, 10/1/2020).

Les artistes s'engagent avec leurs publics au travers du théâtre, ce qui produit un « ancrage populaire » des pièces créées et proposées. Certaines représentations touchent aussi à la discrimination raciale, visant donc à sensibiliser et conscientiser les spectateur.e.s à propos de ce processus, dénonçant aussi le décalage entre « l'égalité formelle et l'inégalité informelle » :

« on le voit aussi à travers les spectacles qu'on a pu offrir, [...] on n'a pas tous la même conscience, et pour des personnes qui font partie de la société dominante, il y a des questions qui ne se posent pas, parce que pour eux tout va bien en fait, ils ne perçoivent tout simplement pas ces choses-là » (RP11, entretien, 10/1/2020)

Derrière une création théâtrale il y a l'expérience vécue des artistes eux/elles-mêmes, qui nourrissent ainsi leur scénario, mais aussi un travail de recherche étendu, impliquant toute une série de catégories de la population locale qui amènent leur contribution à la création, en termes d'histoire de vie et opinions sur certains thématiques.

L'engagement des jeunes dans des activités théâtrales, en tant que spectateur.e.s cette fois, semble être favorisé s'ils sont aussi impliqué.e.s de manière active dans les aspects logistiques relatifs aux représentations. Ils y assistent ainsi tout en étant actifs dans l'organisation, ce qui leur permet également d'être témoins des réactions du public :

« toute une durée d'une pièce de théâtre, une heure dix, une heure vingt, c'est trop long, [...] quand par contre ils sont côté artiste, ou côté régie, côté bar, ils voient quand-même beaucoup de choses [...] autour d'un acte culturel, [...] les gens, les émotions, la façon de se comporter » (RP6, entretien, 11/12/2019)

Pour les enfants, indépendamment des contenus proposés, qui sont divers, l'approche pédagogique est importante. C'est à travers elle que ces contenus sont développés, mais aussi transformés de l'original, par le travail des animateur.e.s et des artistes impliqué.e.s, afin de les rendre accessibles au public en fonction de l'âge et des capacités. Ces adaptations permettent aussi d'ancrer le contenu au contexte avec lequel les enfants sont plus familiers, ainsi qu'à l'adapter aux normes et goûts contemporains, tout en le connectant au contenu de l'activité proposée, de manière à créer un environnement favorisant sa compréhension et son appréciation :

« [nom du contenu adapté], c'est toujours des histoires de [nom du contenu en France], mais plus belges, parce que [nom du contenu en France] est typiquement français » (RP25, entretien, 4/3/2020).

« on fait attention que ce soit un contenu qui est bien pour Bruxelles, du théâtre qui marche en Flandre rurale, ne marcherait pas ici. Et aussi on fait attention à la langue, que ce ne soit pas du néerlandais trop incompréhensible [...]. Une thématique urbaine » (RP27, entretien, 9/3/2020)

Les aménagements de l'espace visent à créer l'ambiance adaptée et à mettre à l'aise les participant.e.s, aussi au travers de la mise en place de rituels :

« quand [les enfants] arrivent, il y a les éclairages de salle, et c'est magique, [...] ils rentrent dans une ambiance de spectacle. [...] On aime bien le côté que les gens sont dans une intimité, et



en même temps chez eux, [...] il y a un côté cosy, je leur dis, s'ils veulent ils peuvent se mettre [...] en chaussettes, ils ne doivent pas rester avec leurs chaussures » (RP25, entretien, 4/3/2020).

Les organisateur.e.s prêtent attention aux participant.e.s, qui ne sont pas des spectateur.e.s passifs, aussi en proposant un moment d'échange et en se rendant disponibles à l'interaction à la suite des spectacles :

« c'est un gouter, c'est une discussion avec les gens qui veulent, explications [...], [...] s'ils ont envie d'explications. Je vais pas courir derrière le public, parce que je ne veux pas qu'ils se sentent harcelés, s'il y a des enfants qui viennent me poser des questions, [...] on leur répond, je trouve [...] chouette de pouvoir partager ce qu'on fait après le spectacle, [...] il y a des parents qui s'intéressent fort » (RP25, entretien, 4/3/2020).

Ces interactions se passent aussi lorsque les enfants assistent aux spectacles dans le cadre d'une activité scolaire, ce qui nécessite dans la plupart des cas la proposition d'une animation plus structurée. L'objectif d'une représentation réussie est aussi de contrer certains stéréotypes négatifs concernant le contenu proposé, renforcés par un environnement institutionnel qui ne le valorise pas :

« dans l'imaginaire collectif, en Belgique en tout cas, ou peut-être même en France, le [contenu proposé] c'est un truc pour les bébés, [...] puis je connais le derrière de l'institution, les gens qui y travaillent, les étudiants sont super mal payés, c'est quelque chose qui me révolte, [...] ils payent au défraiement, des cacahuètes. [...] les gens nous voient jouer, et ils croient que c'est facile, [...] déjà les comédiens c'est pas toujours facile, parce qu'on se dit, oui, les comédiens, ils ne foutent rien, ils jouent leur spectacle, et ils font quoi de la journée ? Ils travaillent leur texte, [...] les gens ne voient pas ça, tout paraît facile. Et le [contenu proposé] c'est encore pire parce que c'est le parent pauvre du théâtre³⁶ » (RP25, entretien, 4/3/2020)

Ce travail se fait souvent à l'aide de contenus plus communs, afin qu'ils parlent davantage aux participant.e.s. Certain.e.s proposent aussi des expérimentations, des créations nouvelles, tout en étant dubitatif par rapport à l'intelligibilité de l'art contemporain :

« on n'est pas dans l'expérimentation, [...] [pour l'art contemporain] il faut les codes, et même quand on les a, il faut peut-être voir [le spectacle] plusieurs fois. Je ne suis pas assez tripoté du cerveau que pour faire ce genre de spectacle. Du spectacle subversif, ou du spectacle engagé, je ne le fais pas. Même si les pièces sont parfois légèrement engagées, il y a toujours une petite morale, [...] il y a un message derrière tout » (RP25, entretien, 4/3/2020)

Nous voyons donc une distinction entre l'ancrage dans le temps contemporain, de par le fait de traiter des sujets d'actualité, et la mobilisation de codes et langages de l'art contemporain, en tant que domaine spécifique. Le premier élément, se veut outil inclusif et générateur de compréhension et discussion, le deuxième semble plus exclusif, sauf si encadré par un projet participatif plus ample.

La formule du « **ciné-débat** » est assez répandue aux sein des institutions culturelles de la zone. Cette modalité de proposer des contenus cinématographiques permet aux spectateurs d'exprimer leur avis sur les thématiques abordées. De plus, le choix de la programmation se fait souvent en concertation avec au moins certaines participant.e.s à ces activités, ceux/celles qui s'y rendent de manière régulière et qui font partie aussi d'autres groupes et ateliers actifs au sein de l'institution en question. L'organisation de ces

³⁶ Cette représentation négative semble néanmoins avoir changée avec les temps et être plus nuancée aujourd'hui.

moments prend en compte les disponibilités horaires des publics, proposant donc des projections à différents moments de la journée. En outre, certains aménagements sont mis en place pour favoriser un accueil chaleureux (par exemple en offrant le petit déjeuner avant une représentation organisée en matinée) et mettre à l'aise les participant.e.s, dans le but de leur permettre de s'approprier davantage le lieu, de familiariser avec les autres participant.e.s et de s'ouvrir à la discussion. Dans certains environnements bilingues, proposer des films sous-titrés et accorder la possibilité de discuter dans sa propre langue³⁷ est aussi un élément qui favorise la participation :

« c'est un peu chaotique mais chouette aussi , [...] comme ça tout le monde est bienvenu » (RP27, entretien, 9/3/2020).

La souplesse linguistique permet l'échange d'opinions variées qui sont aussi influencées culturellement, selon les organisateur.e.s, ou de toute manière qui reflètent l'histoire de vie des participant.e.s. Les thématiques proposées sont diverses et souvent liées au contexte vécu par les participant.e.s :

« c'est toujours une thématique bruxelloise aussi, un peu liée avec la vie ici. [...] par exemple un documentaire réalisé par un habitant du quartier [sur] les personnes âgées et comment vieillir et rester actifs, [...] un documentaire sur un café grec à [nom de la commune], [...] sur une ferme écologique, le thème de l'écologie où tout le monde a une opinion aussi, [...] migration souvent » (RP27, entretien, 9/3/2020).

Dans ce cas aussi, la volonté est de développer et entretenir un lien fort avec le quartier, au travers du choix de contenus adaptés.

Concernant les **cours artistiques et sportifs**³⁸ proposés dans la zone, c'est-à-dire ces activités au sein



desquelles l'aspect pédagogique et d'apprentissage est central (nous distinguons donc les cours des ateliers sur base de cet élément), ils sont assez nombreux, et souvent organisés par des institutions culturelles spécialisées. Dans le cadre de notre recherche ethnographique, nous sommes entrés en contact avec certaines de ces institutions, mais pas la totalité, pour une raison méthodologique. En effet, afin de cibler davantage notre démarche

portant sur les pratiques culturelles, nous avons exclu les initiatives qui ont une portée davantage éducative. Néanmoins, des institutions culturelles offrant une série d'autres activités et approches organisent aussi des cours, ce qui nous a permis de collecter certaines données aussi à propos de ces derniers.

Nous pouvons donc estimer que l'un des enjeux prioritaires de l'organisation de cours, notamment mais non seulement sportifs, est le fait de proposer des contenus qui intéressent les publics, de manière à favoriser la participation, accompagnés par une pédagogie considérée comme appropriée par les personnes impliquées. Cette combinaison n'est pas toujours facile à mettre en place, aussi par le

³⁷ Il peut y avoir ensuite compréhension réciproque parmi les participant.e.s, ou alors l'intervention des animateur.e.s pour traduire.

³⁸ Outre ces domaines, les cours de langue sont nombreux aussi sur le territoire, et nous les avons répertoriés dans notre typologie.

sentiment, de la part des organisateur.e.s, qu'il y ait un manque d'intérêt pour des contenus plus diversifiés et nouveaux, surtout dans les environnements considérés :

« Le quartier fait aussi que c'est tout le temps les mêmes activités qui reviennent. Je pense qu'il y a un manque d'éducation culturelle ou sportive ou éducative. C'est tout le temps tout le temps du foot, et du multisport mais voilà le multisport c'est on donne un ballon aux gamins mais il y a aucune réflexion pédagogique derrière. Le souci est là. Je crois quand même que c'est un quartier difficile, c'est très bien qu'il y ait une salle comme [nom de l'association], mais maintenant on devrait aller plus loin » (RP21-RP22, entretien, 21/02/2020)

Aussi, la question est de proposer une offre adaptée en termes logistiques, c'est-à-dire au niveau des horaires et des infrastructures, aux publics en question. Il est intéressant de mentionner ici que plusieurs cours sportifs dédiés exclusivement aux femmes sont organisés sur le territoire, impliquant aussi la privatisation temporaire de certains lieux (les piscines par exemple). Cette démarche permet, selon les acteurs du terrain, de mettre en place des espaces au sein desquels les femmes peuvent apprendre en respectant leur souci d'intimité.

La co-construction des contenus

La participation des publics à la création artistique, qu'il s'agisse de réaliser des objets au sein d'ateliers ou d'amener sa contribution à une pièce de théâtre, est un élément essentiel pour déclencher un processus d'appropriation des contenus culturels proposés (et donc, *de facto*, co-construits). Nous avons observé ce processus au sein de nombreuses activités organisées, d'autant plus que certaines d'entre elles inscrivent leurs actions dans le cadre de l'éducation permanente, une approche qui repose elle-même sur un travail de co-construction avec le public.

La démarche de co-construction des contenus culturels a pour objectif de valoriser l'apport créatif et artistique des participant.e.s, peu importe le niveau de leurs compétences. Au sein de plusieurs ateliers, les participant.e.s travaillent à des projets collectifs ou individuels (ce derniers aboutissant néanmoins toujours à une action collective de restitution de l'atelier, ce qui fait que des échanges entre les participant.e.s se produisent de toute manière tout au long du processus). L'objectif de valorisation de l'apport de chacun au projet concerne aussi les enfants :

« les enfants ont une capacité d'expression et [...] elle est intéressante, valable, prioritaire à nos yeux, [...] à leurs propres yeux et on espère aux yeux de leurs parents. On essaie de trouver les moyens pour qu'il y ait un regain en fierté, sans apprendre une discipline artistique, on n'est pas à l'académie, c'est vraiment l'enfant qui apporte son bagage et l'animateur est à son service. [...] les artistes qu'on engage sont des outils comme d'autres outils qu'on met à disposition des enfants » (RP6, entretien, 11/12/2019).

La co-création est un processus composé de plusieurs étapes :

« les [nom de l'initiative] sont exclusivement réservées aux femmes, et les [contenus] sont programmées par les femmes, il y a des réunions de programmation, elles choisissent des thématiques, [...] ensemble [avec une animatrice] elles se réunissent, elles [s'informent], choisissent, contactent [les intervenants possibles], et il y a une [nom de l'initiative] » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Les artistes et animateur.e.s qui encadrent les activités ne dirigent pas la création des contenus, mais la supportent en mettant leurs compétences à disposition des idées et propositions des participant.e.s :

« on a quelques consignes, mais on ne s'en rend pas compte parce qu'elles ne sont pas imposées. [...] La consigne reste flexible, mais ça aide » (Jeanne, notes de terrain, 13/1/2020).

« c'est les habitants et les enfants qui créent avec le soutien des artistes. [...] on peut se rencontrer dans la créativité » (RP30, entretien, 23/3/2020).

Cette démarche de co-construction des contenus est donc possible si l'encadrement a donc cette forme participative et si une place est laissée à la contribution de chacun.e. Cet élément semble plus facilement présent dans les formes d'art qui prévoient une certaine liberté d'expression :

« [le champ artistique en question a] très peu de codes, on est sur quelque chose de très intuitif, du ressenti au maximum, qui va un peu à l'encontre de tout ce qui est proposé en termes scolaires, là c'est une forme de libération corporelle qui est là, je crois que ça joue beaucoup. [...] Bien sûr, ça se travaille, mais on fait beaucoup avec ce que tu es [...], et on n'essaie pas forcément d'être collés à des codes ultra spécifiques que tu dois respecter de A à Z. Il y a une très grande place à l'individu dans cet art, et à sa manière de s'exprimer » (RP26, entretien, 4/3/2020).



Des espaces de co-constructions de contenus culturels et artistiques sont d'autant plus importants dans un environnement sociétal qui semble généralement contraindre la participation et l'expression du vécu, surtout au niveau du système scolaire :



« dans la société de manière générale il y a assez peu de place pour ça, pour la créativité, pourtant ce sont des choses essentielles dans la vie de tous les jours, mais l'école a pris le choix de ne pas les mettre en avant pour plein de raisons, et là il y a justement un endroit où ils peuvent développer ça, où ils peuvent libérer cette créativité, ce ressenti, [...] parfois on essaie d'étouffer ça, il doit être démontré, démontrable, et là on est dans quelque chose, je le fais comme ça parce que je le sens comme ça, c'est à l'instinct et je ne le comprends pas, sans aucune rationalité » (RP26, entretien, 4/3/2020).

La modalité participative offre davantage de possibilités d'expression aux jeunes, sur lesquels ce système contraignant pèse particulièrement. L'école est perçue comme un endroit qui ne laisse pas d'espace à l'expression de la créativité :

« l'école c'est travailler ! [...] [les seules autres activités sont] le vélo, une tyrolienne pour les enfants, [...] la gym. [il n'y a pas de place pour] l'imagination, [...] je ne peux pas dessiner [en classe], mais j'ai besoin de m'exprimer ! J'ai envie de chanter pour m'exprimer [mais je ne peux pas] ! [...] exprimer son opinion, son talent, [...] représenter ce qu'on a dans son esprit, [...]

représenter ma personnalité, ce que je ressens, [...] par la musique aussi, [...] à travers l'activité » (workshop 3, notes de terrain, 30/8/2020).

Mettre en place une méthodologie de co-construction des contenus et des espaces d'expression moins contraignants,

« ça peut être une super porte d'entrée. [...] je peux comprendre parce que moi aussi je suis comme ça, quand on m'étouffe et qu'on m'intrus et que je comprends pas et que ça n'a pas de sens, je me casse. [...] je suis performant quand j'ai un espace de liberté où je peux développer mes idées, essayer des choses, expérimenter. [...] c'est une communauté qui a plein de projets et qui apprend en faisant, [...] l'idée c'est que le projet appartienne aussi aux gens » (RP26, entretien, 4/3/2020).

Cette modalité a aussi un impact sur la continuité de l'engagement des jeunes, outre le fait qu'elle permet de mettre en exergue leur talent (RP15, entretien, 23/1/2020). L'approche pédagogique adoptée se base sur la valorisation des « capacités », c'est-à-dire les savoir-faire individuels, qui nécessitent d'un environnement institutionnel (politique, social et économique) adapté à leur expression³⁹. Dans la zone étudiée, les jeunes sont engagés dans la co-construction de plusieurs contenus, allant des spectacles de danse, aux vidéos et documentaires, aux expositions, aux représentations théâtrales. Dans tous les cas, souvent ils/elles contribuent à la création, à la mise en scène (devenant acteur.e.s aussi), et à la logistique autour d'une représentation ou autre événement, de manière aussi à ce que le moment de restitution de ce contenu co-créé soit opportun et en permette la valorisation. Même lorsqu'ils/elles sont spectateur.e.s d'une représentation, par exemple une pièce théâtrale, ou d'une exposition, ils peuvent à un moment donné interagir avec les contenus, en proposant également des changements, en fonction de l'opinion qu'ils souhaitent exprimer. Dans le domaine du théâtre, cette participation peut entrer dans une démarche de théâtre-action car le public exprime son avis et peut aussi monter sur scène pour « corriger » ce qu'il ne trouve pas approprié :

« tu es sûr que tu ne veux pas monter sur scène ? Tu as l'air d'avoir des choses à dire ! » (acteur, notes de terrain, 14/2/2020)

Le théâtre-action permet aussi aux participant.e.s d'analyser et objectiver leur vécu, qui est mis en scène, en devenant matière – proposée intentionnellement⁴⁰ – pour les représentations :

« cette histoire-là c'est trouvée sur scène pour le fait qu'il y avait [thème de la pièce], mais aussi pour le fait que la personne n'en avait pas du tout conscience, du coup on a fait une scène où elle raconte elle-même ce qu'elle a vécu, [...] puis on a fait vivre des personnages qu'elle a rencontrés. [...] la réalité elle est pour nous [...] la source d'inspiration principale, évidemment on découpe, on va un peu fictionner, scénariser certaines choses, mais c'est vraiment ça la source d'inspiration » (RP11, entretien, 10/1/2020).

« ce travail de mettre un peu à distance [la situation problématique qu'on vit], [...] le fait de la mettre en forme, de choisir le propos ça aide déjà les gens à se doter d'un nouveau regard sur la

³⁹ Voir Martha C. Nussbaum, *Capabilités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste ?*, Paris, Flammarion, coll. « Climats », 2012, 300 p., trad., Solange Chavel, ISBN : 978-2-08-127077-0.

⁴⁰ Dans ce cadre, des appels à participation sont lancés sur le territoire, et les ateliers peuvent aussi être organisés sous forme de focus-groups (discussion collectives), préalables aux démarches de préparation et mise en scène de la pièce elle-même. Les participant.e.s peuvent choisir de participer à l'une ou l'autre, ou toutes, les étapes.

situation. [...] ça peut générer du changement de regard, [...] de regard sur soi-même, ses possibilités aussi » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Cette approche est aussi en lien, lorsqu'elle vise des publics fragilisés, avec le « théâtre de l'opprimé » et le « théâtre forum », ainsi qu'avec le « concept de parole non-inventée » (RP11, entretien, 10/1/2020), des méthodologies de création artistique qui permettent la production de contenus « réaliste[s], et c'est ça qui fait que ça marche » (RP11, entretien, 10/1/2020). Les outils artistiques mobilisés par les animateur.e.s pour formaliser les contenus qui viennent des jeunes peuvent être aussi, dans certains cas,

« très légers, on s'est pas vraiment formés, [...] on s'est dit, on va créer des pièces avec les jeunes. Les ateliers basés sur le théâtre d'intervention c'est vraiment partir du vécu, même quand il y a un thème [...], qu'est-ce que vous pensez de ce sujet-là, donc il y a beaucoup de débat en fait. [...] un exercice que j'aime bien faire c'est, [...] raconte-moi ta journée, [...] plus intéressant de prendre les sujets de manière périphérique, et de faire un peu un diagnostique un peu plus objectif, [...] qui sert aussi à identifier les sujets qui animent les jeunes » (RP11, entretien, 10/1/2020).

Pour les jeunes surtout, il s'agit de

« [...] créer cet espace de parole, de confiance, [...] d'écoute pour eux, tous ceux qui ne parlent pas, [...] ils peuvent venir se livrer » (RP11, entretien, 10/1/2020).

Le public de ces actions et d'autres développées au sein des institutions culturelles que nous avons rencontrées, est ainsi un « public acteur, actif » (RP12, entretien, 16/1/2020) :

« nous ne faisons pas des choses pour eux, mais des choses avec eux. [...] les habitants sont informés, responsabilisés, outillés »⁴¹.

Au travers de la co-crédation culturelle et artistique, les participant.e.s peuvent également proposer des objectifs concrets de la restitution des produits réalisés, par exemple lorsqu'ils/elles se mobilisent pour récolter des fonds ou de dons pour des personnes en besoin (RP28, entretien, 12/03/2020). Les participant.e.s peuvent aussi acquérir des compétences diverses au départ du contenu mobilisé, par exemple améliorer leur niveau d'alphabétisation par un travail collaboratif d'écriture de contes, ou encore étudier l'histoire de la Belgique dans le cadre d'un parcours d'intégration destiné à des primo-arrivants, et ce toujours au départ du vécu des individus :

« c'est très intéressant de voir les parcours, [...] c'est toutes des histoires de vie incroyables, [...] on relie à la vie actuelle et aux préoccupations actuelles. Si on veut intéresser les gens, il faut savoir d'où ils viennent, ce qui les intéresse » (RP8, entretien, 12/12/2019)

Aussi, comme nous l'avons déjà mentionné, cela peut amener à une professionnalisation progressive des compétences que chacun amène et développe au sein des projets organisés – qui sont ainsi des groupes de travail collectif – ainsi qu'à la possibilité d'entrer dans un réseau professionnel :

« plein de gens ont eu la chance de pouvoir donner des cours. A un moment donné ils en font la demande, [...] on a des gens qui viennent pour intégrer [l'équipe responsable d']organiser les événements, [...] d'autres parce qu'ils ont envie de chopper l'expérience au niveau de la

⁴¹ Opérateur d'une association, documentaire visionné le 22/4/2020.

communication. [...] c'est génial parce que ça a du sens à mort, [...] il y a moyens de construire quelque chose avec, ils ont envie de porter leur pierre à l'édifice » (RP26, entretien, 4/3/2020).

L'existence de l'institution culturelle elle-même et l'implémentation de ses activités finit par dépendre aussi de cet engagement actif des participant.e.s, outre le fait que les initiatives organisées sur base d'une approche « bottom-up » généralement amènent un plus grand nombre de participant.e.s (RP14, entretien, 23/1/2020). En effet, cette démarche permet aussi de s'appropriier les espaces au sein desquelles les initiatives sont organisées :

« on a travaillé la pièce de théâtre avec un travail d'écriture, un travail d'expression verbale, [...] corporelle, et puis [...] à travers leur propre travail, [...] [les participantes] commençaient à s'intéresser à créer de plus en plus de pièces de théâtre, ou en tout cas d'adopter l'espace, et de finalement dire que le [nom de l'association], était leur deuxième maison » (RP23, entretien, 21/2/2020).

L'appropriation de l'espace de la part des enfants se produit aussi, et ce grâce au fait qu'une certaine liberté d'occuper ces espaces est consentie, en permettant aussi de sortir par moments des activités principales des ateliers et de se dédier à d'autres contenus (le jeu par exemple, le goûter, le repos, etc.) :

« tu n'as pas envie de venir maintenant ? Ok, alors tu peux rester là » (animateur, notes de terrain, 29/1/2020).

Tout en valorisant cette démarche participative, qui permet aussi de « revisiter » certains des contenus artistiques plus classiques (RP23, entretien, 21/2/2020) et de « mettre la main à la pâte » (RP8, entretien, 12/12/2019), certain.e.s parmi nos interlocuteur.e.s verbalisent des difficultés qu'ils/elles peuvent rencontrer, par exemple concernant les ressources en personnel, financières et temporelles nécessaires pour mettre en place un travail collaboratif de longue durée :

« [...] la préparation c'était deux ans, trois ans, on les a sensibilisés » (RP8, entretien, 12/12/2019).

Pr ailleurs, les responsables peuvent se questionner sur la proximité entre certains contenus proposés et les objectifs et valeurs de l'association, lorsqu'ils/elles ne voient pas de possibilité de trouver des liens ou convergences d'intérêts :

« est-ce que c'est bien s'ils choisissent à chaque d'aller à la mer, c'est ce qui leur plaît, mais est-ce qu'on répond vraiment à notre objectif d'ouverture [envers d'autres activités] alors ? » (RP16, entretien, 24/1/2020).

Aussi, les contenus co-construits n'incluent pas nécessairement l'avis de toute catégorie de personnes potentiellement en lien avec le sujet traité, et ne rencontrent pas nécessairement le consensus de tou.te.s les participant.e.s, car comme dans toute démarche collective des divergences d'opinions peuvent émerger :

« en tant qu'individu, je ne signe pas ce texte. [...] je ne cautionne pas ce texte, mais j'apprécie l'exercice » (Juliette, notes de terrain, 20/12/2019).

Il faut également souligner que dans certains cas nous avons remarqué que l'approche participative n'excluait pas nécessairement la conviction, chez les organisateur.e.s, que les participant.e.s doivent d'abord se familiariser à certains codes et goûts considérés comme universels, avant de pouvoir s'exprimer dans le domaine concerné. Par exemple, ce discours concerne les langages et thèmes cinématographiques diffusés dans les contextes occidentaux, dont la connaissance est considérée une étape préalable à la production autonome, plus particulièrement auprès d'un public constitué par des personnes issues de la migration de pays au sein desquels ces contenus seraient « censurés » (animateur, notes de terrain, 11/12/2019). Nous constatons dans ces circonstances, en revanche, un manque de connaissance approfondie chez certain.e.s animateur.e.s de ces contextes de départ des participant.e.s aux ateliers, ainsi qu'un jugement (négatif) implicite de ce « bagage culturel », afin de promouvoir un univers artistique et culturel de référence ethnocentré et standardisé, au-delà de la liberté d'expression que chacun peut potentiellement y exercer.



D'autre côté, la proposition d'un contenu de la part des participant.e.s et « entièrement géré par le public » (RP8, entretien, 12/12/2019) peut ne pas aboutir à une réalisation concrète, s'il manque un accompagnement et que ces personnes n'arrivent pas ou ne peuvent pas prendre en charge le projet de manière complètement autonome :

« si vous êtes plusieurs à vouloir [proposer ce contenu], [...] réunissez-vous, on a la salle [nom de la salle], on peut la mettre à disposition et dites-nous par exemple, en quelle période de l'année, [où], [...] etc., et on vous soutient. [...] elles se sont réunies plusieurs fois mais ça n'a pas tenu. C'est facile de consommer une activité, mais de la mettre en place, c'est un peu plus compliqué, mais je ne veux pas céder trop vite, parce qu'elles sont capables de le faire, c'est beaucoup plus chouette et intéressant que ça vienne d'elles-mêmes, nous on est là pour les soutenir, [...] les accompagner » (RP5, entretien, 5/12/2019)

En outre, la démarche participative peut avoir des limites lorsque l'improvisation n'est pas suffisante, en raison du niveau de formalisation et « complexité » (RP26, entretien, 4/3/2020) envisagé par les responsables concernant le produit final du processus de création. Aussi, les animateur.e.s d'ateliers avec des enfants ou jeunes ne peuvent pas non plus négliger des règles de comportements nécessaires pour le bon déroulement de l'atelier, ainsi que le besoin de s'investir concrètement dans le projet, du moment où la personne y participe :

« les garçons, je suis super sympa, super cool, mais il y a des limites ! [...] t'es jamais concentré, j'en ai ras le bol ! [...] avec moi chacun peut donner son avis, son idée, mais je ne veux pas crier. [...] fais un personnage [que tu choisis], mais sans faire l'imbécile ! » (animatrice, notes de terrain, 29/1/2020).

Au sein de certains projets, il a été estimé nécessaire de mobiliser un.e éducateur.e spécialisé.e (qu'il/elle soit aussi artiste ou pas) pour gérer ces dynamiques, afin, idéalement, d'augmenter les chances de bonne réussite d'un projet, surtout quand les publics impliqués sont jugés plus problématiques.

L'émergence de conflits ou tensions au niveau de la réception des contenus

La diversité des publics en termes de background socio-culturel, de traditions esthétiques et de goûts individuels, amène la possibilité que certains conflits ou tensions puissent émerger lorsque certains contenus sont proposés. Ces conflits ou tensions prennent la forme de débats animés pendant les activités, de manifestations de désintérêt, ou d'actions de contestation plus spécifiques. Les contenus qui, de manière plus fréquente, peuvent déclencher ces dynamiques sont, selon les données que nous avons récoltées, la nudité et les questions liées à la religion :

« quand il y a un rejet, ça arrive qu'une personne ou le groupe entier dise, 'non, ça on ne veut pas voir', la question de la nudité, c'est pas évident, tout ce qui a trait à la religion, c'est parfois très sensible » (RP10, entretien, 18/12/2019).

La question de la discrimination raciale peut également susciter débat, par exemple concernant la légitimité de représentations présentes au sein de certaines traditions locales⁴². Généralement, les responsables des activités culturelles de la zone « pren[nent] les devants » (Julien, usager, entretien, 11/3/2020), c'est-à-dire qu'ils tiennent en compte ce facteur – qu'ils estiment par ailleurs être plus visible au sein des publics composés par des personnes (femmes plus particulièrement) musulmanes – lors de la programmation des initiatives, tout comme lorsque ces contenus sont quand même présents :

« on fait attention même si on est ouvert à tout, [...] on sait que des [activités culturelles] [...] qui vont attaquer frontalement par exemple une conviction religieuse, parce que c'est dans le texte ou parce que l'interprète le fait naturellement, ça passera pas ici. On fait un pas en arrière, [...] on ne va pas s'exposer nous maintenant à aller contre, on va essayer d'aller avec, d'attirer les personnes pas à pas, [...] et pas directement casser les croyances, les remettre en question, [...] on n'a pas envie de se couper d'un public qui nous entoure » (RP6, entretien, 11/12/2019).

La volonté est ainsi de respecter les positionnements des publics du quartier au niveau de ces contenus, de manière à ne pas porter atteinte à la relation établie. Cette démarche contribue à donner une légitimité à ces positionnements, bien que souvent, comme nous l'avons mentionné plus haut, il y ait un jugement implicite, chez certain.e.s de nos interlocuteur.e.s, à l'égard de ceux qui les assument. Les contenus plus fréquemment « contestés » ne sont pas remis en question, au nom d'une tradition culturelle contextuelle qui se veut universelle, mais qui ne l'est pas. Aussi, souvent des stéréotypes ou généralisations par rapport à certaines appartenances culturelles et/ou religieuses ne permettent pas de prévoir la diversité des réactions possibles, influencées aussi par la variabilité des avis et interprétations personnelles :

« on a aussi un[e] [activité culturelle] sur l'Islam. On avait un peu de stress, parce que c'est un[e] [activité culturelle] fait[e] par des gens qui viennent de pays arabes qui ont été [réprimés] dans leur art, des danseurs, des musiciens qui racontent leur histoire et qui disent ah c'est dommage, parce qu'il y a tant de musique dans notre culture, [...] qui expliquent ça appartient à la culture de ces pays aussi mais qui sont parfois [réprimés] par la religion. Et là on a une salle avec beaucoup de femmes voilées, on avait un peu peur que ça se passerait pas bien, mais ça s'est bien passé, [...] il y a eu des bonnes conversations aussi avec des femmes religieuses dans la salle, [...] pas beaucoup d'extrêmes, mais [...] des femmes qui me disaient, moi j'avais envie de dire que la

⁴² Par exemple la présence de la figure du père fouettard au sein des manifestations autour de la Saint Nicolas.

religion est bien aussi, ce n'est pas si négatif que dans le film, qu'ils n'étaient pas tous d'accord avec ça » (RP27, entretien, 9/3/2020).

Afin d'éviter l'émergence de conflits et de viser plutôt la mise en place de débats et échanges d'opinion dans un environnement non jugeant, les responsables préparent l'activité à l'avance, en se renseignant sur les contenus présents et en visionnant au préalable le film, la pièce de théâtre, l'exposition ou autre, avant de le/la proposer. Il s'agit d'un travail de préparation et de présentation du thème abordé, par un encadrement qui représente une sorte d'« emballage » du contenu présenté (workshop 2, notes de terrain, 28/9/2020). L'objectif est que l'initiative soit adaptée au public en termes des thèmes traités, ainsi que du langage utilisé, de manière à ce qu'il y ait possibilité de compréhension et d'engagement dans un débat, plus particulièrement quand les contenus sont plus sensibles (touchant non seulement à la religion, mais aussi à d'autres sujets tels que les questions de genre, ou les pratiques de (sur)consommation, etc.) :

« [L]es formateurs vont d'abord voir la pièce ou le film, pour voir si c'est adapté ou pas avec notre public, et puis on va avec eux. Par exemple on va aller voir la pièce à [nom de l'institution culturelle] au centre-ville, une pièce de théâtre de [nom du metteur en scène], et un de nos formateurs avait déjà été voir cette pièce, et elle est adaptée à notre groupe, alors on est partis avec tous nos groupes, 50 personnes, on a réservé 50 places » (RP28, entretien, 12/03/2020).

Cette préparation préalable et le fait de faire des choix adaptés permet d'aborder certains contenus en acceptant la diversité d'opinions et sans instiguer le conflit :

« le dernier film qu'on a été voir c'était [titre du film] qui [...] ouvre vraiment le débat sur la religion, sur la consommation, sur le climat et autre, sur l'éducation papa maman qui quoi, la place du père aussi. Ça c'est aussi des choses qui nous interpellent et qu'on travaille avec nos groupes » (RP28, entretien, 12/03/2020).

Il s'agit alors de traiter ces contenus

« avec délicatesse, avec nuance, j'essaie quand-même d'aller dans ces zones-là pour parler de ces sujets [plus sensibles], pour simplement dire que la volonté [de l'artiste] ça n'a pas été de choquer délibérément, mais peut-être tout simplement d'engager un sujet [dans la discussion] comme on fait ici » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Certains sujets ne sont pas nécessairement « tabous » au sens strict, entendant que certains publics ne voudraient pas les aborder, mais plutôt dans le sens que pour les aborder, il est nécessaire de créer un environnement « protégé » qui favorise l'expression des participant.e.s :

« beaucoup de mamans se sentent dépassées par [des questions liées à] la gestion de l'éducation, à l'intimité, [...]. Elles veulent en parler mais tout en se sentant en sécurité. [...] il y en a qui aiment l'humour [aussi] » (RP15, notes de terrain, 19/11/2020).

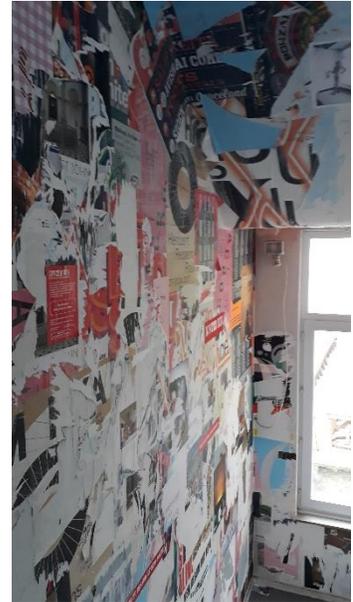
« l'exposition qu'on est allés voir de [nom de l'artiste], il y avait des dames musulmanes qui étaient là, [...] elles ont beaucoup aimé. [...] il y a toute une série de dessins érotiques, [...] elles ont fait aucun commentaire, et comme c'était guidé, [...] on voyait les dessins et on comprenait aussi la signification du dessin, et elles ont été très intéressées. [...] elles comprenaient parce qu'elles comprenaient le contexte dans lequel l'artiste a commencé..., [...] ça faisait partie d'une explication qui était tout à fait normale, ça s'est bien passé » (Jacinthe, usagère, entretien, 24/1/2020)

Bien que tout contenu, en principe, pourrait faire l'objet d'une initiative culturelle impliquant un public diversifié, pour autant que certaines conditions soient présentes, il est aussi important de respecter le choix éventuel de certain.e.s. membres de ces publics de ne pas s'exposer à des contenus dont ils ne souhaitent pas faire l'expérience, pour n'importe quelle raison⁴³ :

« il y a une limite à la pudeur. [...] il faut prévenir, [...] un film on est au courant qu'il peut y avoir des scènes [...], et ça dépend quel film tu regardes. [...] à quel moment j'ai choisi [cela] ?! » (workshop 3, 30/9/2020).

En effet, le seul véritable conflit⁴⁴ qui nous a été narré par certain.e.s de nos interlocuteurs est survenu lorsque une exposition autour de la nudité était située non pas dans un espace que l'on choisit d'aller visiter, mais plutôt dans un lieu de passage traversé par des individus se dirigeant vers des endroits divers au sein du bâtiment en question. Cette exposition a été « vandalisée », c'est-à-dire que les parties affichant les sexes dans certaines affiches ont été déchirées ou peintes. Cet événement a suscité la sanction de la part des responsables de la réalisation de cette exposition, lesquels revendiquaient la validité de leur mission artistique et pointaient du doigt l'approche des personnes accusées de cette réaction :

« on est un[e] [institution culturelle], [...] ça doit avoir une finalité artistique. [...] J'étais vraiment choqué. [...] ce que je veux défendre c'est la liberté de diversité, c'est plusieurs opinions une à côté de l'autre, pour autant qu'elles n'incitent pas à la haine ou à la violence. [...] censurer des affiches d'hommes nus, je trouve que ça témoigne de l'exclusivité, ça témoigne un refus de pluralité. [...] est-ce qu'il faut se gêner pour le corps qu'on a ? [...] c'était clairement des femmes d'origine maghrébine qui avaient fait ça, [...] on ne doit pas publier des photos d'êtres humains ? [...] ça m'a vraiment choqué, on est un centre artistique, on choisit les photos sur base de leur qualité artistique⁴⁵, alors que c'est brutalement censuré, comme ce serait... au Pakistan. C'est pas ma définition de pluralité » (RP19, entretien 18/2/2020).



« on est un[e] [institution culturelle], [...] ça doit avoir une finalité artistique. [...] J'étais vraiment choqué. [...] ce que je veux défendre c'est la liberté de diversité, c'est plusieurs opinions une à côté de l'autre, pour autant qu'elles n'incitent pas à la haine ou à la violence. [...] censurer des affiches d'hommes nus, je trouve que ça témoigne de l'exclusivité, ça témoigne un refus de pluralité. [...] est-ce qu'il faut se gêner pour le corps qu'on a ? [...] c'était clairement des femmes d'origine maghrébine qui avaient fait ça, [...] on ne doit pas publier des photos d'êtres humains ? [...] ça m'a vraiment choqué, on est un centre artistique, on choisit les photos sur base de leur qualité artistique⁴⁵, alors que c'est brutalement censuré, comme ce serait... au Pakistan. C'est pas ma définition de pluralité » (RP19, entretien 18/2/2020).

Un processus de culturalisation de ce conflit est ici en œuvre, c'est-à-dire qu'il est expliqué en ne mobilisant – de manière stéréotypée et décontextualisée – que des aspects culturels qui seraient propres aux personnes impliquées. L'extrait suivant décrit aussi ce processus dans un autre contexte :

« [...] si moi je sors de scène parce qu'il y a des choses que je n'aime pas, j'ai pas envie de voir quelqu'un en slip sur scène, c'est, comme je suis musulman, il y a toute une série de préjugés, de mots, qui vont s'enclencher, [...] du coup je suis intolérant, c'est une atteinte à la liberté

⁴³ Il est également important de ne pas associer systématiquement ce choix à une appartenance culturelle ou religieuse, mais de prendre en compte aussi toute une série d'autres facteurs individuels ou de l'ordre du contexte qui peuvent influencer la non volonté de visionner certains contenus.

⁴⁴ Lors du workshop 1, un épisode similaire nous a été signalé, notamment des malaises face à un spectacle de théâtre dans lequel un.e acteur.e était nu.e sur scène, sans que les organisateur.e.s aient été mis au courant de cet aspect du spectacle, à destination par ailleurs d'un public familial (notes de terrain, 23/9/2020).

⁴⁵ Cet aspect se définirait par la présence d'« une sorte d'étonnement » et de « plusieurs couches d'interprétation » (RP19, entretien 18/2/2020).

d'expression, donc il y a des grilles de lecture qui s'appliquent parce qu'on est musulmans. [...] Des gens qui sont d'apparence musulmane, qui sont peut-être de culture musulmane mais qui ne sont pas [...] croyants, [...] » (RP11, entretien, 10/1/2020).

La lecture culturaliste de certaines situations peut empêcher de prendre en compte d'autres facteurs qui ont déclenché le conflit, notamment, comme nous l'avons mentionné, le fait que l'exposition sur la nudité était placée dans un endroit de passage et que le thème était abordé sans aucun filtre :

« [...] avec des familles qui montent, [...] on a arraché beaucoup, [...] j'ai arraché, et j'ai pas de problèmes avec ça, je cache pas. [...] ça, ça ne passe pas. [...] on a fait une exposition photo sur le thème de l'homosexualité, mais c'est pas aussi cru que ça, [...] pour tout, il faut des limites » (RP23, entretien, 21/2/2020).

D'autres exemples démontrent que certains contenus ne peuvent pas juste être imposés au regard. Notamment, une scène d'agression sexuelle (avec un mannequin en plastique) présente dans une pièce de théâtre au sujet des droits des femmes a rencontré une réaction négative auprès des certains spectateurs⁴⁶ :

« parfois j'ai le sentiment que quand on fait des choses entre guillemets trop 'ouvertes', il y a des réactions » (RP16, entretien, 24/1/2020).

Dans un autre cas, la réaction négative de certain.e.s spectateur.e.s concernait la représentation d'enjeux de société au sein desquels les positionnements des personnes impliquées peuvent être différents, tout comme les lectures qui peuvent être données aux situations qui font l'objet du contenu artistique représenté :

« on a eu des réactions un peu virulentes, vous enfermez, vous victimisez, etc., parce que ces gens-là [...] sont aveugles, [...] ils ne voient pas ça, ils ne voient pas cette ampleur de discrimination, [...] même si c'est objectivé, [...] vous êtes en train d'essentialiser, [...] il faut donner de l'espoir aux jeunes, etc., ok, il faut pas leur mentir non plus, il y a de la discrimination systémique » (RP11, entretien, 10/1/2020)

Au-delà de ces sujets qui peuvent faire l'objet de controverse, d'autres contenus, sans nécessairement provoquer des tensions, ne suscitent pas l'intérêt de certains publics, car ils ne leur « parlent pas » ou ne sont pas accessibles :

« par exemple la danse moderne, ou la peinture abstraite. Parfois je me dis, [...] je vais annoncer un spectacle, comment je peux attirer leur attention là-dessus ? [...] une majorité de notre public qui est en alphabétisation, [...] et qui n'ont jamais peut-être été dans un théâtre, [...] assisté à un spectacle de danse. [...] pour un spectacle de danse moderne, [...] c'est pas toujours accessible, [...] et si on part des priorités, pour beaucoup de ces femmes c'est pas du tout une priorité, [...] si on n'a pas de chauffage à la maison, si notre enfant est en échec scolaire, si notre mari ne trouve pas de travail [...] le dernier de notre soucis c'est d'aller voir un spectacle de danse moderne, et parfois on ne propose même pas, parce qu'on sait que ça n'a pas de sens » (RP5, entretien, 5/12/2019).

⁴⁶ Il s'agit principalement d'hommes, tandis que certaines femmes se sont identifiées et reconnues dans les expériences mises en scène.

Un contenu qui n'est pas prioritaire et qui ne rencontre pas, en principe, les besoins et intérêts des personnes auxquelles il est proposé, ne déterminera pas beaucoup de participation. Ce qui ne veut pas dire que ce contenu doit être écarté, mais que l'organisation d'initiatives culturelles qui le contiennent doit se faire en prenant en compte ces facteurs, et se baser sur un processus qui permette la réappropriation de ce contenu par les participant.e.s. Par exemple, un spectacle de danse contemporaine sera, selon certain.e.s parmi nos interlocuteur.e.s, apprécié davantage s'il est proposé à terme d'un projet au sein duquel le futur public est engagé activement :

« sous cette forme-là c'est faisable, sous forme d'atelier, en créant d'abord un contact privilégié. [...] donc est-ce que ça me parle, et est-ce que c'est accessible » (RP5, entretien, 5/12/2019).

Ce processus de familiarisation avec des contenus nouveaux questionne certain.e.s responsables des institutions culturelles que nous avons interviewé.e.s, lequel.le.s se demandent si et dans quelle mesure il est approprié de proposer des contenus dont leurs publics n'ont pas fait la demande :

« on dit l'objectif c'est d'initier à certaines choses. [...] [mais] c'est aussi en discussion, est-ce qu'on peut se permettre... c'est pas d'imposer... de mettre en place des choses si elles ne sont pas demandeuses. [...] je me suis dit que dans certaines limites oui, [...] dans le cadre de la cohésion sociale on essaie de leur proposer des choses, c'est pas nécessairement des choses qu'elles connaissent d'office, mais il faut essayer, au moins une fois, c'est comme pour les enfants et les légumes ! Il faut goûter d'abord, après si on n'aime pas on ne force pas ! [...] c'est de l'initiation, on ouvre une porte [...] un de nos objectifs c'est de les ouvrir à des nouveaux horizons, que ce soit culturel, [...] intellectuel... » (RP5, entretien, 5/12/2019).

On perçoit une volonté d'éducation à la culture, rappelée par cette métaphore associant à des enfants des adultes non familier.e.s de certaines initiatives culturelles, mais qui passe par une pédagogie mettant au centre les besoins des individus :

« c'est ça tout l'enjeu de l'éducation permanente, et quel est la limite, est-ce que tout doit venir des personnes, mais on sait bien que ça ne viendra pas si on ne prépare pas le terrain, si on ne crée pas le contexte, et c'est ce qu'on essaie de faire » (RP5, entretien, 5/12/2019).

Une familiarisation à certains contenus nouveaux permettrait ainsi de déclencher des intérêts et donc des nouvelles manières de participer pour les individus. Néanmoins, le processus inverse peut aussi amener à davantage de participation, plus précisément en laissant, comme nous l'avons déjà dit plus haut, la possibilité de faire le choix de ne pas s'exposer à certains contenus, tout en permettant de prendre quand-même part à la pratique culturelle en question :

« il y a des jeunes qui ne voulaient pas faire de théâtre parce qu'ils disent, je n'ai pas envie de me retrouver en slips sur scène » (RP11, entretien, 10/1/2020).

Au-delà de la réception différenciée de certains contenus, nous constatons également que certains éléments de contexte peuvent aussi générer des controverses. Par exemple, le fait que le public soit composé par des femmes et/ou des hommes, de manière exclusive ou hétérogène :

« [...] par le plus grand des hasards, toutes les personnes qui venaient [à une initiative de rencontre entre deux institutions culturelles] c'était des hommes [...], il y avait seulement deux femmes, [...] ça n'a pas été admis [...], il y a une réticence » (Jacinthe, usagère, entretien, 24/1/2020).

« [certaines femmes] ne sont pas d'accord d'aller s'imposer dans un café où les hommes regardent du foot avec leurs potes, [...] c'est nous qu'on ne veut pas y aller ! Quand tu dis que c'est l'homme, c'est moi qui ne veut pas y aller s'il y a des hommes ! »⁴⁷.

Une autre question soulevée par certaines personnes interviewées est celle de la présence/absence de boissons alcoolisées au sein des initiatives proposées : la présence dérangerait certains publics, l'absence d'autres, ce qui nécessiterait un travail de sensibilisation et d'acceptation réciproque (RP12, entretien, 16/1/2020) :



« [u]n autre point de friction, c'est [que] des femmes d'origine musulmane, [...] elles ne veulent pas faire les ateliers dans le café, parce qu'on sert du vin et de la bière dans le café. Ça aussi je trouve bizarre, parce que personne ne les oblige à boire du vin [...], et les rues de Bruxelles sont pleines de café. [...] ces sont des terrains de friction que pour moi sont nouveaux, parce qu'on n'a jamais eu ça » (RP19, entretien 18/2/2020).

Ces positionnements peuvent être influencés par d'autres facteurs que l'appartenance culturelle et religieuse, comme c'est le cas aussi dans l'exemple suivant, au sein duquel agissent plutôt des questions d'ordre socio-économique :

« cette fête [...] était compliquée à mettre en place parce que même des habitants belges d'origine belge du quartier sabotaient un peu la fête, parce qu'ils n'étaient pas trop d'accord avec la présence de [l'institution culturelle], en disant ça va provoquer une gentrification du quartier, nous on veut que le quartier reste comme ça, on ne veut pas qu'il y ait des projets culturels qui se développent [...] qui attirent... le quartier va changer, [...] certaines personnes du comité de quartier téléphonaient au ministre chez qui on demandait de l'argent pour organiser cette fête pour aider à améliorer le quartier, ils téléphonaient en disant ne donnez pas de l'argent pour ce projet. [...] nos ennemis ne se trouvaient pas forcément parmi les étrangers du quartier, mais plutôt parmi la population belge » (RP29, entretien, 16/3/2020).

Cet exemple, ainsi que les autres mentionnés dans cette section, démontrent que les facteurs qui peuvent provoquer l'émergence de tensions au sein des publics des initiatives culturelles analysées concernent les contenus et les manières dont ils sont proposés, mais aussi certains éléments contextuels qui impactent la réception de ces contenus et qui nécessitent donc d'être considérés.

Modalités de communication

Les modalités de diffusion des informations relatives aux initiatives culturelles organisées sont diverses, modulées sur base des outils à dispositions des institutions concernées, mais aussi des caractéristiques des publics que ces dernières souhaitent impliquer :

« [ç]a dépend du type d'événement. Si on fait un événement qui est vraiment pour les voisins, le quartier, Facebook ça n'aide pas, les programmes imprimés ça n'aide pas, l'agenda électronique ça n'aide pas, il faut des bêtes flyers, et aller le dire aux gens, et encore, c'est difficile. Si on fait

⁴⁷ Documentaire visionné le 28/4/2020.

une fête techno, ça doit être sur Facebook, et alors on atteint des milliers de personnes » (RP19, entretien, 28/2/2020).

Pour atteindre un public large, les outils de communication plus fréquemment mentionnés sont les réseaux sociaux (Facebook et Instagram plus particulièrement, Twitter plus rarement), par lesquels les institutions culturelles peuvent aussi diffuser des appels à participation pour leurs projets, outre les informations relatives à leurs événements ponctuels et activités régulières. Ils fonctionnent davantage avec les jeunes, mais pas seulement, et permettent de monitorer la visibilité d'une institution culturelle :

« j'ai ouvert une page Facebook pour [nom de l'institution culturelle], [...] qui est très suivie, maintenant je pense qu'on est assez connues. [...] sur notre page il y a des gens de toutes les origines qui nous suivent, même s'ils ne viennent pas ici, elles soutiennent, et on est aussi invités à plusieurs reprises à présenter nos projets ailleurs » (RP5, entretien, 5/12/2019).



D'autres media auxquels plusieurs institutions culturelles ont recours sont : les agendas événementiels de Bruxelles, les sites web des institutions culturelles (s'il est possible de mettre à jour les informations contenues), les newsletters, et d'autres sites de recherche d'événements culturels (par exemple Quefaire.be ou Le Petit Moutard pour les activités pour enfants). Le réseau institutionnel est aussi un moyen de relayer les informations :

« le réseau institutionnel, le réseau bruxellois des musées, [...] organise différentes activités comme [...] les nocturnes, et [...] apporte une grande visibilité, et puis tout ce qui est les relations avec les autres, [...] les combi-tickets [...] ça permet de faire circuler les informations » (RP4, entretien, 4/12/2019).

« on fait partie de la cohésion sociale de la commune », donc pour des activités ponctuelles la promotion se fait via l'email de la cohésion sociale (RP5, entretien, 5/12/2019)

Souvent les organisations préparent aussi des brochures, ainsi que des affiches pour des événements ponctuels, positionnées dans les quartiers concernés mais aussi en dehors, et dans certains cas elles ont aussi une publication propre. Lorsqu'il s'agit d'engager les publics du quartier, les outils privilégiés sont ceux qui permettent un contact plus direct, tels que la réalisation de flyers, et leur distribution « porte à porte », préférablement en prenant le temps de discuter avec les personnes contactées, afin de pouvoir illustrer l'initiative :

« à travers d'internet, on a un public qui vient par exemple de [quartiers éloignés], mais pas notre voisine d'en face, [...] alors il faut aller près d'elle, la convaincre que ça vaut la peine qu'elle traverse la rue pour être ici » (RP23, entretien, 21/2/2020).

« des fois c'est pas évident de toucher tous les publics. C'est pas avec un simple dépliant qu'on y arrive. Il faut être présents partout sur le terrain » (RP21, RP22, entretien, 21/02/2020).

Cette modalité de communication constitue un travail en soi, un travail « de fourmis, [...] des bénévoles actifs dans le quartier, [...] un dynamisme qu'on oublie de signaler (workshop 2, notes de terrain, 28/9/2020) » :

« [...] c'est beaucoup d'énergie d'aller chercher les gens, même les voisins, les gens proches ici, on doit aller les chercher, les enfants qui jouent dans la cour, on doit leur dire, vous voulez venir [à l'activité culturelle]. [...] on l'a fait, mais on ne le fait plus parce qu'ils ne viennent pas. [Ou alors ils viennent quand] c'est direct, [l'activité commence], ils demandent à leurs parents s'ils peuvent [venir] » (RP24, entretien, 4/3/2020).

« Le toute-boite je le fais pour avoir une trace en main, dans une seconde étape, rien de tel que d'aller rencontrer les gens où ils sont, et donc ça c'est compliqué parce qu'on n'a pas toujours le temps » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Certain.e.s essaient également de contacter des membres de groupes culturels spécifiques, en s'appuyant sur des personnes qu'ils/elles connaissent et qui en font partie :

« on a des relais dans la communauté turque, dans la communauté peul, [...] et donc il y a des gens qui apportent leurs idées » (RP11, entretien, 10/1/2020).

« [o]n a aussi une dame au guichet d'origine marocaine, [...] elle est connue dans le quartier, [...] donc ça nous apporte beaucoup et moi je vais parfois avec elle donner des flyers parce qu'elle connaît beaucoup de gens et c'est un lien de communication qu'on peut utiliser plus » (RP27, entretien, 9/3/2020).

Bien que cette démarche n'assure pas la participation, elle permet de diminuer le risque que les habitant.e.s ne reçoivent pas l'information de l'existence d'une institution culturelle dans leur quartier :

« il y a des gens qui habitent en face qui ne savent toujours pas qui nous sommes » (RP20, entretien, 18/2/2020).

« on est là pour travailler le lien culturel avec les [habitant.e.s de la commune], [...] des gens qui habitent à 100 mètres et ne savent pas qu'il y a un lieu de culture, c'est triste » (RP6, entretien, 11/12/2019).

Le risque de ne pas établir un contact est qu'il y ait aussi un décalage entre les initiatives proposées et les intérêts des potentiel.le.s participant.e.s :

« ce qui n'allait pas, [...] ils n'ont pas du tout la communication, le rapport est complètement différent, [...] dans l'approche, personne n'est au courant ici dans le quartier qu'il existe un centre culturel, presque, jusqu'à peu, il y a tout ce truc-là qui dessert l'offre culturelle qu'ils vont proposer. [...] vous ne savez pas communiquer, vous n'avez aucun réseau, vous ne les touchez pas [ce public], en fait c'est inaccessible » (RP26, entretien, 4/3/2020).

La présence à une fête de quartier ou à d'autres événements similaires avec un stand de l'association est aussi décrite comme un bon moyen de se faire connaître et « recruter » des participants :

« une des premières actions de communication c'était cette fête [annuelle dans le quartier] [...], et le moyen de s'entendre avec ces voisins, c'est de s'occuper de leurs enfants, de jouer avec leurs enfants » (RP29, entretien, 16/3/2020).

De manière générale, la collaboration avec d'autres associations œuvrant dans le quartier et établie par un contact spécifique et direct (RP32, entretien, 23/4/2020) favorise ce processus, aussi parce que dans certains cas il peut y avoir des échanges et des mélanges entre les publics des diverses institutions et associations :

« la clé pour nous pour amener du public, c'est de travailler avec les associations, et de faire en sorte que chacune ramène leur public pour telle activité » (RP21, RP22, entretien, 21/02/2020).

« [...] plusieurs maisons de jeunes avaient très peu de participants, alors que nous on avait une salle remplie [...], très vite j'ai demandé s'il y avait moyen qu'on en parle, [...] trouver un partenaire tel qu'un centre culturel, donc si vous avez des salles de disponibles, nous on vous amène des jeunes » (RP26, entretien, 4/3/2020).

« on participe aussi aux comités de quartier, etc. [...] On a quand même pas mal de partenariats qui s'ouvrent [...], on rencontre de nouvelles personnes [...] et puis forcément on se prête des locaux, on partage nos locaux, et c'est ça qui fait que les publics se rencontrent en fait. Et les festivals c'est vraiment ouvert à un public beaucoup plus large, [...] et c'est aussi à ce moment-là qu'il y a des rencontres de public » (RP28, entretien, 12/03/2020).

Par ailleurs, la collaboration avec les écoles permet d'impliquer un grand nombre d'enfants et jeunes dans des activités culturelles, d'abord dans le cadre d'initiatives scolaires, et ensuite, idéalement, de manière autonome. Instaurer et maintenir cette collaboration demande aussi un grand investissement, qui n'est pas nécessairement récompensé :

« il y a des écoles qui ne sont pas venues cette année, par rapport à l'an passée. Nous on a déjà fait la demande à différentes écoles, on a eu peu de retour, c'est beaucoup d'énergie, pour même pas une école, [...]. On a à nouveau envoyé les mails l'an passé, pour plein d'écoles de [noms de quartiers] et tout ça, on n'a eu aucun retour » (RP24, entretien, 4/3/2020).

La possibilité offerte par les partenariats d'accroître et de diversifier le public, en impliquant notamment des résident.e.s du quartier, dépend aussi du fait que certaines associations qui ont gagné en visibilité grâce à l'action sur le territoire et qui connaissent « ce qui se passe sur le terrain » (RP26, entretien, 4/3/2020), peuvent en faire « profiter » d'autres,

« il y a l'image, la crédibilité qu'il y a derrière, [...] tout le monde sait qui on est dans le milieu, donc ça joue et ça nous aide, et vous, ça vous desserre. [...] très souvent, au niveau institutionnel ils n'ont pas encore compris ça très bien, de plutôt collaborer avec des gens de terrain qui ont développé des initiatives comme ça. [...] ça leur [à d'autres institutions culturelles] demande plus de travail parce que cela veut dire qu'eux doivent se rendre compte de ce qui se passe sur le terrain » (RP26, entretien, 4/3/2020).

Le bouche-à-oreille permet de diffuser ces informations et souvent les participant.e.s commencent à se rendre à une activité culturelle car ils/elles en ont entendu parler d'une connaissance qui s'y est déjà engagée :

« Il y a du bouche-à-oreille beaucoup, [...] les femmes qui viennent ici qui parlent à leurs voisines » (RP5, entretien, 5/12/2019).

« le bouche-à-oreille fonctionne très bien, [...] on fait de la publicité, mais on voit que le bouche-à-oreille fonctionne mieux » (RP8, entretien, 12/12/2019).

« ce que je constate c'est que tous les nouveaux venus [au groupe papote ou ateliers jeunes] c'est par le bouche-à-oreille qu'ils sont venus » (RP32, entretien, 23/4/2020)

Certain.e.s peuvent aussi prendre connaissance de plusieurs autres activités, lorsqu'ils/elles commencent à se rendre à l'institution culturelle pour une première initiative. Cette modalité permet aussi aux nouveaux/elles participant.e.s d'avoir un a priori positif et développer ensuite une relation de confiance avec l'institution culturelle et ses membres. Cette relation est importante plus particulièrement pour les habitant.e.s des quartiers lesquel.le.s, selon nos interlocuteur.e.s, sont au départ moins enclines à participer aux activités proposées. La confiance se crée par le contact, la proximité, et aussi en allant à l'encontre de leurs besoins et intérêts :

« [s]i on avait un médiateur full time ça changerait beaucoup ! Parce que de nouveau, l'important c'est le contact, il faut être en contact avec les gens. C'est pas via des bêtes flyers ou Facebook qu'on arrive à nouer une relation de confiance qui fait que les gens voudront venir » (RP21, RP22, entretien, 21/02/2020).

« La confiance qui s'est installée, ça c'est super important. Parce que les gens du quartier sont méfiants. Et donc il faut instaurer une confiance, accepter de faire certaines choses à certaines heures où normalement [l'institution culturelle] est fermée. Je pense par exemple à [nom de l'activité culturelle], je pense à toute une série de petites initiatives comme ça. Mais qui permettent d'amener des gens à [l'institution culturelle] et puis après de faire d'autres choses avec eux, beaucoup plus importantes. Mais ça demande du coup un investissement beaucoup plus fort, c'est sûr » (RP9, entretien, 17/12/2019.)

Les activités de communication, surtout si elles incluent une démarche proche au terrain et un contact direct avec les potentiel.le.s participant.e.s, demandent un grand investissement en termes de ressources financières, de personnel et de temps. Le bilinguisme qui caractérise Bruxelles peut aussi compliquer la tâche (RP15, entretien, 23/1/2020). Souvent, les institutions culturelles contactées n'ont pas un service communication dédié, et ces activités sont menées par des personnes qui sont également responsables d'autres tâches, et partagent ainsi leur temps devant par moments sacrifier certain.e.s démarches qu'ils souhaiteraient entreprendre :

« on a un collègue qui fait la communication ici, il travaille à mi-temps, parce qu'il doit faire la même chose dans un autre centre, aussi mi-temps, donc c'est [...] pas assez on trouve. [...] c'est pas encore tout à fait efficace, et lui aussi est en train de réévaluer comment faire... par exemple on met beaucoup d'énergie dans un petit magazine, [...] ça prend beaucoup de temps pour le faire et le distribuer et du budget aussi, mais on ne sait pas s'il y a beaucoup de gens qui le lisent ou qui trouveraient dommage si ça arrête. Mais il fait aussi tous les réseaux sociaux, des flyers. Je fais aussi moi-même des communications pour mes activités, parce que si c'est tout chez lui, il n'a pas assez de temps. [...] aussi juste parfois tête à tête, on va dans des écoles ici, on sait qu'il y a des parents qui viennent à trois heures l'après-midi, donc il y a beaucoup de monde, et on y va avec des flyers pour parler. [...] si mon collègue communication travaillait à temps plein ici, on pourrait expérimenter plus » (RP27, entretien, 9/3/2020).

La présence de stagiaires peut supporter le développement de la communication, mais elle demande aussi un suivi :

« on a [une équipe] au niveau de la communication, [...] mais clairement, c'est pas suffisant. [...] la structure et le financement ne nous permet pas de faire ce truc à fond. [...] c'est un peu la limite de notre système actuel, [...] il y a l'énergie, il y a les gens qui sont là pour [des stagiaires], mais de pouvoir encadrer autant qu'il faudrait encadrer, on ne sait pas le faire [...] » (RP26, entretien, 4/3/2020).

Lorsqu'un atelier se met en place, une modalité de communication spécifique fonctionne aujourd'hui davantage entre les membres du groupe, par exemple l'envoi de SMS, la création d'un groupe WhatsApp et (plus rarement) d'une mailing list :

« maintenant, pour toute activité avec les femmes, on fait un rappel avec un sms, [...] il y a dix ans on ne pensait même pas à ça, il y avait le fameux téléphone arabe, donc de bouche à oreille, [...] et maintenant on fait un rappel par sms, ou par WhatsApp, [...] des choses qui évoluent avec le temps, les modes, les technologies » (RP3, entretien, 20/11/2019)

Par ces moyens, les participant.e.s peuvent être tenu.e.s au courant des activités prévues et d'éventuels changements, mais aussi conserver les contenus produits, partager leurs expériences, etc.

Le rapport aux institutions

Bien que nous n'avons pas interrogé les responsables des organismes culturels que nous avons contacté.e.s à propos de leur rapport aux institutions, ce sujet a souvent émergé pendant les entretiens. Il concerne plus précisément les interactions avec les représentants politiques et les administrations (locales, bruxelloises et communautaire), et le rapport avec les pouvoirs subsidiaires.

La rencontre avec les institutions se fait avant la mise en place des activités, afin de légitimer la démarche et obtenir éventuellement des financements, mais aussi pendant le développement, afin de permettre un soutien institutionnel, par exemple au niveau de la communication. Par ailleurs, les initiatives menées par la commune peuvent faciliter la mise en place d'activités culturelles :

« la commune a fait un boulot auprès des citoyens, ça favorise » (workshop 2, notes de terrain, 28/9/2020).

Cette coopération nécessite du temps pour s'établir et fonctionner de manière appropriée. Certain.e.s de nos interlocuteurs dénoncent la difficulté de la mettre en place sans avoir une porte d'entrée privilégiée, par un contact ou une relation préalable :

« on a rencontré tous les échevins de la jeunesse, de la culture, du sport [des 19 communes bruxelloises], au niveau du Ministère, la Fédération Wallonie-Bruxelles, tous les niveaux de pouvoir on les a faits, parce qu'on se disait que ça devait passer par là et qu'on n'avait aucun réseau, on partait de zéro, on a réalisé un dossier qu'on a été présenter, on a eu des rendez-vous [...], et on n'a rien eu en réponse à ça, tous les centres culturels aussi on les a rencontrés tous, [...] on n'a eu aucune réponse positive. [...] et certainement ça marche fort aux contacts et aux relations [...], nous on n'a pas, on vient d'un milieu où on a très peu de relations, très peu de contacts, [...] parce que ces institutions-là sont difficilement accessibles pour un public comme le

nôtre, [...] pas de portes d'entrée, et pourtant on a essayé de les forcer ! [...] Après avoir insisté, des mails où ils nous disaient oui, puis ils nous disaient non, [...] au final ils nous présentent une salle [...] et ils nous la font payer dix euros de l'heure ! » (RP26, entretien, 4/3/2020).

Les difficultés d'accès aux institutions se manifestent aussi lorsque des nouveaux organismes souhaiteraient faire part ou mettre en place des fédérations. Certain.e.s dénoncent que cette possibilité leur est niée en raison d'un fonctionnement « sectaire » (RP11, entretien, 10/1/2020) et non transparent (RP26, entretien, 4/3/2020) de ces regroupements.

Dans le cas narré plus haut, comme dans d'autres, la situation se débloque et l'accès est facilité grâce à une « relation », c'est-à-dire grâce à l'intervention d'une connaissance déjà intégrée dans le système institutionnel, pouvant donc aider à ce que la demande d'un nouvel organisme culturel soit écoutée, et à ce que ses activités soient légitimées et leur valeur sociale reconnue :

« progressivement, il y a eu des portes qui se sont un peu ouvertes, très souvent grâce à des relations. Il y a un gars qui nous a beaucoup aidé, [...] c'est un ami, [...] il habitait le même quartier que moi, [...] lui du coup, [...] il a des relations, il pèse très lourd, déjà à l'époque, [...] il a compris que tout jouait à l'influence, [...] c'est un jeu d'influence, derrière lui il y a tous les quartiers, il y a ci, il y a ça, il y a ça... [...] il a un échange, il y a un truc qui doit se respecter de part et d'autre, et lui, il l'a très vite compris, qu'il avait une vraie influence, [...] qu'il avait du pouvoir. [...] il nous a énormément aidé. [...] Il a pris notre dossier, [...] il a eu un rendez-vous en deux jours, il est resté une demi-heure sur place, il m'a appelé après, il m'a dit, c'est bon, vous avez le [lieu pour l'initiative culturelle], vous n'avez pas à payer. [...] il n'avait rien à y gagner de ça, c'était par sympathie. [...] du coup on a créé une relation, mais grâce à une relation, et le chemin était long. [...] c'est pas par le travail qu'on a [été reconnus], il y a très peu de visibilité en fait de l'action sociale, culturelle, très peu de reconnaissance et de visibilité. Tant que ce n'est pas porté par quelqu'un qui compte, qui a de l'influence... » (RP26, entretien, 4/3/2020).

L'accès aux infrastructures et aux ressources financières serait ainsi également conditionnée par des relations inégales avec les différentes institutions culturelles, ainsi qu'avec les différents profils des responsables des propositions :

« on était un peu novices là-dedans, mais [...] on a fait un dossier, on savait s'exprimer, on débarquait pas de nulle part non plus. Si nous, en tant que blancs, scolarisés et tout ça, on n'arrivait pas à décrocher le moindre truc, c'est pas nos potes qui allaient y arriver, qui ne sont pas blancs et qui pour la plupart n'avaient pas la moitié du niveau scolaire qu'on a, [...] ça montre aussi un peu de fermeture d'esprit » (RP26, entretien, 4/3/2020).

Certain.e.s de nos interlocuteur.e.s nous signalent aussi un fonctionnement différencié entre les pouvoirs subsidiaires des différentes communautés œuvrant à Bruxelles dans le domaine de la culture. Ils soulignent plus particulièrement la lourdeur administrative et la réticence envers de nouvelles propositions au sein des institutions francophones (du moins concernant certaines disciplines artistiques), caractérisées par « un manque de dynamisme » :

« c'est très, très figés, c'est très lourd, [...] tout était hyper sclérosé [...]. Ou alors pour passer au-delà de cette sclérose, de ce côté figé, il fallait des relations, sinon il y a vraiment un vrai obstacle. [...] Côté néerlandophone, ils ont un côté beaucoup plus ouvert, dynamique, ils sont beaucoup plus propices à prendre des risques aussi, et à donner la confiance, et ils marchent un peu aux

résultats, [...] on a très souvent senti un gros décalage entre les institutions francophones et les néerlandophones [...]. Les Néerlandophones représentent +- 7% de la population bruxelloise, mais leurs structures physiques et institutionnelles ont plus d'impact, [...] il y a des vraies structures qui soutiennent le développement de projets, [...], en termes d'espaces aussi » (RP26, entretien, 4/3/2020).

Les responsables de certains centres bicommunautaires décrivent aussi la difficulté d'obtenir des agréments (RP16, entretien, 24/1/2020). En outre, les budgets structurels sont parfois « déséquilibrés » (RP19, entretien, 28/2/2020), c'est-à-dire que lorsqu'une communauté finance davantage que l'autre, il peut y avoir une « sélection » des participants :

« c'est souvent une question de finances, d'où vient [...] l'argent, [...] parfois on discrimine des gens. Mais c'est pas le contexte de [nom de la commune] ça, ça c'est le contexte Belgique » (RP27, entretien, 9/3/2020).

Cet argument n'est néanmoins pas suffisant pour expliquer le décalage au niveau des différentes approches communautaires, qui semble également concerner la création et la programmation d'événements et festivals. Le but des pouvoirs subsidiants flamands serait d'intensifier la production culturelle communautaire flamande :

« ok il y a plus d'argent, mais ça n'explique pas tout, je crois qu'il y a aussi une vision qui peut être différente. [...] [il y a un intérêt politique], ils doivent produire de la culture flamande » (RP26, entretien, 4/3/2020).

Contrairement à cet intérêt, du côté flamand, pour le développement d'une production culturelle propre, certain.e.s dénoncent le fait que la Communauté française délaisserait davantage ce domaine, aussi au niveau des infrastructures qui accueillent les institutions culturelles :

« [...] le point négatif c'est notre manque d'argent, et le manque d'investissement de la communauté française dans l'infrastructure ici, [...] on laisse tomber les choses en ruines et tout ce qu'on vient mettre c'est des barrières pour empêcher d'approcher les ruines, restaurer c'est... et ça prend tellement du temps, et on négocie... ça fait des années et des années. Ce manque d'infrastructures et d'investissement est criant » (RP8, entretien, 12/12/2019).

Ce manque d'investissement accentue l'écart entre les deux approches communautaires :

« si on était au milieu de la communauté française, à Mons, dans des lieux plus emblématiques, le problème serait résolu depuis longtemps. [...] il n'y a pas d'argent, nulle part pour la culture en communauté française. Si on était néerlandophone, ce serait très différent, je crois qu'il y a plus d'investissements, surtout à Bruxelles, pour les flamands de Bruxelles il y a vraiment un investissement important. [...] ils sont minoritaires, [mais] il y a une présence très active, très dynamique [...]. Mais tout ce qui est culture francophone à Bruxelles, il y a un désinvestissement criant » (RP8, entretien, 12/12/2019).



Il y a également une critique par rapport au fait que certaines institutions culturelles seraient négligées à faveur de l'investissement dans d'autres structures, qui sont nouvelles mais qui ne seraient pas destinées à des couches de populations larges et diversifiées :

« on crée des [nouvelles institutions culturelles], parfois très tape à l'œil, [...] mais on n'investit pas dans [celles] qui existent déjà. C'est beaucoup plus facile [...] que de faire vivre les [institutions culturelles] qui existent. [...] Nous, avec un centième de ça, [...] on ferait déjà énormément. [Nom de la nouvelle institution] visent un public du quartier, mais comme le quartier change très fort, [...] surtout de ce côté-là, ça devient très cher et très chic, évidemment ils vont travailler avec les gens du quartier. Et [ce domaine artistique artistique], peut, je ne dis pas toujours, être très élitiste » (RP8, entretien, 12/12/2019).

La question de la gentrification sera abordée plus loin dans ce rapport. Nous voyons néanmoins déjà ici la crainte que ce changement de la composition sociodémographique de ces quartiers puisse aussi avoir un impact négatif sur la répartition des ressources disponibles, en faveur des nouveaux habitant.e.s, plus aisés économiquement et dotés, selon les pouvoirs subsidiaires, d'un plus grand capital culturel, que les ancien.e.s. Cela se verrait aussi dans le choix de privilégier certains contenus qui sont perçus comme plus sélectifs, en raison de la non accessibilité de leurs codes et aussi du prix de la participation. Ce choix serait influencé par une volonté politique d'internationaliser davantage la participation culturelle à Bruxelles c'est-à-dire de :

« mettre Bruxelles sur la carte internationale, [...] attirer culturellement un public international, avec des grandes expositions phares, [...] des musées un peu courus par un certain public, parce qu'il y a plus d'argent là que dans un public plus populaire où il n'y a pas d'argent. [...] [il s'agit d']attirer de l'autre côté du canal un public qui a un capital culturel élevé, parce que des gens qui vont visiter Bruxelles ce sont des gens qui ont des moyens, qui ont un capital culturel important, qui s'intéressent à des choses qu'on va trouver à Londres, à Paris, à Berlin, trouver la même chose à Bruxelles » (RP8, entretien, 12/12/2019)

Il y aurait donc un désinvestissement des institutions par rapport aux publics vivant dans des situations défavorisées, car le travail de proximité

« manque de place, manque de personnel compétent, manque de soutien du pouvoir subsidiaire » (RP8, entretien, 12/12/2019).

Un changement partiel d'approche (sans pour autant déterminer une plus grande disponibilité de fonds) semble se produire à partir du moment où l'implication des associations faisant un travail de proximité au sein des quartiers devient une prérogative de l'action culturelle elle-même, ce qui favorise l'ouverture institutionnelle à une plus grande variété d'organismes et aux collaborations entre eux :

« il y a eu aussi un truc qui s'est passé, il y a eu un nouveau décret à ce moment-là⁴⁸, et ça, ça a changé, parce que du coup les centres culturels étaient dans l'obligation de faire du lien avec la

⁴⁸ Décret du 21 Novembre 2013 (en particulier articles 9, 19 et 20), voir http://www.centresculturels.cfwb.be/index.php?eID=tx_nawsecuredl&u=0&g=0&hash=6bd96306d17694601bef71f3c2c267692665a853&file=fileadmin/sites/cecu/upload/cecu_super_editor/cecu_editor/documents/Legislation/D_2013-11-21_Gallilex.pdf et aussi Sacco et Jamar, 2014, http://www.laconcertation-asbl.org/IMG/pdf/rapport_vfin14mise_en_page_la_mediation_culturelle_dans_les_centres_culturels_bruxellois.pdf, consultés le 20/4/2020.

population, les communes et tout ça. [...] comment on va faire pour remplir nos centres culturels avec des jeunes, [...] parce que parfois il y a plein de centres culturels où il y a une offre qui est complètement déconnectée de la population » (RP26, entretien, 4/3/2020).

Ce décret est donc reçu de manière positive, par ce qu'il produit une véritable ouverture du domaine culturel⁴⁹ :

« s'il y avait eu un peu plus d'ouverture de la part d'autres espaces ou lieux culturels, institutionnels, tout le monde aurait pu en profiter plus tôt. [...] ça aurait sans doute une autre envergure aujourd'hui aussi, parce qu'on bricole toujours [...] » (RP26, entretien, 4/3/2020).

Néanmoins, de manière générale, même lorsqu'il est finalement possible d'obtenir des financements, ceux-ci sont souvent limités par rapport à l'offre culturelle que l'organisme concerné souhaiterait proposer, ainsi que par rapport à l'engagement de ses membres :

« petit à petit c'est venu, on a eu un vrai soutien institutionnel par le cabinet [nom du représentant politique] à l'époque, qui nous a octroyé un subside ponctuel de 4000 €. [...] on était contents mais en même temps ça ne suffisait pas par rapport à notre demande » (RP26, entretien, 4/3/2020).

En effet, au-delà des subsides structurels qui peuvent être plus importants, les organismes socio-culturels disposent souvent de financements ponctuels assez réduits, qui leur permettent par exemple d'organiser une initiative spécifique. Les appels à projets constituent ainsi des opportunités de mettre en place certaines activités, mais il s'agit de moyens discontinus et contraignants, qui peuvent finir par peser davantage sur les responsables des associations, plutôt que d'amener un véritable gain :

« le subside principal de [nom de l'institution culturelle] vient de la ville [...]. Les difficultés principales c'est les mêmes que toutes les ASBL, c'est les finances, un manque de finance. Si je ne fais pas d'appels à projet, on n'y arriverait pas. Donc il y a ce gros biais là, de rentrer des appels à projet, et les appels à projet qu'on rentre c'est équivalent aux subsides qu'on reçoit » (RP9, entretien, 17/12/2019).

« les subsides actuellement pensent plus en termes de projet que en termes de stabilité. [...] il y a des appels à projets, on fait des demandes, après on reçoit de l'argent et on peut peut-être engager mais pour ce projet, mais c'est fragile. [...] c'est des vacataires, [...] mais du coup c'est plus de travail pour nous, pour faire un projet il faut qu'on porte plus, donc c'est un peu un piège. [...] toutes ces activités en plus il faut les suivre, il faut les organiser, il faut faire des rapports d'activités, et pour mille euros en plus il faut travailler pour je ne sais pas combien d'heures » (RP5, entretien, 5/12/2019).

« il faut répondre à des appels à projets, [...] nos propositions sont souvent refusées [...] et puis quand il y en a une qui réussit, après il faut aller trouver le médiateur, la médiatrice qui parvient à convaincre les enfants et surtout les parents de venir dans ces [activités culturelles]. [...] mais il faut trouver des moyens du côté des pouvoirs publics pour pouvoir mettre ça en place » (RP29, entretien, 16/3/2020)

⁴⁹ Nous verrons néanmoins plus bas que le fonctionnement du système institutionnel actuel des enjeux socio-culturels des quartiers est aussi critiqué pour une série de raisons.

En raisons de ces contraintes, certains organismes décident de créer un consortium grâce auquel ils pourront partager leurs tâches et leurs ressources, facilitant ainsi le développement du projet :

« ce travail par projet, courir toujours derrière ces petites sommes, qui ne rapportent pas au niveau du personnel, qui représentent une charge supplémentaire de travail, [...] au niveau de la mise en place et [...] des comptes ensuite, c'est ça qui parfois nous freine, et on travaille en collaboration [avec d'autres ASBL] [...] comme ça on porte ensemble. [...] on essaie d'élargir nos activités sans trop porter, [...] c'est des stratégies tout le temps pour palier [le manque de fonds structurels appropriés] » (RP5, entretien, 5/12/2019).

Il s'agit d'une logique « de soutien », de travail commun visant la réponse aux besoins du quartier, se mettant également ensemble pour solliciter l'intervention financière des institutions, pour assurer la continuité de ces projets collaboratifs :

« trouver des sous [pour] pérenniser, engager des gens et faire vivre ces associations. Chaque association va rentrer une demande [...] pour mutualiser les ressources [...] financières ou humaines » (RP30, entretien, 23/3/2020).

Ce fonctionnement porte atteinte à la stabilité des associations, à la continuité de leur action et à leur permanence dans un lieu, et provoque aussi la nécessité de développer des compétences de « subsidiologie » (RP14, entretien, 23/1/2020) pour arriver à décrocher des financements. Souvent, ce processus engendre aussi de la frustration et de la concurrence au sein et entre les ASBL, tout comme une certaine stigmatisation d'associations qui n'auraient pas les bons contacts ni l'accès aux outils de formation nécessaires à se doter de ces compétences. De plus, il faut prendre en compte la fin, qui peut être abrupte, des financements ou du soutien de certaines institutions ou autres organismes (par exemple au niveau de l'infrastructure qui accueille l'association culturelle) :

« à un certain moment, [noms d'institutions culturelles], avaient des subsides de la communauté française, et du jour au lendemain, parce que quelqu'un a dû dire que c'était vieux, on a supprimé les aide à ces [lieux] » (RP25, entretien, 4/3/2020).

« on a eu des subsides pour ça dans le passé, mais pour le moment on n'a pas de subsides. [...] le subside a été épuisé, et on continue d'offrir [l'activité culturelle] » (RP8, entretien, 12/12/2019).

« [o]n est restés là pendant un an, [ensuite] ils ont fini par nous dire qu'on devait libérer le local parce qu'ils devaient installer une bibliothèque là, [...] prétendant que ça venait d'en haut » (RP11, entretien, 10/1/2020)

Le manque de financements appropriés amène souvent la nécessité soit de diversifier les tâches des membres du personnel (ce qui pourrait aussi amener à une surcharge), soit, ou aussi, de mobiliser des bénévoles dans l'implémentation des initiatives culturelles, afin qu'elles puissent être maintenues aussi au-delà de la fin du projet ponctuel. Néanmoins, ce processus peut conduire au déclin de la motivation des personnes concernées, lesquelles ne se sentent pas reconnues d'un point de vue professionnel (RP14, entretien, 23/1/2020).

Il est souvent nécessaire, par conséquent, de multiplier les sources possibles de financement, de manière à tenter d'assurer une continuité :

« c'est un[e] assez jeune [institution culturelle] [...] privé[e], [...] mais maintenant on a 20% de subsides publics, repartis dans [...] six pouvoirs subsidiant différents. [...] ça reste fondamentalement privé [...], on fait des choix [de projets] en fonction du budget qu'on a » (RP4, entretien, 4/12/2019)

« aujourd'hui vous êtes dans [une institution culturelle] de la Communauté Française, [...] c'est une ASBL, [...] [et aussi un] organisme d'éducation permanente, ce sont nos deux sources de fonctionnement principales. Plus on a toute une série d'activités annexes [...]. Nos subsides viennent de la Communauté Française principalement, et de la Région pour les emplois » (RP8, entretien, 12/12/2019).

« [...] on a des subsides [...] de la cohésion sociale à [nom de la commune]. [...] on a eu un petit subside national. [...] il y a aussi du privé dont le fond [nom du fond], il y a la Cocof, [...] et la Loterie nationale. [...] l'achat du bâtiment c'est de l'argent qu'on doit sortir chaque mois, là c'est financé via les activités » (RP11, entretien, 10/1/2020).

Néanmoins, il peut être difficile pour certains organismes culturels de se conformer aux exigences nécessaires pour obtenir certains financements, aussi parce que les différentes sources de fonds fonctionnent de manière sectorielle et exclusive, plutôt qu'interconnectée, ce qui ne correspond pas au travail mené sur le terrain :

« [...] on est très transversal, on est en train de monter un dossier de reconnaissance comme organisation d'éducation permanente, [...] ça ne correspond pas aux cases, [...] n travaille beaucoup de manière fluide et on passe d'une logique à l'autre, où le secteur est organisé de manière verticale, en silos, ceux qui font l'éducation permanente ils font l'éducation permanente » (RP11, entretien, 10/1/2020)

Outre les sources de financements institutionnels plus larges éventuellement disponibles, les contrats de quartier progressivement mis en place au sein de plusieurs communes bruxelloises sont aussi des cadres favorisent le développement initial d'initiatives culturelles. Ces outils visent aussi la participation des habitant.e.s locaux/les. Ceci amène les organismes culturels à s'engager dans la propositions d'initiatives qui rencontrent leurs intérêts. Néanmoins, même lorsque le rapport à l'institution locale est établi et que la démarche est ainsi légitimée, le maintien d'une relation positive ne va pas de soi :

« on fait beaucoup pour le quartier, on essaie. Mais on a beaucoup les bâtons dans les rues [...] avec la commune, [...] ça fonctionne mais avec du mal. [...] je sais qu'il y a des travaux plus importants que ce qu'on demande, mais qu'ils nous le disent, [...] au moins on sait » (Julien, usager et bénévole, entretien, 11/3/2020).

Le maintien d'une relation positive repose notamment sur l'engagement individuel des membres des administrations :

« nous avons travaillé avec elle [nom de la responsable d'un service communal], [...] elle est super intéressante, [...] on a fait énormément de projets avec elle » (RP23, entretien, 21/2/2020).

« [un membre du conseil d'administration de l'association] a été politicien aussi [...], il est un peu dans le vieux style de bien soigner ses contacts, aller à tous les réceptions, parler, et dans ce cadre il nous défend bien, [...] il a parfois des contacts avec des ministres » (RP27, entretien, 9/3/2020).

Par ailleurs, certain.e.s peuvent aussi faciliter l'élargissement des activités proposées à un contexte plus ample que le quartier ou la commune de référence :

« [pour une activité culturelle à Bruxelles-ville] on a dû passer à l'époque, [...] [par] l'échevin de la culture [...]. Lui-même, en tant que président du conseil d'administration et échevin de la culture doit payer la location, [...] pour me soutenir, [...] on a dû négocier » (RP11, entretien, 10/1/2020).

Le soutien de certaines initiatives qui ne sont pas connues avant, peut amener à diversifier les publics du secteur culturel bruxellois, ainsi qu'à produire de la « visibilité auprès des autorités » (RP32, entretien, 23/4/2020), c'est-à-dire se faire connaître et légitimer en tant qu'institution culturelle proposant une offre de contenus qui répond à des besoins et intérêts spécifiques non traités jusque-là :

« quand on fait 100000 [participant.e.s] par an, alors que deux ans avant on n'existe pas, même au niveau politique, d'où ils sortent ces gens ? D'où sortent ces [artistes], [...] cette [institution culturelle], [...] ces spectateurs qui n'étaient pas là, qui ne venaient pas [à l'institution culturelle], [...] ils n'aiment pas [l'offre culturelle] que vous leur proposez » (RP11, entretien, 10/1/2020)

Parallèlement, certain.e.s représentants des institutions peuvent mettre des véritables barrières au développement des initiatives culturelles :

« on avait un pouvoir communal assez centralisateur [...], avec des fortes personnalités au niveau des autorités de l'époque, peu inclinés à l'expression ou en tout cas au dialogue, et on avait en même temps d'énormes changements sur la ville » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Un autre élément important que plusieurs de nos interlocuteur.e.s dénoncent, est une répartition déséquilibrée et pas claire des rôles, amenant plus particulièrement les organismes socio-culturels à prendre en charge des missions qui ne leur incombent pas, s'appuyant sur des budgets insuffisants. Les institutions délaissent ainsi leurs responsabilités, en les déléguant à d'autres acteurs non-institutionnels, et sans fournir les moyens nécessaires à mener ces tâches de manière appropriée :

« [il y a une] transformation du partenariat entre les pouvoirs subsidiant et les associations, une sorte de contre-pouvoir en fait, [...] un changement de rapport entre deux forces. On est dans un rôle un peu de sous-traitants, un rapport un peu contractuel [...] pour pouvoir travailler sur des environnements qui sont aussi totalement abandonnés par les pouvoirs publics. On a l'impression qu'il y a une sorte de relation d'externalisation du bien social, [...] à coups de subsides [...] juste pour ne pas culpabiliser, entre guillemets. Par ce rapport-là, on nous donne des faibles moyens [...] pour fédérer des personnes autour de projets collectifs, [...] [pour] faire rentrer des volontés citoyennes dans des projets déjà préétablis » (RP31, entretien, 23/3/2020).

Cette modalité de gestion des enjeux des quartiers semble aussi ne pas toujours favoriser une véritable valorisation de l'initiative des habitant.e.s, car le système institutionnel actuel agit aux dépens de celle-ci. En effet, certains

« appels à projets déjà rédigés qui ne répondent pas forcément aux besoins de la population » (RP14, entretien, 23/1/2020).

Selon plusieurs de nos interlocuteur.e.s, il y aurait aussi un « risque d'instrumentalisation du secteur associatif », car l'action de médiation avec les populations développée par les associations serait

conditionnée par les attentes institutionnelles, s'écartant ainsi des missions spécifiques de chaque association :

« on le sent de plus en plus. Les pouvoirs publics, politiques, ont parfois tendance à utiliser l'associatif, d'abord dans un objectif de pacification sociale, pour éviter que la marmite explose, [...] chaque pouvoir subsidiant a ses objectifs, ses critères, reconnaît certaines actions et pas d'autres, une manière de faire appliquer certaines politiques, et donc là l'associatif doit être très vigilant pour rester cohérent par rapport à notre objet social »⁵⁰.

La délégation et l'instrumentalisation institutionnelle du secteur associatif ici dénoncées ne veulent pas nécessairement dire que l'importance du travail mené soit reconnue. L'insuffisance des budgets alloués et les modalités de répartition de ces budgets. Plusieurs des personnes interviewées réclament une plus grande reconnaissance des actions menées et de leurs effets :

« dans tout le secteur associatif, on sous-estime notre rôle. [...] la majorité de nos subsides part dans les salaires [...] ils pensent qu'on est assez subsidié ! [...] mais le travail qu'on fait sur le terrain, il n'est pas assez estimé. [...] dans le secteur associatif, il faut du monde et il faut du monde qualifié, [...] un minimum de conditions, de compétences, [...] n'importe qui ne peut pas encadrer des enfants, [...] donner un cours ou suivre un groupe, [...] on a parfois des contrats indéterminés mais qui n'ont pas les compétences, tandis que [certains.e.s en contrats déterminés] dont on doit se séparer ont tout à fait les compétences, donc c'est aussi au niveau des recrutements qui ont été fait dans le passé. [...] à mon niveau à moi, je cherche des subsides, mais ce n'est pas moi qui gère comment les subsides sont repartis entre les structures etc., donc j'ai pas un œil sur est-ce qu'on privilégie certains secteurs ou pas. [...] on se débrouille [pour organiser les activités] mais c'est pas évident, et on voudrait aussi, par respect pour notre public, garder une qualité de nos services » (RP5, entretien, 5/12/2019).

Les organismes socio-culturels en question ressentent une « responsabilité » envers leurs publics et la qualité de l'offre développée. Ils souhaiteraient que cet aspect important de leur travail soit valorisé, au risque de devoir « chiffrer » cet impact :

« apparemment le système ne comprend que les chiffres. [...] [les participantes aux activités] prennent moins de médicaments, elles se sentent mieux, elles sont moins déprimées, elles cherchent du travail, et donc il y a un impact qu'on [...] ne chiffre pas, parce que ce n'est pas dans la philosophie du monde social. [...] si vraiment les pouvoirs subsidiaires réfléchissent de cette manière-là, il faudrait soit qu'ils changent leur façon de réfléchir, soit que nous on arrive à... [faire en sorte] qu'ils comprennent l'impact sur la vie de tous les jours » (RP5, entretien, 5/12/2019).

Il s'agit également d'être témoins et reconnaître les difficultés que les acteurs du secteur socio-culturels peuvent rencontrer dans la mise en place de leurs activités, visant les problématiques des populations locales :

« [une situation] d'évitement social catastrophique, tensions, les jeunes, la drogue, [...] nous on est au centre, et les pouvoirs publics ils disent, ah on a un centre culturel, ils vont faire la peinture, ils vont occuper les jeunes, mais c'est loin d'être ça, c'est catastrophique, c'est très difficile, c'est les inégalités sociales, c'est le chômage, c'est du vol, c'est la drogue, c'est le deal, [...] beaucoup

⁵⁰ Documentaire consulté le 25/5/2020.

de tension. Et nous on vient avec des films et du théâtre, c'est dur ! Et c'est parfois très décourageant. Mais ça produit des effets, [...] de bons moments, et donc ça fonctionne » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Parmi les exemples que nous avons collectés sur le terrain, il y a certains organismes culturels qui ont néanmoins réussi à s'institutionnaliser, d'une certaine manière, c'est-à-dire à atteindre un niveau de financements qui permet un fonctionnement assez aisé, et pour lesquels la démarche était plus facile que pour d'autres :

« ce bâtiment était vide, à l'abandon, donc on a été trouver les échevins, on leur a dit on a un petit projet, est-ce que vous seriez d'accord de mettre à notre disposition... pouf, ils nous ont donné les clefs, en gros. Il n'y a rien ici, c'était de l'autre côté du canal, ah voilà des gens qui ont envie de faire quelque chose... et on a obtenu ce bâtiment. [...] Donc on investit ça, et puis on a été reconnu très, très rapidement comme centre culturel par la Fédération Wallonie Bruxelles [en 2004, un an après]. [...] la commune [...] a investi beaucoup de pognon pour rénover l'ensemble du bâtiment, [...] et on évolue dans tout ça. [...] on a des bonnes bases [financières], on a quatre lieux maintenant » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Dans ce cas, l'impact potentiel du projet culturel proposé dans le quartier est reconnu, ce qui influence la volonté politique de s'y investir, aussi probablement dans la perspective mentionnée plus haut de déléguer la gestion de certains enjeux sociaux locaux aux organismes culturels.

2.3 Les institutions culturelles et les quartiers

Dans cette section, nous étudions le rapport des institutions culturelles aux enjeux des quartiers dans lesquels elles sont installées, ainsi qu'aux habitant.e.s locaux/les. Plus particulièrement, nous avons collecté des données relatives aux manières dont les institutions culturelles investissent les quartiers en question, au départ de certaines représentations de ces quartiers et au travers des activités qu'elles développent dans le secteur socio-culturel.

La spécificité (et le prix) des activités proposées

Tout d'abord, nous constatons que les activités proposées sont souvent spécifiques, dans la mesure où les contenus et les modalités de mise en place sont pensées en rapport à la situation contextuelle. La programmation des institutions culturelles est souvent diversifiée et organisée sur base d'approches et d'objectifs variés, de manière à inclure ces activités spécifiques dans une offre plus large, visant aussi des publics situés ailleurs et porteurs d'intérêts différents :

« la programmation fonctionne sur plusieurs axes, [...] un axe plus populaire, sur les grosses fêtes de rue, [...] il y a aussi les projets participatifs avec le quartier, c'est une autre échelle, et il y a aussi des [activités culturelles] plus complexe[s], [...] un plus petit public. [...] C'est important d'avoir ces deux axes simultanément parce qu'un niveau est important pour l'autre » (RP19, entretien, 18/2/2020).

Si dans ce cas il y a coexistence entre des activités visant des publics socialement et culturellement distincts, dans d'autres cas, la programmation a été réorientée pour répondre davantage à des intérêts

perçus comme majoritaires dans la zone, qui ont changé en même temps que la composition sociodémographique des quartiers :

« au début c'était vraiment [communauté linguistique] et culturellement très occidental, par exemple des [contenus artistiques] d'[artistes] américains [...], ils fumaient à l'intérieur, et on voit encore tous les affiches [...] dans un de nos locaux, et [certains collègues] disent, ce serait bien de refaire ça, mais le contexte est complètement différent, maintenant on n'a pas vraiment l'intérêt de donner tout notre argent pour organiser [ces contenus artistiques] » (RP27, entretien, 9/3/2020).

Le type d'activités proposées aux publics des quartiers dépend de constats que les responsables des institutions culturelles font, sur base d'études approfondies ou d'expériences et de perceptions propres. Souvent, les projets engageant directement le quartier reposent sur une logique de « cohésion sociale ». Ils veulent promouvoir la participation des habitant.e.s ainsi que la valorisation de la mixité socio-culturelle et les interactions entre les individus et les groupes :

« [nom de l'activité culturelle] fonctionne déjà [depuis] dix ans [...]. [...] une activité qui était un outil pour la cohésion sociale. [...] dans chaque culture, où est-ce que les gens se réunissent ? [...] soit autour de l'eau, soit autour du feu. [Nom de l'activité culturelle] [est] un outil de cohésion sociale pour le quartier. [...] ce sont des événements populaires » (RP19, entretien, 18/2/2020).

« notre mission principale est la cohésion sociale, [...] ce qu'on fait c'est le travail communautaire, [...] cela présuppose qu'il y ait des communautés, [...] une idée qui était assez forte, [...] faire rencontrer [les communautés] dans un espace commun, [...] mettre dans un espace commun leurs pratiques, [...] c'est un laboratoire pour les pratiques culturelles du quartier, [...] [par une] méthodologie de travail communautaire » (RP12, entretien, 16/1/2020).

L'organisation de moments festifs liés à des célébrations religieuses est aussi décrit comme un outil permettant de rassembler des publics divers, soit au travers d'événements inter-religieux, soit par des fêtes plus spécifiques qui susciteraient néanmoins aussi l'intérêt de non-membres, en raison de leur caractère interculturel. Les fêtes organisées à l'occasion de la Saint-Nicolas (plus particulièrement pour les enfants), les marchés de Noël, les chorales ou autres initiatives inter-religieuses, les ruptures du jeûne pendant le mois de Ramadan, etc., sont mentionnés souvent. Ces événements rencontrent souvent un bon succès, en termes de nombres de participants et de mixité, ce qui estompe la perspective multiculturaliste qui semblerait être sous-jacente cette approche : en fait, combiner une offre culturellement connotée à des événements qui intéressent non pas des catégories culturelles de personnes mais plutôt d'âge par exemple, ou de genre, etc., permet de créer des interconnexions intéressantes.

Certaines activités culturelles permettraient d'ailleurs ces mouvements entre espaces externes à son univers de référence et parfois considérés comme inaccessibles :

« on a travaillé avec une jeune [artiste du quartier], [...] certaines femmes ont choisi des lieux qu'elles pensaient inaccessibles pour elles, par exemple le parlement fédéral, le Bozar, un hôtel de luxe, [...] elles ont [participé à l'activité culturelle], on est entrées dedans, [...] pour casser un peu les barrières » (RP5, entretien, 5/12/2019).

L'action sociale liée à ces initiatives culturelles consiste à établir des référents familiers qui aident les habitant.e.s aussi dans d'autres démarches :

« on a senti que les femmes viennent chez nous avant d'aller vers [nom du service social], [...] avec le public qu'on a, il faut un lien de confiance d'abord, un travail presque psychosocial pour aller [...] ailleurs, et il y a une autre prise en charge aussi [...] d'une femme qui n'a jamais été à l'école, qui n'a jamais fait ce genre de démarche, [...] on appelle ça les clefs de l'émancipation, parce qu'il faut donner des clefs, et une de ces clefs c'est la confiance en soi, [...] en leur capacité de s'exprimer en français, elles ont des difficultés familiales, [...] toutes les femmes ont cette difficulté d'organisation par rapport à la maison, aux enfants, comment jongler avec tout ça »

La familiarité et la confiance établie permettent d'outiller les publics des quartiers, ici plus particulièrement les femmes, afin qu'elles puissent ensuite se diriger de manière autonome vers d'autres lieux et services. Il ne s'agit donc pas de

« remplacer d'autres structures, [...] mais d'une aide de notre côté parce qu'on connaît bien notre public, on sait comment il faut faire pour les accompagner dans les autres structures. [...] on ouvre un peu la porte, on fait les premiers pas, elles prennent goût à quelque chose, elles acquièrent une certaine confiance, après on pourrait [...] les accompagner vers autre chose, [...] on veut préparer suffisamment le terrain pour qu'elles puissent aller ailleurs, les autonomiser » (RP5, entretien, 5/12/2019)

Les institutions culturelles arrivent ainsi à mener un travail social, soit directement soit en stricte collaboration avec des associations actives sur le territoire. Afin d'assumer ces missions, certaines institutions culturelles, comme nous l'avons déjà mentionné, adoptent une pédagogie et un statut d'organisme d'éducation permanente. Cette approche « permet de toucher des tas de publics » (RP8, entretien, 12/12/2019), au départ de la valorisation de l'expérience de vie de chacun.e.

Nous avons également constaté que l'accès aux activités culturelles proposées est souvent favorisé pour les habitant.e.s locaux/les en aménageant le prix pour la participation⁵¹ :

« [l]a grande majorité des activités sont gratuites, ou alors des prix symboliques pour l'inscription quoi, parce que ça c'est vraiment une des conditions pour le quartier, ça doit être accessible pour les gens du quartier » (RP21, RP22, entretien, 21/02/2020).

« pour toucher le quartier on fait différentes choses. On a un tarif spécifique qui est de 5 euros, [...] et on voit que ça commence à fonctionner. [...] au départ les [habitant.e.s de la commune] n'étaient pas les premiers à venir, ce qui est normal parce qu'on est nouveaux dans le quartier et il faut un peu de temps pour connaître qu'on est là. On est à la bordure [de la commune] aussi, on n'est pas en plein milieu, [...] c'est assez vaste comme commune » (RP4, entretien, 4/12/2019).

⁵¹ Jusqu'à la gratuité dans certaines institutions culturelles, mais pas toutes, car certain.e.s responsables préfèrent demander une contribution symbolique, par exemple d'un euro « parce que ça responsabilise les gens, [...] et sortir un euro tout le monde peut le faire, [...] c'est un symbole important, parce que ça valorise aussi le public » (RP8, entretien, 12/12/2019).

« On a [une activité culturelle] qui est spécialement organisé[e] pour les enfants du quartier, ils paient 50 centimes par [activité], et là on sent qu'il y a tout un mouvement qui se crée » (RP29, entretien, 16/3/2020)

Dans certains cas, les tarifs aménagés ne concernent pas de manière spécifique les habitant.e.s du quartier. Ils reposent sur d'autres critères, mais il reste possible pour ces personnes d'en bénéficier :

« notre prix d'entrée est 5 euros, et très vite 3 euros si vous êtes seniors, chômeur, et on a l'article 27 » (RP8, entretien, 12/12/2019)

« on est partenaire à Article 27, c'est un très grand partenaire, ce qui nous permet d'aller voir des [activités culturelles] pour 1euro25, et donc ça, ça fait partie aussi du travail des formateurs, de proposer une palette d'activités artistiques » (RP28, entretien, 12/03/2020).

« il y a des réductions pour des gens qui ont le tarif [...] décidé par le CPAS, et si tu as une carte comme ça tu paies moins » (RP27, entretien, 9/3/2020).

La participation à des sorties au sein d'espaces culturels en dehors du quartier est aussi facilitée par certains éléments, notamment le fait que les sorties se font en groupe, bénéficiant de tarifs réduits, et que l'institution culturelle qui les propose arrive à prendre en charge une partie des coûts. La mise en place de partenariats permet aussi de diminuer les charges :

« [o]n travaille aussi avec un centre d'éducation permanente qui nous offre des places de cinéma » (RP28, entretien, 12/03/2020).

« on divise les frais [nom de l'association] et nous » (RP27, entretien, 9/3/2020).

Les cotisations annuelles ou le paiement d'ateliers et de stages sont aussi modulés en fonction des possibilités économiques des participant.e.s. Ils peuvent être payés de manière fractionnée. Ces aménagements sont possibles aussi en fonction des subsides disponibles :

« pour les [activités] des enfants, ils payent une inscription, mais ça nous coûte toujours plus pour payer les [animateur.e.s] et tout, c'est pour ça qu'on a des subsides et des revenus [d'une activité secondaire de l'institution culturelle]. Si on fait le [nom de l'initiative culturelle], [...] ça coûte 150 euros, et un ticket d'entrée c'est 5 euros, mais il n'y a presque personne qui paie 5 euros, ils ont tous les cartes de réduction, ils payent avec des points et ça nous donne rien de revenu, donc [...] c'est bien si on a des subsides et un peu de revenu de [l'activité secondaire] [...] [pour pouvoir] faire des activités gratuites » (RP27, entretien, 9/3/2020).

« on a plein de réductions, on a un fond social, [...] on a des [outils pour les ateliers] qu'on met à disposition, on réduit jusqu'à 90% le prix d'inscription, on a des subsides qui nous permettent d'avoir un fond solidaire, [...] on fait ce qu'on peut pour réduire les coûts au maximum, [...] [tout en offrant] un niveau artistique de qualité » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Les différentes stratégies mises en place pour réduire le coût des activités favorisent l'engagement des habitant.e.s envers la ville et ses espaces culturels, certains desquels seraient autrement inaccessibles d'un point de vue économique :

« [o]n est aussi une [institution culturelle] qui a envie de changer les choses. C'est pas parce qu'on a pas beaucoup les moyens qu'on peut pas aller visiter le [institution culturelle renommée] ou

autre. On se permet la culture ! On n'a pas peur d'aller sur l'espace public » RP28, entretien, 12/03/2020).

Selon certain.e.s de nos interlocuteur.e.s, néanmoins, la question financière n'est pas le seul facteur qui produit la (non-)participation :

« La gratuité totale on le fait [un jour spécifique], mais qui vient [à l'institution culturelle] ? Ce sont des gens qui pourraient très bien payer les entrées, [...] c'est pas les gens du quartier, donc c'est pas parce que c'est gratuit que les gens du quartier vont venir. [...] il faut absolument travailler avec les publics, aller les chercher aussi, sinon ils ne viendront jamais, et ça c'est un énorme travail » (RP8, entretien, 12/12/2019)

Au-delà donc de la recherche de subsides ou de l'appui sur d'autres moyens pour pouvoir pratiquer des prix accessibles, les responsables mettent en place d'autres actions destinées à faciliter la participation des resident.e.s du quartier, parmi lesquelles la mobilisation, comme nous l'avons déjà mentionné, de personnes qui assument une fonction d'accompagnement et médiation :

« on se bat pour trouver de l'argent, on répond à des appels à projets pour avoir de l'argent pour accueillir des enfants du quartier [...] dont les parents sont en grande difficulté [...]. L'une ou l'autre fondation, [...] nous donne un budget de 5000 euros, moins que ça, dont 2500 servent à payer les [activités culturelles], et 2500 servent à payer quelqu'un qui va chercher les enfants, qui va convaincre les parents, qui va chaque jour les chercher, parce qu'une difficulté avec ces enfants c'est la régularité, ils viendront une fois, deux fois, et puis ils ne reviendront plus. C'est le fait de créer un lien. Cette personne est d'origine marocaine, qui a plus de facilité à communiquer avec les habitants du quartier, elle a un diplôme d'éducatrice ou de psychopédagogue, elle a un profil assez particulier, un profil choisi, et on arrive à avoir 20 enfants dans des stages au milieu d'autres enfants bruxellois [...], et si tout se passe bien on ne remarque rien, il y a des enfants qui arrivent tous les jours et qui partent tous les jours » (RP29, entretien, 16/3/2020).

Ces actions supplémentaires permettraient donc, au moins dans le cas décrit ci-dessus, de maintenir la régularité de la participation.

Rencontrer les intérêts et les besoins du quartier

La proposition d'activités et de conditions de participation spécifiques afin d'engager les publics des quartiers dérive de la volonté de rencontrer les intérêts et besoins perçus au niveau des quartiers concernés et de leurs habitant.e.s. Ces intérêts et ces besoins concernent à la fois les « goûts » culturels que les responsables des institutions culturelles estiment présents ou qu'ils ont constatés, et les exigences émergeant dans la vie quotidienne des individus et des familles.

Au niveau des besoins constatés dans les quartiers, les questions culturelles sont souvent décrites comme non prioritaires par rapport à d'autres enjeux :

« [...] on est dans une commune où la culture, pour la population, n'est pas dans l'ordre des priorités, [la priorité] c'est se loger, se nourrir, [...] » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Le fait que les besoins de base ne soient pas complètement satisfaits au sein de la population locale, amène chez les responsables des institutions culturelles la volonté de proposer des activités qui aident à

améliorer la situation de vie, ainsi que d'aménager ces activités en prenant en compte les difficultés vécues :

« une maison de quartier vient de me contacter, ils ont une structure assez importante qui travaille la problématique du logement. [...] je fais [mon activité culturelle] selon une partie d'instinct et une partie de connaissance, après à vous de me renvoyer vos désirs aussi, vos problématiques, voir comme on peut y répondre. [...] en quoi est-ce qu'on peut travailler le logement à [nom de l'institution culturelle]. [...] on va pouvoir passer un moment ensemble avec des personnes qui ont un parcours, [...] et parler ensemble de logement » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Il s'agit donc de proposer des médias artistiques comme outils pour aborder des enjeux plus larges et lesquels suscitent davantage l'intérêt des participant.e.s, car ils sont connectés à leur vie quotidienne et à leurs problématiques. Cette conception de l'art comme moyen de s'en rapprocher, bien que d'autres questions soient prioritaires, se développe graduellement :

« l'art c'est un outil, [...] créer des débats avec des outils artistiques pour ouvrir le dialogue, aujourd'hui on est prêts, il y a dix ans, il ne faut pas parler ici dans [nom du quartier], [...] à notre public, de l'art. Le public change, on évolue, l'environnement évolue, il y a un intérêt, la curiosité positive, mais il y a quelques années ils n'étaient pas prêts » (RP23, entretien, 21/2/2020).

Répondre aux besoins de la population locale signifie aussi mettre à disposition des habitant.e.s et des associations et des institutions locales les espaces culturels présents sur le territoire, leur permettant ainsi de se les approprier :

« [l'institution culturelle a aussi une fonction] d'accueil, [...] et ses espaces sont ouverts à la population, aux associations, aux écoles, à tous ceux qui veulent, [...] pour du travail culturel ou créatif. [...] il y a trois, quatre écoles [situées à proximité] qui viennent ici très, très souvent, [...] c'est des écoles qui ont réussi à avoir un mi-temps pédagogique artistique, ce sont des animatrices professionnelles qui montent [plusieurs] projets en parallèle avec des classes, [...] raccordés au cours de français, raccordé au cours d'éveil, etc. » (RP6, entretien, 11/12/2019).

La fréquentation des institutions culturelles peut donc être intégrée à part entière dans les programmes scolaires, par exemple, ce qui permet d'enrichir l'approche pédagogique, en ayant un impact à la fois sur les enseignants et sur les élèves :

« donner un peu d'air aux enseignants, de les soutenir, de les appuyer et surtout d'essayer de valoriser des gamins » (RP6, entretien, 11/12/2019).

L'engagement des jeunes des quartiers dans des projets culturels peut amener, comme nous l'avons déjà dit, à assumer des activités semi-professionnelles. Cela répond à un besoin spécifique de cette catégorie de la population, et vise aussi à rapprocher les jeunes des métiers culturels :

« parce que ces jeunes de cet âge ont besoin de beaucoup de choses mais aussi de sous. Avec beaucoup de difficultés [au niveau de la contractualisation avec le pouvoir subsidiant], [...] et pour ceux qui ne savent pas, on les aide à faire toutes ces démarches » (RP6, entretien, 11/12/2019).

De plus, avoir des espaces à disposition pour développer ses intérêts culturels permet d'évoluer dans le secteur concerné, d'y devenir actif non seulement comme consommateur.e.s mais aussi comme producteur.e.s de culture :

« [nom de l'institution culturelle] est une structure où [les participant.e.s] pouvaient développer leurs projets, commencer à imaginer des choses auxquelles ils n'avaient jamais pensé. [...] [il s'agit de] leur permettre de développer d'autres activités en lien avec leur passion, [...] laisser un espace à chacun pour les activités qu'il voulait développer » (RP26, entretien, 4/3/2020).

Certaines associations naissent au départ de l'initiative de citoyen.ne.s eux-mêmes, qui s'engagent dans leur quartier avec le but de solliciter la création de structures répondant à leurs besoins et intérêts. Souvent, cette démarche est entreprise à partir du constat d'une absence de services (RP14, entretien, 23/1/2020 ; RP16, entretien, 24/1/2020), qui est d'autant plus visible au moment où les quartiers subissent des changements et réaménagements urbanistiques. Ceci déclenche la volonté des citoyen.ne.s de se positionner par rapport aux aspects négatifs de ces changements et d'y faire face de manière adéquate :

« le quartier [était lié à une activité commerciale] très spécifique, [...] quand [l'activité s'est arrêtée] dans les années 1990 avec Schengen, [...] [le centre de ce commerce] a perdu son sens. [...] c'était un quartier qui voyait la première immigration, [...] ensuite il y a une sorte de décadence du quartier, [...] le quartier devient un peu une enclave, [...] pendant des années ça a été un quartier très problématique. [...] en 2006, une partie des habitants [...] réagissent, [...] il y avait tout un groupe qui s'était mobilisé autour de la question du quartier, [...] pour le rendre plus vivable, [...] ils se sentaient un peu abandonné par le centre de [la commune]. [...] il y a eu donc la demande de créer un centre pour les habitants, [...] qui offre aux habitants des activités et qui accueille des activités proposées par les habitants. [...] Il propose des activités pour les habitants et par les habitants » (RP12, entretien, 16/1/2020).

« [nom de l'institution culturelle] est née d'un collectif d'habitants, fin des années '70, on est en pleine période de désindustrialisation, et il y a pas mal d'actions citoyennes [...]. il y avait déjà un bouillonnement citoyen ici » (RP8, entretien, 12/12/2019).

« les fondateurs de [nom de l'institution culturelle] c'est des gens qui habitaient ou qui étaient actifs [dans la commune] avec à cœur de mettre en avant les problématiques vécues par les gens. Très vite ils ont investi l'espace public, en essayant d'associer les gens et de manière créative, en dessinant, en slogan, etc. L'outil créatif était présent pour mettre en avant, pour rendre visible ce qui n'était pas pris en compte » (RP32, entretien, 23/4/2020).

L'engagement citoyen envers les problématiques du quartier avec la volonté de solliciter la création de structures qui permettent de les aborder passe par des actions artistiques souvent présentes tout au long du processus :

« Ils ont eu la bonne idée [...] d'aller à la rencontre d'un collectif d'artistes, [...] ensemble ils ont organisé un [événement culturel] [...], ça faisait un lien par rapport à des thématiques très aigues » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Les habitant.e.s participent à la gestion de ces organismes au travers de l'engagement comme bénévoles dans les activités organisées, tout comme par la présence au conseil d'administration, de manière à

localiser l'action de l'institution culturelle, et à faire en sorte qu'elle porte directement les idées des habitant.e.s :

« tout ce qui se fait [au sein de cet organisme], sont toutes des demandes, des besoins, du quartier. [...] un citoyen qui se présente à la porte avec une idée, si cette idée est crédible, vas-y, fais-là, on te soutient » (RP12, entretien, 16/1/2020).

Des figures emblématiques émergent au sein des quartiers, comme personnes qui ont porté, bien que pas seules, la démarche de création d'institutions socio-culturelles. Il s'agit d'individus qui connaissent bien leur quartier, qui interrogent les autres habitant.e.s par rapport à leur vécu, de manière plus ou moins structurée en fonction des cas, et qui se font porte-paroles des enjeux du quartier lorsque les institutions semblent les négliger :

« à l'origine de toutes ces associations c'est une personne » (RP33, entretien, 31/3/2020).

« il y a quelqu'un qui joue un rôle essentiel, [...] impliqué sur le terrain, il a grandi ici [...]. Il a piloté pas mal de créations de collectifs associatifs pour le logement, pour lutter contre la précarité, pour lutter contre le décrochage scolaire, l'accueil de la petite enfance... bref des citoyens qui ont pris leur destin en main, là où les pouvoirs publics étaient absents ou démissionnaires » (RP20, entretien, 18/2/2020).

« il ne reconnaît pas du tout son quartier. [...] il commence à aller interroger ses voisins, [qui] disent que les politiques les laissent à l'abandon. [...] il décide de rassembler les personnes et même de faire du porte-à-porte en posant trois questions : qu'est-ce que vous aimez dans votre quartier, qu'est-ce qui vous emmerde dans votre quartier et qu'est-ce que vous êtes prêts à faire dans votre quartier. [...] dans un premier temps les gens vont se rassembler pour vomir leur colère, [...] ils vont constituer une espèce d'état des lieux du quartier avec lequel ils vont interpellier le collège de la ville de Bruxelles pour essayer de mettre des choses en place » (RP30, entretien, 23/3/2020).

« il y a un groupe de [...] mamans qui accompagnaient leurs enfants dans les maisons de quartier, mobilisées et soutenues par une femme [résidente dans la commune] qui travaillait pour une autre ASBL [...]. Elles souhaitaient créer [un lieu de rencontre pour femmes], pour que les femmes aient aussi un espace pour elles, pour leurs activités. [...] elles ont aussi été soutenues par les médecins de quartier [des maisons médicales], qui constataient aussi chez les femmes des troubles psychosomatiques liés à l'isolement, à la précarité, etc. » (RP5, entretien, 5/12/2019).

« fin des années '70 va se créer [un collectif de quartier], à l'initiative de [nom de la personne] [...]. Que fait ce collectif c'est se réapproprier la ville, la commune, trouver de l'emploi, revaloriser une commune qui est alors en plein abandon » (RP8, entretien, 12/12/2019).

« [o]n est né sous l'impulsion d'une révolte contre [un projet urbanistique], face aux menaces d'expulsions etc. Donc c'est vraiment des habitants du quartier qui militaient pour le droit de rester ici. Et il y avait [une personnalité porteuse du projet] à l'époque, [...] il était très militant à l'époque » (RP28, entretien, 12/03/2020).

De ces démarches, accueillies positivement par plusieurs acteur.e.s sociaux/les du quartier, au vu de l'importance des enjeux qu'elles adressent et des bénéfices qu'elles pourraient apporter, naissent des « petit[s] réseau[x] » (RP30, entretien, 23/3/2020) qui vont solliciter la création de plusieurs organismes

sur le territoire, parmi lesquels des institutions culturelles. L'engagement citoyen, des associations et des institutions culturelles qui se développent en parallèle répond aussi à la perception et à l'expérience du fait que les problématiques des quartiers sont négligées par les autorités gouvernementales, ou pas traitées de manière appropriée, ce qui déclenche l'action d'autres acteur.e.s sociaux/les :

« dans les années 1990, [...] il y a un contexte assez particulier puisqu'il y a plusieurs événements qui vont faire que les politiques vont chercher des solutions au niveau local. On a effectivement ce soulèvement au niveau des quartiers, [...] la police et les politiques ne savent pas comment gérer ces quartiers. [...] il y a beaucoup de vagues d'immigration, et à l'époque les étrangers n'avaient pas le droit de vote, et là dans les années '90 ce droit de vote arrive, du coup les politiques commencent tout doucement à s'intéresser aux parties du quartier où il y a beaucoup de nouvelles populations qui du coup maintenant ont des choses à dire, [...] sont entendues, peuvent voter » (RP30, entretien, 23/3/2020).

Le soutien (par délégation) à ces initiatives repose d'un côté sur la volonté politique de prise en charge de ces problématiques, dans une logique qui est aussi une électorale :

« Avant les élections, ils ont défilé ici » (RP11, entretien, 10/1/2020).

« lorsqu'un échevin doit parler de ceci ou cela [pour valoriser la commune], il vient faire son interview ici à l'intérieur de [l'institution culturelle]. Les pouvoirs publics qui bougent en Belgique, certains sont plus attentifs à nous soutenir que d'autres » (RP6, entretien, 11/12/2019).

D'autre côté, le soutien institutionnel local dépend aussi de la redistribution des compétences entre les différents niveaux de pouvoir, voyant les communes élargir leur champ d'action :

« au niveau de la région on va redistribuer les niveaux de pouvoir, la commune va [...] avoir plus de matières et on va plus se préoccuper des bruxellois qui vivent Bruxelles plutôt que des navetteurs qui arrivent dans Bruxelles » (RP30, entretien, 23/3/2020).

La considération des enjeux des quartiers se fait par un travail de proximité qui s'établit et se renforce progressivement, aussi dans une logique de cohésion sociale promue par le bas et d'éducation permanente, continuant à reposer sur l'engagement des citoyens et sur leur capacité d'action :

« [nom de l'activité culturelle] c'est l'occasion de rassembler les habitants, [...] on va au-delà de la cohésion sociale, [...] démontrer à quel point il y a un quartier qui est isolé et qu'est-ce qu'on peut faire par rapport à ça. [...] ce quartier [qui] a même été actif dans l'histoire, [...] c'était les habitants qui se mobilisaient. [...] on essaie de rappeler aux citoyens qu'ils sont citoyens et qu'un citoyen ça peut changer la loi, [...] avec les habitants on essaie d'identifier quels sont les interlocuteur.e.s et acteurs avec lesquels on peut faire bouger des choses au niveau de la société » (RP30, entretien, 23/3/2020).

« [on essaie] d'apporter un changement social, [...] en croyant aussi à l'action collective comme un des meilleurs leviers pour agir sur des problématiques plus profondes que vivent les gens » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Outre le fait de vouloir « éveiller la responsabilité des gens »⁵², l'objectif est aussi de continuer à monitorer et adresser certaines questions structurelles, pour lesquelles les solutions proposées sont rarement à long terme et définitives :

« on a réalisé que la pauvreté s'accroît, et que malgré qu'on met plein de structures et de services en place, on n'aborde jamais les problèmes de façon structurelle, on met des sparadraps et on essaie de donner des réponses immédiates, [...] mais on questionne jamais pourquoi il y a toujours autant de précarité sur le quartier. [...] on réfléchit avec les travailleurs sociaux, [...] c'est quoi notre rôle, [...] analyser pour essayer de comprendre, de questionner, [...] aborder des questions de fond. [...] ça permet aussi d'être créatifs dans les idées [...] et pouvoir faire remonter des choses » (RP30, entretien, 23/3/2020).

Ces réflexions sont dans certains cas structurées autour de l'élaboration de la part des organismes de « diagnostiques » formalisés et réguliers, qui fournissent une « photographie » des constats, des besoins, des demandes, et des enjeux du quartier en question :

« [nous allons] à la rencontre du citoyen pour échanger avec lui sur les besoins, les opportunités et les ressources du quartier, [...] faire un état de l'art, [...] interroger aussi les données statistiques, les articles... » (RP32, entretien, 23/4/2020).

« on a fait un gros travail d'analyse partagé du territoire [...], c'est-à-dire aller à la rencontre des gens, c'est quoi pour vous la culture, le culturel, ce que vous aimez, comment est-ce que vous vous sentez ici, etc., quel est le sens de tout ça. Et donc en croisant toutes les infos, les rencontres, on a pu déterminer des enjeux prioritaires et des objectifs à remplir. [...] On a croisé une série d'outils pour faire la radiographie du territoire et de ses habitants, [...] et ça vient croiser [des] documents plus systématiques, des statistiques, plus rigoureux, [...] sur la mobilité, le logement, et on a recroisé toutes ces infos pour identifier les populations, les évolutions, ce qui a été fait, ce qui est à faire etc., et on a dégagé une série de conclusions par rapport à une approche socio-artistique dans ce contexte-là » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Les institutions culturelles engagées dans la réponse aux besoins du territoire pensent et mettent en œuvre leurs actions au départ de ces documents. Les travaux de documentation des actions socio-culturelles menées par chaque organisme (les rapports d'activités, mais aussi les documentaires, les produits artistiques résultant des projets mis en place, etc.) constituent également des ressources importantes pour enregistrer ces constats et enjeux, voir leur évolution, et y ancrer des réflexions successives.

Les activités culturelles proposées dans la zone prennent donc en compte ces intérêts et ces besoins qui ressortent du terrain :

« On essaie à chaque fois de répondre à des besoins exprimés par les gens du quartier. [...] Donc pour nous c'est d'abord être à l'écoute du quartier, quels sont les besoins du quartier, puis après essayer de trouver certaines réponses. » (RP9, entretien, 17/12/2019).

⁵² Documentaire consulté le 25/4/2020, fondateur d'une association.

« [n]otre mission c'est d'abord de voir quels sont les besoins de ces populations et de construire avec eux des activités qui sont demandées par les gens eux-mêmes, et qui puissent avoir une importance au niveau de la cohésion sociale, [...] et de l'inclusion » (RP3, entretien, 20/11/2019).

Certains besoins sont décrits comme plus « urgents » (RP5, entretien, 5/1/2020), tels que l'apprentissage de la langue pour les non francophones ou néerlandophones, et l'alphabétisation. Il s'agit d' « outils nécessaires pour pouvoir exercer sa citoyenneté » (RP32, entretien, 23/4/2020), et sont donc visés de manière prioritaire par les institutions culturelles, aux dépens parfois d'autres actions. Plusieurs autres thématiques sont adressées par les initiatives socio-culturelles initiées par les habitants et/ou par les institutions culturelles, incluant également des sujets strictement liés au territoire, tels que l'aménagement adapté et la propreté du quartier, par exemple. De plus, la question de la disponibilité et de la conformité des structures d'accueil et scolarisation d'enfants et de jeunes, ainsi que des structures de soutien, est souvent soulevée.

Concernant des « goûts » culturels et esthétiques d'un autre ordre, certain.e.s de interlocuteur.e.s soutiennent que des disciplines artistiques ou sportives spécifiques attirent un plus grand nombre de participant.e.s auprès de certain.e.s groupes culturels, sans spécifier quelles seraient les raisons de cette préférence :

« Il y a beaucoup d'organisations de sport, des africains, des libanais, qui font du catch ou de la boxe » (RP19, entretien, 18/2/2020).

Rencontrer les intérêts du quartier signifie aussi être à l'écoute des demandes des participant.e.s ou des associations (ou écoles et autres services et institutions) par la médiation desquelles ils/elles sont engagé.e.s dans les activités artistiques proposées :

« parfois l'instituteur me dit : j'aimerais bien travailler sur le[s] [thématique et technique artistique spécifique] [...], nous on fait une pré-liste, pour faire une séance d'environ une heure. On travaille beaucoup avec les écoles et le CPAS » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Ces demandes peuvent ainsi concerner des contenus culturels spécifiques, pour lesquels les participant.e.s expriment un intérêt, ou alors l'aménagement, de manière plus générale, d'un espace de rencontre et d'apprentissage au sein duquel toute activité culturelle pourrait être organisée, mais où prévaut la dimension de socialisation comme objectif principal.

« les personnes qui viennent s'inscrire à [nom de l'institution culturelle], la majorité ont des besoins par exemple d'apprentissage de langue, de vouloir faire des cours, [...] à part les cours classiques, [...] des cours pour apprendre à aller à vélo, pour la natation, de sport. Il y a certaines qui ne demandent rien qu'un lieu d'agrégation, [pour pas se sentir isolées], [...] les attentes sont plusieurs, mais c'est surtout une question d'agrégation, [...] d'apprentissage, [...] par exemple pour les gens qui vont dans [nom de l'atelier], ils ont parfois des buts plus utilitaires, ils veulent [réaliser un objet]. Au même moment ils savent que là, [...] c'est gratuit, il y a un instructeur, il y a des machines... mais ils savent aussi que c'est un lieu social » (RP3, entretien, 20/11/2020).

« depuis le départ l'objectif c'était que les femmes se réunissent. Il y avait des activités traditionnelles, [...] des ateliers de couture, [...] des activités sportives, [...] cours de cuisine, des cours des français, avec aussi une permanence sociale » (RP5, entretien, 5/12/2019).

« un endroit pour jouer, et un peu de vert aussi. [...] ne pas faire trop de programmation mais juste ouvrir et laisser l'initiative aux personnes qui veulent, donc aussi peut-être culturel » (RP27, entretien, 9/3/2020).

« les habitants se sont mobilisés pour revendiquer un terrain qui pouvait être un havre de paix, un lieu de connaissance, un lieu de passion aussi, [...] c'est un lieu de rencontre [autour de] la nature, [...] c'est quelque chose qui fédère et qui fascine, [...] ça leur parle physiquement et mentalement »⁵³.

L'engagement des institutions culturelles dans la réponse aux intérêts et aux besoins des habitant.e.s du quartier au sein duquel chacune est située nécessite des moyens importants et déclenche, en raison de l'insuffisance des budgets, des démarches combinées et créatives. L'objectif est de pouvoir toujours garantir une réponse adéquate aux habitant.e.s :

« quand on voit à quel point c'est important pour le public, on se plie en cinquante pour assurer, pour trouver des solutions, mais c'est de l'art » (RP5, entretien, 5/12/2019).

Cette attention et les actions implémentées permettent aux organismes de devenir des points de repères pour les habitants dans la zone :

« nous sommes un centre reconnu où les gens viennent pour plusieurs demandes, et ils peuvent trouver presque toute réponse pour des enfants, pour des adultes, [...] [depuis] [plusieurs] ans » (RP3, entretien, 20/11/2019).

Si la volonté des responsables des institutions culturelles est souvent de rencontrer les intérêts et les besoins des populations des quartiers, souvent ces intérêts et ces besoins ne se font pas entendre. Certains sont moins visibles, surtout ceux qui ne sont pas portés par une action citoyenne ou par la médiation d'autres institutions et services :

« quel est l'impact de nos actions et quels sont les besoins éventuels qu'on pourrait percevoir dans le coin. J'ai pas de réponses. [...] par les écoles oui, par les institutions oui, pas les associations culturelles très nombreuses [...] oui, mais dans la rue, non. [...] nous devons faire en sorte [...] que les besoins soient nourris, qu'on puisse les identifier, mais si on ne les connaît pas... [...] on imagine les besoins des personnes » (RP6, entretien, 11/12/2019)

Certaines des démarches entreprises pour aller à l'encontre des habitant.e.s du quartier, connaître leurs besoins et intérêts, plus particulièrement ceux des personnes qui ne sont pas encore engagées dans des activités culturelles, peut échouer. Il en résulte aussi de la déception chez les responsables de la démarche :

« [nous voulions] essayer de faire une espèce d'action culturelle [dans un café]. [...] Mais quelle désillusion... plus d'animateurs socioculturels et de néerlandophones entraient au café, plus le public normal ou habituel du café s'en allait. Il y a des personnes qui sont restées. Mais en fait c'est un peu naïf de penser juste que parce qu'on vient dans un bistrot, [...] on va forcément créer la discussion, [...] ils ont voulu le lieu pour faire une manifestation, on leur a laissé gentiment »⁵⁴.

⁵³ Documentaire consulté le 25/4/2020, membre d'une association.

⁵⁴ Documentaire visionné le 28/4/2020.

La présence et la proximité sur le terrain n'assurent pas nécessairement que la participation se déclenche, mais elles permettent certainement de se rapprocher des enjeux locaux, qui resteraient davantage opaques aux yeux des responsables des institutions culturelles si cette démarche ne se mettait pas en place.

La valorisation de l'histoire du quartier et de la diversité de ses habitants

Certaines activités culturelles proposées visent de manière spécifique la valorisation de l'histoire (incluant les aspects patrimoniaux) des quartiers et celle de leurs habitant.e.s, en soulignant plus particulièrement la mixité culturelle qui caractérise la démographie de la zone.

Ces activités prennent la forme, dans certains cas, d'expositions construites au départ d'images et objets amenés par les habitant.e.s qui sont invité.e.s à prendre part à cette démarche via un appel à participation. Cette action permet de mettre en place et d'exposer « une sorte d'archive de quartier » (RP19, entretien, 18/2/2020), au sein duquel l'expérience de vie des individus, plus particulièrement des personnes âgées, est mise en avant :

« une vieille dame, elle doit avoir 80 ans, elle a vécu toute sa vie sur des péniches sur le canal, elle avait des magnifiques albums de photos de ses parents, de sa jeunesse, on a fait une exposition avec la dame qui était là [...]. [...] une perspective historique d'un quartier, on reçoit un aperçu de la vie de cette femme qui est une voisine. [...] chaque être humain qui meurt c'est un musée qui brûle, [...] on peut apprendre beaucoup de n'importe qui, même si c'est une personne très pauvre, très âgée, très humble, c'est une personne qui a un passé, qui a un vécu, et on peut apprendre de ça » (RP19, entretien, 18/2/2020).

« ils nous racontaient pourquoi cet objet est important et quel lien il avait avec [la commune], et par là on voulait parler de [la commune] de manière très positive. [...] on a eu des personnes illégales, on a eu une photographe assez connue, [...] on a eu le curé de la paroisse ici, on a eu des flamands [...], des enfants, [...] il y avait un acteur [...], c'était très diversifié. [...] on allait les interviewer chez eux, on prenait la photo de l'objet, et on a exposé ça en haut et c'était vraiment un cheminement de [la commune], très, très beau » (RP8, entretien, 12/12/2019).

« [on expose] Bruxelles avant et Bruxelles maintenant selon les habitants du quartier. [...] C'est vraiment un partage de savoir. On trouvait vraiment intéressant de faire participer les personnes âgées, car ce sont de vraies bibliothèques vivantes, elles étaient super contentes de participer à ce projet » (RP28, entretien, 12/03/2020).

« on a fait un livre sur notre vie privée, [...] on a beaucoup participé là, [...] on a raconté notre vie, on a fait des livres » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

La valorisation du quartier passe par le vécu de ses habitants, qui permettent aussi de « faire revivre le passé du quartier » (RP19, entretien, 18/2/2020) et qui amènent un « apport patrimonial » (RP10



entretien, 18/12/2019) propre, ce qui entraîne chez les participant.e.s « un gain de confiance en eux » et qui permettent de « revoir son quartier autrement » (RP32, entretien, 23/4/2020) :

« ça a été un quartier incroyable ! [...] [en dépit des changements urbanistiques] il y a du potentiel. On essaye de reproduire ce charme d'avant. Il faut ramener ce côté festif, artistique, même d'entreprise, d'artisanat. Parce que ce quartier [...] c'était ça avant. On se bat un peu pour ça » (RP9, entretien, 17/12/2019)

Ces activités permettent ainsi de recréer et de valoriser « un lien avec le passé » (RP27, entretien, 9/3/2020). Il s'agit d'initiatives ponctuelles, qui peuvent prendre une dimension plus structurée, lorsque les expositions réalisées par exemple, sont intégrées dans les institutions culturelles elles-mêmes, en tant que telles ou dans des centres de documentation alimentés au cours du temps. Des musées peuvent naître de ces initiatives avec cette volonté de « raconter des histoires » d'habitant.e.s (RP2, notes de terrain, 17/10/2019), parmi lesquels les personnes issues de la migration dont on réalise des « portraits » pour qu'ils/elles soient aussi représentés au sein de l'institution culturelle (RP10, entretien, 18/12/2019), en valorisant « ce qu'ils sont », en touchant ainsi une question « d'identité et de mémoire » de l'immigration dans la ville (responsable association, notes de terrain, 17/10/2019).

L'effet de l'initiative est donc immédiat, au moment du lancement, et à long terme, car les produits artistiques réalisés restent visibles, et consiste en rappeler aux habitant.e.s que le quartier leur appartient :

« on a organisé une semaine entière avec des conférences, des films, une grande parade sur le quartier, une exposition photo dans la gare [...], etc. Ça a touché beaucoup de gens, ça a créé de nouveaux liens. On a construit un [produit artistique], donc l'idée que les habitants reprennent possession de leur quartier, symbole fort. Après on a mis [et objet] ici, [...] et maintenant il sert [d'activité permanente dans l'institution culturelle] » (RP9, entretien, 17/12/2019)

Le point de départ est que les quartiers en question offrent des opportunités particulières et intéressantes d'enrichissement culturel qui doivent être exploitées par des projets spécifiques :

« Il y a plein de choses à faire sur ce quartier, il en vaut vraiment la peine. C'est un quartier que je trouve très, très intéressant. [...] on est motivés pour continuer à développer des choses, [...] on crée des projets et on voit que les gens sont très intéressés. Cet espace est vraiment devenu un endroit incontournable du [quartier] » (RP9, entretien, 17/12/2019).

« nous sommes fiers de faire cet événement dans cette église qui est un très beau patrimoine » (RP23⁵⁵).

« [le fondateur de l'institution culturelle] connaissait bien le quartier et avait vraiment un intérêt pour le mettre ici. Le long du canal, [...] et on est dans [...] un bâtiment [historique] qui est assez

⁵⁵ Documentaire visionné le 28/4/2020.



emblématique, [...] c'est toujours intéressant pour le touriste aussi de découvrir ce genre de lieu » (RP4, entretien, 4/12/2019).

« [ce bâtiment] a une histoire » (visite guidée, notes de terrain, 15/1//2020).

Les visites guidées visant la valorisation des quartiers permettent de découvrir ces derniers en sortant, pour la plupart des cas, des itinéraires touristiques de la ville de Bruxelles :

« [nom du quartier] c'est une sorte de parent pauvre de la ville de Bruxelles, on oublie que ça existe, alors que c'est un endroit où il y a plein de choses à visiter. Les créateurs ont voulu structurer ça avec une série de visites [...] bien spécifiques [...], mais après ça a pris des formes un petit peu plus dans le tissu social » (Philippe Lemoine, Laeken Découverte, entretien, 31/3/2020).

Ces initiatives poursuivent également des objectifs plus larges et d'ordre du social, lorsqu'elles visent aussi à questionner et éventuellement à changer des représentations et les a priori négatifs. Parmi ces initiatives figurent des projets participatifs engageant les habitant.e.s du quartier, sollicitant le partage de leur expérience de vie mais aussi basés sur la valorisation de leur propre regard et perspective sur le quartier, au-delà de ces contenus patrimoniaux. L'approche repose donc sur une temporalité multiple, combinant passé, présent et futur :

« un intervenant lors de la visite qui est un habitant qui viendrait parler de son vécu dans le quartier, comment il voit les choses. Un peu allier le passé et le présent, mettre un peu les choses en perspective. [...] ce sont des zones qui sont riches en patrimoine, riches en activités passées, qui sont redéployées aujourd'hui [...] par les pouvoirs publics, je pense qu'il y a des choses à dire sur le passé et le lien qui peut être fait avec le présent. [...] montrer comment s'emboîtent [...] le vécu des gens, le vécu ancien, le vécu présent et puis le vécu futur. Il y a un aspect historique, [...] patrimonial, mais aussi un aspect de vécu et de futur de la ville à montrer lors des visites, [...] il y a des choses à raconter » (RP33, entretien, 31/3/2020).

Bien que le sentiment d'être amené.e.s voir « les bêtes curieuses [du quartier] » (David, usager, entretien, 27/1/2020) puisse émerger chez certain.e.s participant.e.s, c'est surtout la possibilité de partager des expériences de vie qui est mise en avant par cette démarche. Les personnes issues de la migration sont aussi plus précisément visées par certains de ces projets, non seulement en tant que consommateurs de l'activité culturelle, lorsqu'ils/elles sont « guidé.e.s » dans le cadre de ces visites, mais aussi comme acteur.e.s et organisateur.e.s, quand ils/elles se forment et agissent comme guide. La portée de ces projets est donc double. Ils amènent une contribution à « l'inclusion sociale » de ces individus (responsable association, notes de terrain, 23/1/2020), ainsi que le développement de « la confiance en soi, un objectif professionnel, un projet de vie » (RP5, entretien, 5/12/2019). Ce processus se fait en valorisant l'apport et la perspective (la parole et le regard) de ces personnes sur la ville, ainsi que la production de (nouvelle) connaissance pour tou.te.s :

« l'idée principale [du projet] c'est le regard des nouveaux bruxellois [...], de raconter une nouvelle histoire de Bruxelles. [...] on met l'accent sur cette diversité extraordinaire de Bruxelles, [...] [ce



qui permet de] redécouvrir la ville, parce qu'en se promenant avec ces nouveaux bruxellois [...] j'ai appris des choses. [...] on est une ville avec cette caractéristique de diversité, de langues différentes [...] que certaines personnes vont voir comme quelque chose de négatif, et nous on cherche à contribuer à notre échelle à pouvoir en faire quelque chose de positif, un enrichissement. [...] et donner la possibilité à beaucoup de personnes qui sont ici, qui souvent sont en difficulté, de leur donner droit à la parole. [...] C'est un Bruxelles qui continue à se construire avec de nouvelles personnes de Bruxelles, [...] c'est le vivre ensemble et aussi le construire ensemble » (responsable association, notes de terrain, 23/1/2020).

La mixité de la population bruxelloise est aussi souvent mise en avant pour argumenter la volonté de valoriser de la diversité culturelle des quartiers considérés :

« Bruxelles est la ville la plus cosmopolite d'Europe, la deuxième sur terre [...]. Nous avons 184 nationalités différentes [...], tout le monde est ici, [...] parfois vous avez plus de 100 langues que vous pouvez entendre en une journée, si vous prenez le métro. [...] deux tiers des Bruxellois ont au moins un parent qui n'est pas né belge. (...) Les vrais Belges sont donc des minorités ! [...] l'identité de la ville de Bruxelles, c'est le Zinneke, [...] c'est un chien qui est un bâtard, sans race, et on s'appelle Zinneke... [...] même la langue, on a notre langue spécifique qui n'est ni le français ni le flamand, le bruxellois, le brusseleir, et quand on parle brusseleir les gens ne comprennent pas. [...] c'est une langue locale qui est un mélange de tout, [...] nous sommes un carrefour au milieu de l'Europe, nous pouvons expliquer pourquoi elle est si diverse » (RP13, notes de terrain, 20/1/2020).

L'engagement de primo-arrivant.e.s ou de personnes issues de la migration dans ces visites permet aussi d'entrer dans des espaces associés à la diversité culturelle qui sont vus comme inaccessibles par les touristes :

« on se sent très étrangers à tout ça, et avec ces guides on comprend mieux, on peut rentrer en contact, et c'est très intéressant et ça marche assez bien » (RP8, entretien, 12/12/2019).

Le focus spécifique est sur la diversité culturelle des quartiers et l'objectif de briser les stéréotypes, tout en passant par la narration de l'histoire du quartier et de ses caractéristiques actuelles :

« l'objectif de nos visites est de lutter contre les stéréotypes liés à l'immigration. [...] [nom de la commune] est l'une des plus anciennes, c'était une commune rurale, puis elle est devenue une commune industrielle, [...], puis elle a changé [encore]. [...] dans le projet [de visites], les guides sont des nouveaux arrivants, [...] on a un mentorat, avec un guide qui est plus âgé, et un guide qui est très frais à Bruxelles, et ils travaillent en tandem. [...] l'idée de ce projet est de s'attaquer aux stéréotypes contre la migration mais aussi de voir comment les migrants peuvent contribuer au développement de la ville. [...] c'est aussi une façon de faire de cette ville [leur] ville. [...] Nous avons beaucoup de migrants, certains avec le foulard, d'autres de Guinée Conakry, de partout, qui expliquent aux Belges l'histoire de leur pays, ce qui est



surprenant, drôle et très agréable parce que chaque jour nous apprenons quelque chose sur notre pays et ensuite sur nos nouveaux concitoyens » (RP13, notes de terrain, 20/1/2020).

Ce processus de valorisation est d'autant plus important au vu de l'imaginaire négatif souvent porté sur la zone, ainsi qu'en raison de la présence de certains problèmes sociaux (précarité socio-économique, taux de chômage et mortalité élevés) :

« [e]lle est aujourd'hui une des communes les plus pauvres de Bruxelles. Le taux de chômage des jeunes est l'un des plus élevés de Bruxelles, plus de 25%. Le taux de personnes ayant des besoins, sans éducation, sans formation... est également l'un des plus élevés. Et nous sommes dans la parcelle pauvre du canal, [...] des quartiers qui sont autour du canal et qui sont très, très pauvres. Le nombre d'enfants qui grandissent dans des ménages sans revenus est également l'un des plus élevés. [...] ici [dans la commune], nous vivons 10 ans de moins, [...] c'est dans les statistiques bruxelloises, nous mourons 10 ans plus jeunes. Le nombre de femmes qui perdent leur bébé à la naissance ou qui ont des problèmes médicaux liés à la grossesse est également l'un des plus élevés à Bruxelles, et je pense dans toute la Belgique. [...] c'est un peu désespéré, mais le taux de suicide [dans la commune] est proche de zéro, donc nous sommes les personnes les plus optimistes de Belgique ! » (RP13, notes de terrain, 20/1/2020).

Il s'agit donc d'adresser certaines parmi les causes de cette situation, notamment la discrimination œuvrant tant au passé qu'au présent, envers les migrants, et les inégalités concernant l'accès aux services, au monde du travail et au domaine politique, entre autres :

« sur la scolarité, sur le gouvernement, sur tout, c'est la disparité des revenus, de l'égalité des chances, c'est très désespéré. [...] nous avons une loi contre le racisme et la discrimination, [...] nous avons beaucoup de ministres qui ont des racines [italiennes], marocaines, des racines turques, [...] mais c'est encore compliqué » (RP13, notes de terrain, 20/1/2020).

Mais l'enjeu de ces visites est aussi de revenir à une identité positive historiquement enracinée :

« c'est pour nous rappeler que [...] notre identité est liée à cela, le vent et l'eau. C'est aussi pour cela que le canal est très important pour les gens d'ici, parce que c'est grâce au canal que nous avons développé l'industrie, [...] que nous apportons ici des biens et des services. [...] et c'est compliqué à imaginer maintenant, mais il y a cent ans, c'était une commune très, très riche » (RP13, notes de terrain, 20/1/2020).

Parmi les activités mises en place pour faire connaître et s'approprier l'histoire et les caractéristiques du quartier, certaines visent les jeunes de manière plus particulière. Ils sont impliqués dans le processus de manière active. Nous avons récolté plusieurs exemples de cette démarche, dont la réalisation d'un documentaire sur leur quartier de la part des étudiants de deux écoles secondaires de la zone. L'objectif plus spécifique du projet était de sensibiliser les jeunes aux changements survenus dans les quartiers :

« avec ces groupes, on devait aller voir les bâtiments, les places, où c'était, est-ce que ça avait changé. [...] Si c'était une bibliothèque, est-ce qu'elle s'est transformée en supermarché... [...] une église, elle s'est transformée en école. [...] on faisait des sorties pour découvrir »⁵⁶.

⁵⁶ Témoignages de participants, notes de terrain, 19/11/2019 et documentaire consulté le 6/4/2020.

Pendant le projet, les jeunes étudiant.e.s impliqué.e.s ont également réalisées des photos de leur quartier, ce qui permet de développer un regard différent :

« j'ai déjà entendu dans les médias. Ils insultent [nom de la commune], et je trouve ça pas normal. Et dans tous les pays on insulte des parties du monde, mais s'ils ne regardent pas vraiment la beauté, alors ils ne peuvent pas juger »⁵⁷.

Les participant.e.s soulignent la dimension pédagogique de la démarche, visant le développement d'une connaissance, tout en appréciant le fait qu'elle soit développée dans l'espace public au sein du quartier, plutôt que dans le bâtiment scolaire :

« c'est comme un cours, mais au lieu d'être assis sur une chaise, on explore un peu, on marche, on découvre. [...] c'est toujours mieux d'apprendre à l'extérieur que rester assis sur une chaise huit heures. C'est aussi plus chouette, comme on fait des rencontres, on travaille, on a plus de culture, on connaît mieux notre commune. [...] c'est aussi une autre façon de travailler. On voit les choses en plus grand »⁵⁸.

L'appréciation du résultat obtenu (l'exposition de photos) valorise aussi la démarche et permet d'avoir une satisfaction personnelle :

« Il y a beaucoup de profs qui nous félicitent. Ça fait toujours plaisir de recevoir des compliments de la part de quelqu'un qu'on connaît pas. On est contents de ça. On se dit que c'est pas pour rien qu'on a fait ça. [...] on était fiers »⁵⁹.

De manière générale, ces initiatives bénéficient aux différent.e.s acteur.e.s engagé.e.s, et elles déclenchent un processus important de redéfinition des quartiers eux-mêmes, concrètement (par les produits des actions entreprises) et dans l'imaginaire et les représentations des gens.

D'autres initiatives développées dans le quartier sont par contre déconnectées de son histoire et ses habitant.e.s. Dans ces cas, les responsables veulent proposer des contenus nouveaux et aussi, en quelque sorte, en décalage avec les besoins et intérêts locaux, avec l'intention de questionner et de bousculer ceux qu'ils estiment être les positionnements de la population locale⁶⁰ :

« [i]l y a un grand challenge ici, dans un quartier populaire, [...] chaque restaurant c'est friterie, ou durum ou pita, [...] et notre restaurant est [différent]. [...] les gens ne connaissent pas, [...] ils ne savent pas c'est quoi [les aliments proposés]... ils viennent ou ils viennent pas. Les gens du quartier ne viennent pas ici. [...] c'est initiative c'est un *statement*, c'est ce qu'on défend » (RP19, entretien, 18/2/2020).



⁵⁷ Idem.

⁵⁸ Idem.

⁵⁹ Idem.

⁶⁰ Cet.te interlocuteur.e affirme que le quartier en question contient « une partie très conservatrice, musulmane », différente d'autres quartiers définis comme plus « libéraux », majoritairement habités par des personnes associées à d'autres appartenances ethniques, « africains, libanais, Moyen-Orient » (RP19, entretien, 18/2/2020).

Les responsables de ces initiatives prennent donc en compte la possibilité qu'elles ne soient pas accueillies positivement par les résident.e.s locaux, et donc qu'ils/elles n'y participent pas. Mais ceci ne constitue pas une contrainte à leur mise en place. Des critiques de certaines initiatives peuvent émerger chez des personnes aux profils différents, pour des raisons diverses :

« [...] on a un positionnement qui est très particulier, [...] on est perçu comme étant trop religieux ou communautaire ou quoi, et de l'autre côté le simple fait d'avoir [des activités artistiques], [...] pour beaucoup on est déjà trop aussi par rapport aux normes. Un gars du quartier qui vient nous dire, on sait ce que vous faites ici dans le bâtiment, vous faites [de] l'association, c'est du polythéisme, [...] vous faites ça avec des juifs, parce qu'on a un partenariat avec le musée juif. Des deux côtés, tu peux avoir des critiques » (RP11, entretien, 10/1/2020).

L'approche initiale peut néanmoins changer, si les individus concerné.e.s se familiarisent avec l'initiative, souvent par le biais d'une première expérience positive :

« les gens qui fréquentent nos activités l'ont fréquenté au départ d'un lien qui s'est créé au départ de la réponse à un besoin [...] et de fil en aiguille... [...] les gens ne sont pas forcément convaincus [au départ], [...] la perméabilité à des formes un peu différentes dont fait partie aussi la culture, [...], ce n'est pas gagné d'avant, il y a une appropriation qui doit se faire parce que les gens ne sont pas forcément là-dedans, ou se questionne sur la pertinence, l'utilité de ça. Mais ça s'inscrit dans le temps » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Il y a dans ce cas la volonté des responsables non pas de bouleverser l'univers de références des participant.e.s potentiel.le.s, mais plutôt de les engager dans des démarches artistiques desquelles ils/elles pourraient tirer un avantage, à long terme. En visant cet objectif, les responsables mettent en place un processus de familiarisation :

« [par une] série d'étapes pour que les gens se sentent en confiance, [...] il faut des liens de médiation, [...] que les gens voient l'intérêt. [...] On voyait des femmes et des hommes [dans une activité artistique] qui n'était pas quelque chose d'évident au départ, mais qui s'est construit [avec le travail dans le groupe] » (RP32, entretien, 23/4/2020).

« [l]e travail artistique est basé sur la confiance, et la confiance ne vient pas en deux jours, [...] c'est après des années qu'on cueille les fruits, [...] il faut de la patience, [...] c'est long, c'est comme du *slow food*, c'est du *slow art*, il faut prendre le temps » (RP19, entretien, 28/2/2020).

Ce processus est décrit aussi comme une médiation envers des contenus nouveaux présents dans l'environnement de vie des habitant.e.s afin de les leur faire expérimenter, car « ce que l'on ne connaît pas, on ne peut pas l'aimer » (RP15, entretien, 23/1/2020). Dans ce cas, les responsables estiment que ces contenus peuvent être appréciés par tou.te.s, et que chacun.e peut en quelque sorte en bénéficier.

Il est intéressant de remarquer que le processus inverse (de l'art au quartier) peut aussi se développer dans le cadre de certaines initiatives, lesquelles visent la création (ou le renouveau) d'un lien au quartier par l'art.

« on avait fait des peintures pour attirer l'attention sur des points noirs du quartier, [...] des lieux qui mériteraient un peu plus d'attention [par exemple des lieux abandonnés] » (RP32)⁶¹.

Ce contact amène le développement d'un engagement (idéalement permanent) dans les enjeux du quartier. L'art qui souligne ou représente la vie et les problématiques du quartier est mobilisé pour créer un sentiment d'appartenance, pour fédérer les habitant.e.s (RP28, entretien, 12/3/2020).

Collaborations dans les quartiers (et en dehors)

Plusieurs institutions culturelles collaborent entre elles à l'échelle du quartier (voire d'une partie encore plus petite du quartier) ou de la commune. Les formes de collaborations sont diverses. Certains projets sont ponctuels (mais aussi récurrents, par exemple dans le cas des grandes fêtes annuelles de quartier), d'autres partenariats sont plus structurés et constants⁶². Chaque organisme agit de manière indépendante par moments en interconnectée par d'autres, en ce qui concerne la mise en place d'activités, la communication autour de celles-ci et la participation :

« on est indépendants, mais on est liés assez fort au niveau communication, organisation, partage de bonnes pratiques, [...] on a différents contacts avec eux, on co-organise des choses. [...] tous ces partenariats sont à prendre » (RP33, entretien, 31/3/2020).

« [nom de l'institution culturelle] fonctionne par des partenariats qui sont presque structurels, [...] récurrents. [...] il y a différentes formules de partenariat » (RP12, entretien, 16/1/2020).

Les collaborations permettent de créer des liens entre les organismes concernés, ainsi que, surtout, de proposer toutes une série d'activités partagées par les publics de chacun, œuvrant aussi à l'enrichissement et la diversification de l'offre culturelle de la zone, et augmentant également les capacités de chaque organisme (RP14, entretien, 23/1/2020) au travers d'une programmation conjointe. Certains signalent néanmoins qu'il existe une « fragmentation » et un manque de communication structurée dans certains lieux au niveau des associations. Par conséquent, les publics sont soit isolés (ne bougent pas d'une association à l'autre), soit (et par conséquent) ils « sont tirillés » entre une association et l'autre (workshop 1, notes de terrain, 23/9/2020).



Les échanges entre partenaires flamands et francophones, influençant la mise en place d'activités dans les deux langues. Certains projets sont par ailleurs conçus et totalement menés entre plusieurs partenaires, et peuvent engager aussi l'espace public (aménagement de lieux de rencontres autogérés, rénovation de friches industrielles, réalisation de fresques, etc.). En outre, certaines associations plus anciennes dans le quartier véhiculent un sentiment de confiance chez les responsables des autres et leurs publics réciproques, légitimant ainsi les actions organisées conjointement :

« tout ce qui passe par eux [autre institution culturelle], je leur fait confiance » (RP13, notes de terrain 20/1/2020).

⁶¹ Documentaire consulté le 25/4/2020.

⁶² Cela inclut aussi les tickets combinés entre musées aux contenus différents, permettant d'engager des publics variés dans la connaissance de sujets nouveaux.

Les partenariats entre différentes institutions culturelles peuvent aussi concerner le partage d'espaces commun⁶³ et la transversalité du travail de certain.e.s membres du personnel (engagé.e.s par exemple dans une association et détaché.e.s par moments ailleurs, ou membres de conseils d'administration différents). La logique sous-jacente est la création d'un « lien de solidarité » visant « la cohésion sociale sur le quartier » (RP30, entretien, 23/3/2020), et d'un « lien social sur le quartier » (RP9, entretien, 17/12/2020).

La collaboration se fait aussi très souvent entre des institutions culturelles et des organismes ou des institutions travaillant principalement dans le domaine du social, un domaine avec lequel les responsables des activités culturelles se sentent « vite en phase » (RP26, entretien, 4/3/2020), en raison de certains objectifs communs (dont la conviction de la portée sociale des activités culturelle) :

« il y aura une communion de valeurs, d'esprit, pour se dire on ne fait pas de l'art pour de l'art » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Il est possible par ces collaborations d'atteindre un public qui n'est pas nécessairement familier à certains contenus artistiques, et pour lequel la participation à ces activités n'est pas, au départ, prioritaire, et ne se fait pas de manière autonome. Ce public est par contre bien lié à ces organismes travaillant dans le domaine social, qui connaissent les caractéristiques, les intérêts et les besoins, et qui opèrent comme intermédiaires avec les institutions culturelles :

« c'est ce qui nous permet d'être en lien étroit avec les habitants, qui viennent les trouver pour des questions très pragmatiques [...] qui ne viennent pas nécessairement interpeller des centres culturels pour venir faire de la peinture [...], c'est d'autres préoccupations » (RP20, entretien, 18/2/2020).



Cette collaboration concerne une série d'acteurs du quartier, dont les antennes de quartier, les maisons de quartier, les maisons de jeunes, les bibliothèques, les consultations ONE, les CPAS, les centres médicaux publics, les Conseils consultatifs des aînés des communes et des quartiers, les entreprises d'insertion socio-professionnelles, les institutions de logement social, etc. Dans ces cas, la collaboration favorise le passage entre le social et l'artistique, et vice-versa, car les usager.e.s de cours et services

sont impliqué.e.s dans des projets artistiques. En outre, le personnel de ces services peut contribuer concrètement à la participation, non seulement en sensibilisant leur public ou en s'engageant dans l'élaboration et la mise en place de projets collaboratifs, mais aussi en accompagnant leurs usager.e.s vers les institutions et lieux culturels :

« les maisons de quartier, ils vont chercher des enfants, [...] c'est pas les parents qui vont les amener, [...] ça permet à ces enfants-là d'avoir accès... c'est peut-être des enfants nos voisins, qui

⁶³ Cela peut se faire de manière gratuite ou en convenant d'un prix de location, qui sera plus bas dans le cadre d'un partenariat structurel.

vont à la maison de quartier et qui ont accès à des activités culturelles » (RP25, entretien, 4/3/2020).

Les collaborations peuvent être larges et engager un grand nombre de partenaires du domaine associatif, ou alors, pour certaines institutions culturelles, seulement un plus petit nombre, afin de pouvoir se familiariser à cette typologie de travail coopératif et transversal, et à le soigner davantage :

« [nous apprenons] petit à petit, [nous faisons] évoluer [le projet], ça nous permet d'être efficaces et de garder un bon contact avec ce qu'on fait, [...] c'était plus efficace et plus rationnel de travailler comme ça. [Les associations] ont une très bonne connaissance [des enjeux du quartier et de son public], notre expertise c'est d'avoir les [activités culturelles] et les communiquer, [...] mais la réalité de la commune au niveau démographique et tout ça, on l'apprend petit à petit, [...] on ne pouvait pas prétendre à le connaître mieux que ces associations » (RP4, entretien, 4/12/2019)

Certains partenariats sont aussi considérés comme prioritaires et privilégiés, en raison de l'engagement de longue date des parties concernées l'une vers l'autres, ainsi que de la fréquence et de la portée des échanges :

« on travaille avec ces associations parce que ce sont des partenaires historiques, quelqu'un avec qui on a bossé au tout début » (RP20, entretien, 18/2/2020).

D'autres partenariats, bien qu'opérationnels, restent secondaires. Les publics que ces collaborations permettent d'atteindre et avec qui les responsables des institutions culturelles entrent en contact sont diversifiés (en termes d'origine, d'âge, de genre, d'histoire de vie, d'appartenance sociale, etc.). Parmi eux, il y a les guides primo-arrivant.e.s dont nous avons parlé dans la section précédente, qui étaient d'abord inscrit.e.s dans des cours de FLE et de citoyenneté dans le cadre du parcours d'intégration mis en place par d'autres associations, et qui ont ensuite engagé.e.s dans des projets de valorisation du quartier. Dans ces cas comme pour d'autres, des individus vivant dans des situations précaires, par exemple en charge du CPAS peuvent ainsi participer à des activités culturelles :

« [l]e CPAS a dans ses missions ici [dans le quartier] un nouveau projet que je travaille depuis bientôt trois mois, ce sont des femmes qui ont un parcours accidenté, que ce soit sur le plan économique, sur le plan de la santé mentale, sur le plan familial, [...] le plan du logement... ce groupe c'est constitué avec un responsable de projet, ils ont commencé à venir, elles ne se connaissaient pas du tout [...]. Au début c'était prévu que ce soit une séance test [...], et là c'est déjà leur quatrième séance » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Ces projets collaboratifs peuvent nécessiter la présence de figures professionnelles spécialisées dans l'action avec les publics concernés, par exemple des éducateur.e.s, ou des assistant.e.s sociaux/les :

« [p]our le travail avec les toxicomanes, [...] parce que c'est de la toxicomanie lourde, c'est un centre pas loin d'ici, [...] ça fait trois mois qu'on se voit, pour déterminer comment les toxicomanes lourds pourraient venir ici, et passer un moment où on laisse les tracas du quotidien, trouver sa dose, trouver sa seringue, pas voler... [...] je découvre tout un milieu, je prends le temps de cette découverte, parce qu'il ne faut pas faire de faux pas non plus » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Il s'agit donc de penser ensemble le projet à mettre en place dans ses différentes étapes, dans une dynamique qui implique à la fois ces figures professionnelles et les responsables des activités, et dans une

logique de co-construction en fonction des besoins et opportunités du terrain. L'objectif est de proposer un espace culturel aménagé de manière spécifique permettant à ces publics de sortir, bien que temporairement, de leurs problèmes quotidiens, ainsi que de leur permettre de faire face à ces problèmes par l'outil artistique⁶⁴ :

« petit à petit, par un ensemble de stratégies, les gens se familiarisent avec un espace culturel, socio-culturel, socio-artistique et ils se retrouvent embrigadés dans des aventures plus créatives, fantaisistes, l'imaginaire occupe davantage de place que les préoccupations dures et lourdes de la vie quotidienne. Et en même temps ça permet de régler un tas de trucs » (RP20, entretien, 18/2/2020).

De plus, la diversification du public, comme nous l'avons déjà mentionné, est visée, estimant que ces collaborations peuvent amener des personnes ayant un background socio-culturel propre en contact avec d'autres différentes, dans un processus qui ne se déclencherait pas de manière « naturelle » et autonome :

« [les participant.e.s d'une association] par exemple se plaignent que c'est un groupe très belgo-belge, et ils se disent c'est pas possible qu'à [nom de la commune] il n'y a pas de personnes [...] d'origine marocaine ou autre, donc on fait des collaborations pour qu'on mélange nos deux groupes, [...] des sorties, projets ensemble. [...] on crée des espaces de rencontre parce que parfois les rencontres naturelles ne viennent pas, [...] on crée les contextes pour les créer et tout le monde est ravi » (RP5, entretien, 5/12/2019)

Beaucoup moins souvent, les collaborations s'établissent avec des structures privées, mais aussi entre institutions culturelles et clubs sportifs. La collaboration avec les lieux de cultes semble moins fréquente, seulement ponctuelle avec les églises et plus rare encore avec les mosquées, qui sont décrites comme inaccessibles sans la médiation d'un contact préalable. Ces partenariats – et les publics qu'ils pouvaient amener à atteindre – sont alors délaissés au profit d'autres plus efficaces :

« j'ai essayé d'aller dans une mosquée [nom de l'origine], les [personnes de cette origine] sont très repliés sur soi-même, c'est très difficile d'entrer en contact, et j'ai pas réussi. Donc on a travaillé plutôt en dehors des mosquées. Les mosquées [dans la commune] c'est très compliqué, [...] il faut trouver des contacts et nous on a privilégié les associations. [...] il y a un public qui va dans les associations, mais il y a tout ce public qui ne va pas dans les assos, [...] donc comment toucher ceux-là. Et les églises, [...] on en a parlé à la messe ici [dans la commune], et le curé avait [participé à l'initiative culturelle], et il y a deux [autres] personnes [aussi] » (RP8, entretien, 12/12/2019).

Comme nous l'avons vu, plusieurs projets engageant les enfants et les jeunes reposent sur une collaboration, ponctuelle ou structurée, avec les établissements scolaires. Les projets se font à la fois dans les institutions culturelles et dans ces établissements, amenant, dans certains cas, jusqu'au réaménagement permanent de la pédagogie adoptée, avec un accompagnement visant à faire émerger et valoriser la capacité créative des encadrants, ainsi que des espaces :

« on a travaillé avec des artistes, et notre équipe à nous, pour customiser des meubles, [...] il y a eu tout un projet autour de ce local » (RP17, entretien, 29/1/2020).

⁶⁴ Un exemple récurrent de cela est l'alphabétisation ou l'apprentissage de la langue au travers de projets artistiques et culturels.

Néanmoins, il peut y avoir des divergences d'intérêt au sein des collaborations instaurées dans le cadre de certains projets. Nous avons collecté l'exemple d'une démarche collaborative mise en place entre un musée et une association, visant le rapprochement des jeunes de l'institution muséale. Dans ce cas, selon un des éducateurs impliqués dans le projet, la divergence concernait l'objectif du projet, « attirer les jeunes » au musée, « passionner les jeunes », pour l'association (notes de terrain, 19/11/2020). Il ressort de l'échange parmi les collaborateur.e.s de plusieurs associations du territoire, que l'arrêt abrupte de la collaboration entre les partenaires impliqués dans le projet, et ainsi du projet lui-même tel qu'il avait été conçu à la base, est dû à cette divergence, ainsi qu'au fait que le musée aurait visé « la quantité » (de jeunes engagé.e.s et potentiels visiteur.e.s qu'ils auraient pu sensibiliser) plutôt que « la qualité » de cet engagement. Du coup, un processus d'exclusion est dénoncé, plutôt que d'inclusion, des jeunes, entraînant des résultats opposés à ceux qui étaient envisagés à la base. La motivation des jeunes à s'engager dans des activités culturelles est ainsi dévalorisée et mise à mal, ce qui entraîne également une perte de confiance :

« freiner ça, alors qu'ils veulent s'approprier un monde culturel. Si on veut exploiter, instrumentaliser, ça casse la confiance. Vous nous incitez à venir dans ce monde culturel, et puis du jour au lendemain, c'est fini ?! Quelle ouverture, ils veulent des quotas ?! » (éducateur, notes de terrain, 19/11/2020).

La fin de ces collaborations causée par une « rupture » des liens entre les organismes engagés génère la déception des jeunes eux/elles-mêmes (notes de terrain, 19/11/2020). On constate aussi parfois la difficulté à définir les rôles de chacun dans les partenariats mis en place ou potentielles :

« [l]e souci c'est que des fois on ne sait pas comment se positionner. La maison de quartier [...] fait ça, les maisons d'enfants et les centres de jeunes font des activités jeunes/enfants, et nous dans tout ça on sait pas trop comment se positionner et comment travailler. Parce qu'on ne doit pas empiéter sur les missions des autres. Il faudrait mieux collaborer, mieux être structurés, [...] parce que là, je crois que beaucoup de gens avancent dans leur coin, et il n'y a pas vraiment de collaboration, et c'est ce qui manque en fait. C'est ce qu'on devrait faire pour mieux toucher les publics, c'est plus travailler en synergie » (RP21, RP22, entretien, 21/02/2020).

Pour certaine.s de nos interlocuteur.e.s, donc, ces collaborations ne sont pas encore au point. Elles doivent être « entretenues » (RP28, entretien, 12/3/2020) et affinées. Elles nécessitent un travail en réseau supplémentaire pour rester informés de tout ce que chacun fait, ainsi que pour s'engager ensemble dans un projet :

« je pense qu'il y a des choses à faire pour améliorer cette cohésion des associations au quotidien, [...] que ce ne soit pas juste, on se balance nos newsletters, moi j'avoue que j'ai pas le temps de lire tout ça. C'est ça qui est dur, de garder du temps pour rester ouverts à ce qui n'est pas forcément nos dossiers chauds du moment, garder une ouverture à la vie associative générale, même si on n'y participe pas, comme ça je reste au courant de ce qui se passe » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Il faut également dans certains cas une définition plus claire des critères permettant d'établir les partenariats (RP27, entretien, 9/3/2020), aussi afin de ne pas superposer les actions (ni qu'elles rentrent en conflit entre elles), mais de les faire interagir de manière positive et au bénéfice de différentes parties prenantes :

« on ne doit pas réinventer la roue s'il y a quelqu'un qui l'a déjà inventée, [...] parce qu'il ne faut pas que chaque structure fasse tout » (RP5, entretien, 5/12/2019).

L'enjeu est plutôt de pouvoir bénéficier chacun de l'expérience et de l'expertise de l'autre. Dans certains cas, les responsables estiment qu'il y a des aussi désavantages dans les partenariats. Par exemple le fait que des projets collaboratifs peuvent impliquer un déplacement des publics vers des endroits qu'ils ne connaissent pas⁶⁵ peut constituer un frein à la participation (RP16, entretien, 24/1/2020). Dans ces cas, le travail dépensé pour la mise en place de certaines collaborations n'est donc pas compensé par un résultat positif. Par ailleurs, les équipes impliquées changent souvent, ce qui amène les institutions concernées à remettre en cause le processus :

« on n'a pas beaucoup d'échanges [avec une autre institution culturelle], [...] on s'entend bien mais... j'ai déjà été voir ce qu'on pouvait faire ensemble, [...] on doit mettre de l'énergie là, il y a des gens qui s'en vont, on n'est plus que deux... à chaque fois les équipes ont beaucoup changé. [...] aller donner encore beaucoup d'énergie à l'extérieur pour ça, on l'a fait, on a participé à [un événement collectif], mais j'ai l'impression que c'est parfois toujours dans un sens. Nous on va proposer des trucs, [...] donner un coup de main, donner des [opportunités gratuites de participer aux activités], et après l'échange n'y est pas en retour, on ne nous dit pas, tiens, on voudrait vous intégrer dans... » (RP25, entretien, 4/3/2020)

Ces difficultés concernent aussi le fait que les publics de certaines associations œuvrant dans le social ne sont pas intéressés aux initiatives culturelles proposées dans le cadre de ces partenariats, qui par ailleurs sont souvent mis en place pour répondre à l'injonction institutionnelle à le faire (nous rappelons le décret des centres culturels de 2013 mentionné dans une autre section de ce rapport) :

« on est beaucoup sollicités par les structures culturelles pour les collaborations, [...] il y a un décret qui a changé un peu le fonctionnement des centres culturels où on est un peu obligés de travailler avec le quartier, tant mieux ! [Mais] [d]es fois c'est un peu compliqué, parce qu'on peut solliciter notre public, l'inviter, le mobiliser, l'encourager, mais il y a des [activités culturelles] qui ne leurs parlent pas du tout, [...] donc c'est pas toujours facile, on comprend aussi que c'est pas toujours la priorité, on essaie dans la mesure du possible parfois d'organiser des choses chez nous [...] avec ces structures, ou alors d'accompagner les groupes dans leur structure, mais on tient toujours compte de la volonté et des besoins de notre public » (RP5, entretien, 5/12/2019).

Ou encore, certaines collaborations peuvent prendre fin lorsque l'institution culturelle concernée est déjà en contact avec d'autres associations de proximité et a donc déjà répondu à son obligation institutionnelle. Dès lors, elle ne s'engage pas (ou plus) dans des partenariats non nécessaires :

« à un moment donné, je crois qu'on ne rentrait plus... ils avaient déjà leur case associatif cochée... » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Bien que la plupart des personnes interviewées estiment que les collaborations transversales aux domaines social et culturel (entre « associations de proximité » – RP8, entretien, 12/12/2019 – et institutions culturelles) sont extrêmement positives et nécessaires, certaines en soulignent les limites et

⁶⁵ L'avantage est néanmoins la mise à disposition et l'accès à des espaces nouveaux et différents.

la nécessité d'aménager les activités (en termes de contenu, d'horaire et de lieu) en fonction des exigences des publics concernés.

Il est aussi intéressant de remarquer que les institutions culturelles interagissent aussi avec certains autres lieux, tels que des commerces, pour se fournir en matériel utile pour leurs activités. Cela permet aussi de se faire connaître et connaître les commerçants par exemple, ainsi que leurs client.e.s.

Bien que moins fréquentes, plusieurs collaborations sont en place entre les institutions culturelles de la zone étudiée et d'autres organismes situés en dehors. Dans ces cas, les partenariats permettent aux habitant.e.s des quartiers concernés de se rendre ailleurs, dans le cadre d'un projet, d'une visite spécifique ou d'un plus grand événement ponctuel, et aussi aux résident.e.s d'autres zones d'entrer en contact avec un environnement différent (et ses habitant.e.s) :

« [il s'agit d']aller vers l'autre, [...] mettre en lien les gens et sortir du quartier aussi, [...] aller ailleurs [...], à la rencontre de groupes vraiment différents, c'est hyper porteur, ne serait-ce que pour une mobilité mentale des gens » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Certaines personnes qui s'engagent davantage dans ce processus et deviennent des « ambassadeurs » des quartiers en question, sont actifs lorsqu'il y a des projets d'échange et rencontre, ou aussi de manière plus structurée au sein des conseils d'administration de plusieurs organismes hors du territoire :

« [d]ès qu'il y a des projets, ils vont aux réunions, ils bougent vraiment pour le quartier » (RP21, RP22, entretien, 21/02/2020).

Les résultats de ces collaborations sont donc généralement positifs, en termes de rencontres et liens qui se créent, bien que certaines difficultés peuvent émerger au vu de la diversité des publics (au niveau des appartenances culturelles, âge, perspectives, etc.) :

« ça a créé un choc culturel, générationnel, [...] confronter des points de vue différents, [...] là c'était clairement le vivre ensemble qui était évoqué » (RP32, entretien, 23/4/2020)

Ces partenariats sont possibles aussi grâce à l'outil déjà mentionné que constitue l' « article 27 », permettant l'engagement de coût moins importants pour les participant.e.s :

« les maisons des enfants, il y en a plein qui viennent, [...] maisons de quartier, qui font partie plutôt du grand Bruxelles, [...] qui savent qu'ils peuvent venir soit avec des articles 27, [...] on fait passer des infos à toutes ces maisons-là, puis ceux qui ont eu l'habitude de venir, qui en parlent parfois à d'autres maisons de quartiers » (RP25, entretien, 4/3/2020).

Un travail de communication est fait pour transmettre les informations relatives aux activités organisées et aux possibilités de participation. Les publics de chaque institution culturelle, au-delà du projet de collaboration spécifique, sont aussi invités à poursuivre le lien avec les nouveaux endroits avec lesquels ils sont entrés en contact :

« pour qu'en sortant d'ici, ce ne soit pas uniquement ce moment ici qui soit intéressant, apaisant » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Le fait que la première expérience se fasse en groupe, peut faciliter la familiarisation avec un nouvel endroit et faire en sorte qu'il soit plus facile de s'y rendre à nouveau par la suite :

« [d]e le faire ensemble, je pense que ça peut être libérateur individuellement pour les gens, ça les aide ensuite à faire par eux-mêmes. [...] je l'ai vu au niveau des jeunes par exemple, ça débloque des choses » (RP32, entretien, 23/4/2020).

L'objectif est de perpétuer un intérêt et la participation à des activités qui le concernent aussi en dehors de la zone, mais aussi simplement d'aller voir « ce qui se passe ailleurs » (RP6, entretien, 11/12/2019). En outre, ces déplacements permettent de montrer et de valoriser les produits culturels réalisés dans les quartiers de la zone, au sein d'institutions plus renommées à Bruxelles, les hauts lieux de la culture (RP28, entretien, 12/3/2020). Souvent ces opportunités sont créées au départ de la médiation d'un contact qui est en relation avec ces lieux (RP32, entretien, 23/4/2020).

Certains partenariats (notamment internationaux), peuvent conduire à des voyages à l'étranger, tandis que d'autres, n'impliquent pas nécessairement le mouvement des publics, mais bien des objets artistiques (des images, des tableaux, autre).

2.4 Les caractéristiques de l'environnement

En dépit de certaines différences entre les quartiers considérés et de leur hétérogénéité, plusieurs éléments sont communs, par exemple les problématiques qui sont présentes. Les raisons de cela se trouveraient dans le fait que ces quartiers seraient tous considérés, en dépit des changements sociodémographiques du passé et d'aujourd'hui, comme des quartiers populaires et à forte présence de personnes issues de la migration. En mentionnant ces éléments transversaux, notre intention n'est pas d'aplatir les différences et d'essentialiser les caractéristiques des populations présentes, mais plutôt de fournir une réflexion globale sur la zone, tout en soulignant à l'occasion les diversités remarquées.

Les infrastructures et services

Les responsables des institutions s'expriment tout d'abord à propos des infrastructures du quartier, ainsi que des services qui sont offerts.

La conformité des infrastructures est souvent liée à la disponibilité de fonds. Certain.e.s responsables, comme nous l'avons mentionné, expriment leur satisfaction par rapport aux locaux qu'ils occupent. C'est souvent le cas lorsque la prise en charge des coûts est institutionnalisée et structurée, et encore plus si la gestion est localisée. Néanmoins, dans la plupart des cas, les financements disponibles ne sont pas suffisants pour garantir des emplacements adéquats et fonctionnels, et une sorte de résilience se met en place, c'est-à-dire que les responsables, animateur.e.s et participant.e.s composent avec les espaces fournis, bien que ceux-ci présentent parfois des désavantages. Par exemple, un atelier cuisine se déroule dans une pièce assez étroite et avec peu d'aération, ce qui fait que certaines préparations peuvent ne pas réussir ou demander des actions spécifiques (ouvrir la fenêtre pour que l'environnement ne soit pas trop chaud et que la préparation refroidisse, par exemple, notes de terrain 28/2/2020). Bien qu'il puisse y avoir des remarques par rapport à ces conditions, et aussi que l'amélioration des lieux puisse, à



termes, être prise en charge par l'institution organisatrice de l'activité, il est important que les animateur.e.s s'adaptent aux infrastructures en place permettant le déroulement de l'activité de la meilleure manière possible. Dans certains cas, les espaces sont aménagés à l'aide des animateur.e.s eux/elles-mêmes :

« c'est notre équipe qui a fabriqué les meubles, [...] c'est ma collègue artiste plasticienne qui les a dessinés, [...] c'est du fait maison ! [...] on a réfléchi aux couleurs, [...] pour nous, quelles couleurs symbolisent l'accueil. [...] dans ces couleurs-là, nous nous sentons suffisamment bien que pour pouvoir accueillir des [participant.e.s] » (RP17, entretien, 29/1/2020).

Dans d'autres cas, les bâtiments sont occupés par plusieurs associations, ce qui permet l'occupation de plusieurs locaux (RP28, entretien, 12/3/2020) et la répartition des coûts liés à leur aménagement. La volonté est non seulement d'aller à l'encontre de la philosophie de l'institution culturelle concernée et de ses objectifs, mais aussi de fournir un espace adapté aux besoins des publics du quartier :

« [Nom de l'institution culturelle] a été créé parce que c'était un besoin dans le quartier. Parce qu'il y avait aucun endroit [à finalité culturelle et sportive]. On appelle ça un centre de proximité. [...] Ce sont les associations du quartier qui doivent mettre en place des activités pour les publics du quartier. C'est comme ça que le projet a été imaginé, c'est vraiment une infrastructure à disposition des gens » (RP21, RP22, entretien, 21/02/2020).

L'installation d'une institution culturelle en provenance d'un autre quartier dans la zone étudiée, dépend également d'une volonté politique de valoriser ces quartiers :

« on est ici à [nom du quartier] depuis 2016. [...] parce qu'il y avait une volonté aussi politique de [nom du/de la Ministre compétente] qu'on cherche aussi du côté de [nom du quartier], de l'autre côté du canal. [...] toutes nos activités étaient à Bruxelles, [...] tout était au centre, nous aussi on cherchait dans les communes au centre. [...] il y a eu cette volonté, on a trouvé ce [...], on s'est installés, mais ça change. Et maintenant qu'on est de l'autre côté du canal, le regard des gens qui doivent venir de Uccle, [...] c'est loin ! C'est de l'autre côté du canal ! Alors que c'est peut-être parfois aussi rapide d'aller ici que d'aller en ville » (RP25, entretien, 4/3/2020).

En effet, plusieurs personnes interviewées décrivent un imaginaire négatif présent chez une grande partie de la population bruxelloise concernant les quartiers situés au-delà du canal, ce qui impacterait aussi la perception des infrastructures occupées par les institutions culturelles fréquentées :

« c'est dans la tête des gens, [...] il y a les gens, ils ont peur, c'est de l'autre côté du canal, l'autre côté du canal fait peur, [...] parce que c'est loin. [...] l'autre côté du canal c'est peut-être plus glauque, plus pauvre... [...] on ne parle pas d'étrangers, mais je crois même dans le vieux bruxellois, l'autre côté du canal ça devait se dire, ouf, c'est plus pauvre, il devait y avoir un imaginaire... » (RP25, entretien, 4/3/2020).

« cette partie [...] est très excentrée, au-delà du canal, elle a longtemps été considérée par les Bruxellois comme étant de l'autre côté du monde, un truc particulier dans la géographie imaginaire mentale. On voit bien qu'à partir du centre de Bruxelles, il y a une perspective qui va vers le sud [...] sans trop de difficultés, mais passer le canal et aller vers [nom de communes], ça c'est un autre truc, des peurs sans doute liées aux populations qui ont investi ces espaces-là, [...] les ghettoisations » (RP20, entretien, 18/2/2020).

En dépit de ces représentations, les responsables des institutions culturelles voient un potentiel assez important dans ces quartiers, aussi parce que l'offre culturelle n'y serait pas (encore) développée comme dans les zones plus centrales :

« c'est pas un coin de Bruxelles où il y a énormément d'offre culturelle, [...] il y a des choses mais qu'il faut chercher, c'est pas un endroit qui pullule d'offre culturelle comme le centre, ou Ixelles. [...] du coup il y a quelque chose à remuer ici, [...] il y a une demande sans en avoir une » (RP24, entretien, 4/3/2020).

« c'est des quartiers un peu désœuvrés si vous voulez. Nous quand on a cherché à [nom du quartier], on a trouvé cette salle et on s'est lancé le pari » (RP25, entretien, 4/3/2020).

« je pense qu'il n'y a pas assez de salles de théâtres à [nom de la commune], très peu. Il n'y a pas de cinéma » (RP34, entretien, 28/4/2020).

Il y aurait donc la possibilité de mettre en place des initiatives qui pourraient rencontrer l'intérêt des habitant.e.s, se combinant à des actions sociales qui sont, quant à elles, déjà bien présentes et enracinées historiquement :

« je pense que [nom de la commune] c'est une des communes où l'associatif est une force très présente, soit [...] privé, soit [...] communal, [...] soit francophone ou néerlandophone » (RP3, entretien, 20/11/2019).

« [il est] très intéressant de voir la rencontre entre l'associatif et l'artistique, on est dans une dynamique socio-artistique qui naît à cet endroit à l'initiative de citoyens engagés » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Les jeunes plus particulièrement nécessitent encore des espaces adaptés à leurs exigences et à leurs conditions de vie, ainsi que permettant de diversifier leurs activités :

« dans [nom du quartier] il y a vraiment à faire, il faut améliorer les structures accueillantes pour la jeunesse, [...] c'est une politique de l'époque [nom du/de la bourgmestre], du football, du football, du football pour garçon, [...] on a focalisé les jeunes dans les terrains de foot, [...] très monopolaire, juste football. [...] j'ai l'impression que c'est un grand souci » (RP34, entretien, 28/4/2020)

Des initiatives culturelles se mettent progressivement en place, qui permettent de modifier cet état de chose, et de créer des « petit[s] hub[s] » culturels (RP11, entretien, 10/1/2020), bien que la participation des résident.e.s ne soit pas encore suffisamment développée :

« on a un bâtiment qu'on appelle [nom de l'institution culturelle et de la commune], un bâtiment qui offre plein de choses pour les élèves, pour les enfants, [...] mais malheureusement, j'ai l'impression que c'est plutôt beaucoup de filles qui y vont, et les garçons un peu moins, c'est plus les filles ou les garçons qui ne ressemblent pas au prototype de [nom des habitant.e.s de la commune], qui sort un peu de... » (RP34, entretien, 28/4/2020)

En outre, les démarches entreprises pour proposer des initiatives culturelles dans la zone comportent souvent la rénovation de bâtiments qui étaient à l'abandon :

« ce [bâtiment] n'était pas occupé depuis cinq ans et donc ça servait de plaine de jeu pour les enfants, parce que la porte avait été cassée. [...] et puis on l'a eu, on paye un loyer [...], on est contents parce que ça fait un vrai [emplacement pour activités culturelles] » (RP25, entretien, 4/3/2020).

« [ce bâtiment] était un squat, c'était pas du tout comme maintenant, tout était cassé [...], c'était dramatique. [...] les travaux ici ont duré 6 ans, et pendant ces travaux, nous avons occupé [un autre bâtiment], qui est aussi un bâtiment historique, qui était aussi à l'abandon et tout cassé. Ils ont réparé tout ça très, très vite pour nous accueillir, on a occupé ces lieux, et quand [...] on est revenus ici, on a gardé aussi l'autre bâtiment. [...] maintenant c'est en train d'être rénové mais de manière beaucoup plus approfondie, de fond en comble [...] et ça va être un lieu merveilleux » (RP20, entretien, 18/2/2020).



La participation financière institutionnelle à ces travaux peut les faciliter, mais souvent elle n'est pas suffisante. Il faut donc mettre en place des stratégies diverses et intervenir par d'autres sources de financements et par des fonds propres :

« on a trouvé un accord avec [le propriétaire] pour payer ce bâtiment en trois ans et demi, on a pris un crédit avec lui [...], pendant un an on travaille surtout dans les bureaux, [...] on faisait un peu la manche pendant [les activités culturelles], [...] on a collecté pas mal d'argent, donc là on lance des travaux, [...] une grande partie a été construite par [une entreprise d'insertion professionnelle dans le secteur de la construction], [pour certains postes] on a pris des externes. [...] pendant six mois on n'avait pas de portes, première [activité culturelle] les murs ne sont pas finis. [...] on a récupéré des chaises à [nom d'une autre institution culturelle], [...] et tout doucement le lieu commence à naître aussi, [...] comme on n'a pas assez d'argent, parce que ici, en soi, si on avait suffisamment de subsides, [...] si on avait 500000, en six mois tout est fait, comme on n'a pas, ça dure très longtemps » (RP11, entretien, 10/1/2020).

Le processus de rénovation et de mise en place des activités est donc ralenti par l'indisponibilité de budgets institutionnels suffisants. Dans d'autres cas, l'intervention d'un investisseur privé peut aussi aider la rénovation des bâtiments :

« quand on est arrivés, ça a été racheté par une entreprise privée, [...] et eux ont restauré complètement, réaffecté ce lieu qui devient un lieu très select. Les loyers des bureaux et [...] des activités sont fort élevées, il n'est pas accessible à tout le monde. Et nous sommes en quelques sortes le seul organisme socio-culturel installé à [nom de l'endroit], et nos actions couvrent la région bruxelloise mais

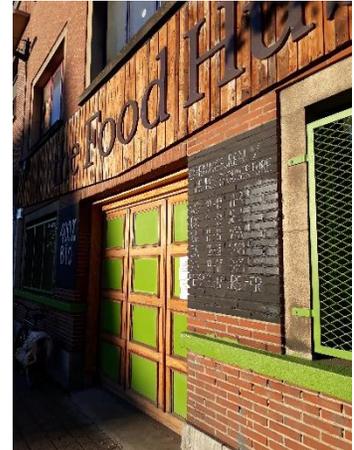


avec [...] un rayonnement plus important plus proche, [...] avec moins de participants qui viennent de l'extérieur » (RP29, entretien, 16/3/2020).

Nous voyons néanmoins que l'intervention externe peut créer un environnement dont les caractéristiques ne répondent pas aux besoins des habitant.e.s du quartier, qui finissent par ne pas y avoir accès.

Concernant les autres infrastructures et services de la zone, nos interlocuteur.e.s décrivent tout d'abord l'offre en commerce comme diversifiée, incluant également des endroits qui combinent la production et vente avec une finalité sociale. En effet, plusieurs magasins ou restaurants sont engagés dans des projets de réinsertion professionnelle :

« le [nom d'un commerce d'alimentation et restaurant] le long du canal, c'est un endroit intéressant, bio mais qui n'est pas chic, [...] les prix sont acceptables, un lieu de réinsertion socio-professionnelle, [...] et des accords souvent directs avec des fermes en Wallonie et en Flandre » (responsable institution culturelle, notes de terrain, 23/1/2020).



En outre, les quartiers ici considérés sont généralement décrits comme bien desservis en termes de transport en commun. Certains sont plus proches du centre-ville que d'autres, mais de toute manière reliés à ces derniers par plusieurs moyens de transport :

« il y a plein de trams » (RP25, entretien, 4/3/2020).

L'accessibilité en voiture est par contre mineure, mais ceci ne constitue pas nécessairement une contrainte, au vu de la disponibilité de transports publics.

Parmi les problématiques soulevées par nos interlocuteur.e.s, figure la question de la disponibilité et conformité des logements, par rapport à la population nombreuse présente dans la zone. Les quartiers sont assez surpeuplés, avec des conditions d'habitat souvent précaires, car les habitations sont vétustes, et les vieux logements sociaux insuffisamment restructurés :

« [dans ce quartier il y a] les plus petits logements comparés au nombre de personnes habitant dans ces logements. [...] dans certains quartiers, dont ici, [nom de la commune] on a quasi 30, 35% de plus de morts que ce qu'on aurait dans d'autres quartiers où les conditions de santé sont meilleures »⁶⁶.

« le grand problème c'est l'espace, [...] on est vraiment uns sur les autres. Et maintenant avec toute la dernière volonté de construire beaucoup à Bruxelles, [...] par la région, [...] il faudrait construire pas dans la première couronne qu'on est ici, mais dans d'autres communes qui sont plus aérées, [...] on ne peut pas accueillir plus de personnes qu'on est maintenant. [...] la commune a explosé d'un point de vue démographique dans les derniers 25 ans, il y a plus de 25000 personnes qui sont venues, ça c'est le grand problème, c'est l'espace, [...] d'avoir une place physique » (RP3, entretien, 20/11/2019)

⁶⁶ Urbaniste, documentaire visionné le 25/4/2020.

Les projets de densification en cours ne sont pas nécessairement bien vus, surtout s'il est estimé qu'ils bénéficient non pas la population déjà résidente et précarisée, mais plutôt à des couches sociales plus aisées. Certain.e.s personnes soulignent aussi l'absence d'espaces verts, et la tendance à considérer certaines zones dans les quartiers comme les sièges exclusifs de bureaux administratifs et leurs « gros buildings ». Ceci amènerait à négliger les problématiques des personnes qui vivent dans ces endroits « le jour et la nuit » (RP28, entretien, 12/03/2020).

La question des institutions et des infrastructures scolaires est également décrite comme problématique, car la qualité de l'enseignement fourni, ainsi que des locaux, ne serait pas adaptée, surtout au niveau de l'enseignement francophone⁶⁷ :

« dans l'enseignement à Bruxelles, côté francophone, la qualité est la même que celle des écoles secondaires aux Etats-Unis. Et cela n'est pas un modèle dont on peut être fiers », intervenant (institutionnel ?) à un débat »⁶⁸.

Il y a également un écart entre les structures (et leur emplacement) de l'enseignement général et celles de l'enseignement professionnel, dans lesquelles sont souvent surreprésenté.e.s les jeunes issus de la migration :

« il y a deux philosophies, on va dire, [...] un système [...] général, des élèves qui visent les hautes écoles et les universités, et dans l'autre bloc c'est plus des professionnels, techniques, pour un métier [...], il y a beaucoup de primo-arrivants aussi, [...] qui viennent d'arriver de Syrie, ou bien d'Afrique, d'Asie » (RP34, entretien, 28/4/2020).

Ce processus de ghéttoisation scolaire⁶⁹ a également un impact sur la possibilité d'impliquer les jeunes dans des activités culturelles, car certain.e.s professeur.e.s auraient la tendance à se désengager :

« on essaye de motiver les professeurs [...] pour les projets, c'est très compliqué de motiver les professeurs pour sortir, pour les mobiliser vers un projet. [...] et même, il faut le dire, il y a beaucoup de professeurs qui sont belges de souche [...] qui parfois sont un peu gênés de sortir avec [...] des élèves de culture maghrébine ou bien des filles voilées, [...] parfois je ressens ça, [...] il y a un projet, est-ce que ça te tente ? Mais quand on a une, deux fois une réponse négative, tu n'as pas envie de trop forcer » (RP34, entretien, 28/4/2020).

D'autres professeur.e.s portent néanmoins ces projets, ce qui valorise les projets culturels mis en place et la contribution des étudiant.e.s :

« [les enseignants] sont hyper contents, [...] de voir les élèves s'émanciper, sortir un peu de l'école, [...] ou même de recevoir à l'école » (RP34, entretien, 28/4/2020),

⁶⁷ Nous remarquons que la scolarisation en néerlandophone est assez répandue dans la zone, ce qui confirmerait aussi, dès par le choix des parents, une meilleure perception de l'enseignement et des structures fournies.

⁶⁸ Documentaire consulté le 28/4/2020.

⁶⁹ Voir aussi l'analyse de Pierre Assenmaker, « La gestion des parcours scolaires », dans le cadre de la recherche « Quels rapports à l'école et aux savoirs entretiennent les familles d'origine immigrée – liens avec la réussite scolaire des jeunes » de la Fédération Wallonie-Bruxelles, accessible à l'adresse directionrecherche.cfwb.be/index.php?id=ecolim, consulté le 3/6/2020.



L'ensemble de ces aspects montrent que les caractéristiques de l'environnement de la zone, en termes d'infrastructures et services, sont problématiques, selon la narration et le vécu de nos interlocuteur.e.s, mais qu'elles offrent aussi des possibilités d'actions.

Atouts et contraintes

Les éléments décrits dans la section précédente démontrent que certaines caractéristiques des quartiers en question sont perçues comme positives, constituant ainsi des opportunités favorisant le travail des institutions culturelles. D'autres par contre sont contraignantes. La présence de ces aspects contrastants est perçue comme similaire à toute autre zone de la région :

« la commune a des aspects positifs comme négatifs, un peu comme dans toutes les autres » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Comme nous l'avons déjà dit, la facilité de rejoindre la zone depuis le centre par les moyens de transport publics, surtout pour certains quartiers, est décrite comme un aspect positif. La mobilité par voiture n'est pas nécessairement favorisée, mais cet aspect n'est pas ressenti comme problématique :

« La mobilité ici est presque parfaite, on a deux métro, tous les trams, les bus qui passent, donc à ce niveau-là, le quartier est très bien servi. Ce qui manque par exemple [...] pour beaucoup de gens ici il y a peu de parkings, mais là la discussion est une autre » (RP3, entretien, 20/11/2019).

La facilité d'accès permet aussi, potentiellement, de favoriser la participation de publics venant des zones centrales, notamment des touristes :

« [c'est] un lieu accessible [depuis] la Grande Place, on est en fait à 15 minutes à pieds de la Grande Place, c'est tout à fait réalisable, [...] facile d'accès » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Un autre élément favorisant les initiatives des institutions culturelles est le fait que les quartiers sont considérés comme généralement actifs, en raison de l'engagement de plusieurs habitant.e.s et d'un tissu associatif très dynamique :

« Il y a plein de gens qui travaillent pour le bien des autres, [...] qui veulent faire sortir les gens qui sont enfermés [chez eux] » (Houria, notes de terrain 15/1/2020).

« vous faites le tour [de l'institution culturelle], vous avez 14 ASBL, [...] il y a énormément de choses dans le quartier, donc ça c'est une opportunité incroyable, il y a un tissu associatif très incroyable, et [...] chaque association est très différente, [en termes de besoins qu'elle rencontre] et donc il n'y a pas de luttes entre associations, il y a plutôt un esprit d'entraide » (RP8, entretien, 12/12/2019).

Les diverses associations présentes travailleraient dans un esprit de collaboration plutôt que de compétition. Il serait donc plus facile aussi d'établir des réseaux (RP27, entretien, 9/3/2020) et de travailler en partenariat avec des objectifs communs sur des thématiques spécifiques, bien que les moyens limités contraignent la possibilité de développer davantage les collaborations :

« en termes de travail de réseaux, avec les acteurs voisins, sur les thématiques qui nous sont familières, quotidiennes, comme le soutien scolaire, l'alpha, le logement, les liens sont fortement établis et durables entre nous et les autres associations du quartier. Si je prends le truc jeunesse,

il y a vraiment une communion d'esprit [...], mais si on avait les ressources, je pense qu'on ferait davantage de collaboration approfondie, régulière » (RP32, entretien, 23/4/2020).

En outre, le fait de vivre ou d'être témoins de situations problématiques ou tendues pousserait certain.e.s habitant.e.s ou travailleur.e.s sociaux/les à s'engager davantage dans des activités visant à améliorer l'environnement de vie et les relations sociales à l'intérieur du quartier, et explique un fort dynamisme au niveau de la création d'initiatives citoyennes et associatives :

« [nom de la commune] est un laboratoire où naissent beaucoup de choses, [...] l'inspiration de plusieurs initiatives vient de [cette commune]. [...] des gens qui vivent probablement de manière plus puissante, plus forte ces conflits, [...] le fait d'être dans une situation plus extrême, est un ressort » (RP12, entretien, 16/1/2020).

Ce dynamisme est aussi favorisé par les projets institutionnels visant le développement de la zone, aussi en terme d'offre culturelle, et du fait que certains bâtiments et locaux de qualité et certains environnements « très impressionnants » (RP8, entretien, 12/12/2019), seraient mis à disposition pour des nouveaux projets :

« dans le plan canal et tout ce qui est développé, il y avait la place pour les initiatives culturelles, donc on rentrait là-dedans » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Ce processus ne concerne néanmoins pas de manière indifférenciée tous les quartiers. Plus particulièrement, la zone autour de la Gare de l'ouest est perçue comme plus problématique, car moins investie par les institutions et les associations, ce qui fait que les habitant.e.s sont laissés davantage à eux-mêmes et qu'il est plus difficiles de les impliquer dans les activités :

« pour les services de prévention de la commune, c'est une zone difficile, pas très contrôlable, personne n'aime aller là-bas, en tout cas pour travailler. On entend [...] beaucoup de plaintes des habitants, qui sont loin de toutes activités, [...] qui sont délocalisés par rapport au centre, où il y a une sur-concurrence de moyens et d'initiatives au centre historique, et plus rien quand on passe le chemin de fer » (RP6, entretien, 11/12/2019).

Néanmoins, il semblerait que le « tourbillon » généré par les projets d'aménagement de la zone autour du canal, impliquant aussi les friches situées le long du chemin de fer, pourrait provoquer des changements aussi dans cette zone (RP6, entretien, 11/12/2019).

Au-delà de ce quartier plus difficile aussi à appréhender par nos interlocuteur.e.s, le sentiment de proximité au quartier est un élément que certain.e.s responsables remarquent dans la population locale d'autres zones. Il arrive souvent que les habitant.e.s reconnaissent par exemple les lieux et les personnes reprises dans certaines activités, ce qui renforce l'appréciation. Ce sentiment s'explique par le fait que les quartiers en question sont assez circonscrits en termes territoriaux et fonctionnent comme « petits villages » autonomes, sous certains aspects et par le fait que plusieurs habitant.e.s vivent dans la zone et se connaissent entre eux/elles depuis longtemps :

« en fait [nom de la commune] c'est une ville, plus ou moins [nombre d'] habitants, mais c'est aussi un village, tout le monde se connaît. [...] là je vais jouer au foot avec un copain... c'est très parlant en fait. Chez les enfants il y a un retour très positif, parce qu'on parle de leur commune » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Reste néanmoins la perception qu'une (grande) partie de la population locale vit dans des situations précaires. Dès lors, les activités culturelles ne sont pas prioritaires dans ces cas et la participation de ces habitant.e.s est ainsi mise à mal. Un travail intergénérationnel, engageant d'abord les enfants via les écoles et ensuite, par leur intermédiaire, les parents, vise l'augmentation de la participation, mais ne fonctionne pas toujours. L'appui sur les institutions locales peut également être un moyen d'impliquer davantage de publics, en passant par le réseau de la société civile locale :

« le quartier ici c'est quand même très compliqué. L'avantage c'est qu'à [nom de l'institution culturelle] on travaille toute les générations, [...] et il y a une transmission intergénérationnelle qui peut se faire. [...] on leur dit, revenez avec vos parents, c'est gratuit [certaines activités]. On n'a aucun retour, aucun. C'est quand même très questionnant. [...] c'est du réseautage, aussi grâce au réseau communal, on sait où on peut aller rapidement, mais au niveau des habitants de [la commune], et même des habitants du quartier, c'est pas facile » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Néanmoins, les questions liées à la vie quotidienne sont aussi prioritaires (éducation, sécurité et propreté principalement) et les financements vont dans cette direction plutôt qu'envers les activités sociales et culturelles :

« [le] soutien communal [on l'a], du bout des doigts. C'est pas une priorité la culture, le social pas vraiment, qu'est-ce qui est important en tout cas pour le moment, c'est l'éducation, la sécurité, la propreté, la culture c'est bien, si on a le temps » (RP6, entretien, 11/12/2019).

L'indisponibilité de fonds suffisants revient donc comme un élément contraignant.

Parmi les aspects négatifs qui caractériseraient la zone, on mentionne le fait que certain.e.s habitant.e.s de la zone ou personnes pourraient endommager les infrastructures (certaines ont été vandalisées et/ou cambriolées) ou interpellé les publics des activités à leur sortie pendant la nuit⁷⁰, ce qui amène à considérer cet élément dans la programmation horaire :

« Il faut faire attention à tous nos événements de nuit, on a un permis pour faire les événements jusqu'à cinq heures du matin, la salle est super bien isolée, mais le problème sont les gens dans la rue à cinq heures du matin, là il faut faire attention, trouver un bon équilibre » (RP19, entretien, 18/2/2020).

Ces éléments créent des freins à la participation surtout pour des publics venant de l'extérieur, qui seraient réticents à se rendre dans une zone qui fait généralement l'objet de représentations négatives. Parmi les conséquences de cela, on note que peu d'institutions culturelles externes décident d'organiser des activités dans les quartiers en question :

« stratégiquement en fait, pour n'importe quel organisateur, organiser un événement ici c'est moins intéressant, c'est quand même compliqué. Les publics vont pas se déplacer ici. [...] par le passé, le quartier [...] a une mauvaise image, [...] pourtant il se passe rien, le quartier est quand même sûr, il n'y a jamais eu de gros soucis. Je crois que les gens ont vraiment une image faussée du quartier » (RP21, RP22, entretien, 21/02/2020).

⁷⁰ Comme nous l'avons dit néanmoins, à d'autres moments de la journée le contrôle social présent dans la zone favorise le sentiment de sécurité.

Les représentations négatives du quartier créent une « frontière imaginaire » qui empêche certaines personnes de se rendre dans la zone en question, ressentie comme éloignée de son univers de référence, en dépit de la richesse de son offre culturelle :

« qu'il y a quand même une frontière imaginaire où les gens ne passent pas le parc Maximilien et ne passent pas Jules de Trooz. [...] les gens ils restent confinés là alors que juste à côté il y a le [nom d'institutions culturelles], bon je crois que c'est un coût, mais quand même, tu traverses le canal, il y a [nom d'institution culturelle], il y a quand même des choses dans le quartier. Mais je pense que les gens ont une espèce de frontière dans leur tête, le reste 'c'est pas fait pour nous, ça nous ressemble pas' » (RP21, RP22, entretien, 21/02/2020).



Le canal incarne historiquement cette barrière imaginaire, car il délimitait une zone industrielle et un habitat majoritairement populaire :

« c'est un peu une barrière historique, ici c'était le bassin industriel, c'était des quartiers très populaires » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Les faits plus récents, comme nous le verrons dans une section consacrée de manière spécifique à ce processus, ont eu un impact diversifié sur cette représentation. Dans certains cas, ils renforcent les représentations négatives et le sentiment d'insécurité. Dans d'autres, ils permettent une visibilité des quartiers et de la commune de Molenbeek plus particulièrement :

« les aspects négatifs sont liés au niveau de l'image de la commune, [...] il y a eu les attentats et la presse internationale, et belge, qui a été très virulente avec cette commune, [...] pour les habitants c'est assez violent, quand on parle de leur quartier de cette manière-là et de leur lieu de vie. [Cette image] [...] pour les belges c'est quelque chose qui a évolué. Pour un public d'étrangers ça peut être une curiosité aussi d'aller à Molenbeek » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Cette ambivalence touche aussi les institutions culturelles qui étaient créées ailleurs et qui se sont installées dans la zone dans un deuxième temps. Les représentations négatives présentes au sein de leurs publics originaires, qui freinent la participation au début, peuvent s'estomper une fois que les personnes ont un premier contact avec les quartiers en question :

« au début il y avait un peu de difficultés de réputation, parce que c'est un quartier qui n'est pas réputé pour être facile, [...] du coup on a eu des remarques comme ça, quand on a changé [d'emplacement], il y a beaucoup de voyous, [...]. Ceci dit, ça fait deux ans et demi qu'on est là, on n'a jamais eu de problèmes. Parfois il y a un gars qui est bourré et qui fait un peu chier à l'accueil, mais voilà, un peu de sang, [...] mais c'est pas un gros problème, rien de dramatique, et en tout cas ça n'a jamais impacté les [participant.e.s], [...] eux ils se sentent bien » (RP26, entretien, 4/3/2020).

La nécessité de gérer d'éventuels événements violents n'est pas nécessairement vue comme spécifique aux quartiers, car ces événements pourraient se produire ailleurs. Néanmoins, la diffusion de l'alcool, de la drogue et le manque de suivi des jeunes (Julien, entretien, 11/3/2020), seraient des éléments forts présents dans la zone et ils généreraient un risque supplémentaire que des actes violents soient menés :

« on a eu quelques événements avec des personnes qui se droguent [...], mais bon, ça ne nous gêne pas vraiment au quotidien, c'est plus le quartier [...] un peu loin. [...] c'est à la limite de [notre quartier] » (RP5, entretien, 5/12/2019).

La réticence vient également d'un manque de motivation à se rendre dans une zone qui n'est pas habituellement conçue comme destination pour des activités culturelles (et certainement pas plus que d'autres zones de la ville), pour certain.e.s davantage au présent que par le passé :

« venir [dans ce] quartier, mais pourquoi ? Il n'y a pas assez de vie. [...] Alors qu'avant c'était un quartier qui était connu pour ça. Quand on entend des personnes âgées qui vivent encore ici, c'était vraiment un quartier super vivant, il y avait des bistrots partout, ça échangeait beaucoup, etc. Et c'est vrai que ce quartier a un peu perdu ça. » (RP21,RP22, entretien, 21/02/2020).

Le dynamisme du quartier aurait donc diminué dans certains cas : ici il convient de préciser qu'il s'agit plus particulièrement du quartier Nord, et que cette diminution concernerait l'offre de loisirs, tandis que, comme nous l'avons vu, l'engagement associatif et citoyen peut être fort, ici comme dans les autres quartiers.

En ce qui concerne la multiculturalité des quartiers « c'est un atout et un obstacle en même temps » (RP20, entretien, 18/2/2020). D'un côté, cet aspect favorise la présence dans la zone d'une offre commerciale diversifiée, par exemple, et la possibilité que des personnes appartenant à des cultures différentes se rencontrent et participent à la création d'un lien social partagé :

« la mixité du quartier est une valeur de support, les opportunités de cohésion sociale sont à portée de main, j'ai rarement vu des véritables conflits communautaires, [...] quelques petits conflits entre communauté rom et communauté maghrébine, mais je n'ai jamais vu des problématiques qui ont explosées au-delà de ça, et le quartier est essentiellement un quartier tranquille » (RP12, entretien, 16/1/2020).

La diversité socio-culturelle du quartier est aussi « un chance » car elle permet de créer des « occasions » d'action positive (RP32, entretien, 23/4/2020). La multiculturalité crée ainsi un dynamisme supplémentaire, favorisé également par le rajeunissement démographique de la population :

« maintenant c'est une commune qui est complètement multiculturelle, qui est très dynamique, qui est assez jeune » (RP4, entretien, 4/12/2019).

De l'autre côté, la multiculturalité peut amener des tensions et des conflits, ainsi que des barrières à la socialisation parmi les membres associés à différents groupes :

« c'est un atout parce qu'on se dit, wow, quelle diversité, quelle chance, il y a toutes les cultures, [...] c'est le monde qui est dans le quartier. En même temps, c'est très communautaire évidemment, c'est lié aux croyances, aux religions, tous ces clivages-là, qui font que les gens se distinguent les uns des autres, se mettent des barrières, et donc ne vont pas nécessairement les uns vers les autres » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Les écoles, fréquentées par des personnes associées à des appartenances culturelles différentes peuvent représenter des espaces au sein desquels ces tensions s'estompent et des rencontres interculturelles ont lieu :

« [l]’école, les enfants, sont des lieux de partage importants. À travers le lien avec les écoles, on relie beaucoup de familles, les enfants viennent volontiers [participer à une activité culturelle] [...], ils peuvent embarquer leurs parents » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Par ailleurs, certain.e.s responsables d’institutions culturelles qui n’étaient pas situées dans la zone depuis leur origine, entrent en contact graduel avec la multiculturalité des quartiers et s’y familiarisent, d’une certaine manière, questionnant des aprioris négatifs :

« les rencontres entre les différentes populations, [...] je n’étais pas proche du tout des population d’origine marocaine, quand on ne connaît pas on a peur, et maintenant je trouve que ce sont des gens assez extraordinaires. J’ai plus confiance dans les femmes d’origine marocaine que dans les hommes, les garçons et les hommes ne sont pas toujours très bien éduqués, mais les filles sont très bien éduquées, et on a tendance à dire que les garçons sont dans les rues et les filles on le garde à la maison. [...] c’est par ces rencontres et cette mixité qu’on se rend compte que tous ces gens-là défendent les mêmes valeurs que nous et qu’ils soient d’origine musulmane ou pas, ça change rien » (RP29, entretien, 16/3/2020).

De plus, une population davantage diversifiée peut favoriser l’appréciation d’activités spécifiques, dans le domaine des arts urbains, par exemple. Elles rencontreraient un succès majeur auprès des personnes issues de la migration, et chez les jeunes plus particulièrement :

« au niveau du quartier, [...] il y a un avantage, il y a une grosse densité de population et surtout de population jeune d’origine immigrée en plus, qui est en phase avec un projet comme celui-là, c’est plutôt un point positif. Si on faisait ça à Koksijde, ça marcherait moins ! [...] [les] personnes âgés [sont] un peu moins aptes et sensibles à ce qu’on propose. [...] ça fait sens » (RP26, entretien, 4/3/2020).

L’engagement de personnes d’origine étrangère est d’ailleurs un des objectifs du travail de proximité demandé aux institutions culturelles depuis le décret de 2013. Ce genre d’activités attirant des jeunes issu.e.s de la migration sont bien accueillies aussi parce qu’elles répondent à des contraintes institutionnelles :

« ils remplissent les objectifs du décret aussi, [...] ils peuvent faire un rapport en disant, regardez, 350 jeunes, et ils sont tous d’origine étrangère en plus, [...] c’est bingo aussi pour eux » (RP26, entretien, 4/3/2020).

La multiculturalité des quartiers offre donc une opportunité unique de mettre en place ce processus d’engagement de publics diversifiés et locaux dans des initiatives culturelles.

Changement démographique des quartiers

La composition démographique des quartiers a subi et subit constamment des transformations d’un point de vue social et culturel. Avec les premières migrations vers la Belgique, et plus particulièrement dans le cadre des accords bilatéraux du deuxième après-guerre, certains quartiers de Bruxelles se diversifient davantage et accueillent une population provenant des pays avec qui ces accords sont établis. L’Italie (accord en 1947) et le Maroc (accord en 1964) en font partie, ce qui amène ces populations d’abord dans les alentours des zones minières et aussi à Bruxelles, directement, pour travailler dans son secteur industriel, ou après, au moment de la fermeture progressive des charbonnages, lorsque les individus devaient se réorienter professionnellement :

« ils avaient déjà des enfants, ils avaient déjà amené leurs femmes, donc ils ont dû rester ici, [...] certains ont trouvé des emplois dans le bâtiment, et beaucoup d'entre eux dans le transport, à la STIB, une des entreprises les plus diverses, et c'est historique, depuis le début on trouve des gens du monde entier » (RP13, notes de terrain, 20/1/2020).

Le déclin des secteurs minier et industriel aurait contribué à la diversification de certaines entreprises de services mais aussi à l'appauvrissement des environnements urbains concernés par ces premières migrations, et des individus eux-mêmes :

« beaucoup de gens venaient travailler ici, [...] des gens venaient de Flandre, de Wallonie, d'Angleterre, de France, d'Italie, d'Espagne, pour travailler ici [...], dans ces industries. [...] après le choc pétrolier, après 1974, toutes ces industries ont fermé, [...] et tous ces gens [...] ont perdu leur emploi, alors ils ont créé de nouveaux types d'activités, [...] et les industries se sont peu à peu vidées, [...] comme des villes fantômes » (RP13, notes de terrain 20/1/2020).

« [une] précarisation croissante de ceux qui étaient anciennement ouvriers » (RP32, entretien, 23/4/2020).

Plus récemment, d'autres populations provenant notamment de pays de l'Europe centrale et orientale arrivent dans les quartiers, plus particulièrement à la suite de l'élargissement progressif de l'Union européenne. D'autres migrants provenant d'Afrique, du Moyen Orient et d'Amérique Latine, s'installent aussi dans les quartiers, pour des raisons diversifiées. Dans les dernières années, il s'agit surtout de réfugiés et de personnes arrivant dans le cadre du regroupement familial :

« maintenant, de plus en plus, il y a beaucoup plus de roumains, d'albanais, des polonais, [...] des brésiliens, des africains aussi, ça se diversifie » (RP19, entretien 28/2/2020).

« il y a une première vague migratoire qui est plutôt maghrébine, puis après, il y a 20 ans, 25 ans, il y a une population de l'est qui est venue, polonaise, roumaine » (RP33, entretien, 31/3/2020).

Par ailleurs, ces mouvements accélèrent la diversification des quartiers populaires, au sein desquels les migrants pourraient devenir majoritaires à un moment donné.

« toute la [nom de la rue] se transforme, les Belges disparaissent, [...] ils bougent » (RP6, entretien, 11/12/2019).

L'offre commerciale des zones concernées subit aussi d'importantes modifications en lien avec ces changements démographiques :

« Je l'ai encore connu : dans les étales [du marché] on vendait du lait au litre, du yaourt, du babeurre aussi. [...] Actuellement on y trouve beaucoup de vêtements, ou des produits de moindre qualité »⁷¹.

« la rue des magasins, [...] avant c'était vraiment des boutiques occidentales ou d'origine belge, trois petits cinémas aussi. Maintenant il y a beaucoup de magasins



⁷¹ Habitant.e de la commune, documentaire visionné le 28/4/2020.

de différentes cultures, ça c'est comme on peut voir que ça a changé » (RP27, entretien, 9/3/2020).

Mais aussi, l'offre commerciale diminuerait en raison de la perception d'une « coupure » de ces zones du centre-ville de Bruxelles, aussi bien en termes d'attention institutionnelle que d'intérêt de la part des publics éventuels d'initiatives culturelles :

« il y a une espèce de coupure [...]. En terme de visibilité, les commerces sont partis, comme les touristes ne venaient plus jusque-là, en fait ça a changé complètement la configuration du quartier et les habitants qui restent, il y a eu un impact assez fort. [...] comment redynamiser tout ça sans que les habitants locaux soient dépossédés de ça, [...] partir d'eux c'est le défi qu'on va se lancer » (RP30, entretien, 23/3/2020)

« [les] nouveaux habitants [issus de la migration] ont été un peu négligés, ça devenait un peu marginalisé aussi le quartier. Après il y a eu des initiatives et c'est devenu plus tranquille, [...] des autres ASBL [du quartier] » (RP27, entretien, 9/3/2020).

Les changements démographiques généreraient aussi des modifications au niveau du dynamisme des quartiers. Nous avons déjà traité ce point dans la section précédente, mettant en évidence qu'il s'agit d'un processus diversifié selon les quartiers. Certains seraient perçus comme davantage dynamiques que par le passé, d'autres moins. Les changements démographiques seraient aussi liés au fait que les résident.e.s, une fois acquise une situation sociale plus aisée et ayant aussi augmenté le capital culturel de départ, quitteraient ces environnements perçus comme plus populaires, pour d'autres considérés de meilleure qualité mais qui étaient moins accessibles au départ, aussi pour des raisons économiques :

« aussitôt qu'ils le peuvent, ils s'enfuient, dès qu'ils ont plus d'argent, ils trouvent une place dans un autre quartier, plus vert, plus agréable, etc. Les nouveaux arrivants, comme les Marocains, les Turcs, les gens d'Afrique australe, [...] ils sont venus pour travailler, et [...] la location [de maison] n'était pas chère à l'époque [...] dans ce quartier, [car] personne [d'autre] ne voulait vivre ici. Alors, ils se sont installés ici » (RP13, notes de terrain 20/1/2020).

« quand ils ont atteint un certain degré d'intégration et de compréhension des différentes problématiques, souvent ils quittent le quartier, ce qui veut dire que tu dois recommencer continuellement ton travail, [...] ça c'est un peu la malheur de [nom de la commune], [...] que quand les gens sont vraiment bien intégrés, qu'ils pourraient aussi fonctionner comme un modèle pour les autres, souvent ils quittent » (RP3, entretien, 20/11/2019).

« [l]a première motivation c'est trouver de meilleures écoles pour leurs enfants » (RP6, entretien, 11/12/2019).

Il y aurait donc dans certains cas une sorte de « remplacement » de populations par d'autres, avec une continuité linguistique lorsque, par exemple, l'arabe comme langue maternelle ou deuxième langue reste majoritaire dans certains quartiers. Mais aussi cela créerait une discontinuité au niveau du travail socio-culturel avec ces populations, travail qui devrait à chaque fois recommencer du début, plutôt que d'en voir les fruits en termes de cohésion sociale et réussite personnelle des individus :

« ici [...], vous avez chaque année un tiers de la population qui change, chaque année, donc c'est une porte d'entrée et une porte de sortie, très vite » (RP8, entretien, 12/12/2019).

Il est également intéressant de remarquer que ce mouvement peut dépasser la commune concernée, allant jusqu'à la périphérie de Bruxelles⁷², mais aussi être interne à la commune. Certains quartiers sont perçus comme plus populaires par rapport à d'autres, qui sont, eux, plus résidentiels et accueillent une population assez aisée. Le cas plus frappant concerne la séparation, perçue par les habitant.e.s aussi, entre le « haut » de Molenbeek et le « bas » de (ou le vieux) Molenbeek, le dernier étant caractérisé par ailleurs par un plus grand nombre d'activités culturelles mais aussi par des problèmes sociaux divers :

« le vieux Molenbeek, avec beaucoup d'activités culturelles et beaucoup de sujets, et puis [...] le haut Molenbeek, où vous avez les gens de la classe moyenne qui travaillent et ont des emplois etc. » (RP13, notes de terrain 20/1/2020).

Le haut de Molenbeek est un quartier relativement nouveau, ce qui fait qu'avant, toutes les populations de la commune, indépendamment de leur statut socio-culturel, vivaient plutôt dans le vieux Molenbeek :

« en général, on dit que les riches habitent dans la partie haute. Mais ce n'est pas correct. Ce quartier n'a que trente ans. Dans les années '70, c'était toujours la campagne ici. [...] Dans notre immeuble habitent encore beaucoup d'[habitantes] venus d'en bas »⁷³.



La population du centre de la commune était ainsi mixte, au départ. Plus tard, elle a « sociologiquement » changé pour devenir majoritairement composée par des personnes issues de la migration :

« les habitants de l'époque, des années [...] '70-'80. [...] cette population a entièrement changé [...], il y avait déjà une composante étrangère importante mais il y avait beaucoup, entre guillemets, de belgo-belges [...], des vieux Molenbeekois qui vivaient [dans le vieux Molenbeek], [...] qui ont bougé [...] plutôt vers le haut de Molenbeek, et le bas de Molenbeek est devenu plutôt un lieu d'immigration, [...] sociologiquement la commune a basculé » (RP8, entretien, 12/12/2019).

Les mouvements de populations dépendent aussi des travaux aux infrastructures de la zone, certains desquels, inachevés, ont un impact négatif sur l'environnement local et poussent les gens à se déplacer :

« le boulevard Léopold II était pour les riches, la construction du viaduc ne leur a pas plus, et la valeur de leurs maisons a fortement diminué. Alors ils sont partis vers la partie haute de Molenbeek, et cela a bouleversé la démographie du quartier »⁷⁴.

Certain.e.s de nos interlocuteur.e.s essaient de répertorier l'attitude envers les activités culturelles développées chez ces différentes populations. Ils/elles soulignent des différences entre des personnes qui seraient plus inclinées à s'engager et d'autres qui ne le seraient pas, pour des raisons qu'ils/elles estiment

⁷² Comme nous le verrons dans le détail plus bas, les mouvements vers la périphérie de Bruxelles sont aussi déterminés par un processus de gentrification et concernent le déplacement, dans ce cas, de populations plus précarisées.

⁷³ Habitant.e de la commune, documentaire visionné le 28/4/2020.

⁷⁴ Habitant.e de la commune, documentaire visionné le 28/4/2020.

être de l'ordre du culturel et de l'ordre du temporel. Ils/elles voient les nouveaux migrants comme plus disponibles à l'action que les anciens :

« je remarque la volonté de coopérer et d'intégration des nouveaux venus [...] depuis 5-6 ans, ils viennent de pays en situation de guerre, c'est des Afghans, c'est des Syriens, c'est des Irakiens, des gens de Somalie, d'Erythrée... [...] c'est incroyable comme ils sont flexibles, positifs... ils viennent ici, après six mois ils parlent le néerlandais. [Des migrants plus anciens qui ne le font pas] disent, oui mais j'ai eu de mauvais professeurs. [...] je vois aussi un désir incroyable, une volonté positive, de vouloir travailler, de s'intégrer qui est énormément différente des discours classiques de victime qui est souvent une excuse pour ne rien faire du tout » (RP19, entretien 28/2/2020).

Dans cette optique, certain.e.s soulignent que les habitudes des migrants dans les contextes de départ, surtout concernant les nouveaux arrivants, ont un impact sur les initiatives prises en Belgique, notamment pour les Syriens, lesquel.le.s menaient souvent des activités en soirée, outre le fait qu'ils/elles habitaient des espaces plus grands que les appartements dans lesquels ils/elles logent à présent. Ces faits, favoriseraient la volonté de sortir de ces populations. Elles auraient un grand « potentiel », en raison de leur bagage culturel et historique, en termes de participation à des activités culturelles :

« des nouveaux arrivants, des syriens, [...] ils sont nocturnes dans leur vie généralement, surtout en été, c'est pas des gens qui restent à la maison, c'est pas comme la petite Jeannette qui a 70 ans et qui reste à la maison, c'est une autre culture, un autre mode de vie. [...] [ils] viennent d'arriver en Belgique, pour eux, il est très difficile de vivre dans des petits appartements, ce sont des grandes familles qui vivent dans la difficulté, on ne peut pas les priver aussi à l'extérieur. [...] mais pourquoi pas justement voir ce potentiel-là, [...] pourquoi ne pas offrir [de l'espace] à des nouveaux arrivants qui [...] ont certainement aussi un esprit... [...] parce que la Syrie est un magnifique pays, [...] les Syriens ce sont des bonnes personnes, [...] dans leur pays, le taux de pauvreté n'était pas élevé, pas du tout, [...] je trouve qu'ils ne sont pas assez bien respectés et considérés. [...] ce public peut devenir un public cible [...] des centres culturels, des maisons de quartier. [...] en Syrie comme dans tous les pays chauds les gens sortent la nuit, on pousse à ce qu'ils restent dans des cages, [...] c'est un potentiel, beaucoup de choses peuvent être développées [avec] ce nouveau public » (RP23, entretien, 21/2/2020).

Les caractéristiques de ces populations différentes expliqueraient aussi un changement d'approche au niveau des actions entreprises, car elles visent des publics différents et doivent ainsi aménager leurs contenus :

« il y a du changement, on n'est plus dans l'organisation [...] comme dans les années '90, on n'est plus dans la crise identitaire de notre public cible, [...] des jeunes [...] maghrébins qui oublient l'histoire [de migration] de leurs parents » (RP23, entretien, 21/2/2020).

D'autres remarques concernent la distinction entre les résident.e.s de la zone et ceux/celles qui y transitent ou passent du temps pour des raisons professionnelles. Au vue de cette distinction, les quartiers apparaissent plus ou moins vifs, habités et dynamiques en fonction du moment de la journée :

« le quartier, ça représente à peu près 40 000 personnes en journée, et il reste moins de 10 000 habitants en soirée. Donc les $\frac{3}{4}$ de cette population se remplit et se vide. Et il y a très peu de relation entre les deux en fait. Parce que les gens sortent de la gare, pouf vont dans les immeubles, dans les bureaux, et quand c'est 16h, pouf à la gare. [...] Ce qui fait aussi que c'est un quartier fort

vide en soirée, il n’y a pas de restaurant, pas de cinéma, il n’y a rien pour créer du lien social en soirée. On se retrouve avec des quartiers désertiques, où vous avez de la délinquance, de la prostitution, commerce de drogue, et tout ce que vous pouvez imaginer » (RP9, entretien, 17/12/2019).

Ces deux catégories de populations auraient très peu de contacts. Le fait qu’une grande partie de personnes quitte les lieux en soirée, explique une offre culturelle moins développée et des problèmes sociaux plus évidents. Créer des opportunités de rencontre par une offre locale plus active, serait bénéfique à ces environnements :

« je crois qu’il faut vraiment créer du lien entre les gens qui habitent le quartier et les gens qui y travaillent, en ayant des choses qui communiquent et qui restent ouverts le soir. [...] on pourrait avoir des restaurants, des magasins, pour qu’il y ait fréquentation et que les gens se croisent. Pour qu’il y ait de la vie » (RP9, entretien, 17/12/2019).

« il serait temps que la Belgique [...] arrête de faire des projets sur le vivre ensemble, c’est attristant, [...] vivre un à côté de l’autre, mais il y a du travail, et avec l’art on peut faire de belles choses » (RP23, entretien, 21/2/2020)

La culture, l’art, sont vues comme des opportunités positives de création de ce lien concret entre populations différentes, allant au-delà des rhétoriques du vivre ensemble.

De la « gentrification »

Parmi les mouvements démographiques décrits plus haut, on évoque souvent l’arrivée des populations plus aisées qui, dans les dernières années, investissent les espaces privés et publics, en y déménageant ou en y créant des initiatives culturelles. Ce mouvement, qui concerne principalement des jeunes couples flamands, selon nos interlocuteur.e.s, est vu par certain.e.s comme un processus de gentrification, impactant les populations plus défavorisées. Ce processus, qui dérive d’une volonté politique spécifique de rénovation des quartiers, est lié au réaménagement de certaines rues, à la création de certaines infrastructures culturelles nouvelles, ainsi que des hôtels qui l’entourent, et à la construction de logements qui visent davantage les classes moyennes. Le « risque de fortement transformer le quartier »⁷⁵, notamment en raison de l’augmentation des prix des loyers, est élevé. Cela pourrait amener des tensions parmi les différentes populations, ce qui demandera une intervention politique appropriée et un suivi de la société civile :



« [j]e pense qu’une fois que les nouveaux habitants vont s’installer, il y aura des conflits qui vont avoir lieu entre ces nouveaux habitants et les anciens, on verra dans quelle direction on va

⁷⁵ Président d’une association, documentaire consulté le 25/4/2020.

pencher la politique. Et là [nom de l'association] a un rôle très, très important à défendre les personnes qui ont plus du mal à trouver un logement abordable »⁷⁶.

Les personnes appartenant à la classe moyenne vont trouver ces loyers abordables, et l'augmentation du coût de la vie forcerait les plus précarisés de se déplacer :

« la vague de gentrification qui se passe le long du canal, pousse toute la commune, tous les habitants ici [...] soit à revendre, soit à bouger vers le haut ou vers [...] [la] périphérie flamande, [le] brabant wallon, [...] à sortir d'ici, [...] une pression qui s'exerce depuis le canal » (RP6, entretien, 11/12/2020).

Pour la société civile, il est important d'adresser les inégalités entre citoyens générées par la gentrification, aussi pour garantir l'accès à la culture et viser les « frontières invisibles » qui se créeraient entre différentes catégories sociales d'habitant.e.s (RP14, entretien, 23/1/2020). L'augmentation de l'offre habitative et culturelle doit être monitorée afin de veiller à une distribution juste des espaces et à une garantie d'accès égalitaire aux services locaux :

« il va aussi y avoir des constructions, alors que c'était déjà une des rues les plus denses au kilomètre carré. [...] [il faut] être attentif à cette question, c'est bien de construire etc., mais au bénéfice de qui et que fait-on des gens qui restent en sous-fonds dans un logement pourri dans le quartier et comment est-ce qu'on répond aux besoins d'équipement sur l'espace public, [...] de promiscuité, de besoin d'halte-garderie, en service de proximité etc., ça on ne le voit pas, on ne voit pas une approche intégrée pour le futur. On densifie, c'est très bien, mais après il faut quand-même penser à la mobilité du quartier, et la cohésion de tout ça. [...] ça va intensifier les problématiques existantes de vivre ensemble, de cohésion sociale » (RP32, entretien, 23/4/2020).

L'objectif politique de ce processus serait de favoriser une « mixité de classe » en attirant des résident.e.s externes aux quartiers, plutôt qu'en fournissant davantage de services et de possibilités d'accroître le capital socio-économique des personnes qui y habitent déjà. Selon certains de nos interlocuteur.e.s, il s'agit d' :

« invit[er] les gens de l'extérieur pour créer une mixité de classe, mais il y a aussi des gens [dans la commune], si on avait un enseignement convenable, on peut aussi les élever de niveau de classe ! Mais ça, on ne fait pas »⁷⁷.

Ces choix politiques sont questionnés, car ils favorisent certaines couches de la population qui ont un accès facilité à l'offre culturelle (en raison de leur capital social, économique et culturel) et qui ne seraient pas nécessairement enclins à se mélanger :

« c'est une population qui vient à [nom de l'institution culturelle] parce que c'est une population qui a de l'argent, qui a un capital culturel élevé. Maintenant, est-ce qu'il se mélange avec les populations ? Vous voyez ici à côté, vous avez [un ancien bâtiment], qui était transformé en loft [...] fin des années '80, années '90, c'est ce qu'on appelle un gated community, la grille est fermée, ils vivent entre eux, ils ne se mélangent absolument pas, et quand vous voyez qui vit là, ce sont

⁷⁶ Président d'une association, documentaire consulté le 25/4/2020.

⁷⁷ Bénévole association, documentaire visionné le 25/4/2020.

des eurocrates, [...] des Américains, des gens qui vivent vraiment entre eux, repliés sur eux-mêmes » (RP8, entretien, 12/12/2019).

Par ailleurs, ces choix favorisent certaines institutions aux dépens d'autres, car celles qui ne répondront plus aux besoins d'une population qui aura changé, devront aussi être déplacées :

« politiquement on se lave un peu les mains, parce qu'on est bien obligé de [déplacer l'ancienne institution culturelle]. Donc on ne les chasse pas, on doit juste [les déplacer]. Et chaque fois que nous on pose des questions là-dessus, on n'a aucune réponse. [...] En tout cas nous on se bat pour que l'espace ne soit pas fermé. Si on doit nous déplacer, on doit nous déplacer, on va pas savoir faire grand-chose là-dessus. Mais ils toucheraient beaucoup de monde s'il fallait supprimer notre espace, c'est pour ça qu'il y a une certaine prudence au niveau politique » (RP9, entretien, 17/12/2019).

Ces changements risquent d'impacter la participation des habitant.e.s présent.e.s depuis longtemps dans le territoire et qui, en restant, ne se retrouveraient pas nécessairement dans les nouveaux contenus culturels proposés mais souhaiteraient pouvoir continuer à bénéficier des anciens :

« il y a des endroits où l'offre culturelle est à fortiori pour ce type de population [nouvelle], [...] le [...] il y a toujours eu ce type d'offre culturelle, [...] depuis deux ans il y a [nom de l'institution culturelle], [...] c'est à voir ce que ça va donner, [...] le type de public qu'il va attirer, [...] tout public, le public qui a envie de venir voir ça » (RP3, entretien, 20/11/2019).



Il pourrait en résulter davantage de ghéttoisation de certaines parties des quartiers (RP9, entretien, 17/12/2019). Ces risques et ces mécontentements dérivent du fait que les projets envisagés n'auraient pas été pensés sur base d'une consultation des habitant.e.s ou des acteur.e.s du terrain :

« [ç]a manque un peu de concertation populaire. J'entends bien qu'il y a des gens qui réfléchissent dans les bureaux, j'entends bien qu'il y a des accords politiques, des sous qui vont être libérés pour faire toute une série de choses, mais ça manque de nouveau de l'avis des gens. [...] il y a un grave souci de communication [au niveau des administrations], on est au courant de rien. Et même les habitants sont au courant de rien. [...] Le terrain et la réalité est tout autre que ce que les politiques disent que ça doit être, et pourtant les politiques devraient prendre en considération la vraie réalité des gens et du quartier » (RP9, entretien, 17/12/2019).

Néanmoins, d'autres interlocuteur.e.s voient la gentrification comme un mouvement de populations parmi d'autres qui contribuent au dynamisme des villes de manière générale. Ils ne semblent pas en dénoncer des conséquences négatives :

« [l]a gentrification c'est inhérent à une ville. [...] quelle est l'alternative, on ne peut pas geler une situation socio-économique ou urbaniste et dire, c'est comme ça et maintenant ça doit rester comme ça ad aeternam. [...] une ville c'est un organisme dynamique, c'est pas un organisme statique [...], et dès qu'il y a un endroit qui est récupéré, qui est gentrifié, il y en a un autre où les artistes y vont, les migrants y vont, les étudiants y vont, et peut-être 50 ans plus tard le quartier

qui a été gentrifié 50 ans avant, deviendra le nouveau *place to be*, ça se passe partout et c'est comme ça que ça se passe, on peut dire c'est bien, c'est mal, mais c'est une chose inévitable, [...] ça bouge tout le temps. [...] on ne peut pas instaurer des quotas, ce serait impensable, c'est créer des nouveaux ghettos. La ville se règle soi-même » (RP19, entretien 28/2/2020).

La gentrification serait d'ailleurs bénéfique pour des quartiers qui ont subi un manque d'attention politique et qui étaient d'une certaine manière « isolés » du reste de la ville, devenant des « ghettos » de populations immigrées (RP29, entretien, 16/3/2020). Les financements publics destinés à ces quartiers permettraient une série d'initiatives positives, et le renouveau de la population qui en dériverait serait aussi positif :

« il y a eu la création d'un centre culturel, [...] de maisons de quartier, la rénovation des trottoirs [...], heureusement que cette gentrification a permis de transformer ce quartier, sinon on restait toujours avec une population qui [...] a eu tendance à se marier entre eux, et là [...] il y a une mixité de population »

Préserver ces quartiers de ces changements considérés comme naturels et nécessaires, ne serait pas, selon ces interlocuteurs, opportun, au risque, autrement, de « créer des ghettos de pauvreté qui sont compliqués » (RP29, entretien, 16/3/2020). Il s'agit d'un « turnover » qui est aussi provoqué par des projets établis au départ d'une volonté politique, et pas nécessairement en réponse à des mouvements provenant du bas. Néanmoins, au moins selon certains responsables d'institutions culturelles, cet élément ne justifie pas une condamnation du processus, qui aurait lieu de toute façon, car il fait partie de la nature de la ville :

« la réouverture de [nouveau site culturel] [...] ça va modifier le paysage des habitants. [...] toutes les rives du canal sont en train de se modifier aussi. [...] c'est pas pour rien que ces choses se font. A l'échelle de la région, [les] contrats de quartier, tout ça, ça participe à presque une redéfinition du paysage communal. [Les habitants vulnérables] soit ils s'y retrouveront, soit ils déménageront, [...] c'est le constat que [d'autres quartiers] ont fait aussi. [...] le turnover des habitants [dans la commune] est énorme, c'est un peu une sorte de passerelle, même dans certains types d'immigration, les personnes arrivent à Molenbeek, en phase transitoire, et puis ils repartent ailleurs » (RP10, entretien, 18/12/2019).

La gentrification concernerait aussi une partie des populations issues de la migration qui auraient (ou auraient atteint) un statut socio-économique plus élevé et qui quitteraient les quartiers en question non pas en raison de l'augmentation du coût de la vie, mais plutôt car ils seraient intéressés par d'autres endroits.

Certains autres changements démographiques seraient associés seulement en partie à un processus de gentrification, dans le sens qu'ils amèneraient des populations plus aisées à habiter des quartiers populaires au départ, mais pour des raisons bien spécifiques et qui vont au-delà de la volonté politique de rénovation des quartiers. En outre ces mouvements s'inséreraient dans un tissu démographique en partie déjà diversifié en termes socio-économiques :

« les quartiers [...] ça change, ça a changé. C'est pas la gentrification, mais [...] il y a beaucoup de familles qui viennent s'installer, il y a beaucoup d'expats qui viennent parce qu'il y a [nom de l'institution scolaire]. [...] C'est un quartier relativement populaire, [...] mais avec cette mixité malgré tout, [...] où vous avez aussi des familles néerlandophones qui viennent s'installer, une

population maghrébine qui est là depuis longtemps, il y a vraiment un mixte. [...] ça dépend de ce qu'on appelle gentrification, moi j'ai toujours habité ce quartier, [...] il y a une mixité plus grande aujourd'hui qu'il n'y en avait il y a dix, quinze ans. [...] est-ce qu'on va appeler ça gentrification ? Ou est-ce que le fait que les expats qui ont leurs enfants à [l'institution scolaire] à côté, c'est logique [...] qu'ils viennent habiter [dans ce quartier], on ne les a pas forcés à venir gentrifier [le quartier], ils ont juste vu l'opportunité d'un habitat qui est beau, qui est historique, et qui est moitié prix par rapport au sud de Bruxelles, [...] y compris les familles néerlandophones qui sont toujours un petit peu plus alternatives, [...] ouvertes à la différence, des flamands de Bruxelles, [...] qui ont la chance d'être éduqués, qui ont un travail qui leur permet de bien vivre, d'avoir une belle maison... » (RP33, entretien, 31/3/2020).

Par ailleurs, pour certain.e.s ce processus de gentrification ne serait pas définitif mais seulement temporaire, car les nouveaux/elles habitant.e.s réaliseraient rapidement que les services de la zone, qui ne seraient donc pas suffisamment améliorés en préparant leur venue, ne répondraient pas à leurs attentes. La question des écoles est à nouveau soulevée, entre autres, et la mauvaise qualité de l'enseignement perçue au sein de plusieurs établissements de la zone amènerait un nouveau changement, une fois satisfaite la curiosité de venir habiter dans ces quartiers :

« certains aussi ils ont la curiosité de vouloir vivre dans un quartier multiculturel. [...] quand il y a cette volonté, parfois c'est une volonté pendant quelque temps, et puis à un certain moment ils vont partir. Surtout quand ils ont des enfants, ils se rendent compte qu'ici [...] au niveau des écoles, des espaces verts, des infrastructures pour les enfants, [...] n'est pas ce qu'ils voulaient avoir, donc ils déménagent. [...] c'est un quartier populaire, tu ne peux pas avoir dans ce quartier populaire ce que tu voudrais avoir dans un quartier ou c'est habité avec la *middle class* » (RP3, entretien, 20/11/2019).

D'ailleurs, il y aurait déjà dans la zone étudiée une offre culturelle visant les classes moyennes, et serait simplement éventuellement augmentée par de nouveaux projets (RP3, entretien, 20/11/2019) :

« [la gentrification] c'est clair qu'elle existe complètement, [...] on est arrivés [...] quand il y avait déjà l'auberge de jeunesse qui était installé, les bureaux qui sont là, un hôtel juste à côté, donc est-ce que nous, on a créé un vrai changement ? Je ne pense pas » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Il s'agit d'espaces culturels qui, d'ailleurs, permettraient de faire connaître les quartiers en question par des populations nouvelles, donnant visibilité à la zone et pouvant modifier certaines représentations négatives existantes, tout en créant des occasions de mélange et de partage :

« ça draine un public très divers, ça a fait venir beaucoup de monde qui n'avait pas mis les pieds avant à [nom de la commune], [...] ça a créé une espèce de brassage. [...] j'ai envie de prendre ce terme dans le bon sens, dans le sens de la cohésion sociale, et d'avoir ici un différent public qui se mélange, qui viennent et qui sont invités aux mêmes événements, et c'est riche et intéressant. [...] ce que ça a créé, de fait, un mélange, [les visiteur.e.s] il y a une partie qui sont de la commune mais d'autres pas, [...] à ce niveau-là le travail a été efficace, je pense que c'est comme ça qu'il faut le voir. Je pense qu'il y a un vrai travail de cohésion sociale qui est fait via le mélange des publics [à l'institution culturelle] » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Ces visions plus mitigées du processus de gentrification n'empêchent pas de reconnaître que certain.e.s puissent mal « vivre et percevoir » une gentrification, plus particulièrement « ceux qui voient arriver » de nouveaux/elles habitant.e.s.

« C'est vrai que c'est pas bien pour tout le monde, parce que ceux qui n'en ont pas les moyens ne peuvent pas acheter des maisons dont les loyers deviennent plus chers, donc cette évolution, transformation du quartier n'est pas idéale pour tout le monde » (RP29, entretien, 16/3/2020)

D'autres personnes attendent aussi de voir comment les populations vont réagir, et n'expriment pas encore de jugement :

« peut-être pas encore comme dans les autres zones dans le canal plus dans le centre-ville, mais on a le nouveau quartier [résidentiel] qui s'est installé, c'est un mélange de logements sociaux et [...] pas sociaux, mais c'est encore le tout début, ils sont eux-mêmes encore en train d'investir, je ne sais pas si ça va être bien le mélange d'habitants dans les maisons. [...] tu vois même dans les bâtiments ça change complètement, des grands appartements blancs, écologiques, [...] et des plus vieilles maisons un peu plus obscures, donc ça se voit. [...] j'ai l'impression que parmi les jeunes que je connais, il y en a qui viennent habiter ici, pas encore comme à Schaerbeek, [...] ça va peut-être encore arriver » (RP27, entretien, 9/3/2020).

Ces opinions concernent surtout ces quartiers qui sont moins touchés, pour le moment, par ce processus, bien que ses premiers effets commencent à être visibles au niveau des constructions par exemple. Il s'agit d'un aspect qui influence également la perception de l'environnement des quartiers, que nous allons brièvement évoquer dans les prochaines sections de ce rapport.

L'environnement

L'histoire des quartiers, le lien que leurs habitant.e.s développent avec les lieux et les personnes, l'emploi d'infrastructures et de services, le vécu des espaces privés et publics, génèrent des perceptions diversifiées parmi les résident.e.s mais aussi, par reflet et par expérience personnelle et professionnelle, parmi les responsables des institutions culturelles de la zone. Certain.e.s font d'ailleurs de ces éléments l'objet de visites guidées engageant les habitant.e.s, comme nous l'avons dit. Citons la réalisation d'une audio-guide permettant aux touristes ou autres personnes intéressées de se balader dans un quartier en écoutant les narrations des résident.e.s et des opérateur.e.s sociaux/les de la zone, qui en illustrent l'histoire et les activités présentes, depuis une perspective de proximité. En effet, ces acteur.e.s sociaux présentent l'environnement et l'ambiance des lieux de la manière dont ils/elles les vivent et ils/elles perçoivent, allant également à l'encontre des représentations médiatisées qui peuvent contribuer à alimenter un imaginaire négatif sur la zone :

« cette rue, normalement, c'est beaucoup de musique, beaucoup de gens qui vont et viennent, on croise des enfants, on croise beaucoup de choses, [...] quand on voit un quartier, on voit bien



sûr ce qu'on lit dans les journaux, mais aussi ce qu'on ressent » (RP13, notes de terrain 20/1/2020).

Nous avons déjà décrit plusieurs autres caractéristiques de l'environnement. Nous nous attardons ici sur certains aspects particuliers.

Notamment, nous soulignons le fait que les quartiers connaissent à présent plusieurs changements dus à une série de projets de réaménagements, dont par ailleurs certains déjà entamés par le passé. Certains de ces projets touchent à la mobilité, ainsi qu'à la cohabitation entre voitures et piétons, dans une logique incorporée de partage de l'espace public urbain :

« l'idée de ce projet et de voir comment nous partageons l'espace public [...] sans règles écrites. Tu dois prendre en compte ce qui se passe physiquement » (RP13, notes de terrain, 20/1/2020).

Il s'agit d' « opérations de revitalisation du quartier » (RP6, entretien, 11/12/2019) qui vont provoquer d'importants changements, dont la durabilité dépend néanmoins de la possibilité souvent inexistante de structurer leur prise en charge institutionnelle, au-delà et à la fin de la subvention ponctuelle :

« soit les subventions disparaissent une fois terminé le contrat de quartier, soit la commune le reprend [le projet], [...] son fardeau de personnel, de gestion, d'entretien etc. [...] la commune ne sait pas faire plus de ce qu'elle a fait grâce au contrat de quartier » (RP6, entretien, 11/12/2019).

Certain.e.s de nos interlocuteur.e.s pensent que les exigences ne sont pas suffisamment rencontrées au niveau de l'environnement local, notamment le besoin de lieux de rencontre et d'espaces verts⁷⁸ qui remplacent ou réaménagent les aires anciennement consacrées à l'industrie :

« [d]ans la partie [qui était] très industrialisée, comme ici, il n'y a pas de vert, et pas de vert signifie beaucoup de choses, il n'y a pas de loisirs, pas d'endroit où les gens peuvent sortir [...]. Ces maisons, ici, n'ont pas de jardin non plus. L'absence de vert a aussi un impact sur la santé, sur la vie quotidienne » (RP13, notes de terrain 20/1/2020).

L'impact de ce manque se fait ressentir sur la population, d'un point de vue physique et psychologique, d'autant plus que les espaces privés sont souvent contraignants pour les habitant.e.s, qui pour la majorité ne disposent pas d'une maison adaptée aux besoins.



De plus, certain.e.s font remarquer l'absence de lieux de culte appropriés, plus particulièrement des mosquées. Elles sont présentes mais sous forme d'associations souvent situées dans des lieux sémi-privés, pas visibles et difficiles d'accès pour un grand nombre de personnes. Cet aspect rend aussi problématique l'organisation de cours d'arabe par exemple, qui dépend souvent de la volonté et initiative des habitant.e.s, et qui n'atteint pas le niveau de qualité souhaité par les usager.e.s :

⁷⁸ Significativement, pour certain.e.s les espaces verts sont bien présents, mais plutôt dans les zones résidentielles des quartiers, « le beau » du quartier (RP34, entretien, 28/4/2020), habitées principalement pas les membres de classe moyenne.

« [en Belgique] les mosquées ne sont pas visibles de l'extérieur⁷⁹, [...] louez un lieu pour en faire un lieu de culte et pour enseigner l'arabe aux enfants [...], cette mosquée appartient aux gens du quartier » (RP13, notes de terrain 20/1/2020).

L'organisation autonome de ces initiatives permet néanmoins une appropriation de certains espaces des quartiers, aménagés afin que ces besoins soient en partie rencontrés.

Plusieurs autres projets essaient de manière spécifique de compenser certains manques, par exemple ceux qui visent la création de lieux de jeu pour les enfants, en essayant de reproduire une ambiance de nature, et aussi voulant offrir des possibilités d'accès et d'activités égalitaires pour les filles et les garçons :

« dans ce quartier, il n'y a pas d'espaces verts. [...] quand vous voyez un [lieu public récréatif], [...] souvent les garçons prennent toute la place, [...] les filles sont dans les coins [...]. Donc quand ils pensaient à cet endroit, ils ont mis l'espace pour jouer avec les balles vers le bas, de sorte que le [...] partage de l'espace soit différent, et ça marche. [...] c'est une autre conception de l'appropriation de l'espace public, basée sur le genre. [...] ici vous voyez beaucoup de maisons d'oiseaux, ils font beaucoup de musique [...], l'idée est aussi que vous avez une expérience sensorielle [...], vous pouvez vous asseoir ici, [...] vous avez beaucoup de musique différente à cause du type d'oiseaux » (RP13, notes de terrain 20/1/2020).



D'autres exemples concernent la création de centres communaux destinés à accueillir les habitant.e.s et à leur fournir des « espaces de dialogue » (RP6, entretien, 11/12/2019), toujours avec l'objectif de mettre en place des instruments œuvrant à la cohésion sociale des quartiers. Certains de ces espaces sont organisés par la société civile et gérés de manière autonome. Par exemple, les projets de potagers collectifs ou fermes en ville sont nombreux. Ils permettent de créer du lien dans le quartier et de faire des rencontres, en faisant en sorte que les habitant.e.s s'intéressent aussi à la nature et aux rares espaces verts des quartiers :

« [l]es potagers participatifs qu'on a ici et dans le quartier [...] c'est pas pour faire de la production, c'est pour justement amener les gens à se parler, à échanger des graines, à faire une soupe ensemble, essayer de rentrer les uns avec les autres en contact. Et en même temps apprendre à jardiner, à planter à quel moment, etc. » (RP9, entretien, 17/12/2019).

Les manières dont l'environnement se façonne dépendent des projets émanant d'une volonté politique mais aussi de la composition sociodémographique du quartier. La présence de longue date de personnes d'origine étrangère impacte la manière de vivre les quartiers, ainsi que le travail social fourni pour répondre à des besoins spécifiques. De manière générale, ces éléments créent un environnement dynamique :

⁷⁹ Sauf que pour la mosquée du Cinquantenaire, la construction de laquelle a par ailleurs fait l'objet de polémiques concernant les financements obtenus et les influences internationales que ce fait aurait pu déterminer sur la gestion du site.

« j'ai découvert [le quartier] à ce moment-là [au début de l'activité professionnelle dans la zone], j'ai été directement attiré par le dynamisme ici, la vie sociale, la vie entre voisins, l'enthousiasme et une vie dans la rue, [...] et très peu d'outils à niveau culturel à part des associations pionnières [...] qui étaient là mais plutôt dans une sorte de formule de pré-intégration de personnes d'origine étrangère motivée par le logement, par la condition précaires de l'habitat, l'espace urbain, les espaces verts [...] de combats de ce type-là, mais peu de combats au niveau culture » (RP6, entretien, 11/12/2019).

L'action culturelle au sens strict est perçue comme arrivée plus tard dans ce quartier, par rapport à l'action sociale de réponse aux besoins primaires des individus.

La présence de personnes d'origine étrangère modifie aussi l'offre commerciale, par exemple au niveau de la restauration, qui se diversifie et qui intègre également certaines normes religieuses, telle que l'emploi de viande licite pour les personnes musulmanes. Ces éléments répondent à des besoins quotidiens des populations résidentes dans la zone et permettent l'accès à certaines structures :

« La population ici, [...] deuxième génération de descendants de migrants, nous avons augmenté notre niveau de condition de vie. Et puis les gens veulent, en même temps, avoir les mêmes services de consommation que la population "normale", nous voulons aller chez MacDonald, [...] nous voulons avoir le droit de consommer le même type de produits, mais en même temps nous voulons que ces produits respectent certaines règles, et principalement la règle est le halal » (RP13, notes de terrain, 20/1/2020).

La référence est à l'existence de restaurants offrant une gastronomie de différents types (non seulement celles associées aux pays musulmans) mais n'utilisant que de la viande halal :



« vous verrez différents types de cuisine [...], mais tous sont halal. C'est donner la possibilité aux gens de se comporter comme la population normale, si je puis dire, tout en respectant les règles qui sont importantes pour eux. C'est un phénomène que nous voyons beaucoup à Bruxelles. [...] avant, vous aurez un kebab, ou un restaurant qui est typique, libanais vous savez que vous allez manger libanais. Maintenant, vous avez comme la cuisine belge, la cuisine italienne, la cuisine française, mais halal. C'est une nouvelle façon d'aborder la chose » (RP13, notes de terrain 20/1/2020).

Cette approche caractérise aussi d'autres commerces, tels que les centres de beautés et coiffeurs, dont les espaces sont protégés à la vue depuis l'extérieur, de manière à garantir l'intimité des femmes qui les fréquentent :

« vous voyez un salon de coiffure, un salon de beauté, et vous voyez qu'il est opaque, vous ne pouvez pas voir à l'intérieur. Notre conception [...] de la relation au corps des gens, nous avons notre point de vue sur cela, basé sur notre culture [...]. Par exemple, les clients de cet espace sont principalement des femmes [...] qui portent un foulard. Elles se soucient de leur beauté, mais ne se soucient pas des gens qui les regardent. Cela fait partie de la relation à l'espace mais aussi au corps » (RP13, notes de terrain 20/1/2020).

Le vécu des espaces des quartiers dépend aussi du rapport au corps de chacun.e, lequel est pris en compte au sein de certaines structures. De même, d'autres lieux (destinés à la restauration par exemple) offrent la possibilité de respecter certaines dynamiques de genre présentes au sein des populations présentes dans le quartier, en particulier ils organisent les espaces de manière à permettre aux familles et aux femmes, si elles le souhaitent, d'être séparées des hommes. En outre, ces lieux rencontrent les goûts des clients, en proposant une cuisine familiale, au départ d'une expérience de migration vécue par les propriétaires eux-mêmes :

« [Le propriétaire] a commencé à vendre des donuts sur le marché. Il venait du Maroc, très jeune, il a commencé à vendre des beignets sur le marché, des beignets traditionnels [...]. Puis, lentement, il a construit un petit local, et maintenant il a quatre restaurants différents, et ce qui est intéressant ici, c'est que [...] la nourriture est très traditionnelle, c'est comme si vous mangiez à la maison. Et on y trouve toutes sortes de gens, ça dépend du moment de la journée. Si vous venez ici le jeudi, parce que c'est le jour du marché, vous trouvez tout. La caractéristique des cafés de la communauté marocaine est qu'en général, on ne voit pas de femmes. Si vous allez à la place Lemonnier, vous voyez beaucoup de terrasses, seulement des hommes. Alors la question est de savoir où on boit le thé. [...] quand on entre dans certains d'entre eux, on voit qu'à l'étage il y a une salle familiale. Les hommes sont dehors, sur la terrasse, et si vous montez à l'étage vous voyez la salle familiale, vous verrez des enfants, des femmes, peu importe. Ici, c'est différent, tout le monde est mélangé » (RP13, notes de terrain 20/1/2020).



Nous constatons en effet que les différentes catégories de population (en fonction du genre mais aussi de l'âge) occupent les espaces de manière différenciées, et ce aussi en termes de temporalité. La fréquentation de lieux du quartier (les cafés, les boulangeries, les autres commerces alimentaires ou pas) est diversifiée en fonction de l'endroit. Dans certains cafés, on ne peut constater que la présence d'hommes, surtout sur la terrasse, tandis que dans d'autres il y a des salles consacrées aux familles (un panneau est souvent affiché à l'extérieur). Certains cafés sont entièrement familiaux et les espaces sont donc partagés par plusieurs profils de clients. D'autres, plus récents, sont aussi des espaces de co-working, qui semblent brasser une population aussi de passage, et souvent plus jeune. En effet, lors de nos passages et permanences dans les quartiers, nous remarquons que la population dans les espaces publics et les structures et commerces change en fonction du moment de la journée et de la semaine. En présence d'un marché hebdomadaire, plusieurs femmes seront dans les rues le matin, et dans des lieux de restauration



sur le temps de midi. Dans certains quartiers, la majorité des personnes qui fréquentent ces marchés sont d'origine marocaine, comme on peut le constater en écoutant la langue parlée par les commerçant.e.s et les client.e.s. Dans d'autres jours, la matinée sera moins mouvementée, après le départ des familles pour le travail et l'école, et l'on verra surtout des hommes d'un certain âge se promener ou se rendre dans des cafés. Les mamans avec les enfants scolarisés occupent ces espaces souvent plus tard dans l'après-midi, ensuite remplacés à

nouveau par les hommes plus jeunes en fin d'après-midi et début de soirée. Ce schéma est objet de nuances et variétés, mais systématise certaines perceptions et constitue une simplification utile pour penser les activités culturelles en fonction des temps et lieux au sein desquels certains profils de personnes pourraient être disponibles ou pas.

Les pratiques culturelles (et l'art) dans l'espace public

Il est par ailleurs intéressant de souligner que plusieurs initiatives culturelles occupent également l'espace public des quartiers, à l'occasion d'événements ponctuels organisés par exemple pour des célébrations religieuses. Ces moments permettent d'apporter des contenus intéressants d'un point de vue interculturel, et ils favorisent une occupation de l'espace partagée par différents profils et catégories d'habitant.e.s. Ces initiatives rencontrent généralement un grand succès, aussi parce que les résident.e.s peuvent s'approprier de lieux réservés à ces moments exclusivement aux piétons :

« [la fête de rupture du jeune pendant le mois de Ramadan] c'était comme à Marrakech, c'était toute la rue ! Il y avait toutes les nationalités. [...] ils mettent des tentes, [...] les tapis, des poufs, et moi je fais les tables, [...] j'ai servi. [...] c'est magnifique, l'année passée c'était rempli, c'était sous réservation. [...] il n'y a pas de voitures [dans la place consacrée à cet événement] » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

Les « dimanches sans voitures » sont aussi des occasions pour organiser des événements culturels dans l'espace public, au sein desquels interviennent plusieurs associations locales, pour l'organisation et la propositions d'ateliers et activités diverses :

« c'était très, très riche et très vivant d'activités multiples, [...] on avait toute une série d'acteurs qui organisaient des tas des choses dans la rue. [...] c'était très diversifié, ça allait à la fois de l'apprentissage à rouler à vélo, à la danse, de la couture avec des groupes de femmes qui cousaient des robes et puis qui faisaient un défilé ce jour-là, pour la mise en valeur. [...] avec des sports de rue aussi [...], on avait installé un terrain de basket, [...] plus les stands de bouffe aussi, pour moi la culture est aussi dans l'assiette. [...] et là les gens n'ont qu'à descendre de chez eux. En plus on a eu toujours du beau temps ! Il y avait énormément de gens qui participait » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

Les habitant.e.s participent en grand nombre à ces activités car elles se déroulent dans leur environnement de vie quotidienne, ce qui met moins de contraintes à leur participation. Par ailleurs, les activités proposées rencontrent leur intérêt, car elles sont mises en place au départ d'un travail de proximité et de longue date des associations.

D'autres initiatives sur l'espace public, comme nous l'avons vu, concernent des projets étendus de rénovation de certains quartiers, avec l'objectif spécifique d'amener, tout au long du processus comme dans le résultat final, des contenus artistiques et culturels. Parmi ces projets, ceux qui concernent des sites en friche, que plusieurs associations travaillant en collaboration, visent à les convertir en lieux qui offrent la possibilité de pratiquer plusieurs activités culturelles et sportives.

Il est intéressant de remarquer que pour les promoteur.e.s d'initiatives culturelles dans l'espace public, cette démarche est essentielle pour favoriser la participation :

« on ne fait pas que du théâtre, [...] l'art, en général, doit se passer dans l'espace public »⁸⁰.

Il s'agit en fait de créer des opportunités de rencontre entre l'art et les habitant.e.s, qui se réapproprient ainsi les contenus artistiques par le biais du rapport au quartier, et vice-versa. La dimension de création est ici aussi importante, comme processus par lequel les participant.e.s réalisent une partie des objets qui vont occuper l'espace public, et qui sont des produits culturellement diversifiés :

« nous avons fait un trajet avec l'artiste, [...] avec notre public cible, nous avons été voir des expositions pour faire connaître l'artiste, [...] et nous avons recréé des tables [qui s'en inspiraient] mais revisitées. [...] on a pu transformer la place [...] et faire participer l'église, [...] nous avons mis un méchoui à côté, et des vieux pains de campagne de Bruxelles, de boulanger traditionnel belge [...], avec des tables basses, et tout le monde mange avec les mains, et plutôt que le vin rouge on avait du jus de pommes, et il y avait ce mélange... [la place] était plein[e], il y avait une diversité de gens, une diversité de statut, une diversité d'origines, [...] assis par terre et manger à la même table, [...] c'est le plus beau des tableaux » (RP23, entretien, 21/2/2020).

Certains projets permanents dans l'espace visent de manière spécifique l'embellissement des quartiers et le changement de regard porté sur ceux-ci. Depuis 2005, quatre-vingts moulins à vent ont été installés pour venir colorer la rive gauche du canal, entre la chaussée de Ninove et la place Saintelette. Ces moulins aspirent à donner un agréable air de voyage et de plage de la Mer du Nord à ces quartiers en pleine mutation. Les moulins font ainsi explicitement référence au nom de la commune principalement concernée (Molenbeek, en néerlandais, signifie ruisseau aux moulins), et à son histoire de village, au VIII^e siècle, traversé par un ruisseau le long duquel étaient installés de nombreux moulins à eau. Les actuels moulins à vent colorés ont été réalisés par des élèves d'une école secondaire de la zone.



Outre ces projets spécifiques, l'art est présent dans les quartiers tout d'abord en raison des bâtiments historiques présents, et du patrimoine lié à ces lieux :

« c'est toute la rue qui est intéressante. [Outre l'institution culturelle] il y a aussi... [une] ex raffinerie, on a créé [un produit alimentaire], [...] créé en Belgique [dans cette rue] » (David, entretien, 27/1/2020)

Par ailleurs, la rénovation et la mise à disposition de certains parmi ces bâtiments pour des activités culturelles dépend aussi, comme nous l'avons déjà mentionné, de la volonté et de l'initiative de citoyen.e.s.

« [nom du bâtiment] c'est un combat de la population locale. Lorsque [l'activité industrielle s'est arrêté], le gouvernement de l'époque a voulu démolir tous ces bâtiments, et construire de nouvelles grandes tours [...]. Certains des voisins, [...] ont décidé de se battre pour sauver ce patrimoine, et c'est grâce à eux que nous pouvons voir maintenant [cette institution culturelle ici] » (RP13, notes de terrain 20/1/2020).

⁸⁰ Responsable activités, documentaire visionné le 28/4/2020.



Ensuite, l'art est présent dans les quartiers par l'initiative d'artistes divers qui œuvrent dans le cadre ou en dehors des institutions culturelles de la zone. Nous avons récolté plusieurs exemples de ces initiatives, la plupart desquelles nous ont été par ailleurs indiquées par nos interlocuteur.e.s, surtout si ils/elles avait le sentiment que ces œuvres pouvaient passer inaperçues si on n'y portait pas une attention particulière :

« [d]ans les stations de métro de Bruxelles, nous avons beaucoup d'art. [...] tout [ici] consiste à regarder les détails, à regarder les choses cachées » (RP13, notes de terrain 20/1/2020).

Les nombreux graffitis et fresques présents le long du canal ainsi qu'à l'intérieur des quartiers, sur les façades d'immeubles, font aussi partie de cet art qui parfois visible, parfois discret. Tout de même, les affiches d'événements culturels constituent en elles-mêmes souvent non seulement des rappels et invitations à l'art mais aussi des objets d'art en soi visibles dans les quartiers.



Des œuvres se donnent à voir dans des espaces semi-publics, par exemple dans les cours de certaines institutions d'accueil ou éducatives, lesquelles utilisent des moyens artistiques pour engager leurs publics dans des démarches d'apprentissage mais aussi d'embellissement des espaces qu'ils occupent :



« Nous voici à l'intérieur d'une école, ce n'est pas Barcelone ! [...] mais on peut prétendre que c'est une sorte de version belge de Gaudi. C'est une école pour les gens qui n'ont pas de diplômes, principalement des hommes. [...] ils enseignent aux gens un travail, mais en même temps l'art est très central pour pouvoir exprimer. [...] c'est une appropriation de la culture belge, vous voyez [...], c'est Magritte, un de nos peintres les plus célèbres. [...] il y a [aussi] des messages sur l'Afrique, sur les réfugiés, sur le défi que les jeunes peuvent relever » (RP13, notes de terrain 20/1/2020).

« il y a une œuvre extraordinaire, [...] dans les trois bâtiments, toutes les cages d'escaliers ont été décorées par [...] un [demandeur d'asile] péruvien pendant six ans, qui a peint neuf heures par jour, gratuitement. [...] c'est extraordinaire, [...] c'est quelque chose de Bruxelles qu'on devrait mettre en évidence » (David, entretien, 27/1/2020).

Les contenus artistiques proposés sont ainsi, également dans ce cas, diversifiés d'un point de vue culturel, mais aussi au niveau des enjeux sociaux auxquels ils font référence. Ils mériteraient, selon nos interlocuteur.e.s, davantage de visibilité. Cela concerne également ces contenus qui relèvent de l'histoire des quartiers, qui passent inobservés car cachés dans des activités nouvelles :

« un grand bâtiment qui est sur le quai, [...] avec une cour, [...] et on voit encore la rue, les sacs de grains, maintenant c'est des entreprises » (David, entretien, 27/1/2020).

D'autres œuvres témoignent également d'engagement envers des sujets de société contemporains, ainsi que de formes de revendications et protestations. Pour amener un exemple très récent, un bâtiment de la zone étudiée a servi pour une fresque réalisée par un artiste (venant d'hors Bruxelles dans ce cas) en hommage à George Floyd, un homme afro-américain tué lors d'une arrestation.

Néanmoins, certaines œuvres présentes dans l'espace public peuvent également être questionnées, lorsque leur sens n'est pas saisi ou partagé par nos interlocuteur.e.s :



« il y a un grand morceau de pierre qui a été apporté de Wallonie, c'était un grand trou ici, ils ont coupé cette pierre et puis ils l'ont posée. C'est censé être le point zéro. Donc, la pierre [...] était à peu près à 25000 euros et puis on ne peut pas voir... c'est une sorte d'art... c'est un questionnement sur ce qu'on fait avec l'argent public » (RP23, notes de terrain 20/1/2020).

L'opportunité de financer des initiatives artistiques qui, dans ces cas spécifiques, ne rencontrent ni les intérêts et besoins, ni la compréhension, des habitant.e.s et certaine.e.s acteur.e.s sociaux/les de la zone, est aussi mise en question.

L'après attentats

Certains des quartiers de la zone étudiée sont inclus dans la commune de Molenbeek. D'autres sont immédiatement adjacents et en quelque sorte en continuité avec celle-ci, en termes de caractéristiques territoriales et de socio-démographie. Nous avons déjà évoqué un imaginaire négatif autour de ces quartiers, qui a été ravivé à la suite des attentats terroristes associés à l'ISIS en France en 2015⁸¹ et ensuite à Bruxelles, en 2016, en raison du fait certaines des personnes responsables étaient originaires de Molenbeek. La médiatisation de cet élément et la présentation de Molenbeek comme « le centre de réseaux de terrorisme » (RP29, entretien, 16/3/2020) a eu des effets sur la perception de la commune, ainsi que des conséquences au niveau des activités culturelles qui y sont organisées. Lors des entretiens, nous n'avons posé aucune question relative à ce processus, mais plusieurs.e.s de nos interlocuteur.e.s l'ont mentionné, et nous ont fourni des exemples de ces conséquences de la médiatisation de la commune.

Tout d'abord, la commune, et plus particulièrement « le bas Molenbeek », a été le théâtre récurrent de descentes de polices et de contrôles souvent justifié seulement sur base du fait que la personne ou l'association concernée « portait un nom arabe » (RP13, notes de terrain, 20/1/2020). Les jeunes étaient particulièrement visés par les actions de police :

⁸¹ Par ailleurs, d'autres faits de violence influencent la perception de l'environnement, ainsi que l'engagement des résidents. Un.e de nos interlocuteur.e.s mentionne l'assassinat d'un jeune appartenant à une communauté d'Afrique subsaharienne, poignardé dans le quartier. Lors des funérailles, 500 personnes étaient présentes, ce qui témoigne la portée émotionnelle de cet événement pour la population locale (RP15, notes de terrain, 19/11/2020).

« après les attentats de Bruxelles, la police et l'armée et toute une série d'organisations ont expliqué à tous ces jeunes qu'il fallait se ranger, qu'il fallait écouter, qu'il fallait obéir » (RP29, entretien, 16/3/2020).

Le quartier a suscité l'intérêt de chercheur.e.s qui contactaient les associations pour aller faire du « vrai terrain », avec des « vrais sauvages », demande qui n'a pas été toujours bien accueillie :

« on les a chassés avec des pierres ! » (RP13, notes de terrain 20/1/2020).

La médiatisation de la commune a déclenché ces dynamiques négatives, mais d'ailleurs soulignent le fait qu'elle a aussi donné une visibilité à la commune :

« tout le monde parle mal de Molenbeek, [...] c'est la star de Belgique maintenant ! » (Katar, notes de terrain, 10/1/2020).

« c'est clair qu'on en a parlé, on en a parlé jusqu'en France, de Molenbeek, [...] ça a amené un focus sur un truc que personne ne connaissait. Pas forcément en bien, mais on en parle » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

Une autre dynamique s'est alors mise en place en vue de valoriser la commune (ses activités et ses habitant.e.s), et de changer le regard extérieur à l'époque. Cette dynamique a déclenché, entre autre, soit la création d'initiatives culturelles nouvelles, soit la visibilisation de certaines actions déjà présentes depuis longtemps. Un exemple du premier type, concerne la création d'un lieu culturel dans un bâtiment où vivaient auparavant des membres de la famille des attentateurs accusés :

« tous les jours les journalistes venaient ici, ils habitaient encore ici, et les familles étaient presque surveillées, jour et nuit. [...] je ne sais pas comment ils ont fait pour partir, soit ils leur ont donné un appartement, parce que c'était pas possible, [...] c'est la maman qui vivait ici » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

L'ouverture de cet endroit (fermé par contre lors de notre ethnographie⁸²) et ses activités rentraient dans un projet de cohésion sociale et de valorisation de l'environnement molenbeekois à un moment où « Molenbeek était connu dans le monde entier » et suscitait de la « peur » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020) :

« à ce moment-là c'était vide ! Personne ne vient à Molenbeek ! » (Katar, notes de terrain, 10/1/2020).

Dans ce nouvel endroit culturel, des activités diverses étaient organisées, et le public était mixte :

« il y avait des chanteuses, de tout, et pas que des Marocains. [...] tous les artistes venaient ici, des Belges, [...] tout le monde. Il y avait du thé, il y avait des trucs marocains et européens, il y



⁸² Pour notre interlocuteur.e, ce serait dû à des travaux en cours. D'autres sources (au niveau de la presse) parlent par contre d'une fermeture due au fait que la vente d'alcool dans le local aurait suscité le mécontentement des habitant.e.s du quartier. Aucune de ces deux hypothèses n'a pas pu être confirmée ou infirmée par notre travail de terrain.

avait de tout. Il y avait de la bière, [...] les gens venaient prendre la bière, il y avait beaucoup de belges qui venaient ici, surtout les artistes » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

Dans d'autres cas, l'ouverture du lieu en question après les attentats n'a pas rencontré, au début, un succès auprès du public, surtout s'il était destiné davantage à des touristes, pour lesquels ces faits constituaient « un obstacle » à la fréquentation du quartier (David, entretien, 27/1/2020) :

« on a ouvert aux moments des attentats [...]. Donc première année on a eu très peu de touristes » (RP4, entretien, 4/12/2019).

D'autres lieux préexistants ont pu être valorisés davantage, avec l'objectif de changer le regard sur la commune, permettant aussi à ses habitant.e.s de se sentir moins objet de ces représentations négatives et de se réapproprier la commune :

« [...] suite aux attentats, ceux qui ont 10 ans ils ne s'en souviennent peut-être pas, mais les adolescents, ou les grands adultes, 20-25 ans, ils en ont pris plein dans la tête, et ils n'ont rien demandé. C'est des dérives de 3-4 personnes, qui ont occulté le fait qu'ils se passent des choses bien à Molenbeek, qu'il y a des gens bien à Molenbeek, et qu'il y a [une institution culturelle] qui est unique en région bruxelloise, je crois même qu'à l'échelon national, [...] ça leur permet aussi de découvrir d'autres aspects de la commune » (RP10, entretien, 18/12/2020).

« les attentats ont changé beaucoup de choses. [...] pour nous ça a changé en positif. Dans nos rapports d'activité, j'ai montré qu'on était [la seule institution culturelle] qui avait augmenté son public. [...] parce que les autres [...] avaient fermé, on était [la seule institution culturelle] à ouvrir même pendant le blackout [...]. Je tenais très fort à ce qu'on soit ouverts, [...] on ne peut pas sacrifier à la terreur, à l'hystérie collective, et on a eu énormément de monde, parce qu'il y a eu une espèce d'engouement, 250 personnes ce soir-là. [...] c'était tous des artistes Molenbeekoï, c'était la bonne exposition au bon moment. [...] on parlait d'art, à ce moment-là il y a une déferlante de journalistes, et on pouvait montrer en disant Molenbeek c'est autre chose » (RP8, entretien, 12/12/2019).

La médiatisation du quartier a permis de faire « pas mal de publicité » à ces lieux déjà opérationnels sur le territoire, ainsi que de rappeler certaines des activités culturelles qui y sont menées depuis longtemps :

« on a eu beaucoup de monde qui est passé [...], maintenant Molenbeek est très à la mode, on vient s'y balader, [...] ça a permis de nous faire connaître. [...] on avait un parcours guidé à Molenbeek depuis 20 ans, on était parmi les premiers [à le faire], [...] et après tout le monde nous a copiés, il y a eu plein de parcours guidés ici à Molenbeek qui font la même chose que nous » (RP8, entretien, 12/12/2019).

Paradoxalement, la réticence des touristes à se rendre dans cette partie de Bruxelles a à un certain moment changé, et ils/elles ont commencé à trouver un intérêt dans la zone, en reconnaissant également que les dangers imaginés n'étaient pas véritablement présents. Au contraire, la dimension de « petit village », où tout le monde se connaît et veille sur les autres, facilite l'exploration de ces lieux :

« ça a changé, depuis les attentats, ici on a de touristes, qu'on n'avait pas auparavant. [...] Parce que c'est dans les guides, parce que maintenant Molenbeek est connu, et parce que Molenbeek fait encore un petit peu peur, mais moins. Paradoxalement avec les attentats ça l'a rendue plus proche, parce que je connais des gens qui jamais ne franchiraient le canal, jamais. [...] ça a permis de le faire connaître. Et Molenbeek n'est pas plus dangereux que l'avenue Louise, bien le contraire, et d'autres endroits à Bruxelles, [...] L'avantage ici c'est qu'il y a beaucoup de gens dans les rues, il y a un contrôle social important, et il y a beaucoup plus de gens bienveillants et honnêtes que l'inverse » (RP8, entretien, 12/12/2019).



Au sein de ces lieux culturels déjà présents sur le territoire, certains nouveaux projets ont été aussi créés avec l'objectif spécifique d'adresser les enjeux soulevés par ces actes terroristes :

« [les institutions] nous [ont] demandé de réfléchir en tant que [institution culturelle] dans cette commune de Molenbeek, mais aussi en tant que promoteurs et soutenant de l'émancipation des jeunes, pourquoi on ne pouvait pas s'attacher aux plus âgés, et de redoubler l'effort à propos de ça » (RP6, entretien, 11/12/2020).

Les jeunes sont plus particulièrement visés par ces projets, dont l'objectif est de prévenir des comportements déviants mais aussi de changer l'image portée sur eux par des publics extérieurs :

« [...] c'était d'une part important pour eux d'être valorisés dans nos activités, [...] avoir un public qui n'est parfois pas de Molenbeek et qui est très surpris [...] de voir des jeunes dont ils avaient entendu parler mais de façon très négative, autrement, en train de [participer à l'activité culturelle], [...] super accueillants, avec un grand sourire, [...] ce sont des véritables ambassadeurs en fait de la commune de Molenbeek » (RP6, entretien, 11/12/2020).

Ici l'aspect d' « ambassadeur » concerne plus particulièrement l'image que ces jeunes engagé.e.s peuvent véhiculer. Ces projets ne permettent pas toujours d'atteindre les objectifs visés, aussi parce que la participation des jeunes peut être intermittente. Cet aspect amenait les responsables de ces activités à questionner leur mission :

« il y avait des grosses remises en question, qu'est-ce qu'on fout ici, il y avait des jeunes qu'on connaissait, qui étaient passés ici, tout le monde connaît tout le monde ici. [...] on a dû quand-même trouver les ressources en nous, pour dire on continue, on y va » (RP6, entretien, 11/12/2019)

Bien que certain.e.s, bruxellois et touristes, n'envisagent toujours pas la possibilité de « traverser le canal » et se rendre dans la zone, ces activités de valorisation attirent plus de monde qu'auparavant :

« les personnes que je rencontre, [...] quand je dis, je suis à Molenbeek, on me dit, oh, tu es à Molenbeek ! Avec tout ce qui s'est passé, mais moi je trouve que Molenbeek, tu peux passer ton temps, tu remplis ton agenda, tu fais plein de choses à Molenbeek ! [...] je vais à [l'institution culturelle], je rentre à 11h du soir, je suis à pieds, je connais plein de personnes qui sont comme ça. Mais j'en connais d'autres qui disent, ah non ! [...] c'est très mitigé. Le racisme ça existe aussi, c'est pas éradiqué » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

L'offre culturelle de la zone a été ravivée et visibilisée en réponse aux attentats. Elle reflète la volonté des institutions culturelles et des habitant.e.s de contrer la représentation négative de cet endroit et de proposer un regard différent. Néanmoins, selon certain.e.s cette dynamique n'est pas suffisamment valorisée par les media, qui n'ont pas nécessairement un intérêt à mettre en avant ces aspects de la commune et donc négligent souvent de les évoquer. Cela concerne aussi les projets des jeunes eux-mêmes :

« ce sont des superbes petits projets qui ne sont pas médiatisés [...], qui sont en dessous du radar culturel classique, mais qui racontent des histoires tout à fait dignes d'intérêts, [...] parce que c'est beaucoup plus intéressant de médiatiser quand il y a des problèmes que quand il y a des choses intéressantes » (RP6, entretien, 11/12/2019).

« on est de l'autre côté du canal, on est à Molenbeek, faut aussi convaincre après toute la presse qu'il y a eu qu'on peut se promener le long du canal et qui se passe très bien » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Ce manque d'attention médiatique aux aspects positifs de la commune⁸³ dépend aussi d'un engagement insuffisant à ce sujet des autorités communales, au sein desquelles il n'y a pas nécessairement de personnel formé à travailler avec la presse, par exemple, et les employés sont généralement surchargés.

3. La participation culturelle dans les quartiers de la zone centrale du canal de la Région de Bruxelles-Capitale

Après avoir présenté les activités culturelles présentes dans la zone d'étude, ainsi que les opinions des responsables des institutions culturelles par rapport à une série d'enjeux liés à ces initiatives et aux quartiers au sein desquelles elles ont lieu, nous étudions dans cette section la participation des usager.e.s. Dans la plupart de cas, il s'agit de personnes qui résident aussi dans les quartiers étudiés, mais pas toujours car, comme nous l'avons vu, les publics des initiatives proposées sont souvent mixtes également en termes de provenance territoriale. Nous utilisons principalement, dans cette section, les données collectées pendant les observations et entretiens menés avec les usager.e.s, mais nous intégrons par moments aussi quelques constats provenant des personnes ressources. Il s'agit plus particulièrement d'explorer les profils et motivations des participant.e.s, tout comme les manières dont ils/elles font l'expérience des activités proposées. Nous allons aussi nous intéresser au rapport au quartier développé par ces usager.e.s, en étudiant non seulement les formes d'engagement, mais aussi le vécu au fil du temps. Ayant contacté nos interlocuteur.e.s principalement au sein ou par la médiation des institutions culturelles, ces personnes sont d'une manière ou d'une autre actives en termes de participation. Néanmoins, leurs expériences sont diversifiées, souvent discontinues, ce qui nous permet d'avancer des constats plus larges, visant une analyse qui prend en compte aussi les facteurs qui produisent la non-participation.

3.1 Profils, histoires et motivations des participant.e.s

⁸³ Il y a néanmoins des épisodes qui reçoivent une couverture médiatique importante et positive, par exemple la visite d'Emmanuel Macron en 2018, permettant de valoriser certains projets développés dans la zone (voir lalibre.be/regions/bruxelles/la-visite-eclair-de-macron-a-molenbeek-5bef4408cd70fdc91b7929f7, consulté le 24/8/2020).

Nous considérons tout d'abord les profils, les histoires et les motivations des participant.e.s à prendre part à des initiatives culturelles. Ces éléments sont connectés dans le sens que les motivations dépendent non seulement d'intérêts propres, mais aussi du vécu de la personne, de ses expériences préalables, et de certains facteurs socio-culturels. Dans les sections qui suivent, nous allons étudier ces différents éléments en nous basant sur les matériaux collectés auprès de femmes, principalement, mais aussi d'hommes et d'enfants.

Motivation diverses

Les raisons qui poussent nos interlocuteur.e.s à décider, à un moment donné, de participer à une ou plusieurs activités culturelles, ainsi que de continuer à y prendre part, sont bien sûr diverses, parfois très aléatoires et « fortuit[e]s » (RP26, entretien, 4/3/2020), et il est impossible de les répertorier toutes. Souvent les participant.e.s affirment fréquenter un atelier ou une autre activité culturelle, tout simplement parce qu'elle suscite leur appréciation :

« je fais ça parce que j'aime bien ! » (jeune participant.e, notes de terrain, 29/1/2020).

D'autres, ont découvert l'activité en question parce qu'ils/elles en pratiquaient déjà une à proximité, et/ou parce qu'ils/elles ont réorienté leur intérêt, incluant une nouvelle pratique :

« je faisais déjà du dessin et théâtre à côté » (jeune participant.e, notes de terrain, 29/1/2020).

Néanmoins, certaines motivations, d'ailleurs récurrentes, amènent un contenu sur lequel il est intéressant de réfléchir. Par exemple, nous constatons que la décision de s'engager dans des activités culturelles dépend souvent, pour les adultes plus particulièrement, de la disponibilité de temps, ce qui fait qu'à certains moments de la vie d'une personne, elle soit plus apte à s'orienter vers de telles initiatives. Dans ces cas, les activités culturelles offrent l'opportunité de « s'occuper » pendant le temps libre qui augmente davantage lorsque l'individu est libéré de certaines obligations familiales et professionnelles. L'information de la possibilité de fréquenter des activités culturelles peut venir de connaissances :

« une amie, [...] quand je vais chez eux, [...] je dis 'je m'ennuis, j'amène les enfants...' , [...] et je suis partie m'inscrire là-bas » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

Houria, au chômage au moment de notre rencontre, nous parle de ses activités de bénévolat au sein de certaines associations, où elle pratiquait des activités, telle que la cuisine, qu'elle appréciait :

« j'étais bénévole, comme ça au moins je fais quelque chose. Pour s'occuper, j'aime bien cuisiner. [...] J'essaie de m'occuper, de remplir mon temps » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

Par ailleurs, l'engagement dans des pratiques culturelles semble un bon compromis entre l'inactivité (en dehors de la maison) et l'engagement professionnel qui peut être perçu comme difficilement soutenable par certaines femmes, en raison des conditions physiques, de l'âge, des engagements familiaux, etc. :

« j'ai perdu cette énergie, avant j'avais de l'énergie, je faisais plein de chose en même temps. J'avais du travail, j'avais un vrai boulot, [...] des grandes cuisinières. [...] [après une série de difficultés familiales], tout ça, j'avais plus envie de travailler. [...] j'ai travaillé pendant 35 ans ! Peut-être plus, j'ai beaucoup travaillé, et [maintenant] à 60 ans... [...] j'étais programmée, j'étais comme un robot ! [...] je me lève, petit-déjeuner, travail, terminé, les courses, rentrer, [...] les

enfants. [...] mon mari parfois il rentrait tard, il avait un travail d'équipe » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

Souvent les personnes rencontrées commencent à fréquenter des ateliers dans un moment d'inactivité professionnelle, par exemple, pendant le congé maternité. C'est à ce moment aussi, et tant que les enfants ne sont pas scolarisés, que les femmes ont la possibilité de connaître et de fréquenter des institutions culturelles qui offrent des espaces parents-enfants, ce qui leur permet d'un côté de répondre à un besoin de socialisation spécifique de cette période, et d'autre côté de se familiariser à des lieux qu'elles pourront continuer à fréquenter par la suite, pour des activités pour elles et/ou leurs enfants

« sinon j'étais tout le temps à la maison, j'étouffais ! » (participante, notes de terrain, 29/1/2020).

Certaines peuvent également s'engager dans des activités culturelles lorsqu'elles reprennent le travail à temps partiel après la maternité :

« quand j'ai eu mon troisième enfant, je suis restée à la maison 5 ans. [...] c'est là que j'ai connu [nom de l'institution culturelle]. D'abord j'ai connu [une autre institution culturelle], j'ai fait dix ans. [...] je travaillais mi-temps, [...] j'avais du temps. [...] je travaillais quelques heures là, quelques heures là, j'avais du temps » (Houria, notes de terrain 15/1/2020).

L'engagement dans des pratiques culturelles finit par occuper une grande partie du temps libre de certain.e.s, ce qui leur permet aussi, lorsqu'ils/elles vivent des situations de difficulté tel qu'un deuil, de les surmonter en développant des intérêts propres :

« je suis fort occupé, parfois je dis, j'ai plus de travail maintenant qu'en travaillant ! [...] des fois je suis obligé d'aller me chercher un sandwich parce que je n'ai même plus le courage de me chercher à manger ! [...] des fois j'ai du mal à combiner les deux. [Après la mort de son épouse], j'ai eu des semaines dures au début, mais [...] je dois essayer de surmonter [...]. C'est pour ça aussi que je me suis mis à 80% [dans ces activités] » (Julien, entretien, 11/3/2020).

Pour citer un autre exemple de ce processus, un de nos interviewés, de retour d'un séjour à l'étranger, décide que, lorsqu'il sera pensionné (il avait 50 ans à l'époque), il s'engagera bénévolement dans des initiatives culturelles destinées à valoriser son environnement de vie, estimant important d'accompagner les personnes qui veulent visiter et connaître un endroit dans leur démarche :

« donc j'ai suivi un graduat à Bruxelles, [...] et j'ai appris à connaître mon pays, [...] la Belgique est un pays aussi intéressant [que d'autres qu'il avait visité] et il y a des choses à voir partout, [...] une église, un paysage à voir... j'ai appris à aimer la Belgique grâce à ce graduat » (David, entretien, 27/1/2020).

En effet, la retraite est pour plusieurs.e.s de nos interlocuteur.e.s un bon moment pour faire l'expérience de nouvelles activités culturelles, lesquelles permettent aussi de valoriser l'expérience de vie des participant.e.s, dans une optique de transmission intergénérationnelle :

« j'ai découvert [cette activité] parce que [...] ma mère était décédée, et donc j'étais la plus âgée [dans la famille], j'avais une boîte comme ça de photos, de grand-mères etc. Moi je connaissais toutes les histoires, mais je me suis dit, les enfants ils vont dire, c'est quoi tout ça. Alors j'avais mis des noms derrière, mais ça ne servait pas à grand-chose, et finalement j'ai commencé à écrire l'histoire de ces photos, c'était mes arrières grand-mères parfois. [...] [nom de l'association] avait

mis une annonce dans le journal Vlan [...], ils mettaient, venez participer à des ateliers d'écriture [pour raconter votre vie], et je suis allée les rejoindre, et je ne les ai plus quittés, parce que c'est une association qui fait plein d'activités. [...] et alors j'ai écrit maintenant toute ma vie, [...] d'abord mes ancêtres, puis j'arrive à moi, je suis toute petite [...] une belle aventure. [...] après le bouquin, j'ai fait pendant des années [...] les mémoires pour demain, j'allais dans les écoles primaires et j'allais raconter mon enfance avec des objets de l'époque, la cuisine, ce qu'on mangeait [...]. Les enfants adoraient ça, la mamie qui vient raconter, c'est extraordinaire. [...] à la brocante je ramassais des objets, des plumiers, des cahiers, des cartables, j'avais des objets de ménage, et je montrais tout ça aux enfants. [...] j'ai été dans les écoles de tout Bruxelles, [...] où on avait de la demande » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

« [...] quand ma fille me dit : papa, mais qu'est-ce que tu fous dans [un lieu culturel] ?! [...] je suis en train de semer des graines de bonheur, pour que lorsque je rentre chez moi et je m'enfonce dans mon fauteuil, j'ai rien qui me reste à travers la gorge, j'ai fait ce que je pouvais, [...] au moins il y aura des traces » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

Les usager.e.s deviennent ainsi acteur.e.s et producteur.e.s principaux/les de ces activités, et non seulement consommateur.e.s de culture. Certain.e.s d'entre eux se sentent ainsi porter une responsabilité vis-à-vis de leur société, de leurs pairs et des générations futures, qu'ils/elles veulent doter d'outils (aussi artistiques) nécessaires pour exercer leur citoyenneté. Cette responsabilité se traduit dans la prise en charge de certaines initiatives en tant que bénévole auprès d'institutions culturelles :

« je veux que nos enfants ici fassent du théâtre, [...] jouent plusieurs personnalités, c'est ça ce qui fait la consolidation de ce qu'on appelle la citoyenneté » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

« je suis aussi trésorier du [nom de l'association], [...] on fait des activités aussi avec les seniors » (Julien, entretien, 11/3/2020).

De plus, l'engagement dans des ateliers artistiques est un moyen de s'approcher des artistes desquel.le.s les participant.e.s s'inspirent, qui fonctionnent aussi comme modèles de réussite professionnelle en mobilisant des pratiques artistiques :

« elle est devenue très, très riche, [elle utilise] des couleurs vives, jaune avec le rouge, avec le violet, [...] trois-quatre personnes en rectangle ! » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

Le sentiment est, même si temporairement, d'assumer aussi un rôle d'artiste, et d'être reconnu.e en tant que tel, avec la satisfaction personnelle (et l'appréciation collective) qui accompagne ce processus :

« l'artiste de [nom de l'institution culturelle] c'était moi ! [...] j'ai fait aussi des expositions » reconnaissance (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

Les membres de l'atelier en visite à une exposition dans une institution centrale, posent plusieurs questions en montrant de s'intéresser aux techniques, aux artistes, aux significations, etc. Elles se sont présentées comme des artistes, comme s'intéressant aux techniques (notes de terrain, 17/12/2019).

Ce sentiment est davantage porteur pour ces individus qui, se passionnant d'une pratique artistique exercée pendant des années, veulent aussi la développer professionnellement. Ils/elles s'engagent donc davantage dans la démarche entreprise. Ce processus est actif particulièrement chez les jeunes :

« il y en a pour quoi c'est hyper important, [...] ça a été sur le long terme, ça s'est construit avec eux, certains avaient 9, 10 ans, et puis maintenant ils donnent cours. [...] eux, au plus ils peuvent [exercer cette pratique], au mieux c'est, [...] très souvent aussi en dehors [de l'institution culturelle], [...] c'est des mordus. [...] il y a aussi l'autre extrême, [...] [pratique] touriste, je viens, je fais mon activité une heure par semaine, [...] beaucoup plus dans le public adulte par exemple. [...] après il y a un investissement qui est très grand en [pendant le] cours, [...] mais c'est pas leur raison de vivre comme ça peut être pour les ados qui ont 14, 15 ans. [...] puis on a des jeunes qui sont un peu entre les deux, qui adorent, pour qui c'est super important, ils en font pas mal, mais pas au point que tout tourne autour [...]. Parfois il y a des glissements qui se font » (RP26, entretien, 4/3/2020).

Cet engagement supplémentaire peut également être déterminé par un « effet mode » (RP26, entretien, 4/3/2020), c'est-à-dire par le fait que certaines pratiques artistiques à certains moments sont davantage visibilisées et répandues auprès de certains publics, ce qui fait que plus de personnes s'y intéressent.

De manière générale, la familiarité avec les lieux mais aussi le lien établi avec les responsables des activités au travers d'une proximité aux participant.e.s fonctionnent également comme éléments favorisant la continuité de la participation. La continuité s'établit au départ d'une première occasion de rencontre, par exemple un projet spécifique, qui permet la connaissance du lieu culturel et déclenche la volonté de prendre part régulièrement à ces initiatives :

« [lors d'un projet visant les seniors] j'ai découvert [nom de l'institution culturelle], et alors toutes les [initiatives culturelles] etc., je n'en rate pas beaucoup, donc je vais souvent à [l'institution culturelle], je connais très bien [la personne responsable], [...] on a fait d'autres activités, et chaque fois qu'il y a quelque chose [là-bas], j'y vais » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

La continuité est aussi favorisée par la proximité avec le lieu où les activités culturelles se donnent, soit des participant.e.s eux/elles-mêmes, soit d'autres membres de la famille, comme le raconte une petite fille souvent accompagnée à son atelier par sa grand-mère, un atelier qui par ailleurs est organisé dans une institution culturelle que sa maman aussi fréquentait par le passé :

« ma grand-mère habite tout près d'ici, mais moi j'habite loin, [...] je prends le bus. [...] je viens tous les mercredis et des fois il y a aussi des spectacles le samedi [soir], [...] moi je vais chez ma grand-mère, puis il y a un spectacle [...], on y va, [...] et là il y a le prof de ma mère quand elle était toute petite, [...] je vais juste avec ma mère parce que mon père travaille, [...] ma petite sœur est restée chez ma grand-mère parce qu'elle est juste en face » (Naima, notes de terrain, 29/1/2020).

Cet extrait montre aussi une situation observée de manière assez récurrente pendant l'ethnographie, à savoir le fait que les mamans (ou grands-mamans) se mobilisent souvent pour accompagner leurs enfants à des activités culturelles. Par ailleurs, elles sont souvent elles-mêmes engagées dans des activités avec eux/elles (quand ils/elles ne sont pas encore scolarisé.e.s) ou de manière autonome, lorsque l'absence d'autres engagements leur permet de participer.

Les expériences préalables au sein de la famille peuvent ainsi fonctionner comme un levier à la participation, élément qui pourrait être lu, dans une perspective bourdieusienne, comme un capital culturel impactant l'expérience des individus. Cette approche peut se lire dans l'extrait suivant :

« j'aime déjà les livres de manière générale, les armoires croulent sous le poids des bouquins, et j'ai toujours aimé la BD, quand j'étais enfant les BD d'enfants... » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

« quand j'avais 15-16 ans, j'ai commencé à faire du théâtre amateur [...] jusqu'à 25 ans, [...] j'étais dans une famille où tout le monde faisait du théâtre, [...] on avait aussi les abonnements théâtre, les sorties, et je suis encore... si vous regardez mon agenda, j'ai des abonnements, j'ai des théâtres, [...] j'aimais bien les expos, j'allais facilement au Bozar, ça m'intéressait, et donc maintenant, tout ce qui se présente, comme je suis libre et je n'ai plus d'obligations que pour moi-même, je vais à tout ce qui est intéressant » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

Le fait de considérer les pratiques culturelles et artistiques comme des moyens essentiels de s'épanouir et se réaliser en tant qu'individu fait aussi partie de ce capital culturel :

« si je suis devenu ce que je suis, c'est grâce au théâtre, parce que j'ai fait le théâtre lorsque j'étais très jeune, [...] à Tanger, [...] et ça m'a vraiment poussé à avoir une construction psychologique solide, [...] ça m'a aidé énormément à me construire » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

Néanmoins, le lien n'est pas univoque et direct. L'accès à la culture n'est pas déterminé de manière prioritaire par le contexte socio-culturel de départ. En même temps, nous constatons également que la conception de capital culturel elle-même est diversifiée, car elle peut définir un ensemble d'activités variées :

« il y a des gens du quartier qui viennent, c'est souvent les mêmes, quand on fait des activités, etc. Mais là il y a vraiment le problème du bagage culturel, le capital culturel de Bourdieu, c'est vraiment ça qui joue très, très fort. [...] [pas de prédisposition] à la culture des [institutions culturelles occidentales] ou à la culture belgo-belge, [...] on oublie toujours qu'en fait les gens qui vivent ici, [dans la commune], le long du canal, ont une vie culturelle, des vies culturelles qui nous échappent tout à fait. Il y a des histoires, des concerts, des conteurs, il y a des choses qui se passent autour des mosquées, ou dans les églises, dans des groupes, dans les cafés, dont on n'a aucune idée, mais c'est la culture aussi, et ça, ce n'est pris en compte par personne » (RP8, entretien, 12/12/2019).

Une manière d'appréhender cette richesse culturelle négligée, est d'interroger les intérêts et pratiques de ces habitant.e.s qui, dès par une série de raisons dont, éventuellement, l'appartenance culturelle, assument des positionnements et font des choix propres par rapport aux activités culturelles qui sont proposées.

Lien avec des intérêts personnels entretenus aussi à la maison ou dans le milieu du travail

En effet, nous pourrions inclure dans la notion de participation culturelle certaines activités qui se développent dans le milieu quotidien de vie (à la maison ou en contexte professionnel). Cette approche élargie, qui dépasse un intérêt culturel institutionnalisé, permet de rendre compte d'une série de pratiques qui influencent le choix des participant.e.s de prendre part (ou pas) à des activités, en raison du lien qu'ils/elles établissent avec cette activité en fonction de leur expérience de vie.

Les pratiques culinaires sont un exemple récurrent. Nous avons observé ou il nous a été narré de plusieurs initiatives visant la gastronomie de manière directe (des ateliers de cuisine) ou incluant la préparation et

consommation de nourriture parmi les activités. Souvent, ces moments constituent une occasion pour les femmes de partager leurs connaissances et pratiques, ainsi que de les enrichir par l'apport des autres participant.e.s et des animateur.e.s des ateliers. Les connaissances et les expériences préalables dérivent des tâches menées au sein de la famille, mais aussi, dans certains cas, d'activités semi-professionnelles, par exemple la réalisation de pâtisseries « sur commande »⁸⁴ pour les membres de la famille ou des connaissances, lors de célébrations telles que les fiançailles ou les mariages (notes de terrain, 28/2/2020). Ou encore, l'engagement est d'abord professionnel et ensuite il devient bénévole dans le domaine de la restauration :

Houria travaillait comme cuisinière chez [une institution] et par après, elle a cuisiné au sein de certains événements et sites culturels, dont [nom de l'institution culturelle (notes de terrain 15/1/2020)].

Dans d'autres cas, l'inscription dans une activité culturelle est en lien avec une profession formalisée :



Abdel est un musicien, il fréquente l'atelier menuiserie [...] où, lors de notre rencontre, il construit un luth oriental ('oud) pour pouvoir jouer de la musique *gnawa*, mais plutôt que d'utiliser de la peau de chameau en surface, il le fait entièrement en bois (notes de terrain, 11/12/2019).

La dame présente à l'atelier menuiserie est une artiste, peintre et sculpteur, à l'atelier elle réalise les cadres pour ses tableaux, ou des sculptures. Un de ses tableaux est exposé [à l'institution culturelle] (notes de terrain, 11/12/2019).

La continuité entre un intérêt propre et l'offre culturelle permet aux usager.e.s, ici les femmes principalement, de s'engager dans des ateliers au sein d'institutions culturelles, outre la pratique de cet intérêt à la maison. Un autre exemple est celui des activités liées au cinéma et/ou la photographie, qui rencontrent l'intérêt de jeunes motivés par la possibilité de travail sur leur propre image, car il s'agit d'une génération en « selfie permanent » (RP6, entretien, 11/12/2019). Ou encore, comme nous l'avons déjà dit, les jeunes, plus particulièrement des quartiers populaires, sont souvent for intéressés par les contenus liés aux arts urbains :

« au niveau de la culture, [...] la jeunesse [du quartier] est très, très penchée sur la culture rap, hip-hop, beaucoup sont très axé sur la musique urbaine. Cette année un chanteur connu, un rappeur, Black M, [...] est venu faire un concert à l'école, [ça a eu beaucoup de succès], à l'inverse si je prends une chanteuse, mais qui ne fait pas de rap, [...] il n'y aura pas le même engouement, [...] c'est typiquement lié à la jeunesse. Parfois quand [...] il y a un mot, et ce mot, il y a une chanson, ça m'est déjà arrivé que l'élève me dise, mais ça, dans telle chanson de rap, il y a ce mot » (RP34, entretien, 28/4/2020).



⁸⁴ Cela se passe principalement par bouche à oreille.

L'intérêt de départ peut néanmoins être mobilisé de manière différente et approfondie, par rapport aux pratiques exercées au quotidien. De même, certain.e.s peuvent faire part de leurs aptitudes culturelles et artistiques dans un champ différent que celui abordé de manière spécifique au sein de l'atelier. Pendant un marché de Noël organisé auprès d'une institution culturelle pour présenter les travaux réalisés au sein d'ateliers divers durant les mois précédents, une improvisation de chants et de percussions engageant principalement des femmes se met en place. La jeune dame qui l'anime affirme aussi avoir appris « comme ça » à jouer les percussions, de ses grandes sœurs qui chantaient tout le temps à la maison, et parce que « au Maroc, chez tout le monde, c'est comme ça » (notes de terrain, 12/12/2019). Par ailleurs, ce témoignage contredit le stéréotype, qui émerge chez certaines parmi les personnes ressources interviewées, selon lequel l'art et la culture ne seraient pas habituels (voire seraient interdits) chez les populations provenant de pays musulmans. C'est bel et bien un capital culturel présent et « hérité » du contexte culturel et familial. Toutefois, il n'est pas institutionnalisé et donc difficilement reconnu comme tel. Par ailleurs, les contenus de ces chants relèvent aussi de sphères intimes de la vie des femmes, incluant notamment des allusions sexuelles (par exemple à la première nuit de mariage). Ceci nuance également la vision portée souvent sur les femmes musulmanes, décrites comme des individus qui subissent (et perpétuent aussi) la censure culturelle et religieuse de certaines thématiques taboues :

« on met des étiquettes parfois [par exemple concernant le rapport des femmes musulmanes à la nudité et à la sexualité], alors que tu peux blaguer sur des questions tabous si tu mets en contexte » (workshop 2, notes de terrain, 28/9/2020).

Nous constatons que des sujets intimes peuvent également être adressés, mais dans un cadre qui permet l'expression par des formes et langages propres – ici des chants en arabe – sans peur de jugements externes⁸⁵.

Ces différents exemples témoignent du fait que souvent, il y a un va et vient entre les activités quotidiennes, les expériences et les connaissances développées en dehors de l'espace au sein duquel l'initiative culturelle se déroule, et ce lieu. Les contenus « transitent » entre ces multiples espaces, qui sont ainsi connectés, et entrent dans un réseau d'autres lieux que les participant.e.s peuvent fréquenter pour, par exemple, des achats spécifiques qu'ils/elles font pour exercer la pratique en question. Pour plusieurs femmes rencontrées, cela concerne par exemple certains magasins situés dans le quartier, mais aussi des salons thématiques, tel que le Salon Creativa⁸⁶, fréquemment mentionné et auxquels plusieurs femmes fréquentant des ateliers de couture ou de cuisine ont participé de manière autonome ou dans le cadre d'une sortie de groupe. Par ailleurs, cette perméabilité des espaces traversés pour mener une pratique culturelle spécifique concerne aussi le mouvement des objets, notamment le fait que certains outils ou ustensiles puissent circuler d'un espace à l'autre, pour réaliser des créations diverses. Par ailleurs, les résultats d'apprentissages acquis au sein d'ateliers peuvent être concrètement utiles pour la vie quotidienne, et vice-versa, des outils d'usage quotidien peuvent servir au sein d'initiatives culturelles :

Une participante a amené un manteau à recoudre à l'atelier couture (notes de terrain, 27/1/2020).

⁸⁵ En écrivant ces lignes, nous avons le sentiment de « trahir » en partie ce cadre protégé, en faisant sortir ces contenus du contexte au sein duquel ils ont été produits et en les partageant avec des personnes non présentes au moment de leur production. Néanmoins, nous décidons de le faire car il s'agit d'éléments importants qui contribuent notamment à contrer certains stéréotypes négatifs portés sur ces femmes.

⁸⁶ *Le salon du do it yourself*, Brussels Expo, 11-14 février 2021, <https://brussels.creativa.eu/>.

Une participante à l'atelier cuisine me raconte avoir plein de « gadgets » et ustensiles de cuisine à la maison, dont une machine à soupe qu'elle a aussi amenée à une soirée [à l'institution culturelle] (notes de terrain, 21/2/2020).

Bien qu'il puisse y avoir un intérêt préalable pour une activité, et que dans certains cas cet intérêt soit aussi accompagné par l'exercice de l'activité avant et en dehors d'institutions culturelles, dans d'autres cas la participation à des initiatives vise plus particulièrement l'acquisition de compétences nouvelles :

« ça m'intéresse beaucoup mais je ne sais pas dessiner ! [...] surtout des personnages ! Pour moi c'est très, très difficile de dessiner un personnage, [...] du coup j'ai détourné les choses dans la première [édition de l'atelier artistique] en faisant parler [les objets] ! » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

La volonté est aussi de mettre à l'épreuve ces compétences avec l'objectif de développer davantage une passion. Une jeune femme participante à un atelier artistique a commencé à le faire car elle fréquentait déjà un cours de dessin et elle voulait voir comment, plus particulièrement « texte et dessin tiennent ensemble » dans ses réalisations (notes de terrain, 13/1/2020). Dans plusieurs cas, il n'y a pas nécessairement la volonté de se professionnaliser dans le domaine, mais bien d'entraîner et enrichir ses capacités, pour le plaisir et le bénéfice personnel :

« je ne vais pas devenir écrivain mais... » (David, entretien, 27/1/2020).

Ce facteur fait que souvent, pour participer à un atelier artistique, il n'y a pas besoin de prérequis, bien qu'un intérêt préalable soit souvent présent :

« si tu t'inscris c'est que tu as déjà des affinités avec [cette pratique artistique] » (participant.e, notes de terrain, 13/1/2020).

L'acquisition et la pratique de compétences culturelles et créatives en dehors et à l'intérieur des ateliers passe également, très souvent, par l'emploi de réseaux d'échange informatisés. Des procédures créatives (qu'il s'agisse de tutoriels de couture, de recettes de cuisine ou autre) sont souvent repérés sur des sites et chaînes internet, tel que Youtube, et ensuite partagées au travers de groupe de discussions (WhatsApp, Snapchat, etc.) :

« maintenant, il y a tout sur YouTube » (participante, notes de terrain, 28/2/2020).

Ces outils fonctionnent comme des points de repères pour trouver des réponses rapides à des intérêts et à des besoins, ainsi que pour enrichir ses compétences et, comme nous le verrons aussi, pour partager ses expériences.



Les pratiques culturelles comme « espace pour soi »

La participation à des activités culturelles permet de créer des espace-temps au sein desquels les participant.e.s se dédient à cultiver leurs intérêts, également partagés avec d'autres personnes. Ce sont

des espace-temps qui amènent aussi une rupture bénéfique avec le rythme quotidien, même si les activités qui y sont pratiquées peuvent être en continuité avec celui-ci :

« Je me prends une semaine à moi, je vais me faire plaisir, je vais faire des activités » (Ghaliya, notes de terrain, 28/2/2020).

Dans le cas où les participantes sont des mamans, la création de ces espaces est favorisée par le fait que plusieurs structures au sein desquelles les initiatives sont organisées offrent également des activités pour enfants, de manière simultanée, ce qui fait que ces derniers sont pris en charge par des animateur.e.s. Ou alors, les mamans exploitent le temps de l'école, et plus particulièrement la matinée, bien qu'elles puissent recevoir des appels concernant leurs enfants, et devoir se rendre disponibles en cas de besoin :

« quand le téléphone sonne, surtout le matin, on a toujours peur [que ce soit l'école des enfants] ! » (notes de terrain, 9/1/2020).

Par ailleurs, nous avons constaté que plusieurs organisateur.e.s d'activités culturelles prennent déjà en compte de cet aspect et proposent des activités à des moments qui conviennent aux potentiels participant.e.s. Il sera possible donc, s'ils/elles souhaitent que des mamans soient présentes, de déplacer à la matinée l'organisation d'initiatives qui se passent souvent le soir, tel qu'un vernissage d'une exposition tenue au centre-ville, par exemple (RP13, notes de terrain, 20/1/2020).



Ces espaces sont particulièrement bénéfiques pour les femmes, qui constituent aussi, selon nos observations, la catégorie de participant.e.s plus active, du moins au sein de la majorité des activités auxquelles on a pris part ou qui nous ont été décrites. Ils fonctionnent aussi comme des moments destinés à doter les femmes d'outils pour surmonter les difficultés quotidiennes dues aux charges et responsabilités multiples :

« [l'animatrice] [...] vient dans [l'institution culturelle], elle est coach [...], [elle s'occupe de] tout ce qui est sur le bien-être d'une personne, pour être toujours bien dans ta peau, [...] pour ne pas être déprimée, pour avancer » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

« est-ce qu'il y a quelqu'un ici qui se sacrifie, pour sa maison, pour ses enfants ? J'ai levé la main la première ! C'est vrai, je me sacrifie pour ma famille. Maintenant c'est trop tard pour moi. [...] toujours un obstacle » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

Les femmes peuvent s'engager dans ces espaces aussi avec l'objectif de faire face à des situations problématiques spécifiques qu'elles rencontrent dans leur vie :

« j'ai eu après un petit problème... c'est là que je suis sortie du travail. J'ai eu un divorce, ça m'a cassé. Des fois tout va bien pour toi, et un jour... [...] en tout cas, [l'animatrice au sein de l'initiative culturelle] te relève, comment reprendre son chemin... [...] ça m'aide. [...] réfléchir à moi-même, pourquoi je suis comme ça... [...] ça aide les gens à avancer, à comprendre dans la vie. Le stress, le travail, tout ce qu'on entend à la radio, à la télé... » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

Il s'agit donc de cultiver « un bien-être entre soi », c'est-à-dire que ces activités permettent d'acquérir un état d'esprit positif, d'apaiser certaines difficultés, et ce, par un soutien ressenti au sein d'activités

collectives prévoyant la discussion et le débat autour d'expériences de vie et questions de société qui peuvent préoccuper les participant.e.s :

« chaque fois il y a une chose, un problème, et alors on regarde des films, [...] chaque fois il y a une vraie histoire, [...] ils ont [le public] pleuré ! (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

L'importance de se rendre dans ces espaces se voit aussi du fait que souvent, les femmes font en sorte d'être toujours libres pour ces moments. Par exemple, elles s'organisent afin d'accomplir leurs tâches familiales tout en gardant du temps pour soi. Plusieurs disent se lever à six heures du matin pour préparer les différents repas et ranger la maison, et ensuite être libres pour leurs activités. L'anecdote suivante décrit cette dynamique :

Hania me raconte qu'une fois elle a rencontré le mari d'une dame qu'elle avait « amené » à [l'institution culturelle], l'homme se plaint car sa femme ne cuisine plus à la maison. Hania se rend auprès de son amie, et lui suggère cette organisation : se lever tôt pour tout préparer et qu'il n'y ait pas de reproches à faire, et qu'elle puisse garder la possibilité [ainsi] de continuer ses activités (notes de terrain, 12/12/2019).

La plupart des femmes rencontrées sont en couple et ont des enfants, mais pas toutes : d'autres ne sont pas mariées, certaines sont veuves, d'autres encore séparées (notes de terrain, 18/12/2019). Combiner ses engagements et ses intérêts permet, dans tous les cas, d'éviter d'éventuelles sanctions sociales. L'espace « pour soi » est aussi espace « collectif ». Par ailleurs, il est également virtuel, car souvent les participant.e.s à un atelier créent un groupe partagé sur les media sociaux, WhatsApp plus particulièrement. Pour certaines femmes, les activités culturelles sont des espaces de socialisation essentiels, car elles n'ont pas beaucoup d'opportunités de sortir de chez elles si ce n'est pour répondre à des obligations familiales (RP16, entretien, 24/1/2020). Il s'agit d'espaces collectifs non seulement car ils permettent le partage des expériences des participant.e.s au sein des ateliers, mais aussi parce que les groupes peuvent se réunir également ailleurs, par exemple pour organiser des sorties pour les femmes qui en expriment le besoin :

« On attendait ça, on en avait besoin pour que les femmes se retrouvent » (notes de terrain, 17/12/2020).

Ces initiatives impliquant les participant.e.s des ateliers permettent aussi de visiter des lieux que les mêmes personnes n'ont pas l'habitude et n'auraient pas nécessairement l'impulsion d'aller voir de manière autonome. Cela concerne également les jeunes, qui quittent rarement leur environnement de vie stricte (le quartier) pour des raisons familiales mais aussi en raison des représentations négatives et des peurs (aussi d'être discriminé, en raison de ses appartenances socio-culturelles) concernant les espaces en dehors des lieux qui leur sont familiers. Les frontières symboliques dont nous avons déjà parlé, fonctionnent pour les habitants de part et d'autre. Elles impactent la volonté et les opportunités de traverser le canal pour se rendre dans le centre-ville :

« [...] c'est malheureux, mais... [...] le canal, [...] l'axe symbolique, le boulevard, souvent il y a les élèves qui n'ont jamais traversé [...], qui sont toujours restés [dans le quartier], n'osent pas aller de l'autre côté du canal [...]. Et quand je marchais avec eux, et qu'on traversait ce canal pour aller vers la ville, beaucoup d'élèves m'ont dit, je n'ai jamais été, alors que c'est [...] dix, quinze mètres entre [le quartier] et le centre-ville. C'est une barrière symbolique, [...] entre [le quartier] et l'autre monde, pour eux c'est l'autre monde. [...] au fond d'eux, ils ont envie de [voir], et puis il y a la

crainte de ne pas être acceptés [...], est-ce que ma religion, est-ce que mon physique correspond à l'autre monde, c'est un peu caricaturale, ils abusent un peu, mais il y a l'esprit » (RP34, entretien, 28/4/2020).

Par ailleurs, lorsque ce pas est franchi, certains vécus sont confirmés, par exemple le sentiment, pour les habitant.e.s de la zone, de vivre dans un environnement qui est moins soigné et plus délaissé par les autorités publiques, que d'autres :

« avec les élèves, on a analysé les trottoirs par exemple, [nom de la rue du quartier de départ], puis on a traversé [le canal], dans la rue [...], [...] directement en face, et en fait les trottoirs [...] par rapport [au quartier de départ], il y avait au moins deux mètres de différence en largeur [...], il y avait aussi une propreté, [...] et les boutiques plus propres, plus raffinées, et ça les élèves l'ont constaté, et même il y avait moins de bruit, il y avait plus de calme, moins de va-et-vient. Au fur et à mesure qu'on marchait, avec les élèves on constatait qu'il y avait deux mondes dans le même endroit, avec deux ambiances » (RP34, entretien, 28/4/2020).

La dimension collective et la familiarité entre les participant.e.s favorisent la découverte d'autres lieux culturels. Pour les jeunes, il s'agit d'occasions qui favoriseront la participation autonome dans le futur :

« c'est super important de mettre des graines, [...] et dans le futur ces graines vont germer dans leur cerveau, et ils vont d'eux-mêmes aller vers les musées, vers le théâtre, vers les beaux quartiers, [...] puisqu'ils sont venus une fois, ils ont vu, ils ont touché, ils ont senti, [...] je me dis que c'est comme ça que ça fonctionne, il y aurait une deuxième [fois] l'envie, une troisième. [...] il faut créer quelque chose, parce qu'un professeur qui donne cours [dans la commune], dans une école où [...] les élèves sont issus de milieux défavorisés, c'est [dans l'intérêt] du professeur de les faire sortir [de cet environnement], [...] c'est une priorité, si on envisage de faire du bon travail. [...] il faut la matière, il faut le savoir-faire, mais les ouvrir [aussi]... » (RP34, entretien, 28/4/2020).

La familiarité avec les lieux culturels et parmi les participant.e.s émergent du temps passé ensemble et des échanges entre les personnes au sein des initiatives culturelles. Ces échanges concernent l'activité en cours, ou alors, sous prétexte du contenu de l'atelier, sur les endroits fréquentés pour certains achats (notes de terrain, 27/1/2020). D'autres sujets souvent liés au vécu quotidien, sont objets de discussion, comme nous l'avons pu constater en faisant attention aux conversations qui émergent entre les participant.e.s durant les ateliers. L'espace collectif se construit par le partage de discours et pratiques quotidiens, ainsi que d'histoires de vie. Cette dimension dépend également de la manière dont les lieux culturels sont aménagés. Certaines routines, par exemple offrir le petit-déjeuner avant une activité en matinée, et/ou le repas (aussi préparé ensemble par les participant.e.s) à la suite, favorisent la création d'espaces accueillants et de moments d'échanges ultérieurs :



« on sait qu'on déjeune ici, donc on ne déjeune pas à la maison » avant de venir (notes de terrain, 18/12/2019).

La création d'un espace de partage et d'intimité se fait aussi en respectant les besoins de certain.e.s participant.e.s. Par exemple, nous observons que pendant un atelier de danse, les animateur.e.s, avant de commencer et à la demande de certaines participantes, couvrent les vitres du local qui donnent vers la cour (notes de terrain, 9/1/2020). Ces aménagements favorisent la liberté d'expression.

Ces attentions transforment les activités culturelles en espaces quasi familiaux, et une fois qu'on est « contaminé » (notes de terrain, 21/2/2020), il est difficile de faire sans eux. Nous avons souvent été témoin de la description de ces lieux comme des « grandes familles » (Hania, notes de terrain, 12/12/2019) :

« j'avais un travail toute la journée [à temps plein], j'ai fini maintenant, je prends du temps pour moi. Je suis dans le social, je m'intéresse à tout. [...] c'est ma deuxième maison ici, [...] j'y suis occupée toute la semaine » (participante, notes de terrain, 18/12/2019).

Je vois des femmes se saluer, une présente la dame qu'elle rencontre à son bébé comme « khaltek », ta tante [en arabe], en signe de lien étroit, intimité et proximité, et de respect (notes de terrain, 9/1/2020).

Au sein des activités culturelles, chaque participant.e, tout en ayant pour certain.e.s sa propre famille ailleurs, se retrouve avec les autres et partage des moments de joie et de tristesse :

En entendant rire à côté [du lieu de l'entretien], « ça c'est [l'institution culturelle], vous êtes dans l'ambiance ! » (RP5, entretien, 5/12/2019).

Il nous a aussi été raconté que lorsque quelqu'un.e parmi les participant.e.s traverse un deuil, les autres, plus particulièrement s'il s'agit de femmes marocaines, auprès desquelles cette tradition est répandue, iront chez cette personne amener à manger et boire. La dimension collective se façonne également sur la base des habitudes et des coutumes des participant.e.s. L'homogénéité du groupe ou la capacité à intégrer des modalités partagées par la plupart des participant.e.s favorise cette unité.

La fonction des activités culturelles comme espaces pour soi et comme espace de socialisation collective est également présente au sein d'initiatives destinés aux jeunes, car elles représentent des opportunités d'expression et d'épanouissement personnel, et même lorsque les contenus artistiques sont plus abstraits. Le bilan et les retours sont positifs justement en raison de cette fonction (RP15, entretien, 23/1/2020). Avant le démarrage de l'activité en soi, il y a par ailleurs souvent des moments « d'échauffement » qui fonctionnent comme « brise-glace » entre les participant.e.s. Ils permettent de prendre connaissance de l'autre et être davantage disponible à l'échange et la participation à des activités partagées (notes de terrain, 29/1/2020). Nous avons également constaté que pour les jeunes, il est important d'avoir à disposition non seulement des espaces fonctionnels pour l'activité, mais aussi des lieux qu'ils/elles peuvent occuper avant et après, pour des raisons diverses, sans nécessairement être encadré.e.s par des animateur.e.s. Cela leur permet donc de prendre un temps individuel ou collectif en dehors de l'activité. Certaines institutions culturelles disposent de plusieurs salles et espaces collectifs (halls et couloirs), dont certains ne sont pas toujours et systématiquement occupés. Ils sont souvent



utilisés par certains participant.e.s à des activités lors des moments « vides » entre une activité et l'autre⁸⁷. Nous constatons que ces espaces sont aussi organisés et fonctionnent comme des lieux à disposition d'activités libres ou de petits rassemblements (notes de terrain, 14/2/2020 ; 29/1/2020).

Les pratiques culturelles pour apprendre ou essayer des activités

Outre ces dimensions d'épanouissement individuel et de socialisation collective, nous observons l'importance, déjà mentionnée, de développer des compétences, qu'elles soient en lien avec des pratiques déjà connues ou nouvelles. Les initiatives mises en place constituent souvent l'occasion pour certain.e.s participant.e.s de se dédier à des activités qu'ils/elles n'ont pas pu faire auparavant, en raison d'autres priorités :

« comme je me suis mariée très jeune, j'ai pas fait beaucoup d'études. Après j'étais dans le monde du travail... [...] avant il n'y avait pas de formations comme maintenant, [...] soit tu fais[ais] des cours du soir [...] » (Houria, notes de terrain 15/1/2020).

Il y a d'ailleurs souvent un retour positif à la suite de la participation, concernant l'apprentissage de contenus spécifiques :

« j'y allais tous les lundis, vraiment un beau projet, [...] j'ai appris beaucoup de choses, [...] comment éduquer les enfants... [...] quand [la conférencière] parlait, c'était une femme vraiment forte, [...] elle a perdu son fils, quelle énergie. [...] c'était enrichissant. [...] je participe, j'aime bien participer aux conférences, [...] on apprend, on apprend tous les jours [...] avec les gens » (Houria, notes de terrain 15/1/2020).

« [le théâtre classique] nous éclaire sur une époque, [...] avec les coutumes, [...] on n'était pas présents [à cette époque], on a envie de découvrir » (workshop 3, notes de terrain, 30/9/2020).

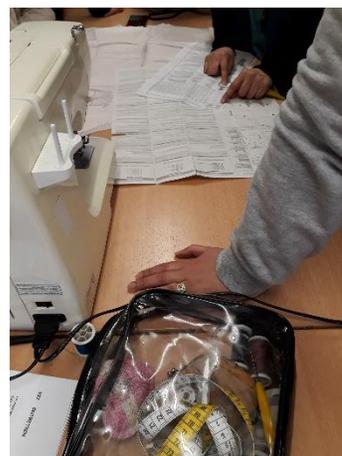
L'apprentissage a une portée positive car il permet aussi de développer de nouvelles compétences qui sont utiles ensuite au quotidien :

« j'ai fait des pantalons, des manteaux, moi-même ! On a fait beaucoup de choses. [...] je fais des robes européennes, je rajoute les finitions. [...] je fais des retouches ! C'est un mélange ! » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

« j'ai appris beaucoup, beaucoup de choses, je ne savais même pas comment planter des tomates, mais maintenant je cueillis des tomates chez moi »⁸⁸.

« j'apprends ici et puis je le fais à la maison » (notes de terrain, 9/1/2020).

Un monsieur fabrique une lampe de chevet [...], après avoir vu le projet sur Youtube. Un autre fabrique un meuble pour le lavabo



⁸⁷ Par ailleurs, ces espaces ont été aussi les lieux de certains parmi nos entretiens.

⁸⁸ Participant.e, documentaire visionné le 25/4/2020.

de sa salle de bain, il dit qu'il « apprend à bricoler ». Pour tous, l'avantage du contexte de l'atelier est d'avoir [...] le responsable, qui les aide, mais aussi du [matériel] et des outils professionnels (notes de terrain, 11/12/2019).

Par ailleurs, même s'il n'y a pas nécessairement lieu de professionnalisation de l'activité, les participant.e.s peuvent mobiliser certaines compétences dans leur travail :

« le fait d'avoir fait du théâtre, ça m'aidait beaucoup pour le contact avec les gens [concernant sa profession de démonstratrice aux foires et salons], j'avais toujours des petites idées pour rajouter quelque chose, c'était une peu jouer aussi du théâtre, parce que recevoir, parler, expliquer, montrer, etc. » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

Ces apprentissages ont lieu dans un environnement dans lequel les outils spécifiques mis à disposition des participant.e.s ne sont pas toujours suffisants :

« les bonnes [machines à coudre], celui qui vient à 10h le prend, les autres... [...] autant d'amener la mienne avec un cadî » (notes de terrain, 9/1/2020).

Par ailleurs, nous constatons que l'entraide est également un facteur qui impacte positivement la possibilité d'apprentissage et encourage les participant.e. Il est ainsi important que la dimension collective qui se crée laisse également des espaces à chacun pour réaliser son projet, tout en bénéficiant d'un accompagnement individualisé :

« la semaine prochaine on fait le nôtre ! [...] chacun son tour ! » (notes de terrain, 9/1/2020)

En outre, bien que les ateliers puissent inclure aussi des moments d'explications théoriques mobilisant des connaissances abstraites, « comme [une] leçon » (notes de terrain, 9/1/2020), l'approche pédagogique repose souvent sur des méthodologies participatives et principalement non scolaires. Ceci contribue à l'appréciation des activités comme des moments d'échanges, et favorise l'apprentissage et éloigne le risque de rejet. L'animatrice d'un atelier auquel nous avons participé explique, en utilisant aussi des textes qu'elle a préparés comme support, un argument spécifique en lien avec l'activité de l'atelier. Les participantes prennent des notes. Elles posent des questions d'approfondissement. Chacune a aussi son matériel. L'animatrice alterne la lecture de ses notes avec des commentaires et des explications. Elle montre concrètement de quoi il s'agit sur les outils présents, et répond aux questions. L'aspect pratique est constamment intégré aux explications, ce qui les rend plus efficaces et estompe les peurs de ne pas saisir les contenus :



« par après, on va [pratiquer]. [...] c'est mieux qu'un jour vous nous montrez, parce que comme ça je n'ai rien compris ! [...] je ne sais absolument rien, je suis nulle part là ! [...] vous êtes là pour apprendre tout ça. [...] il faut bien se concentrer pour faire ça ! [...] on va comprendre avec le temps, [...] je pense qu'on va comprendre quand on va pratiquer. [...] c'est comme conduire une voiture ! » (plusieurs participantes, notes de terrain, 27/1/2020).

Les connaissances théoriques mobilisés dans ces moments explicatifs sont articulés avec la pratique dans un cadre qui permet l'échange et l'expression de doutes et de peur. Ce processus fonctionne aussi, plus particulièrement, pour les jeunes :

« ils apprennent en faisant. A l'école ils n'aiment pas, pour la plupart, mais par contre ils ont des tas de compétences extraordinaires, ils ont une énergie extraordinaire, et c'est sous-exploité. Aujourd'hui la société leur dit juste, vous ne convenez pas, vous ne rentrez pas dans les cases. [...] c'est un peu une impression de gâchis de talents, [...] on ne comprend pas bien, et donc on ne trouve pas les bonnes façons de pouvoir tirer le meilleur de ces gens-là, mais pourtant il y a quelque chose, les gens ils n'ont pas envie de rien faire, ils ont envie de faire plein de trucs, ils ont plein de rêves, ils ont plein d'énergie, [...] il faut trouver un cadre qui permet ces potentialités de se développer » (RP26, entretien, 4/3/2020).

L'adoption d'approches éducatives non-scolaires permet d'apprécier davantage les activités et de valoriser les apprentissages et les compétences personnelles au-delà de schéma préétablis et standardisés. Les médias artistiques sont d'ailleurs décrits comme ayant une « valeur ajoutée » (Mourad, entretien, 4/2/2020), car ils sont des outils appropriés à se mettre au service de ces approches non-scolaires. Les enfants sont d'ailleurs en demande et preneurs par rapport à ces modalités différentes d'apprendre :

« ils sont demandeurs les élèves, de sortir, de découvrir des choses. [...] on a fait le tour de Bruxelles, le centre historique de Bruxelles, [...] les points [...] qui font partie de l'histoire de Bruxelles. [...] j'ai senti que beaucoup d'élèves étaient intéressés, [...] ils posaient des questions, pourquoi ça, pourquoi cette tour, [...] place Sainte Catherine, ils étaient très intéressés, ils sont aussi très demandeurs d'apprendre de leur ville, de leur commune » (RP34, entretien, 28/4/2020).

Selon un autre interlocuteur, le théâtre plus particulièrement permet d'apprendre tout en mettant en scène ses aspects personnels, déguisés dans d'autres personnages que les acteur.e.s peuvent incarner.

« le théâtre serait le meilleur levier, le meilleur outil de préparation des futures générations qui peuvent épouser leur milieu social. [...] le théâtre nous offre une autoroute royale, parce qu'on peut être avec le costume, avec notre façon de parler, du moment où tu fais vivre l'autre, c'est une façon pas d'imposer, [...] mais d'exposer notre façon de vivre aux autres et en même temps d'apprendre, parce que le théâtre, surtout avec les enfants, ils apprennent mille fois plus » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

En effet, l'apprentissage concerne également les différences individuelles et culturelles présentes parmi les participant.e.s. Nous présentons un extrait qui en témoigne :

« quand on fait des réunions, on [prépare] toujours des petites friandises. Si vous dites pique-nique, pique-nique avec eux, vous allez avoir une table qu'on en finit pas, nous on apporte un petit truc, et elles... ! [...] c'est génial, [nom de l'institution culturelle] nous a beaucoup aidé à comprendre un peu les mentalités... si un Congolais participe avec nous, il est toujours en retard. [...] on a fait des réunions [...], on avait une Congolaise qui venait, elle était toujours un quart d'heure après, [...] on disait, oui, elle va arriver. [...] comment ça se fait que tu es toujours en retard, et elle nous a dit que dans leur culture, arriver avant c'est pas poli ! Hier on a été à l'exposition [en groupe au centre-ville], la guide n'est pas encore arrivée, [...] on va vous faire

attendre, [...] et puis le guide arrive, un quart d'heure après, c'était une congolaise ! [...] c'est dans la culture, on découvre des trucs comme ça, [...] dans leur nature c'est comme ça » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020)

Les ateliers bilingues français/néerlandais permettent aussi ces échanges interculturels. Nous avons eu l'occasion de participer à un atelier bilingue pour enfants. Ici se combinent l'apprentissage des langues et des cultures des autres au travers de médias artistiques qui favorisent la socialisation. Les participant.e.s et les animateur.e.s co-construisent les contenus, en s'appuyant les uns sur les autres. Le responsable souligne l'importance de ce type d'activités qui mettent ensemble des locuteur.e.s de deux langues qui sont aussi différent.e.s en termes d'origine culturelle et souvent de classe sociale. La plupart des néerlandophones vivent dans des situations plus aisées que les familles francophones, souvent aussi d'origine étrangère aussi. L'importance de ces activités concerne aussi la possibilité de créer un répertoire artistique bilingue bruxellois, qui met ensemble des contenus divers, associés à des populations qui ne se connaissent pas mutuellement. La pédagogie adoptée dans l'atelier inclut l'acceptation de l'échec, une posture qui permet, selon l'animateur, de réussir un projet comme celui-ci. Il est aussi important de prendre en compte le fait que la motivation et la participation des enfants, dépend d'une série de facteurs. Par exemple, si on est fatigué.e.s après la journée d'école, ou excité.e.s avant le début de vacances. « On crée quelque chose », l'apprentissage se fait en créant. La satisfaction des parents lorsqu'ils voient le résultat de ce processus de création constitue aussi « un succès » (notes de terrain, 14/2/2020).



Se « reconnaître » dans le produit artistique et culturel

Pour les enfants et les jeunes tout d'abord, la dimension de co-construction des contenus et le sentiment d'aboutir à quelque chose de visible et de reconnu à la fin du processus, sont des éléments essentiels pour maintenir la participation. Il s'agit également de se reconnaître dans le produit artistique et culturel. Cet aspect était fort présent lors de notre participation à une séance scolaire d'un spectacle de théâtre-action, pendant laquelle plusieurs participant.e.s « reconnaissaient » des personnages ou des actions sur scènes comme proches de leurs connaissances et leurs vécus :

Pendant la pièce, les élèves sont très attentifs et démontrent de se voir reflétés dans les saynètes, les comportements, car ils rient, ou alors à un certain moment, par rapport à un personnage, « ça c'est Ilyas ! », pour dire qu'ils y reconnaissent un copain (notes de terrain, 14/2/2020).

L'approche participative de la pièce permettait aussi aux spectateur.e.s d'intervenir lors de la répétition de certaines des scènes, pour signaler ce qui, selon eux, posait problème dans le comportement des personnages représentés :

« [l]e prof ne peut pas manquer de respect à l'élève » (notes de terrain, 14/2/2020).

Les élèves étaient ensuite invité.e.s à monter sur scène pour proposer leur version de l'histoire, c'est-à-dire pour représenter la manière dont, selon eux/elles, les choses devaient se passer. Les élèves pouvaient

interpréter les différents rôles présents, donc devenir autre qu'eux/elles-mêmes, et proposer l'approche et les comportements qu'ils/elles estiment appropriés. Le public était ensuite sollicité pour donner son avis sur la nouvelle mise en scène. Il participait donc à nouveau. Se reconnaître dans le produit artistique, accompagne la valorisation de ces produits, dont la réalisation s'appuie aussi sur sa propre opinion et son expérience. Ce passage entre rôle d'acteur et de spectateur, permet d'un côté de se voir représenté dans l'œuvre artistique, et d'autre côté de participer directement à cette représentation.

Ce processus concerne aussi les expositions, lorsque les personnes qui les visionnent reconnaissent des thèmes qui leurs sont familiers, par exemple. Le guide d'un groupe de femmes inscrites à un atelier et en visite à un musée, peut par exemple décider de montrer et d'expliquer l'histoire de tableaux qui contiennent de thèmes considérés féminins, sur lesquels les participantes peuvent interagir. Nous avons observé cette dynamique, se produisant avec un groupe qui fait aussi de l'art thérapie au sein de l'atelier. La proximité des œuvres dépend aussi du fait que certaines participantes peuvent également réaliser des œuvres propres qui rappellent ces thèmes. Par exemple une des femmes s'inspire de la souffrance féminine pour ses tableaux. Par ailleurs, parmi les objets de discussion émerge aussi la question des inégalités de l'accès à l'éducation et au métier d'artiste, un sujet qui suscite un intérêt particulier (notes de terrain, 17/12/2019).

Certaines expositions qui visent de manière plus particulière les quartiers habités par les participant.e.s, suscitent ces genres de réactions témoignant d'une proximité :

« [dans cette section] on peut voir toute la diversité, le caractère multiculturel de la commune, [...] je connais ce monsieur-là, c'est le patron du café » (notes de terrain, 15/1/2020).

Au sein de ces expositions mis en place par les habitants et pour les habitants, les visiteur.e.s peuvent reconnaître ces objets, qu'ils employaient dans le passé :

« [j]'ai connu ça ! [...] on se lavait chacun à son tour ! Il n'y avait pas de douche, [...] on chauffait de l'eau ! Je te jure, ça m'a fait un flash ! » (notes de terrain, 15/1/2020).

Reconnaître des éléments proches du vécu migratoire des participant.e.s, est aussi un élément qui rapproche du produit artistique. Par exemple, lorsqu'on reconnaît son pays d'origine dans un tableau (notes de terrain, 17/12/2019), ou encore quand on écoute d'une conférencier.e des histoires de vie que l'on a soi-même vécu. Nous avons participé à une rencontre où ce processus était évident, car la majorité des participantes partageaient non seulement la même origine, mais aussi l'expérience narrée par l'intervenante. Les femmes partagent aussi l'aspect d'« engagement féminin », le fait de porter un regard sur sa vie et de prendre des décisions qui peuvent viser à la changer. Ce partage permet à l'intervenante d'assumer un rôle de porte-parole de l'expérience vécue par d'autres femmes, et d'inspiratrice de changement :

« Je voulais aussi donner un message d'espoir, on doit avoir le courage, mais ce n'est pas toujours facile » (notes de terrain, 18/12/2019).

Le partage concerne aussi les expériences familiales vécues et présentées comme communes :



« on n'a jamais pu parler avec nos papas. [...] [certaines questions] sont trop dur[e]s, je ne vais pas les [adresser], ou on va toutes pleurer » » (notes de terrain, 18/12/2019).

Le fait de souligner le partage de vécu déclenche l'appréciation des mots de l'intervenante, ainsi que de l'activité qui est proposée. Cela ne veut pas dire que les participantes ne puissent pas témoigner et exprimer une expérience différente, au contraire. Reste néanmoins une dimension d'échange entre femmes ayant des vécus communs par rapport au quotidien et aux relations avec les hommes.

Le partage des vécus liés à la migration qui émerge de certains ateliers et de certains produits artistiques concerne aussi des thèmes spécifiques, comme la discrimination :

« on parle de discriminations à Bruxelles, de discriminations en dehors. [...] ça a été plus qu'un succès, [...] un événement marquant, pour nous et pour notre public, parce que le public retrouvait là des thèmes qui lui ressemblent, des gens qui lui ressemblent, et un style qui lui ressemble. [...] ça a déclenché quelque chose » (RP11, entretien, 10/1/2020)

De même, l'expérience d'immigration, incluant les procédures et difficultés administratives, peut être évoquée et reconnue comme familière par les participant.e.s :

« des documentaires sur des personnes sans-papiers, après il y a des dames qui étaient très émues qui sont venues me dire qu'ils se sont reconnus dans cette histoire parce qu'elles aussi avaient parfois pas de papiers » (RP27, entretien, 9/3/2020).

Ce processus peut également fonctionner en sens inverse. Si les participant.e.s ne se reconnaissent pas dans l'activité culturelle proposée, ils/elles peuvent l'abandonner :

Hania [...], avec deux, trois autres femmes, se rendait d'abord dans un autre endroit de rencontre et activités culturelles, mais plutôt « belgo-belge » et ça n'allait pas parce que les fêtes, « c'était boire du vin chaud », etc., des pratiques qui ne parlaient pas à elle et ses amies. Ici [dans une autre institution culturelle] elle se sent bien, elle participe à tous les ateliers et activités, voyages, [etc.] » (notes de terrain, 12/12/2019).

Ceci arrive quand l'environnement et le contenu ne rencontrent pas l'intérêt des participant.e.s et sont perçus comme distants de leurs habitudes, connaissances et expériences de vie.

Les activités en dehors du quartier

Certaines des personnes interviewées participent aussi à des activités culturelles ailleurs que dans la zone étudiée. Cet engagement se fait de manière parfois autonome, et plus fréquemment dans le cadre de sorties ou de voyages collectifs, organisés via des connaissances propres ou par la médiation des animateur.e.s d'ateliers que les individus fréquentent dans leur quartier.

Nous avons constatés que certain.e.s habitant.e.s développent des réseaux qui leur permettent de participer à des activités culturelles tenue au centre-ville, par exemple. Ces réseaux tournent souvent autour d'une personne qui connaît le milieu culturel en question, qui repère au sein des programmations des initiatives qui pourraient intéresser les autres membres du réseau, et qui organise la sortie :

« une femme, le mari travaille au parlement, on est parties visiter le parlement. [...] on a été visiter le château du roi, le jardin de la reine Fabiola... » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

« de temps en temps... il y a [...] une connaissance, avant il était médecin, [...] il aime bien de temps en temps organiser [...] des sorties, des chorales dans une église, on a fait ça porte de Namur, on a fait ça moi et ma sœur, [...] des fois au Palais des Beaux-Arts, entendre de la musique classique, [...] c'était trop bien ! [...] avec ce monsieur, de temps en temps il nous invite » (Houria, notes de terrain 15/1/2020).

Les contenus des activités proposées sont divers, et incluent aussi des représentations dans la langue d'origine de certaines personnes impliquées. Au sein de ces événements plus spécifiques, le public peut aussi être mixte, pour autant qu'il y a une possibilité de compréhension de la langue (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

Les sorties en dehors des quartiers se font aussi, et très souvent, par l'intermédiation des animateur.e.s des ateliers de la zone. Il s'agit de visites de lieux culturels spécifiques, souvent en lien avec les contenus des ateliers. Dans d'autres cas, ces sorties visent plus particulièrement la présentation des produits artistiques réalisés au sein des ateliers eux-mêmes, dans une optique de visibilité et valorisation du travail effectué. Ces initiatives permettent aux participant.e.s non seulement de « franchir le pas » et se rendre ailleurs, mais aussi d'être légitimé.e.s dans cette démarche : le faire est non seulement possible, mais aussi opportun. Il s'agit en fait de garantir l'accès à des espaces centraux de la production culturelle bruxelloise, et donc de contrer un éventuel processus de marginalisation de tout ce qui est réalisé ailleurs, et plus particulièrement dans des quartiers défavorisés. Ces initiatives mise en place avec la médiation et l'accompagnement des institutions culturelles de la zone créent des opportunités nouvelles pour les habitant.e.s de mener des activités inhabituelles et non prioritaires :



« la majorité des familles ne vont pas voir d'expos ou de spectacles ailleurs, on a beaucoup de familles [...] [pour lesquelles à l'institution culturelle] c'est la première fois qui rentrent dans une salle de spectacle, c'est deux tiers de notre public. Il y en a qui oui, mais c'est pas la majorité » (RP17, entretien, 29/1/2020).

Pour celles et ceux qui se rendent en dehors de la zone pour des activités culturelles, de manière autonome, ces activités peuvent être des événements ponctuels (des festivals, des expositions temporaires) ou plus récurrents, tels que dans le cas d'activités sportives menées régulièrement :

« Je jouais au squash au stadium qui est pas loin, à côté de la station Osseghem, [...] juste en dehors du quartier » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

Dans le cas de cette usagère, il s'agit de satisfaire ses intérêts pour une offre culturelle qui est riche et diversifiée dans la ville :

« à Bruxelles, [il y a tellement] que tu ne sais pas suivre, rien que le théâtre, si tu vois mon agenda, il y a plein de choses, il y a des conférences à la Maison de la francité, [...] on est 20, 25, on écoute. [...] il y a des séances d'impro du théâtre, des repas littéraires, [...] plein de choses se passent, tu

reçois les newsletters. Je vais à l'Académie Royale aussi, [...] il y a plein de conférences de toutes sortes, [...] c'est extraordinaire » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

Notons aussi les excursions collectives organisées par la médiation des responsables des activités fréquentées dans la zone. Ces activités hors Bruxelles sont très attendues par le public, car elles constituent des occasions de sortir du quotidien des lieux habités et de ses préoccupations, ainsi que de développer des connaissances et des compétences diverses :

« C'est notre visée, les faire sortir de chez eux, c'est vraiment l'émancipation dans un sens large, l'épanouissement à travers [l'activité menée à l'institution culturelle]. [...] on essaye vraiment de lier le plaisir d'apprendre et le plaisir de partager et de sortir de son entre-soi, même au-delà de Bruxelles ! On essaye de faire 1 ou 2 voyages en dehors de Bruxelles. Donc là on va partir à Lessines, on va aller visiter comme voyage de fin d'année, le 8 juin [...], Notre Dame à la Rose. » (RP28, entretien, 12/03/2020).

La dimension de socialisation collective est fort présente dans ces cas aussi, car ces initiatives permettent également de consolider les groupes qui prennent part régulièrement à des ateliers :

Se déplacer en groupe crée des occasions de divertissement et création de liens. Dans le car, quand les participantes des activités de [l'institution culturelle] se déplacent, elles amènent leurs percussions et chantent pendant tout le trajet, en amusant également le chauffeur (notes de terrain 12/12/2019).

Les voyages impliquent un public mixte, en fonction des profils des participant.e.s des ateliers au départ desquels les initiatives sont mises en place, et il peut y avoir aussi plusieurs générations présentes :

« j'ai pris mon fils avec moi, mon grand, [...] ce qui lui intéresse c'est la mosquée, [...] à Cologne, [une mosquée turque] » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

Les villes visitées sont souvent relativement proches de Bruxelles, telle que Liège, ou Cologne, mentionnée dans cet extrait. Dans d'autres cas, les excursions concernent aussi des villes en dehors même de la Belgique, telle que Paris, destination programmée dans le cadre d'un atelier organisé dans la zone d'étude⁸⁹. Les contenus culturels visés sont divers, touchant aussi à des intérêts spécifiques des participant.e.s, parmi les contenus disponibles sur place. De manière générale, il s'agit de présenter des lieux et en découvrir l'histoire, au travers de l'architecture, et les aspects contemporains. Le retour des participant.e.s est positif :

« ça me permet de visiter [un nouvel endroit], quand tu vois ça [l'intérieur d'un site historique] tu n'as pas envie de sortir, il y a toute l'histoire à l'intérieur » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

Les institutions culturelles peuvent également répondre aux demandes de voyages des participant.e.s à leurs ateliers, ce qui conforte les individus et les motive à prendre part à ces initiatives :

« la directrice [de l'institution culturelle], je l'adore et elle m'adore aussi. [...] elle fait tout pour nous. Quand on lui demande 'on veut aller quelque part', elle prépare, elle organise des voyages, [...] grâce à elle on a visité la Belgique. [...] les voyages, on mange ensemble... » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

⁸⁹ La visite a été annulée en raison de l'urgence sanitaire liée au Covid-19.

Ces voyages permettent aussi des échanges entre les habitudes et les connaissances propres aux participant.e.s, et celles des lieux visités et de leurs populations :

Les [membres de l'atelier] construisent un projet de voyage à Paris, avec le but de « faire les touristes et rencontrer le Paris des Parisiens ». Ils organisent plusieurs activités pour récolter les fonds, ils se renseignent et construisent leur itinéraire au départ de rencontres et discussions. Il y a aussi une rencontre avec un autre groupe à Montreuil, ainsi à « amener un peu de nous ». Le travail de préparation part des représentations de chacun par rapport à la ville de Paris, mises en perspective avec son propre environnement de vie ([le quartier] principalement), par exemple au travers de la réalisation d'acrostiches avec les mots [nom du quartier] et Paris. Certaines phrases : « en marchant [dans le quartier] j'ai découvert le monde. [...] les [habitant.e.s du quartier] vont venir vous dire bonjour. [...] mais si en fait, les choses n'étaient pas ce qu'on en dit ! [...] départ des [habitant.e.s du quartier] pour aller visiter Paris » (notes de terrain, 19/2/2020).



L'enjeu est la connaissance réciproque, visant également la possibilité de nuancer ou de changer certaines représentations préalables. L'organisation de ces voyages est souvent un processus collaboratif qui permet à chaque participant.e d'amener sa contribution personnelle, en termes de contenus. Aussi, ce partage permet la mise en place d'initiatives visant la collecte de fonds qui peuvent ainsi alléger les dépenses de chacun.

Non seulement les institutions culturelles, mais aussi d'autres organismes peuvent aussi intervenir dans l'organisation de ces voyages. Nous n'incluons pas ici les agences de voyage de manière directe, lesquelles font partie du secteur commercial. Néanmoins, il nous semble intéressant de mentionner que l'organisation de voyages peut passer par l'initiative d'une personne de référence qui prend contact avec des agences, fonctionnant ainsi comme médiateur.e d'un réseau :

« ils connaissent des agences. [...] sur toute une année, ils ont un programme » (Houria, notes de terrain 15/1/2020).

Plusieurs participant.e.s peuvent ainsi bénéficier de cette médiation pour prendre part à des voyages collectifs .

L'importance de la continuité (les « noyaux durs »)

L'analyse de la participation aux activités culturelles nous amène à faire une considération générale à propos de la constance de cette participation. Nous avons remarqué que pour certain.e.s ces activités sont intégrées à part entière dans leur histoire de vie et dans leur expérience présente. Elles en font partie de manière constante. Ces participant.e.s constituent souvent les « noyaux durs » des activités, ceux qui participent tout au long des initiatives proposées, et qui se réengagent dans d'autres activités. Autour de ces noyaux durs, d'autres participant.e.s dont la présence est plus intermittente ou inconstante, sont de toute manière actifs/actives au sein des groupes. Le bon fonctionnement d'un atelier repose sur l'interconnexion entre ces deux profils, qui ne s'excluent pas mutuellement :

« il y a une vingtaine de jeunes qui suivent maintenant ici depuis deux ans, qui sont un noyau dur de 60, [...] donc une quarantaine qui se renouvelle chaque année » (RP6, entretien, 11/12/2019).

Certain.e.s néanmoins nous signalent la fragilité d'activités qui reposent sur le nombre de participant.e.s, ce qui rend difficile de proposer une offre constante :

« [l]e plus important c'est de pérenniser les choses, parce que souvent les projets durent un an et il suffit qu'une personne arrête et tout retombe à zéro alors que les gens étaient chauds » (RP21, RP22, entretien, 21/02/2020).

« il faut qu'on sache qui continue, et qui pas. [...] vous voyez que c'est compliqué quand il y a des absents ! [...] chaque semaine il y a des gens qui manquent, et c'est compliqué [d'avancer avec le projet] » (animatrice d'atelier, notes de terrain, 29/1/2020).

« près de 12 femmes [...] étaient intéressées [au projet], mais en bout de course, il y en a que 6 qui se sont inscrites, et puis, au fur et à mesure, il n'y en a plus que quatre qui sont restées, et donc on a dû abandonner. Parce qu'on financé aussi une artiste qui collaborait avec nous, et donc c'est compliqué de fidéliser » (RP17, entretien, 29/1/2020).

La flexibilité des activités et de leur organisation peut parfois aider au maintien des initiatives, de manière à « toujours garder la porte ouverte » à des nouveaux/elles participant.e.s, par exemple (notes de terrain, 19/2/2020), ou de manière à pouvoir répondre à certaines contraintes :

« si vous êtes absentes, je ne sais pas rattraper le retard, alors moi j'avance. Mais vous pouvez venir le jeudi récupérer [l'atelier se donne en deux jours et deux groupes, en fonction aussi du niveau] » (responsable d'atelier, notes de terrain, 27/1/2020).

Ou alors, mettre en place des mécanismes d'inscription à long terme peut aussi pousser les participant.e.s à respecter leur engagement :

« [c]omme on travaille en éducation permanente, il faut savoir que quand quelqu'un s'inscrit ici, il est inscrit pour 3 ans, pour les adultes » (RP28, entretien, 12/03/2020).

Dans le même ordre d'idée, les projets sont pensés comme des projets à long terme et en profondeur, auxquels les participant.e.s s'engagent :

« [c]'est assez spécifique chez [nom de l'institution culturelle], on fait beaucoup de choses en profondeur. On fait des activités longues, on a déjà réalisé un DVD, un film. On fait des expos. [...] Les apprenants sont toujours là, ils restent 3 ans, donc ce sont des projets qui sont sur du long terme. [...] C'est dans leur contrat, dès qu'ils rentrent ici ils savent que, [...] on fait quelque chose » (RP28, entretien, 12/03/2020).

Nous avons observé les actions et les motivations de participant.e.s adoptant l'une ou l'autre de ces postures (continuité ou inconstance de la participation). Pour ceux/celles qui assurent une participation constante aux activités culturelles proposées, nous remarquons une familiarité avec les contenus et une mémoire collective qui se crée autour des expériences vécues d'années en années :

Atelier [...] avec [l'artiste] invité [...], les participantes font référence aux [créations] de l'année précédente à cette même occasion, elles connaissent [l'artiste], l'accueillent chaleureusement (notes de terrain 28/2/2020).

La continuité de la participation est aussi en quelque sorte « récompensée » par les responsables de ces initiatives, lesquelles intègrent dans la programmation des activités qu'ils/elles savent être appréciées, et constituent ainsi des « cadeaux » pour les participant.e.s (notes de terrain 28/2/2020).

La continuité se voit aussi au travers des générations, dans le sens qu'enfants et adultes peuvent prendre part, ensemble ou séparément, à des activités organisées dans le même lieu :

La responsable de l'atelier [...] s'y rend depuis six ans, son fils travaille également [dans l'institution culturelle] comme éducateur. Sa fille fréquente l'atelier cuisine, et les enfants à celles-ci les activités qui leur sont dédiées (notes de terrain 28/2/2020).

Les femmes que je rencontre [à l'activité culturelle] fréquentent cet espace depuis au moins cinq ans, certaines jusqu'à depuis 20 ans, et cela se transmet de génération en génération, des mères aux petites-filles. C'est le cas d'une dame de 70 ans (notes de terrain, 12/12/2020).

« [des participant.e.s] depuis le plus jeune âge jusqu'à ce [qu'ils/elles] deviennent animateurs de stage, qu'ils fassent une boucle complète » (RP6, entretien, 11/12/2019).

« il y a des dames qui ont grandi⁹⁰ avec [la responsable de l'atelier] » (notes de terrain, 27/1/2020).

Nous constatons donc qu'un lien se crée avec le site culturel et ses collaborateurs, au travers des générations. Cela favorise la continuité des pratiques. L'activité culturelle, ainsi que les relations qui s'y créent, finissent par occuper une place importante dans la vie de chacun.e :

« Je suis une vieille des vieilles [dans l'atelier], chaque fois ici c'est ma petite boule d'air, [...] il y a toujours une bonne entente, je suis bien entourée. [...] je serai contente d'y être [dans une prochaine activité planifiée] avec mes amis » (participante, notes de terrain, 19/2/2020).

« je suis contente qu'on va vers des [nouvelles] activités ensemble » (notes de terrain, 19/2/2020).

Une des participantes de l'atelier [...] « bloque » tous ses vendredis pour venir faire [à une autre initiative] avec toute sa famille. La continuité est assurée par le fait que tous les membres de la famille trouvent une place dans l'activité. Le vendredi [cette activité] est « sacré, [...] même l'hiver quand tu es fatigué et il fait froid et tu penses rester au chaud devant la télé, mais non. [...] les enfants sont en sécurité [ici] », car tout le monde se connaît et s'en occupe, et leur présence ne dérange pas, ils s'amusent bien et les adultes aussi (notes de terrain, 21/2/2020).

La continuité semble plus facilement assurée pour ceux/celles qui développent un lien avec une activité culturelle, ainsi que pour les enfants, dont la participation dépend aussi de la disponibilité et de l'engagement des parents :

« on commence à avoir des enfants de quelques mois ici, qu'il y a beaucoup de chances qu'on aura jusqu'à 12 ans ! Après c'est plus compliqué, mais jusqu'à 12 oui parce que c'est les parents qui veulent que l'enfant vienne, après ils choisissent, mais on a de longs trajets [...] de vie entre zéro et douze ans » (RP6, entretien, 11/12/2019)

⁹⁰ La référence est ici aux apprentissages en lien avec les contenus de l'atelier en question.

Cette continuité permet d'ailleurs de « mesurer l'impact du travail [de l'institution culturelle] sur une longue période », dans le sens qu'il est possible de témoigner des apports des activités fréquentées à la vie d'un enfant. Plus difficile par contre d'engager davantage les jeunes dans un processus de longue durée, pour des raisons que nous avons déjà abordées. Nous avons également vu, par ailleurs, que ce processus peut néanmoins se mettre en place si l'on arrive à répondre en partie aux intérêts et aux besoins des jeunes, par exemple en proposant des contenus adaptés et des formes de participation qui permettent aussi d'avoir un rôle actif dans la production des contenus, de se former professionnellement si on le souhaite, et de gagner également un peu d'argent comme bénévoles. Par ailleurs, le bénévolat défrayé est également un outil qui permet la valorisation de l'apport d'adultes à certaines activités. En raison du manque de financements structurels, les institutions culturelles sont souvent amenées à reposer sur cette formule d'emploi pour fonctionner :

« [à l'institution culturelle] nous travaillons beaucoup avec les bénévoles, qui parfois sont des bénévoles 'purs', parfois avec un défrayement, mais c'est la grande problématique de ces domaines, la continuité. [...] il y a un turnover, mais dans ces années j'ai vu une croissance [...] en quantité et qualité des projets » (RP12, entretien, 16/1/2020)

Avoir un rôle en tant que bénévole auprès d'une institution culturelle peut favoriser la continuité de la participation :

« [à l'institution culturelle] je passe une fois tous les jours. J'habite vraiment pas loin, [...] je viens dire bonjour à [une autre bénévole], voir s'il n'y a pas de problèmes. C'est surtout [une activité], mais comme hier c'était [une autre activité], je m'occupe de ça aussi. [...] je fais [une troisième activité] pour les enfants, [...] les parents viennent aussi, je prépare des chocolats, des petits pains et tout ça » (Julien, entretien, 11/3/2020).

Néanmoins, les conditions en place ne permettent pas nécessairement de maintenir cet engagement. Par exemple, Fouzia, responsable d'un atelier, est bénévole au sein d'une institution culturelle depuis 13 ans. Elle a participé à la création de cette institution d'abord en tant que membre du comité de quartier au sein duquel elle a été installée. En effet, elle habite le quartier depuis qu'elle est arrivée en Belgique, à un très jeune âge, en provenance du Maroc. Fouzia manifeste une grande familiarité avec la zone, ce qui lui permet aussi d'être de grande aide dans l'organisation des activités de l'institution culturelle. Elle espère qu'en septembre elle pourra y être engagée. Elle a demandé au responsable de « trouver une solution » pour le faire, car elle a « des ennuis avec le chômage », et pendant quatre mois « on me l'a enlevé ». Outre l'atelier dont elle s'occupe, elle fait « de tout » auprès de l'institution culturelle. Elle anime des activités pour les enfants, elle participe à des sorties, et se définit comme « polyvalente ». Elle occupe un rôle important au sein de l'institution, et qui continue pour le moment, tout en demandant que cet engagement soit reconnu formellement (notes de terrain, 21/2/2020).

En effet, en ce qui concerne les adultes, la continuité de la participation, dépend de plusieurs facteurs qui ont un impact, de manière plus générale, sur l'organisation de la vie quotidienne. L'horaire des activités influence grandement la possibilité d'assurer une continuité dans la participation. Par exemple, c'est plus facile pour les femmes qui n'ont pas une occupation professionnelle de se rendre à des institutions culturelles le matin, une fois que les enfants et le mari sont sortis :

« l'après-midi je rentre et je fais ce que j'ai à faire [à la maison] » (notes de terrain, 18/12/2019).

Nous verrons dans la section suivante les facteurs qui rendent parfois difficile d'assurer cette continuité, ainsi que les stratégies mises en place par les participant.e.s pour faire face à certaines contraintes et répondre à des intérêts qu'ils/elles développent.

La « fluctuation » de la participation

La participation n'est pas nécessairement constante, et dépend de certains facteurs contextuels et liés à l'histoire de vie de chacun.e, qui ont pour effet un changement de l'engagement, par exemple, lorsque les participant.e.s, auparavant plus libres, ne le sont plus (ou vice-versa) :

« [j]e n'ai plus le courage de faire [l'activité culturelle] le soir, je suis prise toute la journée, toute la semaine... » (notes de terrain 28/2/2020).

« je ne pouvais pas me libérer pour venir chaque jour » notes de terrain, 19/2/2020).

Les activités culturelles font partie d'un plus large panel d'activités des personnes. Elles ne sont pas toujours prioritaires, indépendamment de la valeur que les participant.e.s y accordent et de l'engagement qu'ils/elles y consacrent. Souvent, il y a un sentiment de surcharge, venant du nombre et de la lourdeur des tâches à accomplir, avant et après la participation à une activité :

« Le travail, la maison, les enfants, j'en peux plus ! [...] je suis rentrée à minuit et demie, depuis le matin ! [...] toujours courir ! » (Ghaliya, notes de terrain 28/2/2020).

« mardi je suis pas partie [à l'atelier j'étais fatiguée. [...] j'ai fait beaucoup de choses, et tout à coup j'étais... » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

« maintenant je ne le fais plus, c'est devenu lourd [de se déplacer avec le matériel nécessaire pour l'atelier] » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

La situation peut être d'autant plus compliquée pour certaines femmes qui ont les enfants à charge et qui sont seules.

Le fait de devoir s'occuper des enfants concerne principalement les mamans, mais aussi les grands-mères, lorsque les parents travaillent. Certaines peuvent également faire l'objet de remarques si elles n'accomplissent pas certaines tâches attendues au sein de la famille :

« [mon mari m'a dit] ça fait deux jours que tu ne cuisines pas ! » (notes de terrain, 28/2/2020).

Néanmoins, le manque de constance peut être sanctionné par les autres participant.e.s, lesquelles peuvent reprocher le non-respect de l'engagement pris, davantage s'il s'agit d'initiatives organisées sur base d'une demande des participant.e.s eux/elles-mêmes :

« franchement c'est du manque de respect ça. [...] on leur fait plaisir et elles ne viennent pas ! [...] elles vont payer quand-même ! » (participante, notes de terrain 28/02/2020).

Souvent les femmes ne peuvent pas s'engager dans des activités pendant le weekend⁹¹, car les enfants et les maris sont à la maison, et elles s'occupent aussi du ménage et d'autres tâches. Par ailleurs, des changements survenus au niveau de la situation familiale ont un impact sur la fréquentation, qui peut également diminuer :

« mon mari est pensionné, il reste à la maison tout le temps... [...] là-bas [à l'institution culturelle] c'est presque tous les jours [les activités] » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020)

La surcharge ressentie relève de la dimension temporelle mais aussi économique, en raison des coûts des activités et des dépenses qui sont liées à la participation :

« [...] on ne sait pas faire tout, tout en même temps. [...] j'essaie... [...] parfois c'est payant aussi, des fois t'arrives pas. [...] une fois on a pris le petit-déjeuner, et puis on a été dans un concert, ça nous a coûté 20 euros ! [...] je suis invitée le 8 février, c'est une soirée entre femmes, [...] habillées, en ville. [...] je ne suis jamais allée dans ce petit restaurant. [...] là c'est 30 euros. [...] quand c'est tous les mois, ça fait un truc ! C'est souvent payant ! » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

L'offre culturelle étant très large dans la zone, mais aussi de manière plus générale à Bruxelles, les participant.e.s sont de toute manière amenés à faire des choix :

« à Bruxelles, presque on croule sous les activités, les possibilités de faire des choses, et parfois je me dis : il y en a trop, on sait plus quoi faire, on sait plus quoi choisir » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

« quand on était jeunes, si on s'inscrivait à un groupe, on était toujours là. Il n'y avait pas grand-chose d'autre aussi. Le grand problème aujourd'hui, c'est qu'il y a plein d'autres choses. Un jeune qui s'engage, qui dit, ah oui c'est chouette ce que vous faites, mais il a le cinéma, il a le zumba, il a des jeux, il a des rendez-vous [...], plein de trucs à faire. [...] alors il vient trois fois et puis il dit je me suis inscrit à tel truc, [...] je peux plus venir. [...], ils sont sollicités par plein d'activités, [...] la constance ils veulent bien mais l'enthousiasme est un peu trop éparpillé. [C'est aussi une question] de génération » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020)



Ces choix se font donc en fonction aussi de ses possibilités d'engagement aux moments proposés, ainsi que d'autres facteurs d'ordre économique, ou d'intérêt. La motivation des jeunes est aussi, souvent, fluctuante :

« ils sont motivés, il faut continuer de les motiver parce que la motivation chez les jeunes ça baisse, il faut entretenir la flamme, on fait des sorties [...], des camps, des trucs très classiques, mais qu'ils ne font jamais. Passer une nuit autour d'un feu c'est quand-même une grande expérience pour eux » (RP6, entretien, 11/12/2019).

⁹¹ Pour les mêmes raisons, la difficulté de prendre part à des activités culturelles est aussi présente pendant les périodes de vacances (outre le fait que l'offre diminue à ces moments, et que les ateliers, plus précisément, s'arrêtent).

Certaines activités spécifiques et ponctuelles servent ainsi à renforcer les liens avec les autres participant.e.s et l'institution culturelle et ses responsables, de manière à augmenter les chances de poursuivre l'engagement avec continuité.

De plus pour certain.e.s participant.e.s il peut convenir davantage de participer à des activités de manière ponctuelle, plutôt que de s'engager dans un projet plus long, demandant donc une continuité au niveau de la participation :

« je crois que c'est leur façon de faire aussi, il faut pas trop du constant, [...] juste un événement comme ça, [...] mais elles⁹² ne vont pas recommencer après. [...] elles n'ont pas non plus l'habitude de suivre régulièrement toujours les mêmes activités. [...] venir pour une activité bien spécifique et constante » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

Des stratégies sont mises en place pour concilier les intérêts et les charges familiales, surtout par les femmes. Plusieurs femmes planifient leur journée de manière à prévoir du temps pour chacune des activités dans lesquelles elles souhaitent s'engager. Néanmoins, cette organisation peut ne pas toujours être soutenable et réalisable, ce qui impacte donc la continuité de la participation. Certaines participantes peuvent également s'entraider afin de pouvoir prendre du temps chacune pour des activités, ou alors avoir recours à des gardes d'enfants. Mais elles n'ont pas toujours les ressources économiques et les relations nécessaires pour mettre en place un soutien :

« il fallait [pour les mamans des tous petits] qu'elles trouvent une solution pour pouvoir venir [...], c'est un enjeu, [...] des familles qui ont d'autres préoccupations, [...] de santé, de garde des enfants, elles sont isolées, ou elles sont sans papiers et ont plein de démarches à faire, c'est très difficile de leur faire comprendre qu'elles peuvent avoir un temps à elle, et que c'est très important aussi, [...] c'est aussi prendre un temps pour leur famille, parce que ça va [...] pouvoir les nourrir... [...] et que ça fera du bien à l'ensemble de la famille. Mais c'est une culture qui n'existe pas en fait » (RP17, entretien, 29/1/2020).

Les préoccupations quotidiennes sont plus lourdes encore pour les personnes en séjour irrégulier. Certaines sont en contact avec des institutions culturelles, mais leurs possibilités de participer à des activités culturelles sont réduites. Cela empêche de voir ces dernières comme importantes pour l'épanouissement individuel et la bonne gestion des questions familiales aussi.

Un autre élément qui a un impact sur la continuité de la fréquentation est le fait que le changement des activités proposées (en termes de contenus, de lieux, de personnes responsables, et des autres participant.e.s) peut ne pas convenir aux participant.e.s :

« c'est plus comme avant, avant il y avait des personnes très cultivées, très compréhensives. [...] Quelqu'un aussi de très, très gentil ! [...] elle est partie, elle a changé de travail... [...] elle faisait un atelier de [discipline artistique]. [...] on a appris beaucoup de choses avec [elle]. [...] elle donnait une autre ambiance. [...] ça a changé beaucoup, [...] avant c'était gratuit, il y avait de l'ambiance, [...] maintenant ils ont une autre méthode... [sont arrivés aussi] des congolaises, des personnes

⁹² Cette personne se réfère à d'autres participant.e.s, soulignant aussi une différence culturelle avec ces dernière.e.s, qui sont, elles, issues de la migration.

de couleur⁹³. [...] la prof de la [nom atelier] est partie, une femme de [nom d'un autre atelier] est partie... ce sont des personnes courageuses, qui se sont beaucoup activées, compréhensive et qu'on dit : voilà, on a envie de voir ceci, cela... » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

Le changement de la fréquence de la participation peut être aussi dû au déménagement des activités et à la perte de familiarité avec l'endroit au sein desquelles elles ont lieu, même si le nouvel emplacement ne fait pas l'objet d'un jugement négatif :

« [l'ancien emplacement] c'était comme notre maison. [...] maintenant ils ont des travaux pour trois-quatre ans, après ils vont retourner. [...] [dans le nouvel emplacement] c'est vieux, t'as l'impression de vivre dans les années 1970 ! [...] le décor c'est ancien, ils n'ont rien changé. [...] c'est joli. [...] [Mais c'est] dommage, depuis qu'ils sont partis, c'est quelque chose... moi aussi, ça m'a coupé. [...] [le nouvel emplacement] c'est loin, c'est pas la même chose » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).



Néanmoins, il est possible aussi que ces déménagements permettent d'occuper des locaux plus grands et appropriés, lesquels accueillent, potentiellement, un plus grand nombre de personnes.

L'augmentation des prix des activités peut influencer aussi le choix de ne plus prendre part à une activité, et ce de manière définitive :

« je suis partie et je ne suis plus revenue » (Houria, notes de terrain 15/1/2020).

De manière générale, ces éléments nous montrent que l'intérêt et les possibilités de participation doivent être entretenues, car plusieurs raisons font en sorte que la participation des individus peut ne pas être constante et varier au fil du temps.

3.2 Les opinions sur les activités

Nous étudions dans cette section les affirmations de nos interlocuteur.e.s qui nous permettent de saisir leur appréciation, ou leurs remarques négatives, par rapport à certaines activités et leur contenus. Nous constatons tout d'abord que la présence d'une offre culturelle diversifiée est considérée comme positive. En effet, il est ainsi plus facile pour chacun.e de trouver ce qui correspond à ses intérêts, et de faire face à certaines contraintes à la participation :

« à [nom de l'institution culturelle], il y a beaucoup de choses ! » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

« je viens de recevoir l'agenda [de l'institution culturelle], je regarde, il y a plein de choses, [...] on sait pas suivre, on ne sait pas tout aller voir [...], c'est génial, j'aime bien. J'y vais, là je vais aussi à un atelier d'écriture tous les quinze jours, je vais voir les spectacles, je vais voir les films, les

⁹³ La remarque ne contenait pas nécessairement un jugement négatif, mais voulait signifier la modification du groupe par rapport aux participant.e.s.

conférences j'y vais, [...] c'est un lieu, c'est magique je trouve, [...] très, très actifs » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

« c'est bien reparti. [...] par exemple maintenant j'ai vu il y a le cinéclub à [nom de l'institution culturelle], c'est à 18h, il y a trois films, mais il y en a un à 9h45 aussi. [...] et il y aura une conférence à trois heures l'après-midi, [...] et des histoires qui se passent à [une autre institution culturelle] à 20h. Je pense qu'il y a une tranche horaire qui est tout à fait facile. [...] parfois c'est le matin, l'après-midi et le soir ! [...] l'offre est très généreuse » (Jacinthe, usagère, La Fonderie, entretien, 24/1/2020).

Certain.e.s apprécient également le fait que des activités s'inscrivent dans un projet qui amène les participant.e.s, pendant un certain temps, à partager des moments communs, lesquels conduiront à la réalisation d'un produit artistique qui valorise l'expérience vécue :

« c'était un très beau projet, on a fait tout une année, on parle, on raconte, on écrit, après on fait... mon propre livre » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

Il s'agit aussi de valoriser le produit final réalisé, en le montrant aussi à d'autres, et dans des environnements différents du lieu culturel de départ :

« moi j'adore ! Une fois on a fait une expo au château de Karreveld, aussi à Forêt [avec un autre atelier] » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

Les contenus sont appréciés si le contexte et les modalités de mise en place permettent de valoriser l'apport de chacun, et s'ils rencontrent les intérêts des participant.e.s :

« en voyant ça [qu'il y avait cette activité], j'étais vraiment dans mes petits souliers » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

« j'ai tout de suite accroché [...], c'est quelque chose qui me convenait » (David, entretien, 27/1/2020).

« j'adore le théâtre, [...] » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

Certains sujets touchent plus particulièrement des publics qui en font l'expérience directe dans leur quotidien, outre le fait que les langages utilisés (verbaux mais aussi artistiques) sont reconnaissables et compréhensibles :

« [L]es élèves ont assisté à une [activité culturelle] qui parlait du racisme. La particularité de [l'activité], c'était très jeune, il y avait de la musique, et le sujet intéressant, [...] très captivant, ça a plu beaucoup aux élèves, parce qu'il y avait de la musique, il y avait la jeunesse, la danse. Les élèves étaient très captivés par le contenu même » (RP34, entretien, 28/4/2020).

Si ces éléments qui créent aussi une proximité, et qui permettent la réappropriation de l'initiative culturelle, ne sont pas présents, la décodification des langages et des contenus et l'appréciation peuvent être compromises :

« par contre quand on va [à une activité culturelle] [...] d'un niveau intellectuel un peu plus élevé, [...] ils ne comprennent pas les messages, ils ont du mal à suivre, là on sent qu'ils ne sont pas très attachés. [...] il y a une partie [...] qui vont être captivés, mais le reste ne va pas être intéressé

parce que le niveau, les personnages, ne les captivent pas, ne leur parlent pas » (RP34, entretien, 28/4/2020).

Le lien avec les expériences de vie favorise l'appréciation des contenus culturels de la part des participant.e.s, bien qu'ils/elles soient conscient.e.s du fait que ces éléments concrets, lorsqu'ils font l'objet de pratiques culturelles, deviennent autre chose que la réalité. Mais les médias artistiques contribuent à objectiver et appréhender cette réalité sous des angles divers :

« [c'est] marrant, parce que c'est une [pratique culturelle], c'est pas la réalité » (notes de terrain, 14/2/2020).

L'approche des animateur.e.s des ateliers, ainsi que des responsables de la programmation, joue également un rôle dans l'évaluation positive de la part des participant.e.s :

« ça, c'est une grande force de [l'animateur.e], [...] c'est quelqu'un qui est à la fois très inspirant et à la fois qui a le don de te faire sortir de ta zone de confort, mais avec beaucoup de bienveillance, de te faire comprendre que oui, tu es capable de faire quelque chose, il n'y a pas de je ne sais pas [exercer cette pratique], il n'y a pas de je ne vais pas y arriver... [...] c'est quelqu'un qui a le don de faire ressortir le positif » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).



« là-bas c'est bien parce qu'on est libres, il y a [plusieurs techniques qu'on peut choisir], tandis qu'ici on te dit quoi faire » (Kautar, notes de terrain, 18/12/2019).

« si c'est simple, les méthodes, c'est bien. [...] les plus faciles » (notes de terrain, 9/1/2020)

Il est en fait important, pour les participant.e.s, que les personnes qui les accompagnent dans le processus créatif qu'ils/elles entament ne mettent pas trop de contraintes à l'expression individuelle, et qu'ils/elles soient capables et attentives à valoriser les compétences et l'apport de chacun.e, tout en mettant en place un apprentissage au départ de ces bases. Il s'agit aussi d'une approche participative, qui plait également aux enfants, lesquels manifestent souvent de manière directe leur opinion :

« on a des réactions directes, les enfants adorent, parce que les [animateur.e.s] [...] ont une approche participative » (RP10, entretien, 18/12/2019).

« c'est très ludique pour les enfants, ils doivent répondre aux questions. [...], il y a toujours quelque chose qui est fait pour les enfants aussi. [...] [par les enfants on apprend] une nouvelle façon de voir, parce que quand ils observent [une œuvre], ils voient des choses que moi je n'ai pas vues, [...] c'est gai avec les gosses » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

Les activités destinées aux enfants permettent d'ailleurs à leurs accompagnant.e.s d'apprécier aussi des contenus auxquels ils n'auraient pas fait attention seul, ou avec d'autres adultes. Il est également important de sentir que l'ambiance au sein de l'activité est positive, à la fois s'il s'agit de petits groupes de participant.e.s, et d'initiatives plus larges.

« franchement on a passé une bonne soirée, il y avait beaucoup de monde » (Houria, notes de terrain 15/1/2020).

« j'aime bien, puis c'est une ambiance particulière » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

La « bonne ambiance » est pour certain.e.s aussi plus importante que le contenu de l'activité, car elle permet de renforcer les liens établis dans le cadre d'un projet avec les autres participant.e.s :

« à ce genre de choses je participe toujours, pas pour [l'activité] mais pour l'ambiance, [...] des gens qui ont passé cinq jours ensemble, ils ne se verront peut-être jamais plus après, mais ça crée une ambiance... [...] tous épuisés... tous contents de montrer leurs œuvres de la semaine... » (David, entretien, 27/1/2020).

« c'est un moment de convivialité, un moment de détente, comme aller au hammam ! [...] on est des amies, [...] c'est notre deuxième maison ici. Quand on a fait une pause de 15 jours, on s'ennuyait à la maison ! [...] sans ici on est sans mains et sans pieds. [...] on passe la journée ici aujourd'hui ! » (notes de terrain, 9/1/2020).

Une dynamique de groupe positive influence la bonne réussite de l'activité ainsi que l'appréciation de la part des participant.e.s, lequel.le.s décrivent les bénéfices apportés et peuvent par ailleurs faire propres certaines habitudes et les mettre en place également à la maison :

« c'est de la lecture [collective] thérapeutique. [...] il faut une imagination débordante ! [la pratique culturelle], c'est ça ! [...] c'est un exercice qui stimule le cerveau, je dois le faire [aussi] à la maison ! [...] je me suis lâchée ! [...] formidable, très agréable et très convaincant. [...] c'était une détente » (notes de terrain, 20/12/2019).

« le nombre de personnes que j'ai rencontrées et qui m'ont dit, j'ai toujours rêvé de [faire cette pratique culturelle]. Cette phrase-là est révélatrice de quelque chose. Il y a des petits trucs comme ça qui peuvent se déclencher de manière anodine mais qui ont des impacts sur la vie. [...], on touche à la psychologie sociale, [...] c'est à la fois l'individu et le collectif » (RP20, entretien, 18/2/2020).

« la dynamique de groupe⁹⁴ est plus forte, [...] les parents qui disent, mon enfant, depuis qu'il vient [à l'institution culturelle], [...] il est beaucoup plus créatif à la maison, il dessine partout » (RP6, entretien, 11/12/2019).

Chez les enfants, il est néanmoins possible de constater des petits conflits qui sont amplifiés et peuvent gêner les participant.e.s :

« il y a certains [copains] qui me rendent fou ! Par exemple [prénom garçon], il tourne autour moi, des fois il me frappe, il donne des coups de poings aux autres, [...] des coups de pieds, dès fois il les pousse, [...] quand il le veut [être gentil], il le veut, mais quand il ne le veut pas... [...] et puis le monsieur [l'animateur], tellement qu'il fait des bêtises, [...] [les autres] je les ai connus ici, mais [ce garçon] je le connais depuis que j'ai 6 ans, [...] c'était dans un stage, comme ici. On faisait des activités, [...] on allait dans le parc, [...] et lui tourne autour de moi, il m'énerve » (Naima, notes de terrain, 29/1/2020).

⁹⁴ Ici la référence est à un contexte classe, à la suite d'une activité culturelle collective menée dans un centre de la zone.

Certaines dynamiques sont donc spécifiques aux activités pour enfants, qui doivent être pensées et gérées en tenant en compte plusieurs aspects, parmi lesquels les différentes interactions possibles parmi les participant.e.s. Les animateur.e.s y répondent aussi, en adaptant les activités, en créant par exemple des moments de pause qui permettent de sortir du cadre de la pratique spécifique et aussi, ce faisant, de rééquilibrer potentiellement les dynamiques de groupe :

« il y a des jeux dehors ! [des jeunes] qui font du skateboard, elle sait sauter, [...] et c'était une fille en plus ! Elle l'a fait bien ! [...] c'était trop bien dehors ! Moi je faisais en trottinette et à vélo » (une jeune fille, notes de terrain, 29/1/2020).

La diversité des publics présents est généralement appréciée en termes d'appartenance culturelle, genre et d'âge⁹⁵, pour autant qu'elle permette à chacun d'avoir sa place dans l'activités :

« [la parole] c'est très important pour nous, parce qu'on peut échanger, on peut écouter l'autre comme l'autre peut nous écouter, et de là on a des informations l'un de l'autre »⁹⁶.

Cette diversité permet de découvrir des contenus multiples, ainsi que d'échanger ses opinions dans un espace protégé et bienveillant :

« j'aime changer, [...] j'aime bien aller découvrir. [...] [nom du lieu] c'est celui que je vous conseille pour l'ambiance, ce sont des gens qui se retrouvent une fois par an... parfois des bus entiers qui viennent de Vilvorde, [...] des gens qui retrouvent leurs familles, qui s'embrassent... c'est vraiment des retrouvailles. [Le quartier] manque d'endroits de retrouvailles, parce qu'il y a les cafés où il y a rien que les musulmans, il y a les cafés catholiques, il y a les cafés socialistes, mais moi j'aime mieux les endroits qui sont mélangés, [...] ça commence à venir » (David, entretien, 27/1/2020).

« je suis très contente parce que c'est un endroit où il y a beaucoup de partage, des gens avec qui on peut échanger, avec différentes personnes. [...] c'est génial, on a appris beaucoup de choses, c'est une nouvelle découverte. [...] je me sens chez moi, c'est ma deuxième maison » (participantes, notes de terrain, 18/12/2019).

Le vécu positif d'activités culturelles dépend de comment on s'y sent aussi, et pas seulement des contenus et approches adoptées, car les participant.e.s écoutent aussi leurs sensations corporelles, lorsqu'ils/elles prennent part à des activités et qu'ils/elles les évaluent :

« tu te sens bien, avec ton corps » (Houria, notes de terrain, 18/12/2019).

L'appréciation d'une expérience passée amène à s'y engager pour le futur, si l'initiative est reproposée, voire même à solliciter la mise en place de cycles ultérieures, ce qui est bénéfique pour les participant.e.s et les institutions elles-mêmes :

« [f]ranchement, je viens [à cette nouvelle édition] ! J'ai trop aimé ! » (notes de terrain, 29/1/2020).

⁹⁵ Sauf pour les activités visant des publics cibles.

⁹⁶ Participant.e à un atelier, documentaire visionné le 15/4/2020.

« je me suis retrouvée à faire le premier atelier de l'année, et puis c'était tellement chouette qu'on a dit : on en veut un deuxième, on en veut un deuxième, et maintenant on en est en train de dire : c'est quand le troisième ! » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

D'ailleurs, pour les responsables des activités, ces demandes, ainsi que la réinscription des participant.e.s, confirment que l'activité proposée a eu du succès :

« l'évaluation c'est de voir que [...] les activités sont remplies et les gens reviennent, je pense que c'est la meilleure réponse » (RP3, entretien, 20/11/2019).

« [o]n le voit aussi du fait que le bouche à oreille fonctionne très bien et que le nombre de visiteurs augmente chaque année, ce qui est plutôt le signe que les [activités culturelles] plaisent » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Plusieurs modalités de donner un retour sur les activités sont proposées aux participant.e.s par les organisateur.e.s. Souvent il s'agit de moments d'échanges, parfois aussi d'outils d'évaluation systématiques et plus structurés :

« il y a des retours spontanés, on mesure aussi parfois le nombre d'inscrites, il y a des activités qui n'ont pas de succès, de propositions, on fait [pas systématiquement] des évaluations à la fin, on est très dans l'oral aussi, [...] on fait beaucoup d'échanges oraux, qu'est-ce qui vous a plus, qu'est-ce que vous avez à proposer d'autre, et en général il y a une ambiance de confiance qui fait que les [participant.e.s] font des retours d'une manière spontanée, [...] des programmes de micros ouverts » (RP5, entretien, 5/12/2019).

« quand on a un groupe on envoie toujours une évaluation, étant en général très positive ou positive la plus part du temps. On fait des rapports [d'activités], [...] j'aimerais faire [...] une étude des publics qui soit quantitative ou qualitative, avec des interviews du public etc., ce serait très important » (RP8, entretien, 12/12/2019).

« il y a eu un questionnaire récemment, [...] apparemment beaucoup de gens aiment les activités ici, mais c'est un questionnaire rempli par des gens qui font des activités ici, des gens qui ne nous connaissent pas, sont peut-être pas contents, parce que selon eux il n'y a pas assez dans le quartier, ça on ne le sait pas » (RP27, entretien, 9/3/2020)

En effet, il est plus difficile de collecter l'opinion de personnes qui choisissent de ne pas fréquenter certains lieux culturels. Les réseaux sociaux offrent aussi la possibilité aux responsables des institutions d'avoir un retour sur les activités proposées, car les participant.e.s peuvent exprimer leur appréciation et leurs remarques :

« comme on travaille beaucoup sur les réseaux sociaux, Instagram et Facebook, on a énormément de commentaires et énormément de messages privés qui arrivent. Sur la boîte info, [...] via google, [...] trip advisor et ces trucs-là, tout le monde met des étoiles aussi. [...] les réseaux sociaux sont un bon indicateur, parce que le nombre de photos prises ici et publiées dans les espaces, on ne les fait pas si on n'a pas aimé, à priori en tout cas » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Au-delà de la possibilité de retrouver des activités qui plaisent, il est aussi important, surtout pour certains publics, tels que les jeunes, de renouveler les activités en amenant des contenus nouveaux, qui sont en phase avec les intérêts du moment présent :

« tu dois toujours renouveler tes activités et tu dois toujours être à la page de ce que les gens veulent avoir. [...] pour les activités des jeunes, tu ne peux pas rester à ce qu'il y avait il y a vingt ans, [...] surtout les jeunes sont très friands d'avoir des nouveautés, [...] des choses nouvelles, [...] avec les nouvelles technologies on est presque obligés à changer certaines méthodologies » (RP3, entretien, 20/11/2019).

Les participant.e.s peuvent aussi, eux/elles-mêmes, exprimer des souhaits par rapport à des initiatives qu'ils/elles voudraient voir au sein de l'institution culturelle qu'ils/elles fréquentent :

« [i]l y a des grands là-bas qui font [des activités culturelles diverses]. [...] j'aimerais qu'il y ait aussi un atelier gymnastique, un atelier théâtre, [...] où on fait que des trucs rigolos, [...] on fabrique des choses, on visite, on fait du bricolage par exemple, [...] j'espère ! » (Naima, notes de terrain, 29/1/2020).

Les participant.e.s apprécient les contenus qui sont proches à leurs expérience de vie quotidienne, dans plusieurs cas, comme nous l'avons déjà mentionné :

« la salle était remplie, et tout le public riait et pleurait, [...] parce que c'était un effet miroir » (RP23, entretien, 21/2/2020).

La question est aussi de se réapproprier certains contenus culturels, ainsi que les lieux au sein desquels ils sont proposés, qui peuvent être imaginés pour des contenus différents et propres :

« [nom de l'institution culturelle] c'est très impressionnant, la finition, les détails, [...] l'idéal pour un mariage ! C'est très beau ! »⁹⁷.

Le prix des activités influence aussi l'appréciation, et généralement la demande est d'avoir accès à des lieux culturels de manière gratuite ou à des prix bas, ce qui, selon certain.e.s responsables, n'est pas toujours possible car le secteur a besoin aussi de la contribution des publics :

« une critique récurrente, mais ça c'est un peu partout, dans tous les lieux culturels [...], si c'est payant, les gens préféreraient que ce soit pas payant, c'est un travail d'éduquer au fait que la culture a un coût, [...] des gens qui travaillent, un lieu qui doit tourner, des artistes qui ne sont d'ailleurs pas vraiment payés beaucoup, tout travail mérite salaire. [...] aller au cinéma ça coûte 11 euros, aller [à l'institution culturelle] ça coûte 9 euros 50, pourquoi pas » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Pour certain.e.s, le coût des activités est une raison qui empêche la participation. C'est notamment le cas des familles au sein desquelles sont présents plusieurs enfants, demandant chacun.e, potentiellement, de prendre part à des initiatives culturelles, des sorties et des voyages scolaires :

« il y a un gros problème, [...] l'argent c'est un gros problème. Parfois je fais un projet et je me lance, et j'oublie le côté financier, puis ça se rapproche et je me rends compte que je n'aurai jamais le budget pour faire les sorties, surtout en dehors de la Belgique, [...] [l'institution] intervient [seulement pour] une partie, [...] un voyage c'est facilement 500 euros, et donc là, ça bloque, ça bloque les projets le côté financier, [ça va] gêner l'envie de faire des projets. [...] [les

⁹⁷ Participante, documentaire visionné le 28/4/2020.

familles ont] un enfant, deux enfants, parfois trois enfants qui doivent partir, c'est compliqué pour la famille [même si l'institution] aide un peu » (RP34, entretien, 28/4/2020).

La question économique est importante et influence le choix des activités. Par exemple Abdel dit que « si je dois payer 20 euros pour un concert... » il préfère ne pas y aller, et se rendre plutôt aux événements organisés par [une autre institution culturelle], moins chers (notes de terrain, 11/12/2019).

Certain.e.s, tout en ne participant pas aux activités, constatent que la présence d'une institution culturelle dans la zone est positive, dans la mesure où elle offre la possibilité, à ceux/celles qui le veulent, de s'engager dans des activités. Cela contribue à améliorer l'environnement :

« ils sont contents qu'on soit là, ça les rassure, on va pas venir, mais c'est chouette que vous soyez là ! [...] avant c'était une catastrophe, et puis c'est bien pour les enfants » (RP6, entretien, 11/12/2019).

Certains éléments contextuels, qui ne dépendent pas directement de l'activité en soi ou des modalités de mise en place, peuvent influencer la perception de son déroulement. Tout d'abord le climat, et notamment le fait qu'une journée de pluie peut mettre à mal l'appréciation d'activités en extérieur. Parfois, les caractéristiques de certains lieux culturels peuvent aussi déranger certain.e.s participant.e.s :

« dans les salles de spectacle, moi j'étouffe ! Quand il y a plein de monde, il n'y a pas d'air, moi j'étouffe ! [elle veut ouvrir la fenêtre, une personne dit] j'ai mal à la tête, je veux ouvrir la porte, ah non, j'ai mal au dos ! 100 personnes et tout est fermé dans une petite pièce ! » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

Nous avons pu collecter aussi des avis négatifs par rapport à des activités, qui n'étaient pas appréciées ou au sein desquelles certains éléments étaient perçus et décrits comme problématiques. Les retours négatifs de la part des participant.e.s sont néanmoins assez rares, et ils concernent plus des aspects particuliers que l'activité en soi. Un cas de remarque négative concerne l'absence, dans le cadre d'une exposition sur les quartiers, d'une représentation plus explicite de la communauté maghrébine, fort présente dans ces quartiers mais « dissimulée » en quelque sorte dans l'ensemble des caractéristiques mises en évidence, ainsi que dans certaines activités pratiquées dans la zone :

« j'en ai eu deux [retours négatifs], c'était sur la question... la communauté maghrébine n'est pas représentée. On a refusé de rentrer dans un débat où une seule communauté se fait représenter. On a fait [une institution culturelle] plus ou moins neutre, mais on a fait volontairement. [...] [aussi] on ne sait pas tout mettre » (RP10, entretien, 18/12/2019).

Les réseaux sociaux permettent aussi de collecter des remarques négatives sur les activités culturelles en soi, ou sur les lieux et les modalités logistiques de mise en place :

« on a parfois des commentaires tout à fait négatifs de gens qui n'ont pas aimé, [...] souvent [...] que l'espace n'est pas trop grand, que pour certains la visite est trop rapide. [L'institution culturelle] ça met une heure, une heure et quart à visiter, mais si on n'accroche pas c'est possible de faire le tour en 20 minutes » (RP4, entretien, 4/12/2019).

Nonobstant ces critiques, de manière générale, les expositions au sein desquelles les contenus sont expliqués, et les objets sont mis en relation avec des histoires et des personnes, rencontrent l'intérêt des participant.e.s :

« j'aime bien [entendre] parler les gens et les objets par rapport au gens. [...] si quelqu'un me raconte une histoire [de l'objet exposé] [...], ça, ça m'intéresse » (David, entretien, 27/1/2020).

« on avait une visite guidée, c'est très bien parce qu'on t'explique, ça c'est très important » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

« il y avait [...] les vestiaires, il y avait les armoires en fer, [...] les vestiaires des ouvriers, il n'y avait pas de douches, les lavabo en porcelaine, [...] il y a deux étages plein d'armoires, et il y a un artiste qui a composé, qui a travaillé ces armoires, donc elles sont intactes, mais tout bouge, donc les portes s'ouvrent, les portes se ferment, il y a une petite musique, il y a une ambiance, comme si ce vestiaire était habité. [...] et quand ils vont le rouvrir ils vont le laisser, [...] c'est magique, j'ai un souvenir... et alors toutes ces [...] ateliers qui existaient... c'est un lieu fabuleux. [...] c'est magnifique pour le quartier » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).



« on vous remercie infiniment ! [...] franchement on a appris des choses ! [...] nous avons profité ! [...] on n'a pas eu la chance d'être à cette époque, découvrir comment les gens vivaient, ça nous a enrichi [...], ce qui m'a impressionné, les ustensiles, les bassines [...] je suis né en 1961, j'ai eu un flash quand j'ai vu ça ! [...] ma sœur qui attendait son tour [pour se laver] ! » (notes de terrain, 15/1/2020).

Les narrations faites autour des objets permettent aussi de s'identifier aux contenus proposés, de remarquer les liens avec sa propre histoire.

En ce qui concerne les différentes disciplines et courants artistiques, les remarques négatives les plus récurrentes concernent tout ce qui est associé à l'art contemporain, sauf dans le cas où les œuvres, comme dans l'extrait précédent, racontent aussi des histoires, ou alors pour ces branches qui sont plus particulièrement liés aux contextes urbains, et qui rencontrent davantage l'intérêt des jeunes. Pour le reste, il n'y a souvent pas un accroche particulière au sein d'un public non spécialiste. Comme le montrent les extraits suivants, on voit néanmoins que la non-appréciation est nuancée par des ressentis plus précis et moins négatifs parfois :

« [nom de l'institution d'art contemporain] c'est pas mon préféré » (David, entretien, 27/1/2020).

« ça ne m'inspire rien du tout. [...] ça me fait peur. [...] c'est un style ! [...] c'est assez comique comme truc. [...] très surprenante, une fenêtre sur... [cet art]. [...] ce style n'est pas ma tasse de thé. [...] je n'aime pas du tout les installations, ça ne me parle pas.



[...] on dirait un petit gamin qui a coloré en maternelle. [...] moi je m'arrête ici » (participant.e.s, notes de terrain, 19/12/2019).

« c'est quoi ce truc, l'art contemporain... c'est n'importe quoi ! c'est ça qui est intéressant, [...] [les participant.e.s] [n]ous ramènent des images, qu'est-ce que c'est que ce bazar, ça veut dire quoi, [...] c'est comme ça qu'on ouvre les horizons » (RP20, entretien, 18/2/2020).

Cela est probablement aussi dû aux représentations autour de cet art, qui semble ne pas pouvoir être lu, compris et interprété si l'on a pas les codes spécifiques pour le faire :

« il y avait une très, très belle exposition, tous les étages, [...] ultra moderne, parfois je voyais un tuyau et je disais, c'est une œuvre ou c'est un tuyau ?! [...] non, c'est la tuyauterie ! C'était une très belle exposition (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

« quel intérêt d'avoir fait ça ! Je ne vois pas déjà c'est quoi !? Quand on fait quelque chose, ça a un but, de finir quelque chose [œuvre inachevée]. Ça me fait penser au palais de justice ! Chaque fois que je passe il y a les échafaudages ! On a fait une visite, [...] les échafaudages c'est comme de l'art !? Le guide a dit qu'ils ont pensé que c'était joli et ils l'ont laissé ! » (participant.e.s, notes de terrain, 15/1/2020).

Bien qu'il puisse y avoir une appréciation positive, le sentiment est aussi de ne pas saisir tous les contenus présents. Le fait de devoir « interpréter » en quelque sorte l'œuvre et la volonté de l'artiste, pour les comprendre, n'est pas nécessairement un exercice aisé pour tout.e.s, bien que plusieurs prennent cette initiative :

« celui-ci ressemble plus au réel. [...] lui il voit la vie en noir ! [...] je suis marqué par ses expressions, c'est suivant ses humeurs ? [...] on a l'impression que c'est pas la même personne qui fait cela. [...] c'est du vécu, on le voit. [...] c'est une autre vue sur l'art » (notes de terrain, 19/12/2019).

De plus, l'accès à ces codes est souvent perçu comme conditionné, ou en tout cas pas possible pour tout.e.s. Pour ces raisons, certaines initiatives de médiation supplémentaire favorisent l'appréciation positive d'activités autour de l'art contemporain, non pas pour les contenus en soi, mais pour les débats qu'ils suscitent et pour la possibilité de débattre elle-même, sans que les remarques de chacun.e puissent être objet de jugement. Le plaisir esthétique n'est pas le but de ces initiatives, mais bien le fait d'échanger des opinions. Cet aspect rencontre l'intérêt des participant.e.s :

« on n'a pas imaginé de parler de tout cela dans [une institution culturelle] ! [...] on est arrivés à parler de ça ! [...] il a parlé de trucs pas possibles ! [...] c'était intéressant » (accompagnant.e et participant.e.s, notes de terrain, 15/1/2020).

Pour les responsables des activités culturelles, il est donc nécessaire de prendre en compte ces avis, dans une optique de co-construction des contenus, et de proposition d'initiatives qui rencontrent les intérêts et besoins des publics :

« [nom de l'initiative] n'était pas bien réussi. [...] nous avons le droit de nous tromper, parce que quand tu as un public comme ça, le public est en même temps acteur, donc quand un événement [...] n'est pas prêt, c'est pas que le public attend, il tente de construire. [...] sont plusieurs les niveaux du retour » (RP12, entretien, 16/1/2020).

Dans le contexte spécifique de l'art contemporain, l'accent sur la participation des spectateurs peut d'ailleurs être un élément positif qui permet de réévaluer ce domaine. La structure des expositions, par exemple, peut favoriser la participation, plus particulièrement des jeunes et contrairement aux contextes muséaux plus classiques, qui mettent plusieurs contraintes au mouvement des visiteurs :

« ne pas toucher, ne pas courir, ne pas manger, etc. et j'en passe. [...] pas de flash quand on prend de photos. [...] on ne peut pas parler » (workshop 2, notes de terrain, 30/9/2020).

Nous avons par ailleurs déjà décrit le fait que, pour qu'une proposition culturelle soit appréciée par des publics qui n'y trouvent pas à priori un intérêt particulier, elle semble devoir faire aussi l'objet d'un travail préalable et sur la durée, lequel permet une réappropriation :

« on vous amène [à l'institution culturelle], ça vous parle ou ça vous parle pas, si vous aimez vous aimez, si vous n'aimez pas, vous n'aimez pas. Mais on ne les amène pas directement [...], un autre projet qu'on a fait, [...] on leur donne la connaissance, de rencontrer un artiste ou une artiste dans son parcours de vie, [...] avant d'aller [à l'institution culturelle], on a regardé le film de [l'artiste], on a parlé de [l'artiste], et quand elles ont été [à l'institution culturelle], on voyait chez toutes ces femmes, une expression dans leur visage devant chaque [œuvre], ça, ça leur parle. [...] on travaille par trajets, pour avoir un résultat, il faut un point de départ et un point [d'arrivée], et entre le A et le Z il y a beaucoup de choses qui se passent, beaucoup de choses qui bougent et beaucoup de résultats déjà. [...] et de Z on peut partir encore aussi vers beaucoup de choses. [...] mais quand ils disent ça me parle pas, [...] on respecte, [...] mais au moins on aura été satisfaits d'avoir apporté la matière, [...] au moins tu n'es plus dans l'ignorance, tu connais » (RP23, entretien, 21/2/2020).

Le contenu ne doit pas nécessairement être apprécié, mais il est possible ainsi d'en faire l'expérience, en dépit de la réticence initiale.

Comme nous l'avons déjà mentionné, il y a aussi des réticences à prendre part à des activités qui se déroulent dans des quartiers objet de représentations négatives. Certain.e.s finissent ainsi par avoir un apriori sur l'activité elle-même, et y renoncer :

« je reçois la newsletter, [...] et j'en parle aux autres parce que c'est intéressant, pour ceux qui ne connaissent pas, [et disent] ah oui [dans ce quartier] [...], il y a des réticences pour certains. [...] il y en a qui viennent, [...] il y a une dame qui devait venir, puis elle nous a envoyé un message, j'ai pas trouvé, j'ai pas trouvé, et puis de toute façon dans ce quartier il faut plus m'inviter ! La prochaine fois quand on ira Avenue Louise on t'appellera ! » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

De plus, certain.e.s soulignent la mauvaise qualité ou l'absence d'initiatives destinées à répondre à des demandes spécifiques, par exemple des cours d'arabe diversifiés et adaptés. Une offre appropriée et une valorisation de l'apprentissage de cette langue pourraient par ailleurs constituer une porte d'accès pour certain.e.s à des institutions culturelles et à d'autres initiatives :

« c'est ça qu'il nous faut ici. [...] la communauté marocaine [...] manque cruellement de ça, [...] d'espaces valorisants, dans lesquels on peut enseigner l'arabe, on peut même enseigner le berbère, [...] il y a cours d'anglais, cours de néerlandais, cours d'allemand et cours d'arabe, sur le même plan que les autres cours, [...] et tu crées des structures qui peuvent valoriser les uns et les autres, que celui qui va au cours d'arabe se sentira la même chose que celui qui va au cours d'anglais, au cours de néerlandais, au cours de berbère [...] tu crées une plateforme d'égalité, [...]

d'homogénéité entre les relations, entre les gens, [...] ça c'est les choses qu'on veut voir venir. [...] à ce moment-là, moi si j'étais une maman, [...] si j'ai l'occasion d'amener mes enfants [...] dans une école de langues, moi aussi je vais faire cours de cuisine en même temps, je perds pas mon temps. [...] il faut avoir une pensée polyvalente, que ce soit enfant, adulte, femme, homme » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

Ou alors, une remarque concerne le fait que l'offre culturelle d'une institution ne serait pas suffisante par rapport aux investissements dont elle bénéficie :

« les grandes structures [comme celle-ci], est-ce que bâtiment, pour moi, [...] rend à César ce qui appartient à César, pour moi c'est un rendement de 10%, il ne touche pas à ses demandes. [...] les gens qui sont habitués à venir ici, avoir leur petit confort, continuent, [...] et puis qu'est-ce qu'il faut faire dans le cahier des charges, [...] on invente » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

Il y aurait donc un décalage, dans ce cas et pour cet interlocuteur, entre ce qui est déclaré et ce qui se passe véritablement sur le terrain. Les initiatives, bien qu'accueillies favorablement par les participant.e.s, ne seraient pas assez novatrices et diversifiées.

D'autres se positionnent aussi de manière négative par rapport aux initiatives culturelles de manière générale, sans préciser leurs motivations, comme nous l'avons observé chez quelques jeunes :

« je m'en fout de ça, [...] c'est pour des malades mentaux » (participant.e.s, notes de terrain, 14/2/2020).

Cette opinion témoigne du fait que la participation à des activités culturelles n'est pas toujours jugée comme utile ou bénéfique pour les individus.

3.3 Rapport au quartier

Dans cette section nous explorons les opinions et les vécus des habitant.e.s et des usager.e.s par rapport aux quartiers étudiés.

Les services, les infrastructures et l'environnement

Les personnes rencontrées expriment leur opinion au niveau des services publics et privés présents dans le quartier. En ce qui concerne les services, la perception de certain.e.s est que ceux consacrés aux jeunes, bien qu'assez nombreux, ne fonctionnent pas toujours en termes de prévention et gestion de comportements problématiques :

« il y a [dans le quartier] beaucoup de maisons de jeunes, il y a beaucoup, [...] on s'occupe assez bien des jeunes, mais [...] il y a beaucoup de jeunes qui ne veulent pas s'initier dans une commune, [...] Quand un jeune a 14, 15 ans et qui n'a pas de place pour dormir le soir, il va faire un tour, il est vite tombé avec des copains qui sont dans la drogue. [...] même quand il y a du suivi ces gens-là, on va les arrêter une fois ou deux, et comme ils sont mineurs et qu'ils ne savent rien faire, on les envoie aux parents et les parents, les parents ils ont pas de place chez eux et ils les renvoient à la rue, c'est un cercle vicieux » (Julien, entretien, 11/3/2020).

La question des jeunes et des enfants dans les rues, ainsi que la drogue, sont ressenties comme des véritables problèmes dans les quartiers, qui ne sont pas suffisamment traitées par les pouvoirs publics :

« les enfants dans la rue, [...] ou les fumeurs de joints, c'est un fléau [...] le vendeurs de drogue, [...] c'est devenu une perspective [de travail] valorisante ! Si je suis un narcotrafiquant, ou si je suis un vendeur, un dealer. [...] il faut absolument que le pouvoir public essaie de changer avec cette donne, on peut pas laisser les jeunes, [...] ce sont sentis rejetés, tout le monde dit du mal sur ces jeunes-là, [...] au lieu de dire du mal, il doit trouver des solutions, [...] une des solutions [...] leur trouver des endroits [...]. Le décrochage scolaire c'est un des facteurs qui pousse les jeunes à aller vers fumer des joints » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

Au niveau des infrastructures, il y a aussi la perception que certains bâtiments sont en train de se dégrader, et que d'autres ne sont pas suffisamment exploités, alors qu'il y a un besoin d'espaces pour des initiatives socio-culturelles dans les quartiers, surtout pour les jeunes et les enfants :

« remplir les espaces, on a plein d'espaces ici, [...] le bâtiment de [nom de l'institution], ils ont même des trucs de théâtre, [...] est-ce qu'ils sont utilisés [...] dans un environnement rapproché ? Non, [...] exclusivement réservé à des manifestations nationales, [...] il y a plein de bâtiments, et tout le monde est cloisonné, [...] il y a plein d'espaces valorisants, plein de subsides qui sont données, et [...] les enfants qui habitent ici, ils sont [...] [en] deux mètres carrés en train de jouer » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

Les écoles elles-mêmes sont décrites comme des structures vieilles et souvent non adaptées à fournir des véritables opportunités d'apprentissage et épanouissement pour les jeunes, comme nous le voyons dans les notes suivantes prises pendant une observation au sein d'une activité culturelle pour des classes :

[...] émergent comme problèmes : les toilettes, les profs qui ne soutiennent pas les élèves, le wifi, « une école qui est une prison », les problèmes de vandalisme, du manque d'entretien. « pourquoi les gens fument dans les toilettes ? », [...] « les profs, c'est des toilettes de riches ! », « il y a des trous dans les murs », « il y a des caméras partout, ils te regardent de haut », « on étudie dans des caves », « pas de toilettes pendant trois, quatre mois, [...] une seule toilette à la cour », [...] « les profs le disent, c'est une école de malades », « un prof pédophile, [...] dans le vestiaire des filles », « je crois que je vais arrêter l'école, je vais dealer », « classes méprisées par les profs, [...] profs n'ont rien à foutre de nous », « qu'ils nous soutiennent, [...] les profs nous abandonnent souvent » [...], « personne n'a choisi le professionnel », « les profs perdent vite espoir », « le respect [profs/élèves] n'est pas réciproque [profs ne respectent pas mais demandent à être respectés] », « les profs ne mettent pas assez de choses en place », des espaces de discussion par exemple, et « devraient faire le premier pas », il faudrait « prendre en compte l'avis des élèves et leur état général », « ils ne sont pas assez bien valorisés » (élèves, notes de terrain, 14/2/2020).



Nous remarquons par ailleurs que l'institution culturelle dans laquelle a lieu cette discussion, devient un espace d'expression des jeunes. Un enseignant s'engage aussi à plus d'ouverture par rapport à ce genre de projets pour faire le liens avec les questions qui se posent, « une école dans laquelle on est moins dans la matière et plus dans des matinées de concertation », tout en demandant plus d'engagement aux élèves : « il faut mettre dans vos cerveaux de vous investir dans l'école, vous attendez qu'on fasse les choses pour vous », il faut ainsi mettre en place un meilleur partenariat entre professeurs et élèves, « c'est votre endroit, que ce soit l'école ou la salle de sport », « c'est vous les vrais acteurs, comprenez ça et beaucoup de choses vont changer » (professeur.e.s, notes de terrain, 14/2/2020).

Par rapport aux transports publics, les usager.e.s aussi estiment que la zone est bien desservie :

« je n'ai plus de voiture, on a le métro, on a le bus. On est vraiment dans un beau quartier, c'est le plus beau quartier pour moi... » (Julien, entretien, 11/3/2020).

Les espaces verts sont par contre rares, présents plus facilement dans les parties plus résidentielles des quartiers, tandis que d'autres en sont privés :

« ceci, où j'habite, c'est un quartier très, très vert. Juste en face on a un énorme cyprès, plus haut que le bâtiment, c'est ce qui m'a séduit aussi, j'ai de la verdure. Il y a énormément [de parcs] à cinq minutes chacun, on a toutes ces possibilités. [...] mon mari y passait des journées entières, il allait au parc, et moi encore [...] une fois qu'il fait beau, c'est mon jardin, je vais lire, je prends mon bouquin, il y a même des bancs en transat, [...] c'est génial, très agréable comme quartier. C'est un quartier qu'on appelle résidentiel, [...] c'est la classe moyenne, c'est surtout des buildings, des bâtiments, [...] mes enfants disaient, on dirait que tu es à la mer du nord ! » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).



Dans ces quartiers, par ailleurs, les personnes d'origines immigrées sont moins présentes, comme les habitant.e.s le soulignent aussi :

« maintenant il y a quelques familles congolaises, un peu plus qu'avant. [...] on a construit ici plus haut, [...] une école depuis 5-6 ans et là la population vient de Chaussée de Ninove et donc la population est très mélangée. Mais les logements sont très chers ici, [...] c'est déjà difficile pour certains ménages » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

Par ailleurs, certain.e.s critiquent les terrasses fréquentées exclusivement par des hommes, et plus particulièrement des hommes issus de la migration :

« on va leur donner même la terrasse et moi ça me dérange énormément parce que devant l'arrêt de bus, devant chez moi, [...] ils sortent [fumer], [...] ils nous prennent [...] trois mètres [du trottoir], il nous reste un petit mètre pour marcher, [...] plein de fumée devant un arrêt de bus, il y a les enfants, il y a les familles, [...] est-ce que tu appelles ça un lieu culturel ? [...] le politique doit réduire les terrasses et pousser ces gens-là... [...] il faut pas que la terrasse soit juste des machos, que des hommes, il faut leur dire, [...] au moins tu leur met un peu de pression » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

Plusieurs femmes développent ainsi certaines habitudes envers des lieux, qu'elles fréquentent davantage, par rapport à d'autres qu'elles évitent aussi en raison des prix :

« je ne suis jamais rentrée dans une pizzeria [nom de l'endroit] [...] c'est cher, ça sert à rien de donner plus. [...] un beau café dans [nom de la rue], mais le prix ! 4 € 50 un jus de fruit ! [...] je préfère pour ce prix-là aller manger ! [...] moi je suis au chômage, [...] quand je travaillais je ne faisais pas attention, mais maintenant... [...] on a mangé là [ailleurs], peut-être deux fois, trois fois » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

Certains lieux deviennent ainsi plus familiers et appréciés, aussi en raison du personnel engagé et des finalités sociales du commerce :

« [nom de la boulangerie] c'est la meilleure. [...] il est connu, le pain et tout. C'est pas cher, à un euro, [...] c'est trop bon. [...] c'est des mamans qui travaillent là, elles étaient à la maison, il [propriétaire] lui a proposé de travailler » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

« ici c'est un restaurant social qui forme des gens qui ne trouvent pas de place... c'est une aide, dans l'horeca. [...] à coté il y a le seul hôtel [de la commune] [...] où là, c'est une formation [dans le secteur de l'hôtellerie], c'est le même principe qu'ici [restaurant social]. [...] il y a [un autre restaurant social], avec un [...] moindre prix pour les gens sociaux, où également ce sont des gens sociaux qui peuvent apprendre un métier, et tout le bâtiment est un regroupement d'ASBL » (David, entretien, 27/1/2020)

Le sentiment de familiarité dérive aussi des modalités de mise en place de certains commerces, comme les marchés, et brassant également des publics diversifiés en fonction d'où chacun se retrouve davantage :

« mais chez nous on crie, ils crient, ils crient, comme chez les italiens, les méditerranéens ils crient ! [...] quand il y a le marché de Noël, le [vendeur] belges il lit, il prend le journal ou son livre et il lit, toutes ses marchandises sont là. Ils sont comme ça, les Belges. Mais chez nous... ! » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

« j'ai découvert, en premier, le marché du jeudi, [...] parce que mon mari voulait toujours du poisson frais, là on trouve des poissonniers, [...] ce qu'on trouve pas dans les supermarchés, j'y vais encore, je trouve que c'est génial et c'est très agréable, parce que moi j'aime cette diversité, ce mélange, on n'entend presque plus parler français, c'est pas grave, c'est une ambiance particulière » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

L'offre commerciale répond également aux besoins des habitant.e.s de la zone. Cela se voit aussi au niveau des boutiques de vêtements, incluant celles qui vendent des robes de mariée, ainsi que d'autres magasins dans lesquels on peut trouver des produits spécifiques :

« ici [c'est des robes de mariées et de soirée], c'est très, très cher. [...] ici ils vendent des trucs pour les hammams. [...] il y a des hammams [dans le quartier]. [...] voilà, si tu veux des djellabas pour l'hiver ! [...] [mais] le Maroc c'est moins cher qu'ici. [...] là c'est européen, c'est de belles choses ! Les formes, les modèles, viennent d'Italie, [...] les Italiens, ils sont forts ! » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).



« tous les commerçants fruits et légumes, les magasins, [...] ce que vous avez besoin, vous trouvez chez eux et vous ne trouvez pas ailleurs. Les poissonniers, tout ce qui est mercerie, comme [les

populations locales] font beaucoup de couture encore à la maison, [...] si vous avez besoin de mercerie, ça n'existe plus dans les autres quartiers, il n'y a que [dans ce quartier] que ça existe. [...] des gadgets, des bonbons pour les baptêmes, des décorations, des tasses, d'électroménagers. [...] tu as besoin de quelque chose, tu vas voir là, [...] [o]n est sûrs de trouver ! [...] c'est des magasins qu'on ne trouve plus ailleurs » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).



Ces commerces, dont l'ouverture semble liée à l'arrivée de populations d'origine étrangère dans les quartiers, bénéficient également à d'autres personnes, car ils vendent des produits que l'on ne trouve pas ailleurs.

Nous avons déjà mentionné que, bien que des salles de fêtes soient présentes dans la zone, elles ne sont pas nécessairement fréquentées par les habitant.e.s. Nous avons collecté quelques exemples de personnes qui, par contre, nous disaient organiser des événements ailleurs, dans d'autres quartiers, pour des

raisons diverses, incluant ainsi la capacité de la salle :

« je ne fais jamais [des fêtes dans le quartier], moi si je fais des fêtes c'est... [...] j'ai fait une fois à Evere à mon fils, sinon [près de] l'abattoir, [...] c'est des grandes salles. Ça dépend des gens, moi j'invite beaucoup de gens » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

En ce qui concerne la fréquentation des mosquées de la zone, nous avons collecté quelques exemples qui amènent des expériences diversifiées, et qui expliquent aussi que les femmes ne se rendent pas souvent dans ces lieux, pour des raisons incluant une accessibilité et des espaces non adéquats :

« à la mosquée où je vais, c'est toujours la même chose, on réunit de l'argent, mais pour nous [femmes] ça ne change jamais [au niveau de l'espace dont elles disposent]. [...] on monte avec des petits escaliers comme ça [...], ça fait depuis des années et des années. [...] il faut élargir [l'espace pour les femmes] » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

Les cours d'arabe donnés par les mosquées sont davantage fréquentés par les enfants que les jeunes. Il n'y a pas nécessairement un lien fort entre les habitant.e.s et ces lieux de cultes :

« en début de secondaire un peu moins, mais sûrement durant le primaire, les élèves vont à l'école arabe, pas tous, ils apprennent l'alphabet arabe, [...] mais ils ne sont pas très centrés sur la mosquée, [...] la mosquée c'est un endroit où ils vont prier parfois avec leurs parents, le vendredi, [...] mais on voit que c'est pas le principal, c'est pas la culture qui domine, c'est pas la mosquée » (RP34, entretien, 28/4/2020).

Cela dérive aussi du fait que la plupart des mosquées, selon cet interlocuteur, ne développent pas véritablement de projets spécifiquement adressés aux jeunes, ce qui se fait par contre dans d'autres quartiers :

« est-ce qu'il y a des projets mosquée, [...] très rarement. [...] [dans la commune] le problème c'est que [...] la plupart des mosquées [...], c'est resté très mosquée à l'ancienne, ils n'ont pas encore franchi le pas de l'ouverture vers la jeunesse, de créer des espaces jeunes, les autres communes ont compris ça, que les mosquées c'est en même temps un endroit pour prier mais aussi des espaces où les jeunes peuvent se retrouver, avec des projets, ici [...] reste très grand-père, [...]

pour des personnes âgées, c'est pas très ouvert aux jeunes, les jeunes sont moins attirés par le côté mosquée ou les projets avec la mosquée. A la commune de Forest, il y a une mosquée qui a fait un scout, ils ont créé un scout musulman, [...] mais nous on n'a pas ça [dans la commune], [...] que je sache il n'y a pas de projets comme ça » (RP34, entretien, 28/4/2020).

Concernant l'offre culturelle de manière plus large, certain.e.s ne soit pas nécessairement au courant des activités présentes, et se plaignent donc d'un manque à ce niveau :

« beaucoup de gens critiquent [soulignent l'absence d'activités culturelles] mais ne savent pas tout ce qu'il y a [dans la commune] ! [...] [Il faut être] ouvert d'esprit et chercher sur internet, voir ce qui existe, chercher ses hobbies » (participant.e, notes de terrain, 27/1/2020).

La plupart néanmoins, comme nous le verrons, soulignent l'importance d'une offre bien présente et diversifiée.

Le quartier comme espace partagé : s'engager dans le quartier

Le rapport au quartier développé par les habitant.e.s qui participent aux activités culturelles est diversifié. Néanmoins, les personnes interviewées ne sont pas neutres face à l'environnement au sein duquel ils vivent. Elles élaborent des conceptions et des représentations propres, basées sur l'expérience de vie (« mon grande histoire d'amour ici au quartier », Kautar, notes de terrain, 10/1/2020). Mais aussi parce que souvent, elles agissent en rapport au quartier lui-même. Les actions possibles vont d'une occupation et d'un emploi des espaces privés et publics, à l'engagement spécifique envers certaines thématiques précises. Certaines initiatives sont par ailleurs mises en place pour favoriser le développement d'un lien supplémentaire avec le quartier et entre les habitant.e.s :

« dans ce [lieu culturel public] on se dit bonjour et on parle... [...] il y a des voisins qui se découvrent » (David, entretien, 27/1/2020).

Nous remarquons souvent au sein des ateliers, que la connaissance du quartier en tant qu'espace de vie partagé par les participant.e.s constitue un élément qui influence aussi de manière naturelle le déroulement de l'activité, car il peut y avoir par exemple des échanges à propos des lieux où acheter les matériaux nécessaires pour l'activité (notes de terrain 28/2/2020). Ou encore, les « balades » au sein des quartiers et leurs structures peuvent « inspirer » les pratiques développées au sein des ateliers (notes de terrain, 13/1/2020). En effet, le vécu du quartier implique le fait de parcourir ses lieux et de se rendre à ses commerces et services, et d'en apprécier ou pas les contenus, ce qui fait l'objet d'échanges. Indépendamment de l'opinion sur certains services du quartier, un lien se crée avec le lieu du fait d'y habiter, souvent depuis longtemps, et d'y développer donc une familiarité, des routines et des points de repères que l'on n'a pas nécessairement envie de changer :



« [à] force de vivre ici, je me suis fait [...], je dis bonjour à tout le monde, les gens me répondent, j'ai mes habitudes, comme un petit vieux ! [...] ma sœur qui est venue il y a une semaine, elle habite en Savoie, quand son mari aura sa pension, elle pense revenir au pas de calais, [...] tu

viendras aussi ? Je dis non, non, je n'arriverai pas à m'habituer, je suis tellement habitué ici » (Julien, entretien, 11/3/2020).

« des gens sont des pères de famille, des mères de famille d'origine marocaine, sont [dans la commune] depuis trente ans, [...] ils n'ont jamais quitté la commune, ou n'ont pas envie, [...] parce qu'il y a une facilité et une sécurité pour eux, [...] une facilité de communication, s'ils sortent de la commune, je prends une maman [de cette commune] et je l'amène à Etterbek, [...] elle est vraiment perdue, elle va avoir peur. [...] il faut pas généraliser, mais il y a ce côté [dans le quartier], on est chez nous, il y a un confort, le boulanger te connais, le boucher, [...] le maraicher [...], on reste là, [...] c'est un petit village » (RP34, entretien, 28/4/2020).

Le lien au quartier, et certaines habitudes, peuvent également se développer au départ d'une activité professionnelle qui est menée dans la zone :

« [j]e voyais le marché de la fenêtre et tous les jeudis je me promenais dans le marché, sur le parvis, toute cette partie-là du marché » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

« je parcours ce boulevard pour aller au travail tous les jours » (participant.e, notes de terrain, 13/1/2020).

En ce qui concerne un engagement plus actif envers certains enjeux du quartier, il s'agit d'actions visant l'embellissement et l'amélioration de l'environnement et les questions liées à l'écologie :

« un des projets clefs [d'une association d'habitant.e.s] était celui [...] de l'occupation de la rue par les enfants. [...] L'idée est de travailler pour améliorer la qualité de l'air, [...] le thème écologique qui touche particulièrement une certaine classe sociale, qui essaie de le transmettre à tous les niveaux du quartier » (RP13, entretien, 16/1/2020).

« nous sommes en train de travailler pour essayer de changer les rues, les mettre à sens unique, [...] plus de pistes cyclables [...]. On est arrivé à faire la rue pour les enfants, [...] la rue écolier, on s'occupe [...] de l'implantation pour embellir le quartier » (Julien, entretien, 11/3/2020).

« on espère aller d'école en école pour expliquer aux enfants d'abord qu'ils doivent se résoudre au tri des déchets » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

Ce sont des sujets qui sollicitent l'action, selon certain.e.s interlocuteur.e.s, tout d'abord des membres des classes sociales moyennes. Néanmoins, d'autres habitant.e.s peuvent également s'engager de manière active dans le processus. Ces sujets en effet touchent souvent de manière directe à la vie non seulement des « gens locomotive » (Mourad, entretien, 4/2/2020) qui portent les projets, mais aussi d'autres habitant.e.s, lequel.le.s voient les effets de mauvaises gestions de l'environnement et décident d'initier ou prendre part à des actions, aussi pour des intérêts préalables envers les sujets :

« j'en peux plus ! Je sors de chez moi, je vois des montagnes de poubelles ! [...] je commence [...] à investir le problème, d'où ça vient, [...] j'ai grandi dans des jardins, j'aime bien apprivoiser la nature et être bien méticuleux. [...] c'est qu'on veut d'abord [...] sensibiliser, parce que pour moi



il n'y a personne qui sensibilise notre population [du quartier], [...] qui a la fibre sociale pour faire avancer les choses [...] bénévolement » (Mourad, CCM, entretien, 4/2/2020) » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

L'action citoyenne individuelle et collective compense le manque d'intervention politique structurée sur ces questions, selon nos interlocuteur.e.s. Elle contribue également à changer l'approche d'habitant.e.s qui sont plus sceptiques par rapport à la nécessité d'un changement :

« c'est pas un quartier chic, et si t'as pas envie de vivre ici, tu vas dans des quartiers chics ! » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

Il s'agit également de promouvoir une occupation des espaces publics qui soient différente et meilleure de celle actuellement en place, en permettant ainsi aux habitant.e.s de bénéficier davantage des lieux au sein desquels ils/elles habitent :

« Ça c'est [l'arrêt de métro], dans ce triangle-là, on appelle ça le [nom de la place]. [...] il y a pas mal de rue qui donne dans [cet endroit], [...] il est squatté par un groupe de jeunes qui donnent, qui vendent, qui dealent du haschisch le soir, la journée [...]. [...] c'est un petit parc, mais il est bétonné, et il y a un monument, le monument est classé. On a déjà discuté ici, qu'est-ce qu'on peut faire dans cet endroit. [...] si vous voulez que cet endroit change, il faut l'habiter. Et s'il n'y a pas une présence, tu peux faire ce que tu veux. [...] comment on va l'habiter, [...] on va gérer ce petit bout de parc avec une intelligence collective » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

De plus, d'autres initiatives visent le soutien à des populations plus vulnérables présentes dans les quartiers :

« on confectionne des écharpes pour les sans-abris de la gare du nord, la gare de midi etc., [...] des cadeaux pour les enfants » (RP5, entretien, 5/12/2019).

Les institutions culturelles peuvent constituer des espaces au sein desquels l'engagement envers les enjeux du quartier se met en place et se développe au départ de l'initiative des participant.e.s, car les habitant.e.s se rencontrent et des débats sont lancés :

« [i]l s'agit de choses qui se passent autour [de l'institution culturelle] et sans [elle], il ne se serait pas passé, [...] c'est où que ces [habitant.e.s] se retrouvent, à nos [activités]. [...] les enfants jouent, les parents parlent, parlent, 'on doit faire plus !' » (RP13, entretien, 16/1/2020).

Les institutions culturelles ainsi que les citoyens engagés rentrent par ailleurs souvent en contact avec les comités de quartier, et les actions peuvent se mettre en place au travers de la fréquentation de ces différents espaces, qui brassent des profils d'habitant.e.s variés d'un point de vue socio-culturel :

« il y a des personnes qui font partie du comité de quartier depuis le début [...], celui qui veut venir, il vient. [...] il y en a qui viennent chercher des projets pour les faire eux-mêmes, [...] le plus jeune avait 17 ans, le plus âgé 85 [...], il y a de tout, il y a des africains, il y a des marocains, des belges, de tous les niveaux sociaux » (Julien, entretien, 11/3/2020).

D'autres personnes par contre n'acceptent pas de s'engager dans des activités qui n'apportent pas nécessairement un bénéfice économique, et dans lesquelles l'investissement n'est pas rétribué. En témoigne par exemple cette réponse donnée par quelqu'un que notre interlocuteur a sollicité pour prendre part à un projet porté sur le quartier :

« s'il y a quelque chose tu m'appelles, [...] si tu trouves de l'argent et si tu peux me payer... [...] je suis très engagé [dans le quartier] mais parfois c'est difficile, parce que [certain.e.s habitant.e.s] ont besoin de facilités [...] » (Mourad, CCM, entretien, 4/2/2020).

L'engagement de certain.e.s habitant.e.s peut également être valorisé de manière spécifique au sein d'événements et d'assemblées locales, dans le but de mettre en avant le parcours de citoyen.n.e.s qui se sont investi.e.s dans le développement du quartier :

« j'ai été mis à l'honneur par la commune, [...] ils m'ont donné une étoile, je l'ai dédié à mon épouse, vu que c'est elle qui a commencé tout ça. [...] la bourgmestre avait vraiment fait ça très grand, [...] les lumières c'était des étoiles et tout ça, [...] on était dans une loge. [Parmi les mis.es à l'honneur] il y a la judokate, un boxer, les personnes qui s'occupent des migrants, celle qui va apporter à manger aux migrants, [...] le secrétaire de la commune qui prend sa pension » (Julien, entretien, 11/3/2020).



En effet, certain.e.s font de cet engagement citoyen dans les enjeux de leur espace de vie collectif, une perspective de vie :

« j'étais président d'une ASBL au quartier, [...] lorsque [je travaillais], je savais que si je veux essayer de changer ma société, il fallait que je m'investisse dans les ASBL, [...] les 15 dernières années de ma vie, c'était vraiment une lutte acharnée, [...] Il faut être actif. [...] la vie, elle est faite de luttes » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

L'engagement des femmes peut se façonner comme un engagement féministe, par exemple en proposant un projet de visite des quartiers ayant comme objectif de « faire découvrir Bruxelles avec un œil féministe et interculturel » (responsable du projet⁹⁸, notes de terrain, 18/12/2019).

Ces luttes sociales sont récompensées lorsque les habitant.e.s engagé.e.s voient des résultats concrets de leurs efforts et actions. Parmi ces résultats il y a aussi des produits artistiques, temporaires ou permanents, qui permettent d'embellir et valoriser les quartiers, ainsi que des changements structurels de l'environnement.

Le rapport aux institutions dans le cadre de l'engagement citoyen

L'engagement des citoyen.ne.s vise souvent l'interpellation des pouvoirs public, qui se fait aussi par un rapport direct. Il peut en effet y avoir un sentiment de proximité avec les responsables politiques des communes concernées, ce qui amène à se lancer dans la démarche :

« [j]'ai envie d'aller vers l'échevin, [...] de lui dire écoute, est-ce qu'on peut faire un projet, mais ce projet doit être à l'échelle de la commune, [...] dans un premier temps, subsidié un petit peu

⁹⁸ Il s'agit néanmoins d'une initiative qui vise aussi les quartiers étudiés mais au départ d'une association située ailleurs, laquelle cherche notamment des participant.e.s locaux/les).

par la commune, mais au fur et à mesure qu'on avance dans le temps on affine » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

« je l'ai connue [l'échevine] depuis l'école, dans l'école de devoirs. [...] un jour on était en train de manger, je lui parlais de mes cours, [...] elle m'avait invité [à une activité dans une institution culturelle], on était ensemble, elle, [...] sa secrétaire. [...] [une autre, parlementaire] on avait été voir son travail, son bureau [au parlement Bruxellois] » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

« au mois de Ramadan, [...] on a déjeuné ici [à l'institution culturelle] avec [le bourgmestre], [...] aussi la femme [...] qui était présidente de la santé... et [...] on nous a demandé, est-ce que vous voulez voir une autre personne, du politique... oui, la reine ! [...] elle [la directrice de l'institution culturelle], elle l'a invitée ! » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

En effet, si certaines actions citoyennes compensent d'un côté les manques institutionnels, d'un autre côté, les habitant.e.s eux/elles-mêmes estiment nécessaire et faisable que les représentants politiques les rencontrent et acceptent une prise en charge de certaines questions par d'autres acteur.e.s. Il s'agit donc aussi de financer certains projets qui répondent à des besoins locaux. Les interpellé.e.s peuvent donc amener des résultats positifs :

« [t]out ce monde a été voir le bourgmestre de l'époque [...] pour demander la création d'une [institution culturelle], et c'est comme ça [qu'elle] a été créée » (RP5, entretien, 5/12/2019).

Cependant, comme nous l'avons vu, dans certains cas cela passe par des contacts spécifiques et des démarches, ainsi, pas toujours transparentes :

« j'ai été chez l'échevine de la ville [...], j'ai été chez elle, [...] j'ai pris rendez-vous, [...] je viens vers vous pour faire une activité culturelle. [...] oui vous pouvez faire entrer votre projet, ceci, cela, [...] parce que l'échevine elle me connaît un peu, peut-être... » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

Néanmoins, ces réponses qui semblent positives ne se concrétisent pas nécessairement dans la mise en place et/ou le soutien de projets citoyens, car souvent les priorités sont autres :

Lorsqu'Abdel parle des associations et mouvements de revendication des années '70-'80, il affirme qu'à l'époque c'était difficile de porter un projet, les responsables politiques et institutionnels que les personnes engagées qui voulaient promouvoir le projet interpellèrent, disaient : « il faudrait qu'on en parle », mais aucune suite n'était donnée à la demande, sauf que pour « demander des votes » (notes de terrain, 11/12/2019).

« le ministre est venu à l'école, c'est un vieux, [le pouvoir subsidiant] ne donne pas d'argent [...], on dort 5 heures en classe [car il n'y a pas d'outils pour pratiquer], [...] c'est pas nous [qui ne faisons pas fonctionner les choses], [...] ils doivent mettre plus d'argent, [...] il faut investir, [...] [et ensuite], on foutrait quand même la merde [ou] on va changer le comportement, travailler en classe » (participant.e.s, notes de terrain, 14/2/2020).

Reste donc la perception que les investissements publics ne sont pas suffisants pour répondre aux besoins des populations locales, y compris ceux des jeunes dans leur processus de scolarisation.

Les changements des quartiers (démographie, prix, travail)

Nous avons présenté les changements démographiques et urbanistiques de la zone dans une autre section de ce rapport, en analysant plus particulièrement les informations que les personnes interviewées parmi les responsables des institutions culturelles nous ont fournies. Ici nous souhaitons présenter l'opinion des habitant.e.s et/ou des participant.e.s à des activités culturelles sur ces changements.

Les participant.e.s constatent en effet plusieurs changements observés et vécus au niveau des quartiers et de la ville en général. Par exemple, en ce qui concerne les loyers, plusieurs remarquent une hausse importante des prix. Certain.e.s mentionnent un écart très grand par rapport au passé, qui ne correspond néanmoins pas à une augmentation des salaires :

« j'étais bien, j'habitais une maison de maître, [...] c'était pas cher, c'était 50 € [le prix du loyer] ! [...] maintenant ma fille [paie] 1000 €, mon fils aussi d'ailleurs... » (Houria, notes de terrain 15/1/2020)

« [t]out a augmenté, sauf les salaires ! » (notes de terrain, 28/2/2020).

Par ailleurs, la possibilité de trouver un emploi convenable est davantage compromise de nos jours, au vu de la saturation du marché de l'emploi :

« avant il y avait du travail, où tu vas-tu trouves. [...] sans travail, je ne pouvais pas rester trop longtemps. [...] la vie c'était pas la même, la vie avant... tu sors de ce travail, tu trouves un autre travail. Moi j'ai tout fait » (Houria, notes de terrain, 15/1/2020).

L'augmentation des prix est observée par rapport à des produits de base, par exemple le pain, et concerne aussi les transports en commun, notamment les trains et les trams, ce qui rend difficile la vie quotidienne :

« c'est difficile de gérer tout cela » (notes de terrain, 28/2/2020).

Le coût des moyens de transport influence aussi la possibilité de participer à des activités culturelles dans la zone des personnes venant de l'extérieur des quartiers en question, pour lesquelles la régularité comporte une charge économique qui n'est pas toujours supportable.

Néanmoins et en dépit de cette augmentation du coût de la vie, certains commerces de la zone continuent à être considérés comme plus économiques que d'autres qui sont situés ailleurs. Des résident.e.s de quartiers extérieurs peuvent pour cette raison faire leurs courses dans ces lieux :

« [la rue] est grande, il y a des beaux magasins, de belles boutiques, de qualité, [...] et c'est pas trop cher. [...] en ville c'est plus cher. Les gens commencent à bien connaître et voir les prix. Je t'assure, le weekend c'est rempli, [...] de belles choses et des prix intéressants » (Houria, notes de terrain 15/1/2020).

Les habitant.e.s assistent aussi au changement d'emplacement ou à la fermeture de certains magasins, pour des raisons diverses :

« je cherchais une boutique où j'avais acheté du henné, mais je ne l'ai plus retrouvée » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

« [nom de la rue], il y avait plusieurs magasins qui ne sont plus là ! [...] [nom d'une autre rue], il y avait des magasins de chaussures, [...] c'était propre. [...] quand tu veux acheter des chaussures c'est ici. C'était propre, au milieu [il y avait] des pots de fleurs. [Exposer dehors la marchandise] n'existait pas, c'était interdit » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

« tout ça [ces magasins] c'est des Turcs. Avant c'était que des [magasins] belges. [...] c'était très cher ! Là c'était [nom du magasin]. [Ils sont partis] parce qu'ils en avaient marre, ou je ne sais pas ! C'est la crise. [...] là aussi il y avait des petites boutiques belges, [...] des beaux vêtements, de qualité, tout ça. [...] les caissières étaient bien élégantes, avec une fleur là... le prénom. C'était vraiment agréable. Maintenant, c'est comme Jemaa el Fna⁹⁹ ! » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

« [d]ans la rue, je me rappelle, il y avait une boucherie, il y avait un marchand de journaux, tout ça d'un seul coup, on a vu que tout était fermé ou partait » (Julien, entretien, 11/3/2020).

« il y a des commerces qui se sont évaporés comme ça, un peu pour l'âge des propriétaires aussi » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

Nous avons mentionné le fait que ces changements dépendent d'une série de facteurs, parmi lesquels le fait que les quartiers ont progressivement été habités par des personnes d'origine étrangère, qui « n'ont pas besoin » de certains magasins et n'y vont pas. « Finalement ces magasins n'ont plus de raison d'être sur cet endroit-là, ils sont ailleurs. [...] la population change et la marchandise aussi » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020). Ce changement concerne aussi d'autres activités spécifiques et ponctuelles liées à l'offre commerciale de la zone :

« le 15 août, il y a la grande braderie [dans la rue], [...] c'est la fête de quartier [...], ça a toujours existé, je connaissais, même quand j'habitais [ailleurs]. La caractéristique, on faisait des boudins, évidemment, et maintenant on fait des merguez ! Et du thé ! Et si on vend des tasses, c'est pour du thé ! Si on vend des pots, c'est pour faire du thé ! [...] tout a changé, [...] la fête existe toujours, mais c'est une fête marocaine ! [...] ça s'est complètement transformé. Moi je n'y vais presque plus parce que je ne trouve plus, je ne trouve que des assiettes dorées et des trucs... je n'ai plus d'intérêt à y aller, [...] c'est devenu autre chose, c'est très festif, mais c'est pas les mêmes odeurs ! Le boudin il n'y a plus moyen... » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

Or, il est intéressant de remarquer que d'autres changements actuels dans l'offre commerciale semblent également dépendre du processus de gentrification actif dans les quartiers. En effet, selon nos interlocuteur.e.s, la gentrification se voit aussi dans l'arrivée de magasins à destination d'une population différente de la population majoritaire :

« un entrepôt qui était un magasin de meuble, est devenu un magasin qui s'appelle [...], de vélo électriques, légers et... belges ! [...] une trace de la gentrification du quartier, parce que clairement les populations marocaines du centre [de la commune], je ne suis pas sûre que c'est le premier public visé » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

Le processus de gentrification est relié par certain.e.s à l'arrivée d'institutions culturelles qui ne sont pas décrites comme pouvant accueillir les publics originaires des quartiers, mais bien les nouveaux/elles venu.e.s :

« toute cette zone le long du canal est en train de se gentrifier de plus en plus avec des anciennes usines qui deviennent des lofts et donc qui attirent un autre type de public, et aussi une composante plus flamande. [...] dans l'ensemble de la région de Bruxelles on parle de 10, 15% de

⁹⁹ Place renommée de Marrakech, où se trouvent des vendeurs ambulants de produits et aliments divers, des conteurs, des charmeurs de serpents, etc.

locuteurs flamands, mais là, le long du canal, [...] la proportion est beaucoup plus 50-50. [...] est-ce qu'ils étaient déjà présents, juste de l'autre côté, la rue de Flandres [...]. A mon avis c'est [aussi] une partie qui a traversé le canal, par le fait que le canal s'est émancipé, si je puis dire ! [...] ça a apporté une autre population, et de l'autre côté du Canal, c'est là qu'il y a [nom d'institutions culturelles], [...] c'est dans cette partie-là de Bruxelles » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

D'autres institutions sont par contre parties, bien que les habitant.e.s ne soient pas au courant des raisons spécifiques qui ont causé ce fait :

« là, c'était un cinéma. [Il y avait] deux [cinémas], là et à [nom de la rue]. [...] il y avait plus de cinémas que de marchandise, [ensuite] ils sont partis » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

Certaines personnes rencontrées ont aussi vécu de manière directe les aménagements urbanistiques que nous avons déjà mentionnés et qui ont traversé les quartiers, souvent en provoquant des pertes importantes pour les habitant.e.s :

« j'ai vu construire [une infrastructure] ! [...] on était tous jeunes. [...] les temps ont changé, c'était pas comme ça, il y avait plein de travaux. Tu vois les maisons là, [...] j'ai habité là, des vieilles maisons, tout est détruit, de là, jusque là-bas, même ma maison » (Houria, notes de terrain 15/1/2020).

« tout ça c'était des maisons ouvrières, et tout ça a été arraché, et il y a eu 25-30 ans [du quartier] en chantier [...] avec un certain mépris pour les gens [...] du cru. [...] Maintenant [le quartier] est particulièrement bien desservi en transport [...], mais c'est au prix fort... [...] il y en a qui en ont payé le prix. [...] toute cette partie-là qui a vraiment souffert et vu toute une population foutue à la porte » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

Par ailleurs, la perception est que les personnes et les entreprises impliquées dans les travaux de rénovation des quartiers ne viennent pas de ces zones. Les bénéfices économiques de ces aménagements partent donc ailleurs (Jeanne, entretien, 24/1/2020) :

« [n]ous demandons aussi qu'ils donnent du travail pour les [habitant.e.s] du quartier, [...] vous avez de la main d'œuvre, vous la faites venir de Flandre et tout ça [...], prenez les jeunes au lieu de les laisser au chômage » (Julien, entretien, 11/3/2020).

Pourtant, du côté des politiques, il semblerait y avoir eu plusieurs moments de concertation avec les habitant.e.s, avec l'objectif de favoriser la « participation citoyenne » à ces processus de changement :

« il y avait énormément de chantiers [dans la commune] à l'époque [...], parce qu'on avait cinq contrats de quartier qui étaient en cours, [...] ça veut dire chantier tout le temps. [...] parfois ça emmerdait, [...] on devait s'occuper de ceux qui voulaient déménager. [...] c'est un montant que la commune reçoit pour travailler à une toute petite échelle, c'est souvent deux rues, un carrefour, pour travailler en parallèle sur l'aspect social et culture, sur l'aspect mobilité et aménagement, [...]. Il y a une forte composante d'encrage avec l'habitant. [...] il y avait des soirées de présentation, on faisait venir les gens pour leur montrer quels étaient les projets en cours, les idées, et faire aussi un aller-retour sur qu'est-ce que les gens ont envie pour leur quartier. [Les



contrats de quartier] c'est souvent l'occasion d'ouvrir une maison de quartier, [...] et puis ça vie plus ou moins bien selon l'implication des gens » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

Cette concertation n'amène pas nécessairement à la perception que les avis des habitant.e.s sont écoutés, car pour certain.e.s les objectifs sont plutôt autres, c'est-à-dire donner le sentiment de prendre en compte les besoins locaux, sans pour autant le faire de manière concrète :

« je pense qu'il y a une volonté d'aller vers un apaisement des quartiers. [...] jusqu'à quel stade c'est vraiment pris en compte, ça... [...] les politiques aiment bien agiter le drapeau de la participation citoyenne mais après on s'assied dessus » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

Ces aménagements ont également eu un impact sur l'utilisation des lieux de la part de personnes n'y résidant pas :

« avant [...] tous les belges venaient faire les mariages ici, avant, c'était spécial, que pour les mariages. Et la place, il y avait les jardins, des fleurs, des pigeons, et c'est là qu'ils prennent toutes les photos du mariage, c'est vraiment incroyable » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).



L'impact négatif (vécu ou potentiel) de ces aménagements concerne également un changement d'approche au niveau des relations entre les habitant.e.s. La dimension de « petit village » et la solidarité entre les résident.e.s qui semblent encore présente pour certain.e.s, s'est estompée pour d'autres. Elle a laissé la place à un individualisme plus marqué :

« avec les voisines... maintenant tout a changé, [...] chacun pour soi. Avant, quoi que tu fasses [prépare], tu faisais goûter aux voisins, maintenant non. Tout a changé » (Houria, notes de terrain 15/1/2020).

« les gens quand ils travaillent, [les commerçants] déposent le pain devant la porte, et ils partent. Les années '80, c'est fini. Maintenant, c'est pire ! Parce qu'il y a des gens qui viennent, pour travailler, et alors ils trouvent à manger devant la porte, ils le prennent ! C'est ça la Belgique ! [...] avant ils [garçons de boulangerie] déposent du pain devant la porte, du lait... [...] oui, en Belgique, devant la porte ! » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

Il y a chez certain.e.s le sentiment d'une désagrégation sociale qui augmente par rapport au passé, ainsi que d'un déclin au niveau du dynamisme commercial du quartier :

« au moment où je suis arrivé ici, c'était encore une ville, une commune, où on pouvait profiter de la vie, et jouir de la vie. Et maintenant, au fil des années, et de plus en plus, [...] ici on doit subir la vie. [...] progressivement, ça s'est dégradé. [...] Sur le nombre d'années qu'on est ici, il y a des liens qui se sont créés, il y en a d'autres qui se sont défaits, il y a eu plus de cohésion entre les [habitant.e.s]. [...] depuis quelques années, ça commence à se perdre »¹⁰⁰.

« c'était un quartier qui était fort vivant dans les années '80-'90 jusque 2010, après ça a beaucoup diminué, [...] [nom de la rue] c'était remplie de restaurants, de cafés et d'hôtels. [...] ça vivait jour

¹⁰⁰ Habitant.e.s, documentaire visionné le 22/4/2020.

et nuit. [...] on a vu un déclin incroyable, tout s'est éteint, [...] c'était un très beau quartier ici, un quartier de valeur, mais comme tout a fermé... » (Julien, entretien, 11/3/2020).

Un appauvrissement accru des zones plus populaires seraient aussi dû à un manque de suivi de la part des autorités publiques, surtout car les habitant.e.s, à un moment donné, n'auraient pas été demandeur.e.s d'infrastructures et services divers et meilleurs de manière générale, mais seulement de lieux où exercer certaines activités spécifiquement liées à l'appartenance culturelle :

« notre commune [...] a vécu une certaine paupérisation, surtout le sud. Cette paupérisation s'est accentuée, accrue, avec les politiques, parce qu'ils ont trouvé le chemin très facile, on souffle les voix, on parle à leur place, et on fait ce qu'on veut. Et pourquoi améliorer leur environnement, si eux, ils ne le demandent pas, tout ce qu'ils veulent ces gens-là, ils veulent des mosquées, on va leur donner des mosquées, ils veulent des cours d'arabe, on va [...] fermer les yeux pour leur cours d'arabe » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

L'impact se marque également sur les activités proposées par les institutions culturelles, qui s'orientent davantage vers des « activités socio-culturelles, des ateliers » (David, entretien, 27/1/2020). La population des quartiers est également perçue comme en changement constant, en raison des départs et des nouvelles arrivées :

« tout le monde est parti, tout le monde est décédé, [...] tout le monde a disparu » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

Nous avons également déjà parlé de l'arrivées de migrant.e.s en provenance de certains pays d'origine d'abord, et puis d'autres qui étaient auparavant moins représentés dans la zone, notamment les pays de l'est Europe, ou certains pays du Moyen Orient et d'Afrique. Ces changements auraient amené une importante redéfinition de la zone :

« beaucoup d'immigrés qui sont arrivés, [...] en premier les Algériens, suivis des Marocains. [...] les trois quarts de [la commune]... il n'y a plus beaucoup de vrais belges. D'ailleurs même moi je ne suis pas belge, je suis français d'origine, [...] ça fait 45 ans que je suis ici. [...] [ce changement] a été en un battement de cils, ça a été tellement vite qu'on n'en s'est pas rendu compte. Moi et mon épouse on a acheté une maison [...], et il n'y avait personne comme étranger. [...] on ne peut pas dire que c'est [un changement] en négatif, c'est un manque de suivi de la commune, ils n'ont pas été encadrés. [...] et le belge n'a pas été non plus courtois avec eux, [...] tous les magasins, il n'y avait rien pour eux, [...] maintenant il y a les magasins halal, [...] il n'y avait rien, ils étaient obligés de se débrouiller entre eux. [...] dans les années '80, on voyait sur les cafés, interdit aux arabes et aux chiens. [...] j'ai un tas d'amis qui disent, moi je ne vis plus dans cette commune-là, elle est mal gérée. [...] après c'était les polonais qui arrivaient, [...] et maintenant c'est beaucoup d'africains » (Julien, entretien, 11/3/2020).

Les changements concernent également la répartition dans l'espace des personnes de classes sociales différentes qui auparavant partageaient davantage de lieux communs :

« [i]l y a deux [parties de la commune], c'est pas les mêmes gens qui habitent [une et l'autre] » (David, entretien, 27/1/2020).

Par ailleurs, les nouveaux/elles arrivant.e.s qui n'ont pas d'origine étrangère semblent aussi aller vers des environnements qui ne sont pas nécessairement mixtes d'un point de vue socio-culturel :

« ça commence à venir les Belges, mais ils viennent dans les nouvelles maisons. C'est dans des clos, ils sont fermés, [...] il y a les barrières devant, [...] ils rentrent avec leur voiture et ils connaissent personne. [...] notre comité de quartier, nous avons demandé à la commune [...] qu'ils font des logements sociaux, à loyer modéré [...], mais ils n'ont pas voulu. [...] ils veulent couper [la commune] de Bruxelles » (Julien, entretien, 11/3/2020).

Concernant les jeunes flamands qui sont en train de déménager dans la zone, selon Abdel ils veulent « conquérir » Bruxelles, mais ils vont finir par se « franciser », c'est-à-dire qu'ils devront parler français car c'est ce qui se passe dans la zone, même pour les personnes qui sont scolarisées dans des écoles néerlandophones, et aussi parce que le secteur de la culture néerlandophone subit des coupes budgétaires, depuis sa connaissance (notes de terrain, 11/12/2019).

Ces éléments n'empêchent néanmoins pas que les habitant.e.s ressentent négativement ce changement démographique lié à un processus de gentrification. Certain.e.s décident déjà de partir, en raison de l'augmentation des prix des loyers qui est encore plus importante :

« [la population] commence à bien changer, [...] je sens qu'il y a une vague de gentrification qui va s'opérer de plus en plus, [...] je le sens, je le vois. [...] il y a des gens qui n'arrivent pas à payer les frais de loyer, surtout s'ils sont des locataires, ils vont aller [ailleurs] surtout parce que ça va aller crescendo » (Mourad, entretien, 4/2/2020).

Abdel me parle du quartier [...] comme un quartier devenu « chic », avec notamment [nom du lieu commercial et culturel], des espaces qu'il décrit comme privés et pas accessibles à tous (notes de terrain, 11/12/2019).

Les vécus par rapport aux changements au niveau des quartiers sont ainsi différenciés, aussi en raison de la situation de chacun.e, et cela témoigne de la complexité des enjeux relatifs aux changements dans des contextes urbains.

La création d'un lien au quartier par la mémoire du passé et les pratiques du présent

Plusieurs personnes rencontrées au sein des activités culturelles résident dans les quartiers en question depuis longtemps, et conservent ainsi la mémoire des changements survenus, ainsi que de l'histoire des quartiers. À plusieurs occasions, les habitant.e.s mentionnent leurs souvenirs par rapport au passé, en les mettant en relation avec le vécu quotidien. Ces narrations témoignent du lien au quartier. Parmi eux/elles, Katar, qui habite un des quartiers étudiés depuis 46 ans et qui explique y être restée avec son mari pendant tout ce temps en raison des facilités de transport en commun, tout d'abord :

« il y avait avant le taxi ici, le métro, ce côté-là, le tram, c'était 18 et 32 ! [...] le bus De Lijn, plus le vieux tram, qui faisait 'tinn, tinn, tinn... !' [...] c'est pour ça qu'on est restés tout le temps ici, [...] c'est tout près, mon mari quand il sort il a tout, c'est pour ça qu'on est restés, malgré c'est petit [l'appartement] mais on a tout. [...] il n'est jamais en retard » (Katar, notes de terrain, 10/1/2020).

La permanence de longue date, ou depuis la naissance pour les plus jeunes, amène à s'identifier à l'histoire du quartier aussi, comme on le voit aussi dans les réactions des participant.e.s face à des objets ou images qui représentent cette histoire :

« ils craquaient de toutes pièces » (RP6, entretien, 11/12/2019).

Le lien au quartier va de pair avec le développement d'une proximité à l'histoire, plus large, de la Belgique :

« j'ai assisté au mariage du roi Philippe, j'ai des photos avec la reine ! » (notes de terrain, 18/12/2019).

La mémoire du quartier est aussi nourrie par le fait d'avoir été témoins de certains événements qui ont marqué les habitant.e.s, tels que certains fait divers :

« ça fait partie de l'histoire du quartier, [...] ça laisse des traces » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

« il y avait un appartement ici, de trois étages, il y avait beaucoup de personnes âgées, à ce qui paraît, ils disent que c'est le propriétaire qui y a mis le feu, [...] pour qu'il touche l'assurance. Quand même il y a des personnes qui sont mortes [...] » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

Ces faits et leur médiatisation ont par ailleurs contribué à créer un imaginaire négatif par rapport au quartier, laquelle présente par contre une série d'aspects positifs et agréables à vivre :

Abdel raconte qu'après les attentats, les journalistes « passaient » tous les jours à Molenbeek, la presse donnait ainsi une image négative du quartier, alors que c'est, à son avis, un endroit « très convivial », où les magasins, par exemple les épiceries, sont ouvertes aussi en tarde soirée, où les différentes communautés d'immigrés cohabitent, peu importe la religion de chacun. Il mentionne à ce propos la fête [interculturelle] organisée chaque année par [nom de l'institution culturelle] dans une église proche de la zone (notes de terrain, 11/12/2019).

Etant donné le relativement grand pourcentage de personnes d'origine étrangère vivant dans la zone étudiée, plusieurs participant.e.s ont également vécu la migration, directement ou par leurs parents ou grands-parents. Certain.e.s intègrent donc les narrations élaborées par rapport à l'histoire des quartiers avec les expériences relatives à l'arrivée dans ces lieux depuis ailleurs :

« j'ai vécu ici plus que j'ai vécu avec mes parents [au Maroc]. C'était très, très, très dur, si je continue je me mets en larmes... [...] tout [était dur] ! Le temps, je suis venue de la Méditerranée, il faisait beau, on avait une grande maison avec un jardin... quand on est venus ici... oh là, là, ici c'est bizarre, on vous donne juste une pièce et je trouvais ça choquant. Au Maroc [...] on n'est pas tous pauvres, mais ici... là-bas [...] [on est] entourés de voisins¹⁰¹, de gens agréables, mais ici... ils te donnent une pièce, là tu dors, il y a la cuisine... pas de douche, rien du tout. [...] psychologiquement... [le Maroc] nous manque, ici il y a que du travail » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).



Ces récits mettent en avant tout d'abord les difficultés liées au changement de contexte de vie, notamment la diminution de l'espace domestique, la nécessité de rétablir ses réseaux, et la perception

¹⁰¹ Plus tard, elle dit aussi que les voisins étaient aussi des juifs, au Maroc, ou des espagnols. Les voisins allaient chez eux car ils avaient un puit d'eau.

d'une mobilité sociale descendante, qui produirait le nivellement des différences socio-économiques présentes dans le pays de départ, vers une régression impliquant la plupart des personnes concernées par la migration. Les projets migratoires ont ainsi été déçus, et également modifiés, ayant pour effet une permanence plus longue que prévu, et un affaiblissement des liens sociaux avec le pays d'origine :

« tous les Marocains qui sont venus disaient 'juste pour trois ans', pour gagner un peu d'argent [...] pour acheter une maison, pour acheter une voiture... et on est restés ! Mais avant, les patrons payaient le voyage pour les employés [...], pour la femme, tu peux amener ta famille ici [...]. [...] les enfants pour qu'ils apprennent un peu d'éducation, quand ils rentrent ils sont bien éduqués, et la langue française... [...] mon fils aîné, depuis la mort de mon père il y a 20 ans, il n'est plus rentré [au Maroc] ! Il est marié, il a deux petites filles... » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

Certain.e.s soulignent aussi les convergences au niveau des expériences de vie de personnes provenant de pays différents, mais partageant le processus d'immigration. Plus particulièrement, sont mentionnées les questions liées à l'emploi dans le secteur minier, à la discrimination, et à la mobilisation pour la revendication des droits des étrangers mais aussi pour se positionner par rapport aux aménagements urbanistiques en cours :

Abdel me parle de la proximité historique dans le quartier entre migrants marocains et italiens, au vu du partage de l'histoire migratoire liée à l'industrie minière, des discriminations subies, mais aussi en raison de leurs implications dans les mouvements de revendications des années '70 et '80. Il mentionne des mouvements et associations, dont une dont il faisait partie, et les décrit comme associations militantes qui œuvraient aussi à travers la culture (le théâtre, la musique notamment). [...] La mobilisation de l'époque adressait également la construction de nouveaux buildings. Le travail de ces associations a permis [aux nouvelles] [...] de trouver « la voie ouverte » (notes de terrain, 11/12/2019).



En ce qui concerne l'expérience de discrimination, certain.e.s en ont fait l'expérience par exemple en cherchant un logement. Ces expériences sont incorporées dans les représentations que les individus élaborent, qui développent également des craintes de ne pas être acceptés avec ses propres habitudes et traditions en dehors de leur environnement de vie :

« quand je cherchais à louer un appartement chez un belge, il me disait 'non, non madame, n'insistez pas'. [...] mais je ne me fâche pas, je trouve qu'il a raison. [...] les arabes... on ne dort pas avec les tambours, [...] tout le bazar ! Quand j'en ai parlé à quelqu'un, il me dit : ce sont des racistes ! Mais non je ne crois pas, ce sont des personnes âgées, [...] la musique, la danse orientale, on ne dort pas... ! » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

Cette personne décrit également un changement d'approche des employés publics par rapport aux habitant.e.s, allant vers des relations plus détachées :

« quand je suis venue ici, [la maison communale] était toute petite, [...] pour ma carte d'identité [...]. avant ils te lavaient les mains, maintenant 'qu'est-ce que tu veux ?!' » (Kautar, notes de terrain, 10/1/2020).

D'autres habitent les quartiers en question depuis moins de temps, mais cela ne les empêche pas de trouver des éléments spécifiques qui permettent de toute manière la création de ce lien :

« j'ai découvert [le quartier]. [...] quand j'étais gosse je venais [...] [à] un grand parc à 5 minutes d'ici, avant c'était tout à fait nature, il n'y avait pas grand-chose. [...] on venait à [...] se balader, c'était une espèce de petit bois [...], c'était la pleine campagne en fait [...]. Ça j'ai connu, enfant, il y avait encore les vaches, [...] maintenant c'est un très beau parc, magnifique, de hectares, toute une partie très organisée et l'autre partie est tout à fait sauvage. [...] mais c'est tout ce que je connaissais [du quartier avant d'y habiter] » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

Les lieux sont explorés par les nouveaux habitant.e.s, qui finissent aussi par prendre connaissance d'une offre culturelle présente :

« au fur et à mesure que j'ai commencé à tourner dans [la commune], [...] j'ai vu ce qui s'y passait. [...] il y a [nom de l'institution culturelle], où je vais voir les expos de fin d'année, elle est très au top cette [institution], [...] d'ailleurs il paraît qu'elle a une réputation [...] internationale » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

Dans d'autres cas, notamment pour ceux et celles qui n'habitent pas dans les quartiers étudiés, c'est la fréquentation de pratiques culturelles organisées dans la zone, qui facilite la connaissance du quartier :

« je rentre dans le quartier, [...] pour [l'institution culturelle], c'est en réalité ce qui m'amène [dans le quartier] » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

Fréquenter des activités culturelles dans la zone permet également d'accéder à d'autres lieux et services, par exemple les restaurants, ou d'autres commerces :

« chaque fois que je viens à [nom de l'institution culturelle], j'essaie de manger [dans le quartier] » (David, entretien, 27/1/2020).

« je n'y vais pas trop souvent [nom d'une rue commerciale], quand je vais à [nom des institutions culturelles], je marche dans la [rue], [...] mais sinon c'est vraiment parce que j'ai besoin de quelque chose de facile, je me dis, là il y a tous les magasins, je vais le trouver. Sinon je ne fréquente pas spécialement la [rue], je suis surtout aux centres culturels. [Dans la rue de l'institution culturelle] je vais chercher des oranges qui viennent de Grèce, [...] il y a un monsieur qui... [...] venait pour les paniers bio, [...] il nous a mis en contact avec un monsieur qui apporte des agrumes [...] il y a un jardin urbain, et c'est là qu'il dépose ses oranges » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

« je suis rarement retournée dans le quartier, j'y vais pas comme ça pour faire des courses, [...] c'est vraiment dans le cadre d'une activité, et si je suis pas loin, alors je vais volontiers me promener là parce que j'ai le souvenir d'une ou deux boutiques... » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).



Dans ces cas, l'intérêt envers une pratique culturelle est prioritaire par rapport à l'intérêt envers le quartier qui se développe par la suite. Certain.e.s participant.e.s par ailleurs verbalisent le fait qu'ils/elles n'ont pas l'habitude de se rendre dans ces quartiers :

« désolées du retard, on s'est perdues entre la gare et ici. C'est la première fois qu'on vient de ce côté ! » (participant.e.s atelier, notes de terrain, 4/03/2020).

La décision de développer une pratique culturelle organisée dans la zone dépend de raisons diverses, parmi lesquelles, souvent, un intérêt vers l'activité spécifique, qui sollicite ensuite la recherche de lieux qui la mettent en place :

« j'ai toujours été attentive à ce qui se faisait comme visites de quartier, des choses comme ça, [...] depuis très, très longtemps je fais des visites dans le cadre de [nom de programme de visites], organisée il y a dix-quinze ans... [...]. J'ai toujours été intéressée à l'histoire patrimoniale, l'histoire industrielle... c'était pas directement lié [au quartier] » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

Ce processus, commun à plusieurs de nos interlocuteur.e.s, peut amener des publics diversifiés à se rencontrer au sein de ces quartiers par le biais de la pratique culturelle sur laquelle ils/elles portent leur attention, et ainsi à découvrir l'environnement, l'histoire et les populations locales :

« [nom de l'institution culturelle] étant dans cette zone du canal, et puis maintenant [l'activité culturelle en question] étant focalisée aussi sur ce quartier-là, je pense que ça peut faire générer des choses, des gens qui vont venir voir, qui auront [le produit culturel] en main... [...] faire des activités comme ça [amène] [...] des gens de différents horizons mais pas forcément de [nom de la commune], ou en tout cas pas de la zone du canal » (Jeanne, entretien, 24/1/2020).

« il y avait des gens qui venaient probablement de partout, mais probablement des gens intéressés à ce sujet-là. [...] des gens intéressés à l'évolution de la ville, [...] évolution sociale, évolution industrielle, évolution patrimoniale ou architecturale » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

Certaines personnes se fidélisent aussi à des activités et les suivent lorsqu'elles se déplacent dans la zone en question :

« il y a des gens qui viennent [à l'activité] depuis qu'ils étaient enfants eux, et ils viennent maintenant ou avec leurs enfants, ou avec leurs petits-enfants. [...] un jour j'avais vu une grand-mère qui m'avait dit qu'elle était venue quand elle était petite » (RP25, entretien, 4/3/2020).

Ces publics intéressés à l'activité culturelle en soi et qui se rendent dans la zone pour y participer, pourraient également inclure des personnes en principe réticentes, en raison d'un imaginaire négatif, à se rendre dans ces quartiers. Certain.e.s, comme nous l'avons vu, restent sur leur position initiale, d'autres peuvent néanmoins défier leurs représentations et aller vers un changement d'approche et perspective :

« [ils viennent] pour les activités, mais ils découvrent quand même, et [nom de l'institution culturelle] il faut quand même avoir vu ça, [...] c'est extraordinaire, donc une fois qu'ils ont mis le pas... » (Jacinthe, entretien, 24/1/2020).

Les institutions culturelles assument ainsi un rôle implicite pour certaines, explicite pour d'autres, de valorisation des quartiers au sein desquels elles sont situées. En effet, ces institutions se trouvent à « un carrefour » (RP28, entretien, 12/3/2020) entre différents lieux et publics, et ont ainsi une fonction

importante dans la mesure où elles peuvent mettre en place des opportunités positives de rencontre entre individus différents.

4. Discussion

Tout au long de ce rapport, nous avons présenté l'offre culturelle dans la zone étudiée, ainsi que la participation des habitant.e.s et des usager.e.s, au travers de l'analyse détaillée de matériaux et récits collectés auprès de nos interlocuteur.e.s et pendant les observations. L'objectif était de restituer de manière la plus complète possible les enjeux que nous avons observés. Après ce travail minutieux, nous comptons, dans cette section, revenir sur certains de ces enjeux, qui nous paraissent centraux, pour approfondir davantage l'analyse et mettre ensemble des données provenant de profils d'interlocuteur.e.s différents, dans une réflexion qui se veut transversale. Nous nous attarderons sur trois dimensions principales relatives à la fois à l'offre et à la participation culturelle dans la zone : la question de la portée sociale des pratiques culturelles, la dimension de créativité, et la question de l'implication des publics locaux.

4.1 La portée sociale des pratiques culturelles

La dimension purement esthétique n'est pas prioritaire, et de toute manière pas seule, au sein de la plupart des initiatives culturelles étudiées. Au-delà de l'intérêt et appréciation d'une pratique, éléments qui sont bien évidemment présents chez les participant.e.s., les motivations à prendre part à des initiatives culturelles dépend aussi d'autres facteurs. En parallèle, les organisateur.e.s de ces activités visent également une série d'objectifs qui transcendent cet aspect esthétique. L'art n'est pas nécessairement un but de l'activité, mais il a certainement un but spécifique dans l'activité. Nous verrons également que les objectifs et les motivations sont souvent de l'ordre de la cohésion sociale, ou en tout cas de la promotion d'un environnement de vie qui soit bénéfique pour l'individu et la collectivité.

Les pratiques culturelles comme moyen et pas comme fin en soi

L'art et la culture sont donc des moyens pour atteindre des objectifs diversifiés qui vont au-delà de leur portée esthétique. De manière transversale à ces objectifs, la pratique culturelle vise la création de liens au travers de la réalisation de produits culturels et artistiques divers et réalisés en coopération. L'art est mis au service de ses besoins et intérêts, mais aussi au service de la mobilisation sociale, politique.

Souvent la pratique culturelle se met en place, ou on y prend part, au départ de la perception d'un besoin et/ou d'un intérêt, auxquels cette pratique vise à répondre, via la culture. Ce processus est particulièrement opportun au sein de quartiers, comme ceux que nous avons étudiés, décrits comme populaires et habités par des populations pour lesquelles les priorités quotidiennes sont autres que l'accès à la culture pour des raisons purement esthétiques : « la première question que les gens vont poser c'est pas 'donnez-nous de l'art', mais c'est 'donnez-nous du boulot' » (RP19, entretien, 18/2/2020). La dimension « sociale » de la démarche artistique et culturelle dans la zone est ainsi incorporée dans les missions des institutions culturelles présentes, et concerne principalement le « mélange de publics, ayant des besoins différents » (RP17, entretien, 29/1/2020), et la réponse à ces besoins. Le personnel de ces

institutions s'engage dans un travail culturel et social en même temps. Souvent les compétences sont ainsi à cheval de ces deux sphères. Les médias artistiques sont des outils pour atteindre des buts, et non pas des finalités eux-mêmes. La création de liens entre les participant.e.s, ainsi qu'avec les quartiers au sein desquels les activités sont menées, figure parmi les objectifs principaux des initiatives culturelles et est également considérée comme un processus en cours, lorsqu'on y participe, par les usager.e.s. Participer à des activités culturelles permet aussi à l'individu d'entrer et de développer certains réseaux, ce qui est particulièrement utile pour ces profils de personnes qui sont à risque d'isolement. Les institutions ont ainsi le rôle de « créer des espaces [...] physique et temporels » et de mettre « en place des conditions de réalisation » (RP20, entretien, 18/2/2020) pour atteindre ces objectifs.

La finalité sociale des activités justifie l'organisation de ces dernières au sein de quartiers qui présentent certaines problématiques. Ces initiatives finissent ainsi pour avoir du sens également pour ces habitant.e.s qui font face à des difficultés pratiques dans leur quotidien. Par ailleurs, les produits artistiques qui dérivent des activités proposées permettent aussi de rendre visibles les individus engagés dans ce processus, ainsi que leur vécu, sur lequel l'attention peut être posée de manière spécifique. La cohésion sociale, et pour certain.e.s aussi l'intégration de personnes désignées comme culturellement différentes en raison de l'expérience migratoire vécue en première personne ou par le biais des parents et grands-parents, passe par la reconnaissance et valorisation des vies, opinions et habitudes de chacun.e. Les pratiques culturelles constituent des occasions propices à cette démarche, parce qu'elles visent à fournir aux participant.e.s des outils nécessaires pour pouvoir exercer la citoyenneté, comme cela a été dit par plusieurs de nos interlocuteur.e.s, aussi de la part de ceux et celles qui souvent rencontrent des barrières (d'ordre différents) à l'accès à la participation. Avec ces objectifs, les processus créatifs entamés n'ont pas d'obligations de résultats en termes, encore une fois, esthétiques, mais comptent du point de vue des processus engagés pour les réaliser, ainsi que des effets sur les personnes impliquées.

Le rôle « préventif » des pratiques culturelles

En ce qui concerne plus particulièrement les jeunes, le rôle des activités culturelles dans la prévention d'éventuels comportements déviants développés en restant « dans la rue » est courant tant chez les responsables d'associations que chez les usager.e.s. Il s'agit d'un côté de « les tenir occupés » (usager.e, notes de terrain, 28/2/2020), et d'un autre côté de fournir des espaces d'épanouissement individuel, de mise en réseaux et de développement et de valorisation de compétences propres. L'interconnexion entre la dimension sociale et la dimension culturelle présente dans les initiatives proposées favorise la création d'espaces au sein desquels les participant.e.s se sentent en sécurité. Ils/elles développent alors une confiance avec certain.e.s interlocuteur.e.s et peuvent ainsi être également orientés vers des services de prise en charge plus spécifiques. Autrement, l'espace culturel fourni constitue à lui seul un lieu de socialisation positive et, de ce fait, de prévention, d'autant plus que l'offre culturelle présente dans la zone touche potentiellement à plusieurs catégories d'âges.

Ce discours peut être explicite au sein de certaines institutions, et entre dans les objectifs portés. Pour d'autres, bien que *de facto* ce processus d'évitement de la rue en étant engagé.e.s dans des pratiques culturelles est observé chez certain.e.s jeunes, il n'est pas utile de mentionner la question de la prévention de comportement déviant dans la promotion de ces initiatives. Il s'agit plutôt de constater que les institutions culturelles peuvent compléter le travail d'autres institutions (notamment les établissements scolaires) lesquelles ne répondent pas de manière adéquate aux besoins des jeunes, surtout lorsque les

profils socio-économiques et culturels de ces derniers sortent d'un cadre de référence standardisé. Dans les lieux culturels, il est davantage possible de sortir de processus normalisés d'apprentissage qui ne laissent pas suffisamment de place à l'expression et à la valorisation des compétences individuelles, ce qui peut conduire à un décrochage. La dimension d'être au service, d'une certaine manière, des participant.e.s, est davantage présente dans les lieux culturels que dans les organismes institutionnels prenant en charge l'éducation des enfants et jeunes. Les lieux culturels offrent également l'opportunité d'organiser les relations différemment, par exemple entre les jeunes et les encadrants, et de distribuer les responsabilités de manière horizontale. Fournir des alternatives au système éducatif institutionnel favorise la prise en charge de la part des jeunes eux-mêmes de leur propre projet de vie, en développant une autonomie mais aussi un réseau nécessaire à faire face, de manière appropriée, aux difficultés vécues pour le réaliser.

Bien être individuel et collectif

Pour les jeunes comme pour tout.e autre participant.e, « se sentir bien » au sein des activités culturelles qu'ils/elles fréquentent est un élément essentiel pour motiver et maintenir la participation. Les responsables de ces initiatives mettent ainsi en place des aménagements qui favorisent l'émergence de ce sentiment et impactent la qualité de l'expérience vécue. En effet, les ateliers sont également des espaces de complicité et d'intimité pour les participant.e.s, car sont nombreux les échanges par rapport à plusieurs aspects de la vie quotidienne au-delà de la pratique culturelle spécifiquement engagée. Les attitudes réciproques démontrent que les participant.e.s développent une connaissance des habitudes et des manières de faire des autres membres du groupe. Au vu de ces facteurs, la mise en place d'environnement favorisant un vécu de bien-être individuel et collectif est d'autant plus bénéfique pour l'activité.

L'homogénéité en termes de langue et d'appartenance culturelle est présente au sein de certains ateliers que nous avons observés, bien que les activités soient ouvertes à tout public et que la volonté des responsables soit d'impliquer des participant.e.s aux profils diversifiés. L'homogénéité de langue et d'appartenance culturelle amène des convergences parmi les participant.e.s, et contribue à les faire se sentir « à l'aise », car elle permet la bonne compréhension des contenus (RP13, entretien, 20/1/2020). Ces éléments permettent une certaine liberté dans l'expression de ses appartenances socio-culturelles, que l'on sentirait pointées du doigt et potentiellement jugées dans des contextes au sein desquels son positionnement personnel est ressenti comme minoritaire et comme objet aussi de discrimination. Il nous semble important d'analyser ce processus plus particulièrement par rapport à l'appartenance religieuse musulmane, car elle est également interrogée au sein de cette recherche, se demandant souvent (plus particulièrement dans le cadre de l'enquête quantitative) si le fait d'être croyant impacte la participation et la réception de certains contenus. Notamment, la question est souvent si pour certain.e.s, le fait d'être musulman.e détermine une sorte de « censure » de certaines pratiques, ainsi que l'impossibilité d'y prendre part si on est une femme et qu'on subit certaines dynamiques de genre déséquilibrées. Dans cette discussion, nous adressons cette question d'un angle différent. Nous nous demandons, en ayant observé un grand nombre de personnes (femmes surtout) musulmanes prendre part à des initiatives culturelles de la zone, quels sont les facteurs qui influencent cette participation. Nous constatons ainsi que dans un environnement homogène, un.e participant.e peut décider de prendre part à une activité culturelle tout en répétant à voix très basse des prières en arabe à l'aide d'un chapelet électronique qu'elle porte à son doigt (notes de terrain, 28/2/2020), dans la mesure où cela ne dérange pas les autres

participant.e.s et que cela répond à ses habitudes, besoins et manières de se sentir à l'aise. De même, plusieurs dames prenant part à cette même activité, aux alentours de midi, peuvent se rendre dans une autre salle mise à la disposition pour y effectuer la prière. Les activités continuent pour celles qui ne prennent pas de pause à ce moment-là, ce qui ne perturbe pas le déroulement. De plus, aucun commentaire n'est fait lorsque certaines demandent à ne pas participer à la photo de groupe qui sera publié sur la page Facebook de l'artiste animateur. Nous supposons que l'approche serait différente au sein d'une activité engageant un public mixte, ou en tout cas celui-ci est souvent le ressenti de la part de ces femmes, au vu des discriminations subies mais aussi des discours et des représentations médiatiques portés sur les musulman.e.s et leurs pratiques. Mettre à l'aise ces participant.e.s – sans vouloir essentialiser les demandes de toute personne musulmane, car chacun.e les élabore en fonction de son propre rapport à la religion – et ainsi favoriser la participation et un vécu positif de l'activité, signifie fournir des espaces et modalités d'organisation qui permettent l'expression individuelle sans peur du jugement.

Les facteurs linguistiques et culturels ne sont pas les seuls éléments qui peuvent contribuer à la création d'un environnement propice à la création de lien par des vécus et des intérêts communs. En effet, on peut remarquer aussi des convergences qui émergent auprès des participant.e.s en lien avec d'autres facteurs que l'origine, par exemple l'expérience vécue du quartier, l'appartenance de genre, le statut social – femme, mère, travailleuse, personne au chômage, à la retraite –, etc., éléments qui contribuent à la création de liens au-delà du fait que d'autres aspects des histoires individuelles divergent. Ces éléments peuvent ainsi être actifs dans des environnements fréquentés par des publics mixtes, et des aménagements permettant la participation et l'expression de chacun.e, dans la mesure du possible, seraient bénéfiques à établir des possibilités d'échange.

4.2 La dimension créative

Nous avons mis en avant l'importance de la co-construction et de la négociation des contenus des activités culturelles, afin que celles-ci rencontrent les intérêts et les besoins des participant.e.s, et qu'elles soient appréciées (dans une logique « bottom-up », RP14, entretien, 23/1/2020). L'approche adoptée au sein de ces initiatives se veut à l'écoute des participant.e.s, qui occupent ainsi une place active dans la production de ces mêmes contenus dont ils/elles sont, également, les consommateur.e.s. Avoir une place active signifie pouvoir s'exprimer, mais aussi contribuer aux choix, avoir des responsabilités logistiques, etc., ce qui fait que ces initiatives sont vécues comme des expériences différentes par rapport à d'autres au sein desquelles la distinction entre encadrant.e.s et usager.e.s et les espaces de mouvement sont plus strictes. Il s'agit de prendre part à part entière au processus créatif qui fait l'objet des initiatives organisées, accompagné.e.s par des artistes « expert.e.s », lequel.le.s valorisent néanmoins l'apport de chacun.e. Des apprentissages et le développement de compétences sont aussi en place, mais se font par l'échange et la collaboration, plutôt que par la transmission unidirectionnelle des contenus. Les artistes ont la fonction d'organiser l'échange de manière fonctionnelle et de mettre leur expertise au service du groupe. Ce qui établit aussi la possibilité que cet échange se poursuive également en dehors de l'espace de l'activité elle-même, par les liens créés entre les participant.e.s, qui continuent à être entretenus de manière concrète ou virtuelle (via les réseaux sociaux).

La co-construction et la négociation des contenus va de pair avec l'utilité du produit artistique qui résulte du processus de création collectif, donnant ainsi le sentiment « qu'on fabrique quelque chose » (Jacinthe,

entretien, 24/1/2020). Chaque participant.e prend part à des initiatives culturelles pour des raisons diverses, mais souvent son appréciation dépend du sentiment de pouvoir faire et avoir fait une expérience utile. Certains contenus par rapport auxquels on ne voit pas de lien avec ses intérêts et ses besoins, et qui n'ont donc pas, à priori, d'utilité concrète, peuvent être écartés ou pas appréciés. Tout en constatant une ouverture aux changements des habitudes de chacun.e, qui peut passer par la découverte de contenus nouveaux ou non familiers, ce processus se fait difficilement sans une « accroche » au sujet ou au lieu où il est adressé. La dimension créative est ainsi ancrée dans le vécu des participant.e.s en termes de leur apport au processus mais aussi en ce qui concerne le bénéfice qu'ils/elles en tirent dans leur vie quotidienne.

4.3 La « non-participation »

Nous avons interrogé la question souvent mentionnée de la « non-participation ». Plus particulièrement, par le biais de nos entretiens et de nos observations, nous avons essayé de comprendre tout d'abord quels publics et profils de personnes ne participent pas à certaines activités. Nous avons ensuite étudié les modalités mises en place par les responsables des institutions culturelles pour « recruter » certains publics, et plus particulièrement, les habitant.e.s des quartiers au sein desquels les activités sont organisées. Pour terminer, nous avons également pris en compte la question de l'absence de personnes d'origine étrangère au sein de postes en haut de la hiérarchie des institutions culturelles, une question qui a été soulevée par plusieurs parmi nos interlocuteur.e.s. Cette question nous interroge car souvent les personnes d'origine étrangère sont décrites comme moins propices à la participation en tant que publics – évoquant notamment des raisons qui seraient de l'ordre du culturel – et font ainsi l'objet de pratiques spécifiques de recrutement, comme nous le verrons. Nous estimons ainsi nécessaire de questionner le système de programmation en place ainsi que la possibilité de ces mêmes personnes d'y prendre part, et ce à une échelle différente des activités culturelles elles-mêmes qui offrent des possibilités de co-construction de contenus.

Quels publics et profils

Nos observations et nos entretiens nous permettent d'affirmer que le public féminin est souvent majoritaire au sein des pratiques culturelles que nous avons étudiées dans la zone. Dans le cas d'une institution qui accueille principalement des activités sportives, il semblerait néanmoins que les femmes soient moins présentes que les hommes. Autrement, en général, ce sont souvent les hommes adultes à être mentionnés comme moins présents. Ce constat s'amplifie si l'on prend en considération les populations des quartiers en questions, dans le sens que certains hommes peuvent bien être attirés et décider de prendre part à certaines activités qui les intéressent, et ce indépendamment d'où ils habitent. Mais si on présuppose que les hommes des quartiers au sein desquels se déroulent les activités seraient majoritaires dans celles-ci, on est souvent démenti. La perception, plus des personnes ressources et usager.e.s que la nôtre, de chercheur.e.s ayant passé un temps limité dans la zone, est que les hommes sont davantage occupés soit dans des activités professionnelles, soit dans d'autres activités (« s'asseoir au café » ou « regarder la télé » reviennent souvent parmi les discours de nos interlocuteur.e.s, comme des modalités de socialisation exclusives et fermées), plutôt que de s'intéresser aux initiatives culturelles organisés dans la zone.

Souvent, en raison de la composition démographique des quartiers, on décrit ces aspects comme propres en particulier aux hommes issus de la migration marocaine. Les femmes, quant à elles, sont souvent bien présentes dans les activités, surtout celles au sein desquelles, comme nous l'avons vu, les aménagements en place permettent un vécu positif de l'expérience, qu'elle se déroule au sein d'un public homogène ou mixte¹⁰². La participation des femmes dépend aussi du fait que c'est souvent elles qui accompagnent leurs enfants à des activités culturelles et en assurent le suivi, ce qui les met également en contact avec les institutions culturelles et leur offre élargie. Néanmoins, les charges familiales peuvent contraindre leur participation, surtout lorsqu'elles s'occupent également d'enfants non scolarisés, et qu'elles ne peuvent pas avoir recours à des structures de soutien (formelles ou informelles) pour prendre du temps pour soi.

Au-delà de ces distinctions de genre, plusieurs responsables des activités culturelles affirment que la participation est moins fréquente parmi des personnes d'origine étrangère de manière générale, et parmi certaines communautés plus particulièrement, telle que la communauté rom. Chez nos interlocuteur.e.s la perception que ces populations (tout comme d'autres, celles provenant des pays de l'est Europe sont également mentionnées) soient fort présentes et visibles dans le territoire, mais pas nécessairement actives sur la scène culturelle¹⁰³. Les responsables se questionnent ainsi par rapport aux modalités possibles d'implication de ces publics, ce qui suscite aussi des débats par rapport aux approches possibles, ainsi qu'à l'opportunité et nécessité de les développer. En outre, ces constats soulèvent des questions par rapport non seulement à l'offre culturelle présente, qui n'attirerait pas ces publics, mais aussi par rapport aux modalités et opportunités d'accès, plus difficiles pour des personnes se sentant minoritaires (et étant minorisées et racialisées).

Il y a également la perception chez nos interlocuteur.e.s que les jeunes sont moins présent.e.s au sein d'activités tout public, et aussi que la participation à des initiatives qui les vise de manière spécifique est toujours fragile pour ces publics, qui auraient la tendance à abandonner ou à être moins constants. La responsabilité envers les jeunes est ressentie davantage auprès des responsables des activités culturelles, en raison de la portée sociale et de prévention de celles-ci. Pour cette raison, les activités sont souvent aménagées de manière à aller à l'encontre des intérêts des jeunes et à les engager dans un processus qui les valorise. La collaboration des institutions scolaires dans ce processus dépend souvent par ailleurs plus de la volonté individuelle des enseignants, que de l'approche globale de la direction.

En termes d'âges, les seniors (80 ans et plus) sont aussi décrits comme isolés et difficilement engagés dans des activités culturelles, ce qui sollicite l'émergence d'initiatives les visant de manière spécifique.

De plus, certain.e.s constatent que les personnes qui fréquentent les quartiers pour des raisons professionnelles, prennent rarement part à des activités culturelles organisées dans la zone, sauf si, comme nous l'avons vu, elles ont un intérêt particulier pour l'activité, mais rarement parce qu'elle se déroule à proximité de leur lieu de travail. Il est plus difficile dans ce cas de créer également un lien avec les quartiers en question. Ou alors, les personnes résidentes dans le quartier mais qui y travaillent à temps plein, sont plus difficilement disponibles pour des activités, notamment en journée. Tout de même, les touristes se rendent assez rarement dans des institutions culturelles situées dans la zone en question,

¹⁰² Bien que pour certain.e.s de nos interlocuteur.e.s leur participation est plus constante au sein de groupes homogènes.

¹⁰³ Nous signalons néanmoins qu'au moins deux institutions culturelles dans la zone s'adressent particulièrement à ces populations.

bien que cela change récemment en raison de démarches de valorisation entreprises par les responsables des institutions culturelles et visant aussi ce public potentiel.

Ensuite, la participation se différencie en fonction des appartenances sociales des individus. Ceux et celles qui vivent des situations plus aisées auraient une plus grande facilité d'accès aux activités culturelles, ne fût-ce que pour une question de ressources économiques. Par ailleurs, la participation de personnes d'origine étrangère est aussi influencée par les possibilités concrètes dont les familles disposent, et est ainsi diversifiée en fonction également de ce facteur. Néanmoins, nous constatons que certaines initiatives visent de manière particulière des publics fragilisés, et mettent ainsi en place des aménagements permettant, en principe¹⁰⁴, leur participation.

Nous estimons aussi nécessaire d'opérer une distinction entre la participation à des activités culturelles de manière individuelle, et la participation à des initiatives collectives. En effet, chacun.e peut décider de s'inscrire seul.e ou avec une connaissance à un atelier qui l'intéresse, tout en ne fréquentant pas d'autres lieux culturels de manière autonome. Néanmoins, la participation à un atelier peut déclencher l'envie et la possibilité de se rendre dans ces lieux en groupe. La dimension collective aide à franchir le pas de la participation, bien que cela ne veut pas dire que la participation, par la suite, se fera de manière autonome. Il est aussi important de souligner que des choix s'opèrent au niveau de la participation à des activités culturelles de la part des individus, souvent « sur-sollicités » (RP32, entretien, 23/4/2020) et qu'il n'est pas nécessairement envisagé et envisageable que tou.te.s soient toujours présent.e.s à tout, ainsi que tout contenu soit nécessairement apprécié par tout le monde. Certains contenus sont par ailleurs perçus, par les non-participants ainsi que par des observateur.e.s externes, comme réservés à des publics spécifiques, lesquels maîtrisent les codes de compréhension. Il y a des représentations négatives autour de certaines formes d'art qui entravent la participation. Ces représentations sont probablement nourries aussi par des modalités de mise en place des initiatives qui ne permettent pas un accès égalitaire, en tout cas avant que la volonté d'impliquer un public plus large et des populations défavorisées soit intégrée dans les démarches de programmation des responsables.

De manière générale et transversalement à ces profils et à ces modalités différentes de non-participation, les facteurs mentionnés comme raisons possibles de celle-ci ou du désistement à un engagement pris sont souvent liés aux caractères et habitudes des individus peu enclins à s'engager pour des raisons diverses. La « fainéantise » ou le « manque d'envie » reviennent souvent parmi ces dernières, ainsi que des raisons d'ordre culturel), ou alors un manque de temps. Pour ces raisons, certain.e.s ne s'intéressent pas à la programmation culturelle, et ne prennent pas connaissance des informations (agendas, mailing list, affichages, flyers, etc.). Ils/elles peuvent aussi ne pas connaître les institutions culturelles dans leur espace de vie. D'autres, tout en voyant les institutions culturelles dans la zone où ils/elles habitent, ne s'y rendent pas car ils/elles n'osent pas franchir le pas vers quelque chose d'inconnu et souvent pas visible de l'extérieur (RP6, entretien, 11/12/2019). Cette difficulté peut s'estomper avec le temps et avec la familiarisation aux lieux en questions.

L'approche politique des questions culturelles ainsi que des enjeux présents au sein des quartiers est aussi présentée comme élément ayant un impact sur la participation, et/ou pouvant favoriser celle-ci auprès de publics originellement exclus. Il s'agirait en effet pour les autorités publiques de s'engager de manière plus active envers la création d'opportunités structurelles de participation, qui se font par la mise à

¹⁰⁴ Certain.e.s peuvent continuer à estimer la participation culturelle comme non prioritaire voire non nécessaire ou impossible à mettre en place au vu d'autres préoccupations principales.

disposition de fonds et de lieux aptes à accueillir de manière adéquate ces publics et leurs besoins. Cela permettrait également d'élargir les réseaux de la participation, c'est-à-dire de favoriser l'inclusion de personnes qui n'ont pas, au départ, les outils et les codes permettant cette participation, mais qui peuvent bien sûr s'en doter au travers d'un processus plus large et sur la durée. L'indisponibilité ou l'insuffisance des financements amène les opérateur.e.s à sélectionner les actions possibles, et à faire des choix. Si souvent les populations précarisées font l'objet de projets spécifiques, pour lesquels plusieurs institutions culturelles mobilisent beaucoup d'énergie, cela ne signifie pour autant que les ressources disponibles permettent un travail qui aura un impact durable sur la vie des personnes, et ce en dépit de la volonté et de l'engagement de tout.e.s. Paradoxalement, certain.e.s personnes vivant dans des situations d'extrême difficulté tels que les migrants sans-papiers, voient dans les activités culturelles des opportunités d'amélioration de leur quotidien, et y participent, tout en ne pouvant pas aller au-delà de cette participation car l'accès à l'exercice d'une citoyenneté complète leur est empêché par l'absence de statut.

L'intervention politique vise ainsi la possibilité d'assurer un accès égalitaire et constant à la culture, en termes de moyens financiers structurels mais aussi en termes d'une offre qui répond à des besoins diversifiés et qui fonctionne pour y répondre. Nous incluons dans cette réflexion aussi le système éducatif, lequel devrait constituer le premier outil – démocratique par ailleurs et souvent prioritaire pour les familles aussi – pour développer les codes et les compétences nécessaires à la participation. Il s'agit également de valoriser et de donner la possibilité d'améliorer et d'entretenir les compétences des enfants et des jeunes, les connaissances linguistiques et culturelles dérivant d'autres contextes que la Belgique, pour les enfants et les jeunes qui ont un background migratoire. Ce processus, impliquant aussi l'ouverture et la mise à disposition d'espaces appropriés, constitue aussi une manière d'inclure les familles dans la construction de l'environnement – culturel entre autre – dans lequel elles vivent, de légitimer et de reconnaître leur apport au départ d'un positionnement culturel qui peut être différent de celui considéré comme majoritaire et normalisé. Il est en effet contradictoire de réclamer la participation de publics qui ont été marginalisés, si l'on ne met pas en œuvre des démarches permettant de rétablir et de maintenir une situation égalitaire. La question est donc d'ouvrir « le champ d'action » (Mourad, entretien, 4/2/2020) des individus, surtout les jeunes, afin de produire des véritables changements qui bénéficient à toutes les parties prenantes. Il s'agit également de reconnaître que l'offre culturelle « occidentale » ou majoritaire, ainsi que ses codes, ne sont pas neutres, mais souvent liés au contexte précis au sein duquel ils sont élaborés et proposés. La volonté de diversifier davantage les publics et de solliciter la participation de certain.e.s qui ne sont pas immédiatement intéressé.e.s par cette offre nécessite le questionnement et la redéfinition de cette dernière. C'est par ailleurs au sein d'initiatives qui prennent en compte la diversité des approches de la culture possibles et qui se façonnent ainsi comme des espaces « hybrides » (RP32, entretien, 23/4/2020) que les publics sont davantage diversifiés.

Les modalités de « recrutement »

Les institutions culturelles développent des moyens pour impliquer les personnes, et plus particulièrement les habitant.e.s des quartiers appartenant aux profils de non-participant.e.s décrits plus haut. Il s'agit de modalités de communication spécifiques¹⁰⁵, dites aussi « chaudes » (RP30, entretien,

¹⁰⁵ Les agendas, les sites internet et pages de media sociaux sont décrits comme pas fonctionnelles à engager un public local et qui n'a pas un intérêt préalable envers une ou des activités spécifiques.

23/3/2020) car proches au terrain, mises en place au départ d'une connaissance approfondie de la zone, ainsi que des populations qui y sont présentes.

Tout d'abord, une modalité pour solliciter la participation de ces publics est de proposer des tarifs aménagés ou la gratuité des activités. Il s'agit ainsi d'aller à l'encontre des difficultés économiques des familles et des individus, qui pourraient ainsi bénéficier d'un accès à la culture qui ne pèserait pas ou peu sur leur économie familiale. Les institutions culturelles mettent en place ces aménagements de manière autonome ou en s'appuyant sur des financements et des outils externes. Les responsables informent aussi les publics potentiels des journées de gratuité établies à un niveau régional ou national, ainsi qu'à propos des tickets cumulatifs et/ou d'abonnements qui permettent aussi de « fidéliser » les publics (RP25, entretien, 4/3/2020). C'est le cas en ce qui concerne les musées ou représentations théâtrales, par exemple. Le principe pour plusieurs de nos interlocuteur.e.s est que « si problème économique il y a, ça ne doit pas être un problème d'accès, donc on trouve toujours un arrangement. [...] si une personne se présente et elle ne sait pas donner trois euros, elle aura quand même accès [à l'institution culturelle] » (RP10, entretien, 18/12/2019). Les institutions culturelles démontrent ainsi une « souplesse » (RP26, entretien, 4/3/2020) au niveau, entre autre, de la participation économique des personnes en difficulté, car la priorité est de favoriser l'accès à la culture, surtout s'il y a un intérêt et une volonté de s'engager.

Une autre modalité pour informer et solliciter la participation des habitant.e.s à des activités culturelles organisées dans la zone consiste en se rendre dans des services sociaux que les potentiels publics fréquentent, en visant des lieux ciblés par rapport à l'activité proposée. Par exemple, des affiches et des séances d'informations dans un ONE, ainsi que des présentoirs aux marchés, pourraient fonctionner pour renseigner des mamans à propos d'activités qu'elles pourraient mener avec leurs bébés. Ou aussi, dans certains cas les services eux-mêmes peuvent être installés au sein d'espaces communs avec l'institution culturelle, ce qui favorise l'échange d'information. La promotion des activités culturelles peut se faire aussi par la médiation d'outils artistiques que l'on amène sur place et qui donnent un exemple des initiatives proposées (RP17, entretien, 29/1/2020). L'enjeu est de présenter les bénéfices possibles de la participation sur la vie des individus, en termes d' « émancipation et autonomie » par exemple, ou de création d'espaces pour soi pour se détacher de ses tâches quotidiennes (RP28, entretien, 12/3/2020). La présence à d'autres moments de rassemblement telles que les fêtes de quartier, aide aussi les institutions culturelles à se faire connaître, et ce dans une logique de proximité du quartier et de valorisation de son offre culturelle (RP33, entretien, 31/3/2020).

Cette modalité fait partie d'une démarche qui permet d'aller vers les publics potentiels, d'être présents physiquement et d'échanger avec eux/elles, en se mettant aussi à disposition pour d'éventuelles questions et explications complémentaires, pour « causer avec les gens » (RP6, entretien, 11/12/2019). Cela déclenche aussi, en principe, le bouche à oreille entre plusieurs personnes potentiellement intéressées. En effet, plusieurs usager.e.s rencontré.e.s affirment avoir pris connaissance de certaines initiatives en parlant avec des relations, ou en demandant auprès des services sociaux fréquentés, en s'activement aussi de manière autonome pour chercher un lieu culturel qui réponde à leurs intérêts et à leurs besoins. Ce contact direct, que certain.e.s définissent aussi comme du « porte à porte » donne aussi « l'occasion de sentir la température du quartier, quelles sont les problématiques des gens, [...] de voir ce qui se passe dans le quartier » (RP30, entretien, 23/3/2020).

Il s'agit également d'établir et de rester en contact avec d'autres associations de la zone. Les collaborations et les partenariats entre les institutions culturelles ainsi qu'avec des associations qui

travaillent dans le domaine social sont en effet utiles pour engager certains publics visés de manière spécifique, ainsi que pour connaître leurs besoins. Il s'agit de mettre en commun les moyens de communications tout comme les espaces, de manière à rencontrer davantage de personnes et d'offrir un panel diversifié d'initiatives. Aussi, ces collaborations permettent le passage de publics d'une institution à l'autre, par un « transfert » de la relation de confiance, ce qui permet à certain.e.s de se rapprocher à des lieux culturels qu'ils/elles n'auraient pas envisagé de fréquenter de manière autonome.

Dans cette même optique s'insère la possibilité de mobiliser des participant.e.s par l'intermédiaire d'une personne ressource qui est associée au public visé. Ceux/celles qui participent déjà et qui ont un réseau de connaissances dans le quartier sont les premier.e.s référent.e.s possibles pour la « transmission de confiance » (notes de terrain, 19/11/2020). Ils/elles peuvent avoir accès aussi à des personnes plus isolées. Les contacts fonctionneraient aussi de manière intergénérationnelle, lorsque l'engagement dans des activités culturelles d'un membre de la famille peut ouvrir la voie à d'autres de s'approcher à des initiatives de ce type. Pour les jeunes, dans certains cas il est estimé opportun de mobiliser des animateur.e.s de rue pour « aller les chercher », pour fonctionner comme « une sorte d'intermédiaire » (RP6, entretien, 11/12/2019), de « médiateur » (RP12, entretien, 16/1/2020) qui permet d'ouvrir une voie vers l'institution culturelle, du moins pour certaines personnes, qui pourraient ensuite relayer les informations et partager leurs expériences.

Ces personnes ressources ou contacts sont souvent des individus qui connaissent bien le quartier et au moins certaines des populations présentes, aussi d'origine immigrée, dont ils/elles peuvent faire également partie. Dans ce cas, l'échange est favorisé par la possibilité de communiquer dans une langue commune au-delà du français et du néerlandais, ce qui peut faciliter la création d'un lien. Certain.e.s de ces contacts ont aussi un rôle dans la communauté en question, dans le sens qu'ils/elles sont en relation avec plusieurs membres et qu'ils/elles arrivent « à détecter [...] les différents problèmes qui touchent à cette population » (RP3, entretien, 20/11/2019).

Ces différentes démarches façonnent un travail de familiarisation sur la durée avec les institutions culturelles de la zone, un travail qui permet d'« apprivoiser » les lieux et de donner une « petite impulsion » (RP8, entretien, 12/12/2019) de manière à motiver les publics à participer. Ces moyens constituent des portes d'entrées dans l'institution culturelle, des canaux établis de manière spécifique afin de mettre en confiance des personnes qui peuvent apprécier l'offre culturelle mais qui ne la connaissent pas ou n'osent pas s'y adresser de manière autonome. Un processus sur la durée permet aussi d'inscrire la participation dans une continuité, au-delà de premiers essais.

Il est également important de souligner le fait qu'outre les démarches mises en place pour engager des nouveaux/elles participant.e.s, d'autres visent le maintien du lien avec le lieu culturelle une fois que la participation est établie, c'est qui fait que le « recrutement » est un « travail sans fin » (RP12, entretien, 16/1/2020)¹⁰⁶. Ceci parce que les publics et publics potentiels se renouvellent constamment, mais aussi parce que les responsables entretiennent également le rapport avec les nouveaux/elles participant.e.s, ainsi que leur motivation, en sollicitant et écoutant leur opinion sur les activités proposées et les aménagements pris, de manière à tenter de répondre à des besoins éventuellement non satisfaits. Non seulement la pratique culturelle en soi mais aussi les activités complémentaires font aussi l'objet

¹⁰⁶ Font partie de ce travail aussi les actions menées dans la perspective d'établir un « diagnostique » des besoins et intérêts des populations avant de mettre en place une initiative culturelle, de manière à ce que celle-ci soit ciblée et accueillie favorablement.

d'appréciation et favorisent la co-construction et l'appropriation des projets (RP14, entretien, 23/1/2020). Il s'agit également de créer des lieux protégés d'échange avec des publics¹⁰⁷ qui pourraient par la suite être « accompagnés » vers de nouvelles activités, une fois qu'ils/elles « se sentent bien » dans une première, qui fonctionne ainsi comme un « pont » vers les autres (RP17, entretien, 29/1/2020). La possibilité est aussi de « faire circuler » les participant.e.s entre différents espaces (RP12, entretien, 16/1/2020), de manière à intensifier la participation. La visibilité des produits artistiques réalisés à la fin du processus créatif sont aussi des modalités pour solliciter la participation, en valorisant les résultats obtenus et en contribuant à la notoriété de l'institution culturelle (RP26, entretien, 4/3/2020).

L'enjeu est aussi de questionner la programmation afin de proposer des contenus qui rencontrent des intérêts, bien que souvent il n'y pas de réponse univoque et unanime aux débats autour de l'opportunité d'élaborer une proposition ciblée plutôt que large et « hybride » (RP33, entretien, 31/3/2020). En outre, une programmation variée aussi en termes d'horaires, prévoyant des activités pour adultes le matin et/ou en parallèle avec d'autres pour enfants¹⁰⁸, par exemple, ainsi que d'autres initiatives en soirée, de manière à « emboîter » les activités (RP12, entretien, 16/1/2020) est certainement utile pour diversifier davantage les publics, répondant ainsi à des exigences variées liées aux différents engagements des individus.

Afin de prendre en charge ce travail continu de proximité, les institutions culturelles ont besoin de moyens en personnel, de financements et de temps adaptés, qui prennent également en compte le fait que les publics des quartiers sont mouvant et le travail doit souvent être recommencé du début (RP8, entretien, 12/12/2019). Le manque de ces ressources détermine le risque de délaisser certaines des démarches possibles et d'atteindre seulement en partie les buts envisagés.

La (non) présence de personnes d'origine étrangère dans l'organisation et le management des activités

Si plusieurs personnes d'origine étrangère occupent parfois des places d'opérateurs de terrain¹⁰⁹, ces personnes ont très rarement des rôles en haut de la hiérarchie des institutions culturelles, ce qui va aussi à l'encontre d'un caractère considéré comme inhérent à la ville : « la diversité est dans Bruxelles, sauf qu'il y a encore beaucoup de pouvoir qui est tenu... [...] c'est blanc comme neige au-dessus ! » (RP11, entretien, 10/1/2020). Cela nous surprend davantage, lorsque nous remarquons que les activités d'une institution culturelle sont fréquentées majoritairement par des personnes ayant un background migratoire, et que l'écart entre ce pourcentage et celui de la présence de personnes étrangères parmi les responsables de l'institution peut être très grand (un exemple : 86% contre 7%¹¹⁰). L'engagement de personnes d'origine étrangère dans ces rôles de terrain répond, comme nous l'avons vu, également à cette perspective et à la volonté de créer des contacts pour solliciter ces publics à participer. Nous nous demandons donc dans quelle mesure la présence de personnes d'origine étrangère parmi les responsables de la programmation des activités par exemple, ne pourrait amener une diversification de cette programmation et la possibilité qu'elle réponde à un panel plus large d'intérêts et de besoins. La mixité des publics envisagée devrait ainsi aller de pair avec une mixité au niveau des responsables de l'offre culturelle, pour que cela ait davantage

¹⁰⁷ Lieux également virtuels, par exemple des groupes WhatsApp ou SMS par lesquels faire passer les communications (aussi le rappel d'activités) et certains contenus.

¹⁰⁸ Enfants et jeunes participant.e.s sont par ailleurs définis souvent comme des bons « ambassadeurs » pour faire connaître les institutions culturelles (RP15, entretien, 23/1/2020).

¹⁰⁹ On inclut également les enseignants des écoles situées dans les quartiers concernés par cette étude.

¹¹⁰ Document de terrain.

de sens et pour que les activités ne soient pas perçues comme « imposées » de la part de groupes culturels dominants (RP33, entretien, 31/3/2020).

Or, la question de la représentativité pourrait être soulevée, notamment les nombreux débats autour du fait que faire partie ou être associé à une certaine « communauté » n'assure pas pour autant d'en connaître et d'en représenter les intérêts. Mais celle-ci n'est pas l'enjeu dans ce contexte, à notre sens. La question est plutôt de s'interroger sur l'accès aux professions culturelles (de management plus particulièrement) de personnes issues de la migration, enjeu qui est aussi soulevé par une étude récente qui constate que « [s]i les opérateurs culturels veulent atteindre une diversité de profils au sein de leur public, cela doit aussi être intégré dans la politique artistique et dans la politique du personnel »¹¹¹. Nous posons cette question aussi parce que nous avons également constaté que certaines initiatives culturelles et artistiques sont mises en place de manière autonome par des personnes d'origine étrangère, qui font également attention à diversifier le personnel des associations créées en termes d'origine des membres par exemple. Nous en déduisons non seulement que le secteur culturel bénéficie aussi de l'apport d'experts et d'artistes qui ont un background migratoire – entre autre –, mais également qu'il pourrait y avoir des difficultés d'accès à la culture « mainstream » déterminant la nécessité de trouver d'autres portes d'entrée au secteur, sans qu'il n'y ait au départ de cette démarche une volonté de proposer des activités connotées culturellement ou alternative à la programmation majoritaire. Certes, une spécificité des actions proposées peut être présente, résultat de la perception d'un manque au niveau de la culture « mainstream », mais ce travail de colmater ce manque ne pourrait-il aussi être opéré de l'intérieur, en étant intégré dans une réflexion générale autour des politiques culturelles de la région et/ou des communautés ? Certain.e.s par ailleurs essayent de « bousculer » ce système et « pren[nent] le risque » de le questionner (RP11, entretien, 10/1/2020) en proposant ces activités alternatives au sein des hauts lieux de la culture bruxelloise.

Nous avons collecté plusieurs exemples de personnes d'origine étrangère engagées dans des activités de terrain diverses et mobilisées pour le quartier, au départ d'expertises et de compétences propres, mais aussi d'une motivation à participer activement et à faire valoir cette participation. Nous avons également constaté que l'apport qu'ils/elle développent est parfois transversale à des enjeux de société larges, parfois plus orienté vers des questions spécifiques qui sont vécues plus particulièrement par les personnes issues de la migration. Dans les deux cas, cet apport est certainement bénéfique, car il permet de multiplier les points de vue portés sur une question, ainsi que d'avoir accès à des perspectives et à des informations qui ne sont pas nécessairement rendues visibles par d'autres acteur.e.s sociaux/les. Pourtant, ces individus sont souvent racialisés et marginalisés, et ils/elles ressentent les effets de ce processus (Mourad, entretien, 4/2/2020), dans le sens que leur action est souvent reléguée aux marges des centres de pouvoir, ce qui établit une participation conditionnée et une liberté d'expression limitée. Élargir ces espaces de participation en engageant des personnes d'origine étrangère dans des postes de responsables de la programmation culturelle de la zone permettrait, aussi pour certain.e.s de nos interlocuteur.e.s qui le soulignent de manière spécifique, de « nuancer » la « vision du monde » des responsables qui est « projetée sur les bénéficiaires » (RP20, entretien, 18/2/2020). Nous estimons que les résultats de ce processus pourraient être positifs par rapport à la correspondance entre offre et intérêts et besoins, et aux bénéfices que chacun.e pourrait tirer de la participation culturelle.

¹¹¹ *La culture au pouvoir. Le rôle social de l'art et de la culture*, Rabko, Cahier Interact 9, https://rabbko.be/uploads/Publications-ies/Interact/Cahier-Interact_9_FR.pdf, consulté le 16/6/2020.

5. Conclusions

Dans ce rapport, nous avons analysé les matériaux collectés tout au long d'une ethnographie menée dans les quartiers de la zone centrale du canal de la Région de Bruxelles-Capitale, visant à étudier l'offre culturelle et la participation dans l'environnement considéré. L'objectif de cette analyse est d'amener des constats et réflexions au départ de ces matériaux, mais aussi de mettre ensemble et partager une pluralité de pratiques, de savoirs et d'expériences développés dans cette zone. Ce faisant, nous espérons nourrir concrètement des débats en cours concernant les politiques culturelles et le lien avec les questions d'aménagement des territoires urbains.

Les matériaux étudiés ont été divisés en deux macro catégories, d'abord celle regroupant les informations sur l'offre culturelle récoltées auprès de personnes ressources au sein des institutions culturelles elles-mêmes, et ensuite celle consacrée aux expériences et aux opinions des usager.e.s, dont on a été témoin via des observations ou des entretiens. Nous sommes par ailleurs revenu.e.s sur la méthodologie employée, en analysant de manière réflexive les outils que nous avons mobilisés, ainsi que les relations établies sur le terrain et leur impact sur le déroulement des démarches. Pour terminer, nous avons fait le point sur des questions principales qui émergent de l'étude transversales de ces données, afin de mettre en lumière les enjeux qui nous semblent plus significatifs et pertinents pour des réflexions ultérieures à propos de la culture dans la zone étudiée. Dans le cadre de cette section, nous revenons sur certains des constats, enjeux et réflexions amenés par cette étude.

En ce qui concerne l'**offre culturelle** de la zone, nous avons tout d'abord présenté la **composition du public**, telle qu'elle est envisagée et constatée par les responsables des activités. Ce public est souvent mixte, dans d'autres cas plus homogène en termes d'âge, de genre, d'appartenance culturelle, de situation socio-économique etc., surtout lorsque des actions spécifiques sont mises en place pour toucher ces publics. C'est au sein de ces dernières activités que les publics du quartier sont souvent majoritaires, tandis que ceci n'est pas systématique lorsque les activités sont plus larges.

Les **contenus proposés** sont diversifiés, mais nous constatons que l'approche embrassée par les responsables est souvent celle d'une co-construction et négociation de ces contenus, de manière à ce que la forme et le résultat final de l'activité proposée soient réappropriés par les participant.e.s. Nous constatons aussi que certains conflits et/ou tensions autour de certains contenus peuvent émerger lorsque la possibilité de choisir de s'exposer ou pas à un contenu artistique n'est pas assurée, dans le sens qu'un contenu est en quelques sorte « imposé » au regard, par exemple dans un lieu de passage plutôt que dans un lieu que la personne a choisi de visiter. Ou alors le conflit peut émerger quand le contenu est affiché sans une médiation et un encadrement préalable qui permet de le contextualiser. Il ne s'agit pas nécessairement d'un travail de médiation culturelle, car nous estimons, avec plusieurs.e.s de nos interlocuteur.e.s, qu'il n'y a pas d'obligation à ce que tout.e participant.e entre en relation avec tous les contenus proposés. Cela aussi parce que la question n'est pas de faire passer un message culturellement connoté auprès d'individus associés à d'autres référents culturels. Il s'agit plutôt de mettre en place les conditions nécessaires à ce que le choix de participer ou pas à des activités autour de ce contenu puisse être fait. Lorsqu'un individu choisit de participer, il est aussi nécessaire que le parcours entrepris soit structuré autour de l'acquisition d'outils nécessaires à pouvoir interagir de manière active avec ce contenu.

Nous avons également étudié les **modalités de communication** développées pour faire connaître les activités des institutions culturelles, ainsi que les moyens mis en place pour mobiliser une pluralité de

publics. Plus particulièrement, nous constatons que ces moyens sont diversifiés en fonction des profils des personnes que l'on veut atteindre, et que lorsqu'il s'agit des habitant.e.s des quartiers, considérés comme moins enclins à la participation de manière autonome, les institutions culturelles implémentent une communication davantage de proximité. Cela permet également de comprendre les intérêts et les besoins des populations, ainsi que de proposer des activités qui y répondent, dans une optique aussi de valorisation des quartiers.

En effet, toutes les institutions culturelles rencontrées **s'engagent pour le quartier** et ses publics, directement ou par la médiation avec d'autres organismes partenaires, qui souvent œuvrent plutôt dans le domaine social. Ce qui témoigne du fait que la spécificité des quartiers, souvent qualifiés de quartiers populaires, semble exiger que l'art et la culture passent par le biais ou en parallèle avec une action sociale, qui vise donc d'autres objectifs que la consommation culturelle portée par des buts esthétiques.

La vision des institutions par **rapport aux quartiers** est généralement positive, car ces derniers sont décrits comme des organismes dynamiques : la gentrification fait partie de ce dynamisme, à l'instar d'autres changements démographiques vécus, tout en portant une attention spécifique aux possibles effets d'accentuation de la précarisation. Les quartiers présentent certes certains problèmes sociaux, notamment la précarité socio-économique des habitant.e.s et le fait que certaines infrastructures ne sont pas appropriées pour satisfaire les besoins de la population et pour fournir des véritables possibilités d'épanouissement et d'acquisition d'outils de citoyenneté. Néanmoins, en tenant en compte ces problématiques aussi dans l'action culturelle, les quartiers sont décrits comme potentiellement très riches en termes de diversité socio-culturelle et démographique et en termes d'environnement. Par ailleurs, certaines représentations négatives encore en œuvre vis-à-vis des quartiers se nuancent, par effet aussi d'une visibilité contemporaine de ce dynamisme et de cette richesse.

La **participation culturelle** est largement influencée par la situation personnelle des individus, non seulement en termes de profils, d'intérêts et de besoins, mais aussi en termes de statut et d'occupation, et des engagements personnels qui en dérivent. Les **motivations** à s'engager dans des activités culturelles sont multiples. Néanmoins nous soulignons que la culture nécessite du temps : les femmes qui n'ont pas une occupation professionnelle en dehors de la maison, les personnes au chômage et les retraités sont souvent davantage impliqués, pour autant que l'offre culturelle corresponde également aux moments de la journée pendant lesquels leur participation est faisable. D'autres publics engagés aussi professionnellement seraient par contre davantage disponibles le soir, mais pas nécessairement en état de prendre part à des activités supplémentaires. Les raisons qui influencent la volonté de participer dépendent aussi de l'appréciation de certains éléments qui peuvent être présents au sein d'activités culturelles, notamment le fait qu'elles se développent autour de pratiques en lien avec le quotidien des participant.e.s, ainsi que l'aménagement des initiatives de manière à fournir des véritables moments et espaces d'expression individuelle et collective et d'apprentissage coopératif.

Au-delà des motivations de chacun.e, la participation peut être pour certain.e.s plus constante, pour d'autres plus fluctuante. La **fluctuation de la participation** n'est pas nécessairement problématique du moment où cela génère un renouvellement des publics, et pour autant que la présence de « noyaux durs » (ceux/celles plus constant.e.s) permette la continuation de l'activité. Ce qui fait donc que les activités doivent être caractérisées par un certain niveau de flexibilité, pouvant s'adapter à cette fluctuation et pouvant y répondre avec une proposition de contenus adaptés à ces changements dans la composition du public.

L'**opinion des usager.e.s** à propos des activités culturelles dépend de plusieurs facteurs, parmi lesquels, prioritairement, le fait de se reconnaître dans le produit artistique et culturel proposé, c'est-à-dire le fait que le contenu proposé « parle » à son public, autrement il ne sera pas apprécié. Pour parler au public, ce contenu peut se référer à des aspects des vécus et des quotidiens des personnes, ou à des intérêts précédents. Ou alors, si le contenu proposé est nouveau, il nécessite d'être travaillé en quelque sorte, avant et au lieu de mettre en place une consommation culturelle « passive », de manière à ce que la participation soit active et que le contenu soit réapproprié et ait du sens pour les participant.e.s, même s'il est nouveau et en principe déconnecté des intérêts préalables de l'individu.

Les personnes qui participent aux activités culturelles – mais aussi ceux qui ne le font pas systématiquement – ont généralement un **engagement envers le quartier**, qui ne veut pas nécessairement dire qu'ils y mènent des actions spécifiques, mais plutôt qu'ils développent un lien avec le quartier. Cela a pour effet une connaissance souvent très approfondie du quartier, même si elle n'inclut pas nécessairement les activités culturelles proposées. La connaissance concerne davantage l'environnement, les infrastructures et l'histoire des quartiers, aussi pour l'avoir vécue – avec ses changements – de manière directe.

Ces éléments nous amènent à des **réflexions plus globales et transversales** concernant tout d'abord l'importance de penser la culture non pas comme objet de consommation passive mais plutôt comme sujet auquel donner du sens par le biais d'une participation active. La pratique culturelle est réappropriée si elle satisfait un intérêt et un besoin, et si l'environnement dans lequel elle est proposée constitue un espace de bien-être individuel et collectif. De cela, découle une portée sociale des pratiques culturelles, visant des objectifs qui vont au-delà de l'expérience esthétique, et qui concernent notamment la création de liens entre les participants et avec les quartiers, aussi d'un point de vue culturel. Les espaces proposés sont des espaces de dialogue où chacun.e a un rôle à jouer au sein du groupe, à savoir des opportunités concrètes de participation et de faire entendre sa voix, si l'on veut s'exprimer, de manière artistique. Le public devient ainsi acteur du contenu culturel proposé, et la pratique culturelle amène à un résultat tangible, que ce soit un apprentissage exploitable par la suite, ou un produit artistique qui soit valorisé et valorisable.

Le fait que certains individus et plus précisément plusieurs habitant.e.s des quartiers en question ne participent pas aux activités culturelles proposées ne doit pas nécessairement être lu d'un point de vue culturaliste. La non-participation n'est pas systématiquement due à une non-prédisposition envers la culture pour des raisons d'origine et d'appartenance. Ensuite, le fait de ne pas aller vers certains contenus culturels ne signifie pas que d'autres ne sont et peuvent être appréciés et pratiqués. D'ailleurs, ces constats amènent des débats concernant la programmation culturelle existante, ainsi que les domaines artistiques proposés, leurs contenus, et les codes et outils nécessaires pour se les approprier. La non-participation n'est pas absolue, dans le sens que certain.e.s ne participent pas à certaines activités culturelles, mais bien à d'autres. En découle l'importance de pouvoir choisir parmi un éventail large de possibilités, et aussi l'importance d'accepter la non-participation à tout nécessairement. Il s'agit ainsi de proposer une offre culturelle au sein de laquelle, potentiellement, chacun.e « trouve son compte » sans que son choix fasse l'objet d'un jugement (d'autant plus pour ces personnes qui sont déjà marginalisés dans la société en raison de positionnements culturels non associés à la majorité).

La promotion d'une approche pluraliste est inclusive de la culture est davantage bénéfique pour répondre à cette exigence de diversification de la programmation et des publics, et pas se laisser porter par une vision ethnocentrée de la culture qui risque d'imposer des standards dont les codes ne sont pas compris

ni nécessairement appréciés, ni tout à fait accessibles, par tout le monde. Il est ainsi important, dans cette approche, non seulement d'engager les personnes issues de la migration et souvent majoritaires dans les quartiers, mais aussi de les impliquer dans l'élaboration des politiques et programmes culturelles des institutions, de la ville, et au-delà aussi. Par ce travail, il est ainsi possible d'un côté de positiver les quartiers et leurs habitant.e.s, souvent objets de représentations négatives et de discrimination, et d'un autre côté d'offrir des véritables espaces d'épanouissement notamment pour les jeune. Le processus d'altérisation, de racialisation et de marginalisation souvent en œuvre au sein des sociétés contemporaines vis-à-vis des personnes issues de la migration, peut entraîner le repli sur soi et l'isolement, plutôt que l'ouverture envers des environnements dans lesquels on se reconnaît et on ne se sent pas jugés. Nous clôturons ce rapport en soulignant donc l'importance de favoriser l'accès à la culture depuis plusieurs portes d'entrées et de prévoir des possibilités de participation à des niveaux variés, de manière aussi à casser des barrières symboliques présentes autour des quartiers et de certaines populations, et ce par la valorisation de la diversité culturelle et de l'apport de chacun.e.

6. Liste des annexes

- Annexe 1 : Tableau récapitulatif des activités de terrain
- Annexe 2 : Exemples de cartes visuelles complétées par les usager.e.s
- Annexe 3 : Typologie de pratiques (version PDF)
- Annexe 4 : Typologie de pratiques (version Excel consultable)

Remerciements

Nous remercions tout.e.s les participant.e.s de cette étude, lequel.le.s nous ont accordé leur temps et ont ainsi permis la réalisation de cette recherche, notamment : les responsables et les opérateurs des institutions socio-culturelles contactées, les participant.e.s aux activités, les habitant.e.s et les passants des quartiers, les membres du comité de pilotage de l'étude. Nous tenons également à remercier les associations et institutions qui nous ont fourni leur support logistique à la mise en place des workshops de restitution des résultats, notamment : la Maison de la création de Laeken, la commune de Molenbeek, l'Athénée Royal Serge Creuz de Molenbeek (site Sippelberg) et le Foyer Vzw.